

Geneviève Delaume

Docteur en Droit

Le Bureau des finances de la Généralité de Paris

Préface de

Francois DUMONT

*Professeur à la Faculté de Droit
et des Sciences économiques de Paris*

dis. Paris 1963

EDITIONS CUJAS

19, rue cujas

PARIS



Digitized by the Internet Archive
in 2026

**Le Bureau des finances
de la
Généralité de Paris**

Geneviève Delaume

Docteur en Droit

Le Bureau des finances de la Généralité de Paris

Préface de

Francois DUMONT

*Professeur à la Faculté de Droit
et des Sciences économiques de Paris*

**ÉDITIONS CUJAS
19, rue cujas
PARIS**

Université d'Alger

Le Bureau des finances de la Généralité de Paris



Service de
Finances
Généralité de Paris

ÉDITIONS CHAS
19, rue de la
PARIS

PREFACE

Les trésoriers de France généraux des finances évoquent en général pour les historiens du droit la figure de magistrats financiers, dépouillés de leurs fonctions par les intendants, et se survivant au XVIII^e siècle. En réalité ils ont joué au XVI^e et au début du XVII^e siècle un rôle important, et leur participation aux troubles de la Fronde, comme l'a montré une étude récente, est loin d'avoir été négligeable. Parallèlement, les bureaux des finances qu'ils constituent depuis le XVI^e siècle représentent des organismes dont le rôle dans l'administration des finances, des domaines, de la voirie, et même en matière politique, s'il a décliné dès la fin du XVII^e siècle, a été important à l'origine. Leur étude pose donc le problème non pas seulement de la survie, mais aussi de la vie d'une institution, dont les caractères sont différents pour chaque généralité où l'on peut l'étudier. C'est qu'en effet, le « monde du trésor », comme on appelait le milieu social des trésoriers de France, varie suivant les influences extérieures qui s'exercent sur eux, et les institutions avec lesquelles ils sont en contact. Telle est la conclusion que l'on peut tirer des trop rares études auxquelles les bureaux des finances ont donné lieu.

Celui de Paris, comme beaucoup d'autres institutions de la capitale, n'avait jamais encore suscité une recherche d'ensemble, malgré la richesse de ses activités. Mademoiselle Geneviève Delaume l'a tentée, et, à mon avis, elle a parfaitement réussi son entreprise.

Grâce à elle l'importance sociale des trésoriers parisiens a été mise en lumière. Supérieure à celle de leurs collègues provinciaux, elle leur a permis de mener une politique personnelle. Leurs relations avec les maîtres des requêtes et les conseillers d'Etat leur ont donné les faveurs des Conseils, qui les soutiennent parfois contre les intendants, et surtout leur confient fréquemment des « commissions ». C'est là une découverte impor-

tante qui éclaire d'un jour nouveau la pratique administrative de l'ancien régime.

Cette situation exceptionnelle, due à la résidence dans la capitale, à un recrutement parmi des familles riches et connues, éclaire bien des péripéties de l'histoire du bureau des finances de Paris.

Créé par l'édit de Poitiers de juillet 1577, s'il est, sous Henri IV en difficultés avec Sully, et la municipalité parisienne qui bénéficie de la faveur royale, en reconnaissance du ralliement de la capitale, sa compétence en matière financière reste importante.

Sous Louis XIII il est le véritable administrateur de la généralité de Paris. Pendant la Fronde il agit avec vigueur, mais sans jamais lier sa cause à celle des autres bureaux. En 1693 il hérite des attributions, d'ailleurs mineures de la chambre du Trésor, autre particularité notable. Au XVIII^e siècle enfin, si l'intendant lui a enlevé, comme aux autres, beaucoup de fonctions, il n'en travaille pas moins avec lui et le lieutenant de police, en matière de voirie urbaine, de ponts et chaussées, joue encore un rôle important, alors que les trésoriers de province se désintéressent des quelques charges qui leur restent et ne sont pas, eux, commissaires du Conseil du roi.

Voilà donc une importante contribution à l'histoire de deux institutions paradoxalement peu connues, les bureaux des finances et la ville de Paris.

François DUMONT.

INTRODUCTION

Le 10 avril 1649, à onze heures du matin, cinq magistrats vêtus de longs manteaux de soie noire, se présentaient à la Capitainerie du château de Saint-Germain. Priés d'attendre un moment par le maître des cérémonies, ils étaient bientôt introduits par le secrétaire d'Etat Henri de Guénégaud¹ dans le grand cabinet de la reine, et présentés par lui au roi et à la reine.

Les cinq magistrats mirent un genou à terre, se relevèrent aussitôt, et l'un d'eux prit la parole :

« Sire, notre Compagnie ayant reçu deux grâces très
« particulières de Votre Majesté — par vos sages et pru-
« dents avis, Madame — dont l'une regarde l'entier réta-
« blissement en nos charges, et l'autre, le bonheur de la
« paix dans la ville capitale de votre royaume, nous venons
« en rendre à Vos Majestés nos très humbles remercie-
« ments, et leur renouveler en même temps nos soumis-
« sions et obéissances, promettant d'apporter de notre part
« tous les soins nécessaires et possibles pour la conservation
« de ses domaines dont nous avons l'honneur d'être les
« dépositaires, et de contribuer aussi tout ce qui sera notre
« devoir pour faire ressentir aux peuples le soulagement
« qu'il a plu à Votre Majesté de leur accorder par ses der-
« nières déclarations.

« Et en attendant, Sire, les effets de nos services et de
« notre fidélité, ce que nous pouvons maintenant en re-
« connaissance de ces bienfaits, est de dire hautement que
« nous nous estimons honorés d'être nés sous votre règne,
« et que nous continuerons tous les jours de notre vie nos
« vœux et nos prières pour la prospérité de Votre Majesté,
« comme vos très humbles et très fidèles sujets et servi-
« teurs ».

1. Henri de Guénégaud, comte de Montbrizon, secrétaire d'Etat de la Maison du roi de 1643 à 1668.

A ce bref discours, la reine répondit simplement que le roi avait pour agréable leurs soumissions.

Sur ce, les cinq magistrats firent leur révérence à nouveau, et se retirèrent.

Puis, le maître des cérémonies les convia à dîner. Après quoi, ils regagnèrent la capitale².

*
* * *

Qui étaient donc ces cinq magistrats « dépositaires des domaines royaux », et auxquels leurs fonctions permettaient de « faire ressentir aux peuples le soulagement » que de récentes déclarations royales venaient de leur apporter ?

Et pour quelles raisons la reine parlait-elle de « soumissions » à ces officiers qui protestaient avec une telle conviction de leur dévouement ?

En fait, malgré les termes déférents du discours et le dîner qui était offert aux visiteurs, ceux-ci n'étaient que des frondeurs rebelles qui venaient faire leur soumission, quelques jours après la paix de Rueil³.

Notons tout de suite qu'il y avait quelque exagération dans les affirmations de l'orateur, Claude Fornier⁴. Les « Conseillers Trésoriers de France, Généraux des Finances et Grands Voyers en la Généralité de Paris » — tel était le titre flatteur des cinq visiteurs — jouissaient certes de pouvoirs administratifs et juridictionnels assez étendus en matière domaniale. Il était toutefois un peu aventureux de prétendre qu'ils étaient « dépositaires des domaines royaux ».

Par contre, il était vrai que les attributions financières ou domaniales de ces officiers, leur rôle en matière de voirie et de travaux publics, leur permettaient d'intervenir dans la vie quotidienne de la population de la généralité.

Ainsi, ils étaient chargés de veiller à une bonne répartition des impôts, accordaient des délais pour leur règlement. C'était à eux qu'il fallait s'adresser pour obtenir l'autorisation de construire ou de réparer un bâtiment, de déplacer un chemin. Ils donnaient leur avis sur la construction d'une route, d'un pont. Ils établissaient les baux de location des prés, des moulins, des étangs du domaine royal. Ils veillaient à ce que les droits de

2. Z¹F 209 fol. 33 v^o et 34.

3. Le 1^{er} avril 1649 ; elle marqua la fin de la Fronde parlementaire.

4. Trésorier de France au bureau de Paris à partir de 1630. En 1670, Claude Fornier de Montagny, sans doute son fils, lui succéda ; ce dernier eut un fils conseiller au parlement.

péage soient perçus sans abus. Ils avaient donc un rôle important dans la vie économique du pays.

Les textes officiels accordaient à ces trésoriers généraux des pouvoirs considérables. Ils avaient en principe hérité des titres, privilèges et attributions des trésoriers de France et des généraux des finances qui avaient eu dans le passé la gestion de tous les revenus du roi, ainsi que du grand voyer de France, Sully.

Malheureusement pour eux, leurs offices avaient été multipliés dans le même temps où leurs pouvoirs réels s'amointrissaient, en raison de la création d'autres officiers ou de commissaires du roi qui leur disputaient leur champ d'action.

A l'époque de la réception de cinq d'entre eux au château de Saint-Germain, les trésoriers généraux de Paris étaient au nombre de vingt-trois, qui formaient le bureau des finances de la généralité de Paris. Et il existait une vingtaine d'autres bureaux semblables installés dans les principales villes du royaume.

Leur situation ne pouvait qu'être bien différente de celle des quatre trésoriers et des neuf généraux qui se partageaient, à la fin du ^{xv}^e siècle, l'administration financière de la France.

Ces puissants personnages, commensaux du roi, portaient souvent des noms encore célèbres, tels les Bohier, les Briçonnet, les Orgemont, les Bureau de Montglat, les Neuville de Chanteloup. Ils avaient illustré leur charge de telle façon que, pendant le ^{xvi}^e et le ^{xvii}^e siècles, les trésoriers généraux se recrutaient encore dans les plus nobles familles de robe. Il en était ainsi même en province, où pourtant la situation des bureaux des finances était bien moins flatteuse.

Diriger les affaires financières conduit à traiter de multiples questions administratives ou économiques. L'étendue même de la tâche des trésoriers généraux fut sans doute l'instrument de leur perte. En outre, leur trop grande indépendance vis-à-vis du pouvoir royal finit par les discréditer : officiers, ils possédaient leurs charges, spécialistes des finances, ils avaient tendance à se juger irremplaçables.

Peut-être furent-ils peu adroits ? Leur grand nombre aussi les amoindrissait. La monarchie centralisatrice du ^{xvii}^e siècle ne pouvait guère tolérer leur manque de souplesse. Ils furent donc progressivement évincés par les intendants, qui pouvaient être maintenus dans une plus étroite dépendance.

Peu à peu réduits à des besognes secondaires, les trésoriers généraux, même ceux de la capitale, furent bientôt traités avec condescendance par les officiers des autres cours. Ils appartenaient rarement au ^{xviii}^e siècle à des grandes familles de robe,

mais plutôt à la moyenne bourgeoisie. Seule, la perspective de commissions royales, relativement bien rémunérées, pouvait encore attirer d'éventuels acquéreurs.

La Révolution faillit amener un changement dans cette situation. Les intendants avaient disparu, les administrateurs expérimentés faisaient défaut : les trésoriers se trouvèrent tout naturellement appelés à participer à la répartition des impôts et à la surveillance des travaux publics, et non plus cette fois à côté des intendants. Recrutés pour la plupart dans la bourgeoisie moyenne, les officiers du bureau de Paris n'avaient plus rien des grands seigneurs qu'avaient été les trésoriers et les généraux de la Renaissance. Néanmoins le bureau des finances de Paris ne put se maintenir et disparut dans la tourmente révolutionnaire, comme les autres tribunaux de l'ancien régime, en 1791.



Notre propos est de décrire, dans les pages qui vont suivre, l'histoire et le rôle de ces trésoriers généraux de Paris que nous venons de présenter. Ce que nous souhaiterions faire apparaître, c'est la conscience professionnelle avec laquelle ces officiers, par leur travaux souvent obscurs mais toujours utiles, exercèrent pendant plus de deux siècles un rôle, d'abord essentiel, puis simplement important dans l'administration de la région parisienne.

Autant que nous avons pu en juger d'après les documents qu'ils nous ont légués, les trésoriers de Paris se montrèrent bons administrateurs et juges compétents. Leur tendance marquée à des prétentions excessives nous paraît valablement compensée par le zèle qu'ils ne cessèrent de déployer afin de réaliser une heureuse administration de la généralité, dans les domaines qui leur étaient confiés.

Leur activité s'exerçait dans la généralité de Paris, dont l'étendue correspondait approximativement à quatre de nos départements⁵, et qui avait à la fin du xvii^e siècle une population d'environ un million et demi d'habitants, dont près de la moitié pour la seule ville de Paris⁶.

L'importance de cette circonscription, qui possédait l'insigne

5. Plus exactement, la généralité de Paris comprenait les territoires qui correspondaient aux départements de la Seine, la Seine-et-Oise, la Seine-et-Marne, les trois-quarts de l'Yonne, la moitié de l'Oise et quelques parcelles de départements voisins.

6. *Mémoires des intendants sur l'état des généralités*, tome 1 : « Mémoire de la généralité de Paris », publié par A. DE BOISLISLE (Paris, 1881), p. xx et s.

priviège de comprendre la capitale du royaume, et venait nettement au premier rang pour le rendement des impôts dès le milieu du xvii^e siècle, mettait le bureau de Paris dans une situation privilégiée par rapport aux bureaux des finances des autres généralités.

Or — au contraire de certains bureaux de province⁷ — le bureau des finances de Paris n'a fait l'objet jusqu'à présent d'aucune étude, si ce n'est de façon fragmentaire, à l'occasion de recherches portant sur d'autres sujets, ou sur les trésoriers de France en général.

Il paraissait donc utile de rechercher comment avait été constituée, puis avait fonctionné cette institution assez peu connue de l'ancien régime.

*
* *

Dans une première partie, nous résumerons l'histoire de ces trésoriers de Paris, en donnant d'abord quelques indications sur la création de ces charges, bien que Simon Fournival, dans son volumineux traité à la gloire des bureaux des finances, ait déclaré :

« On peut dire de l'origine des trésoriers généraux qu'il
« en est comme du Nil dont on n'a jamais pu découvrir la
« source ; ces officiers sont si anciens dans le royaume qu'il
« ne se trouve rien de leur origine »⁸.

Après avoir rappelé leurs heures de gloire et de puissance, au xv^e et même au xvi^e siècle, nous les montrerons aux prises avec les intendants de leur généralité et, après un court moment de révolte à l'époque de la Fronde, progressivement réduits à un rôle secondaire dans l'administration de la région parisienne.

Après cette première partie historique, nous nous proposons d'aborder directement l'étude des attributions du bureau de Paris, non point en théorie, d'après les quelques mémoires anciens existants, mais en nous appuyant sur les exemples que nous avons pu trouver dans les archives des trésoriers.

Après quoi, nous décrirons l'organisation du bureau, la procédure suivie par ses membres. Nous voudrions aussi donner un aperçu du milieu social, des parentés ou alliances des officiers, d'abord brillantes, puis plus modestes, nous l'avons dit, le titre

7. En particulier ceux de Moulins, de Rouen et de Riom, ainsi que nous le verrons dans la bibliographie, p. 7.

8. S. FOURNIVAL, *Recueil général des titres concernant les trésoriers de France généraux des finances et grands voyers des généralités du royaume*, Paris, 1655, p. 2.

de trésorier général ayant perdu peu à peu une grande partie de son lustre.

Nous avons, en effet, préféré commencer par des indications aussi concrètes que possible sur le rôle des trésoriers de Paris, au lieu d'étudier auparavant — comme cela pourrait sembler plus logique — l'organisation théorique du bureau et sa composition.

Mais l'institution est difficile à cerner, en raison de l'imprécision de ses attributions, à la fois très vastes si l'on se fie aux ordonnances royales attribuant compétence aux trésoriers, et assez limitées si l'on tient compte du fait que beaucoup d'autres organismes se voyaient confier de leur côté des tâches analogues dans les mêmes domaines, en vertu d'autres textes. Bien des attributions officielles sont restées lettre morte, ou n'ont été exercées que pendant quelques années.

En outre, le rôle et l'influence des trésoriers généraux de Paris sont très différents selon que l'on se place à telle ou telle époque. C'est donc seulement après avoir étudié dans les deux premières parties l'histoire du bureau des finances, puis ses attributions d'après les exemples concrets que les archives de cette institution ont pu nous fournir, que nous aborderons dans une troisième partie la description de l'organisation et des méthodes de travail des trésoriers, sur un plan plus général, faisant en quelque sorte la synthèse de ce qui aura été indiqué dans la deuxième partie.

Cette troisième partie comportera également un chapitre consacré aux relations du bureau des finances avec quelques autres juridictions.

Avant de commencer, après une courte bibliographie, l'histoire du bureau des finances de Paris, il nous faut préciser que, dans toute notre étude, nous nous limiterons au bureau des finances proprement dit, sans aborder les questions touchant à la chambre du Trésor, puis à la chambre du domaine qui lui succéda, mises à part quelques indications très générales, lorsqu'elles nous paraîtront indispensables à la compréhension de certains événements.

BIBLIOGRAPHIE

I. — *Ouvrages imprimés*

Avant de donner la liste des ouvrages et documents qui nous ont été le plus précieux dans notre travail, nous voudrions réserver une place toute particulière à la thèse de M. François Dumont sur « le bureau des finances de Moulins »¹. Cette thèse, dont l'étude a servi de point de départ et de guide à nos recherches sur les trésoriers de Paris, est en effet le seul ouvrage qui donne une vue absolument complète de l'histoire, de l'organisation et des activités d'un bureau des finances sous l'ancien régime.

Nous aurons également l'occasion de citer fréquemment les ouvrages de :

EVERAT (E.). — *Le bureau des finances de Riom*, Riom, 1900.

VANNIER (J.). — *Essai sur le bureau des finances de la généralité de Rouen*, thèse, Rouen, 1927.

Il existe également deux livres fort intéressants, mais nettement différents, ainsi que leurs titres l'indiquent :

ROMIER (L.). — *Lettres et chevauchées du bureau des finances de Caen sous Henri IV*, Rouen-Paris, 1910, recueil de documents concernant la situation d'un bureau des finances sous le règne d'Henri IV.

LOUVENCOURT (Comte A. DE). — *Les trésoriers de France de la généralité de Picardie*, Amiens, 1896. Ce dernier livre a pour objet l'étude des familles et parentés des trésoriers d'Amiens, mais ne donne que des indications extrêmement succinctes sur l'activité du bureau.

Deux ouvrages enfin concernent les bureaux des finances dans leur ensemble :

GRIMOUARD (Vicomte H. DE). — Les bureaux des finances de l'ancien régime, article paru dans la *Revue de science et législation financière*, juill. 1905, p. 461 à 524. Cet important article ne donne malheureusement pas les références des documents utilisés.

1. Thèse de Droit, Paris, 1923.

CHARMEIL (J. P.). — *Les trésoriers de France à l'époque de la Fronde*, thèse de Droit (dactylographiée), Paris, 1963. Cet ouvrage comporte une bibliographie très détaillée sur tous les articles ou livres parus sur les bureaux des finances.

*
* *

Parmi les livres qui ne concernent pas spécialement les trésoriers généraux, mais contiennent néanmoins de précieuses indications, citons :

DARESTE (R.). — *Etudes sur les origines du contentieux administratif en France*, Paris, 1855.

DUPAIN (S.). — *Notice historique sur le pavé de Paris depuis Philippe-Auguste jusqu'à nos jours*, Paris, 1881.

Guide des recherches dans les fonds judiciaires de l'ancien régime, Paris, 1958, p. 303 et s. Cet ouvrage distingue parmi les archives groupées dans la sous-série Z₁F aux Archives nationales, celles qui concernent le bureau des finances de celles qui concernent la chambre du Trésor.

LEMERCIER (P.). — *Les justices seigneuriales de Paris*, thèse, Paris, 1933.

Mémoires des intendants sur l'état des généralités, dressés pour l'instruction du Duc de Bourgogne, tome 1, « Mémoire de la généralité de Paris » (seul paru) publié par A. DE BOISLISLE, Paris, 1881.

L'édition comporte non seulement une longue introduction et le mémoire de l'intendant, mais aussi de nombreux documents des XVII^e et XVIII^e siècles.

MEYNIAL (E.). — « Etudes sur l'histoire financière du XVI^e siècle », dans la *Nouvelle Revue historique de Droit français et étranger*, Paris, 1920, p. 451 à 515.

MONIN (H.). — *L'état de Paris en 1789*, publié dans la « Collection de documents relatifs à l'histoire de Paris pendant la Révolution », Paris, 1889.

OLIVIER-MARTIN (F.). — *L'organisation corporative de la France d'ancien régime*, Paris, 1938.

PAGÈS (G.). — « Essai sur l'évolution des institutions administratives en France, du commencement du XVI^e à la fin du XVII^e siècle », publié dans la *Revue d'histoire moderne*, nouvelle série, n° 1, Paris, 1932.

PAGÈS (G.). — *Les institutions monarchiques sous Louis XIII et Louis XIV*, Cours de Sorbonne, Paris, 1933.

PAGÈS (G.). — *La Monarchie d'ancien régime en France de Henri IV à Louis XIV*, Paris, 1941.

PETOT (J.). — *Histoire de l'administration des Ponts et Chaussées*, thèse, Paris, 1958.

*
* *

D'autre part, il existe des ouvrages antérieurs à la Révolution et qui concernent les bureaux des finances :

FOURNIVAL (Simon). — *Recueil général des titres concernant les fonctions, rangs, dignités, séances et privilèges des charges des présidents trésoriers de France, généraux des finances et grands voyers des généralités du royaume*, Paris, 1655.

JOUSSE². — *Traité de la juridiction des trésoriers de France*, 2 volumes, Paris, 1777.

PATAS DE BOURGNEUF (J. L.)³. — *Mémoires sur les privilèges et fonctions des trésoriers généraux de France*, Orléans, 1740.

2. Conseiller au présidial d'Orléans.

3. Trésorier général au bureau des finances d'Orléans.

Citons aussi certains ouvrages anciens qui, sans concerner uniquement les bureaux des finances, touchent néanmoins à notre sujet :

- BACQUET (J.). — *Œuvres*, Paris, 1664. Cet avocat du roi à la chambre du Trésor a écrit plusieurs ouvrages concernant le domaine royal, qui sont réunis dans ce volume. Mais ses travaux sont moins intéressants que ceux de :
- LE FÈVRE DE LA PLANCHE, avocat du roi à la chambre du domaine. — *Mémoires sur les matières domaniales ou traité du domaine*, 3 tomes, Paris, 1764.
- GUYOT. — *Répertoire universel et raisonné de jurisprudence, civile, criminelle, canonique et bénéficiale*, Paris, 1785, et en particulier au tome XVII, les pages consacrées aux trésoriers de France (p. 287 et s.) et à la voirie (p. 610 et s.).
- LÉGIER (M.). — *Traité sur les différentes procédures qui s'observent dans les juridictions de l'enclos du Palais à Paris*, Paris, 1780, dont le chapitre XII concerne la chambre du domaine et le bureau des finances.
- MIRAULMONT (P. DE). — *De l'origine et établissement du parlement et autres juridictions royales étant dans l'enclos du Palais royal de Paris*, Paris, 1612 (p. 264 et s. pour la chambre du Trésor, et p. 502 et s. pour les trésoriers de France).
- Dictionnaire de la noblesse* de LA CHENAYE-DESBOIS et BADIER, 15 volumes, in-4°, Paris, 1770-1786.
- Registres des délibérations du bureau de la ville de Paris*, publiés dans la collection de documents sur l'histoire générale de Paris, tome IX à XIX.

II. — *Manuscrits*

Pour cette étude, nous avons utilisé presque uniquement des manuscrits conservés aux archives nationales. La plupart font partie de la sous-série Z.F, qui groupe des registres et liasses de documents du bureau des finances et de la chambre du Trésor, puis la chambre du domaine qui lui succéda en 1693. Sous cette référence sont groupés des registres plunitifs (dont les annotations sont assez succinctes), des registres d'enregistrements de lettres patentes ou d'arrêts du conseil, quelques registres de voirie (ordonnances, audiences, adjudications, plans) et quelques liasses de pièces concernant surtout la voirie et les ponts et chaussées.

Toutefois, certains documents appartenant à d'autres séries concernent parfois également le bureau des finances de Paris. Citons tout particulièrement :

- U 992 *Filiation chronologique des officiers du bureau des finances* par le premier président Denis, datant de la fin du XVIII^e siècle, avec une introduction historique.
- K 890, en particulier les pièces nos 1, 5 et 6.
- P 2652, *Traité des domaines du roi*, 1726, et principalement le tome 1, dans les archives de la chambre des comptes.

Nous aurons également l'occasion de citer certains documents appartenant aux séries :

- AD IX (collection d'imprimés, mais conservée aux archives nationales).
- E (arrêts du conseil du roi).
- F, G (contrôle général) et H.

Il existe également certains documents à la bibliothèque nationale concernant les trésoriers généraux de Paris⁴. Toutefois, ils ne paraissent pas susceptibles de combler les graves lacunes qui existent dans les archives du bureau des finances. Très peu de textes, en effet, subsistent pour les premières années d'activité de cette juridiction⁵. La plupart des documents concernent le xviii^e siècle. Or, c'est précisément à cette époque que le rôle du bureau des finances est le moins important.

Nous ne pourrons donc, pour certaines périodes, apporter que des indications théoriques, sans pouvoir établir l'influence réelle des trésoriers d'après le nombre des affaires qui leur étaient soumises.

4. Quelques manuscrits du fonds français, ainsi que certains imprimés figurant au catalogue des actes royaux (série F). Sauf indication contraire, les références que nous donnerons par la suite concerneront des documents conservés aux archives nationales.

5. Une dizaine de registres pour la fin du xvi^e siècle, à partir de 1580.

PREMIÈRE PARTIE

HISTORIQUE

L'histoire des trésoriers de Paris peut se diviser en cinq périodes successives, dont chacune fera l'objet d'une section.

Il convient de rappeler tout d'abord ce qu'étaient les anciens trésoriers de France et les généraux des finances. Ensuite seront évoquées l'époque de la création du bureau des finances de la capitale, puis les difficultés des trésoriers pendant le règne d'Henri IV. L'apparition des intendants, leurs premiers contacts — et démêlés — avec les trésoriers, et la crise de la Fronde feront l'objet d'une quatrième section.

Enfin, il nous faudra donner un aperçu de la situation du bureau de Paris à la fin du xvii^e et au xviii^e siècles.

Section I

Trésoriers de France et généraux des finances

Après un bref rappel des conditions dans lesquelles apparurent les offices de trésoriers et de généraux, nous verrons comment, après une période de puissance dont l'apogée se place à la fin du xv^e siècle, ces officiers furent à partir de 1523, réduits peu à peu à un rôle plus modeste.

§ 1. — *Les origines*

Les revenus du domaine royal furent pendant longtemps les seules ressources régulières du Trésor. La gestion du domaine était dirigée par les trésoriers de France, qui suivaient le roi et le Trésor dans leurs déplacements, jusqu'en 1294, date de leur établissement à Paris, sous Philippe IV¹.

De 1300 à 1330, il existe auprès du roi « un gouverneur de toutes les finances », qui s'occupe à la fois du domaine et des aides, avec des pouvoirs fort étendus².

Après la suppression de ce gouverneur, les fonctions qu'il exerçait seront remplies par les trésoriers de France et les généraux des finances, jusqu'aux réformes intervenues sous le règne de François I^{er}.

Pendant cette période, l'administration des impôts s'organise. D'abord exceptionnelles, les aides³ deviennent de plus en plus fréquentes, notamment à cause des guerres avec l'Angleterre.

En 1338, Philippe VI institue huit généraux des finances pour surveiller la répartition et régler les contestations relatives aux aides.

1. U 992, p. 1 et 37.

2. Enguerrand de Marigny, puis en 1322 Pierre de Montigny, puis en 1330 Jean de Montagu, d'après le registre U 992.

3. A l'origine, le mot « aides » désignait tous les impôts, puis il ne concerna plus que les impôts sur des marchandises.

Puis les Etats, en 1355, ne consentent à secourir le roi Jean, réputé fort dépensier, qu'à la condition de pouvoir élire des généraux, choisis dans les trois ordres, et chargés de surveiller la levée et l'emploi des deniers des aides⁴.

L'institution est reprise par la suite, notamment par Charles V. Certains généraux des aides sont plus particulièrement chargés du contentieux des impôts.

C'est sous Charles V également que s'établit la distinction entre la chambre pour la justice du Trésor, et la chambre pour la « finance » du Trésor⁵.

A partir de 1395, les généraux « sur le fait de la justice des aides » se voient même refuser le droit de s'occuper d'affaires administratives.

Par contre, les généraux des finances des aides continuent à siéger à la chambre de la justice des aides, pour les affaires qui les concernent⁶.

*
* * *

Sous Charles VII, l'administration financière est entièrement réorganisée.

La chambre du trésor se sépare à cette époque nettement à la fois du parlement et de l'administration du domaine : à partir de 1450, les officiers du parlement et les trésoriers de France cessent d'exercer la justice contentieuse du domaine en la chambre du trésor. En cas de procès porté à tort devant eux, les trésoriers de France renvoient les parties devant la chambre.

Ils président toutefois au jugement lorsque l'affaire est liée à l'administration domaniale⁷.

L'administration financière reste essentiellement dirigée par les trésoriers de France, qui surveillent la gestion du domaine royal, et les généraux des finances, qui administrent les revenus extraordinaires du roi.

Il existe à cette époque quatre généralités, Languedoc, Languedoil, Pays d'Outre-Seine et Yonne, et Normandie. Ces circonscriptions, créées pour les aides, concernent dans la pratique aussi bien les trésoriers que les généraux.

4. U 992, p. 40 et 41. Les Etats de 1355 désignèrent également des élus, qui devinrent des officiers royaux sous Charles V.

5. C'est-à-dire l'administration des finances du Trésor. U 992, p. 3 et 4 (ordonnance de 1378).

6. U 992, p. 44 et 45.

7. U 992, p. 15 et s. Voir sur les débuts de la chambre du trésor G. Dupont-Ferrier, les origines et le premier siècle de la Cour du Trésor, Paris, 1936.

Sous la direction des généraux, élus⁸ et grenetiers⁹ s'occupent du recouvrement des impôts, de même que baillis et prévôts sont soumis à l'inspection des trésoriers de France en ce qui concerne le domaine.

A côté de ces administrateurs, il existe des comptables, qui reçoivent les deniers et règlent les dépenses affectées sur leurs recettes.

Pour le domaine, ce sont les receveurs ordinaires dans les prévôtés, et le changeur du trésor pour tout le royaume. Pour les impôts, les receveurs des aides et des tailles, et les grenetiers, qui à l'époque sont à la fois comptables, administrateurs et juges¹⁰, sont placés sous l'autorité des receveurs généraux.

Il existe un receveur général par généralité, tandis qu'il n'y a qu'un seul changeur du trésor pour tout le royaume.

Notons toutefois que cette organisation ne fut pas étendue aux provinces rattachées au royaume après le règne de Charles VII : dans ces provinces, le général et le receveur général s'occupent à la fois du domaine et des impôts¹¹.

§ 2. — Puissance des trésoriers et des généraux

Les quatre trésoriers, les neuf¹² généraux, et le changeur du trésor se réunissent périodiquement en un « conseil de Messieurs des finances », pour gérer l'ensemble des revenus du roi.

Au cours de ces séances, ils préparent en particulier le budget, appelé « état général par estimation », établi d'après les treize états au vrai¹³ de l'année précédente, et le compte du changeur.

« Messieurs des finances » ont entrée au Conseil privé, qui, en théorie, garde la haute surveillance des affaires financières, mais en fait est relégué au second plan.

Dans la seconde moitié du xv^e siècle, trésoriers et généraux étaient à l'apogée de leur puissance, et « il résulte des procès-verbaux du temps, que les gens du conseil, réduits à leurs seules

8. La généralité d'Outre-Seine et Yonne vers 1500 comprenait 25 élections (voir G. JACQUETON, *Documents relatifs à l'administration financière en France de Charles VII à François I^{er}*, Paris, 1891, p. 281), ce qui représentait à peu près l'Ile-de-France et la Champagne.

9. A l'époque le grenetier était l'officier le plus important du grenier à sel, jusqu'à ce qu'une charge de président y soit créée en 1629 (GUYOT, *op. cit.*, tome VIII, p. 318).

10. G. JACQUETON, *op. cit.*, p. XI et s.

11. Par exemple la Bourgogne, la Bretagne, la Provence (E. MEYNIAL, « Etudes sur l'histoire financière », *Nouvelle Revue historique de Droit*, 1920, p. 451 et 452).

12. A la fin du xv^e siècle.

13. Compte « arrêté soit au conseil, soit au bureau des finances de la recette et dépense faite par le comptable » (GUYOT, *Répertoire, op. cit.*, tome IV, p. 325).

lumières, abordaient... les questions financières avec une singulière circonspection »¹⁴.

A propos des demandes qui leur étaient présentées, les membres du Conseil se contentaient d'indiquer par exemple :

« A semblé ladite requête être raisonnable, mais pour ce qui touche les finances, soit montrée aux gens des finances ». Ou bien encore : a semblé qu'on les doit envoyer à MM. les trésoriers et des finances ».

L'organisation financière de cette époque n'est pas sans défauts¹⁵.

Mais il est difficile de ne pas laisser une grande indépendance à ces banquiers habiles et influents que sont souvent les trésoriers ou les généraux.

C'est grâce au crédit personnel des généraux des finances que les banquiers étrangers acceptent de prêter au roi de France¹⁶.

Ces techniciens de la finance servent somme toute fort bien le roi, qui a besoin de plus en plus d'argent pour les fêtes, les pensions, les voyages, les expéditions en Italie. Les étrangers « admirent l'empressement des sujets à payer l'impôt, la facilité et la régularité des recouvrements »¹⁷.

Quoi qu'il en soit, ce système financier, au début du xvi^e siècle, est bien illustré par la carrière de Jacques de Beaune de Semblançay.

« Fils de riche commerçant, apparenté à de hauts fonctionnaires des finances... il tire également profit du commerce, de la banque et des emplois publics. Trésorier général,... il continue les opérations bancaires et prête son crédit personnel aux grands seigneurs, à la reine mère, au roi lui-même »¹⁸.

Général des finances sous Charles VIII et Louis XII, il s'était vu confier en 1518 des fonctions qui faisaient de lui un surintendant des finances, sans qu'il en eut le titre¹⁹.

La disgrâce de Semblançay, dont le procès commença en 1523, entraîna une réforme profonde de l'organisation financière.

14. Noël VALOIS, *Inventaire des arrêts du Conseil d'Etat, règne d'Henri IV*, Paris, 1886, tome 1, p. LXI et LXII.

15. Voir E. MEYNIAL, *op. cit.*, p. 452 et s.

16. Voir sur toutes ces questions E. MEYNIAL, *op. cit.*, p. 458 et s.

17. G. PAGÈS, *La monarchie d'ancien régime, op. cit.*, p. 13.

18. G. MARTIN, *Histoire économique et financière*, Paris, 1927, p. 189 (tome X de « l'Histoire de la Nation française » de G. Hanotaux).

19. G. JACQUETON, *op. cit.*, p. XIX et 196 (texte de la commission).

§ 3. — *Les réformes sous François I^{er}*

Ces officiers de finances apparentés ou alliés les uns aux autres²⁰, à tout le moins tenus par des liens d'amitié ou de relation, finissaient par inquiéter à tort ou à raison la royauté. François I^{er}, dont les dépenses sont considérables, tient à faire gérer ses finances par des hommes de confiance : ce seront tout d'abord les trésoriers de l'Epargne, en 1523²¹.

Au même moment, le conseil de Messieurs des finances disparaît. C'est seulement à partir de 1542 que les généraux des finances sont à nouveau appelés au conseil du roi²².

Il ne semble pas que cette réforme ait été dirigée à proprement parler contre les trésoriers et les généraux, mais plutôt contre la puissance que leur réunion et leur liberté d'action représentaient.

En effet, d'après le président Denis, les premiers offices de trésoriers de l'Epargne furent donnés à un trésorier de France, puis à un général des finances²³.

Autre innovation restreignant les pouvoirs des trésoriers et des généraux : la création en 1531 des commissaires du Louvre²⁴.

Pris en général parmi les membres de la chambre des comptes, ces commissaires reçoivent en 1555, le titre d'intendants des finances.

Ils sont déjà fort importants en 1556²⁵, et ont auprès d'eux depuis 1547 un contrôleur général des finances, qui contrôle tous les mandements du trésorier de l'Epargne²⁶.

Pour aider ce dernier dans sa tâche, qui s'est avérée fort lourde, seize recettes générales sont créées en 1542²⁶. Les receveurs généraux sont surveillés par un commis des trésoriers et généraux, qui, en l'absence de ces derniers, agit comme leur lieutenant²⁶.

20. Mieux encore, Gilles Berthelot était à la fois président à la chambre des comptes et trésorier de France en 1521. A la fin du xve siècle, Charles d'Orgemont, Etienne Chevalier, Philibert Boutillac, Jean de la Driesche sont à la fois maîtres des comptes et trésoriers de France, tandis que Pierre d'Oriolle est successivement général des finances, maître des comptes, puis chancelier de France (PATAS DE BOURGNEUF, *op. cit.*, p. 12).

21. E. MEYNIAL, *op. cit.*, p. 460 et s. La création du trésor de l'Epargne devait permettre en principe au roi d'avoir toujours à sa disposition une importante somme d'argent. Les trésoriers de l'épargne seront supprimés en 1664 et remplacés par des gardes du trésor.

22. E. MEYNIAL, *op. cit.*, p. 505.

23. U 992, p. 1 et 39. Il s'agit de Philibert Babou, trésorier de France en 1521, trésorier de l'Epargne en 1523 et de Guillaume Prudhomme en 1525 (général de Normandie).

24. E. MEYNIAL, *op. cit.*, p. 496.

25. Dont Paris et Châlons pour l'Outre-Seine et Yonne. Le changeur du trésor est supprimé ; le texte de l'édit figure dans Jousse, tome II, p. 1 et s.

26. La réunion des charges de trésorier et de général est ainsi amorcée dès 1542, mais ne sera réalisée qu'en 1551.

En même temps, il est décidé que les trésoriers, les généraux, les receveurs généraux et le trésorier de l'épargne seront étroitement soumis au contrôle du conseil du roi, et devront lui envoyer régulièrement leurs états²⁷.

En 1543, une chambre des enquêtes spéciale est créée au parlement de Paris pour les appels des procès touchant aux biens et droits du domaine royal²⁸. D'autre part, en cette même année 1543, la cour des aides devient cour souveraine²⁸.

Toujours dans cette même série de réformes destinées à diminuer l'indépendance des officiers de finances, il est décidé en 1545 que les trésoriers et les généraux seront astreints à résidence dans les limites de leurs ressorts respectifs, alors qu'avant cette date, ils résidaient à Paris, en dehors de leurs tournées annuelles d'inspection appelées « chevauchées »²⁹.

A partir de ce moment, les généraux des finances ne gardent plus qu'une « séance de dignité » à la cour des aides, mais ne s'occupent plus du contentieux des aides³⁰.

27. E. MEYNIAL, *op. cit.*, p. 465.

28. U 992, p. 26 et 41.

29. U 992, p. 31, 41 et 47. Le ressort de chacun des trésoriers comprenait à l'époque de trois à cinq généralités.

Section II

Création des bureaux des finances

Après avoir décrit les conditions dans lesquelles les offices de trésoriers généraux furent réunis, nous verrons comment intervint la création des bureaux des finances, et ce que furent les premières années de leur fonctionnement, jusqu'en 1589.

§ 1. — Réunion des offices de trésoriers et généraux

Les trésoriers et généraux, astreints à résidence, dépouillés d'une partie de leurs attributions, notamment au profit des intendants des finances, étroitement soumis au conseil, se trouvent « transformés peu à peu en administrateurs provinciaux »¹. Les trésoriers surtout ont un rôle très réduit, les revenus du domaine royal ne correspondant plus qu'à une part minime du budget². La gestion des biens domaniaux qui sont presque tous engagés, représente elle-même fort peu de choses³.

Dès 1547, la réunion des fonctions de trésorier de France et de général des finances, amorcée en 1542 pour les commis placés auprès des recettes générales, est réalisée pour Paris⁴. Puis, Henri II, par édit de janvier 1551, étend la réforme à toute la France, et accroît le nombre des officiers, afin qu'il y ait un trésorier général pour chacune des dix-sept recettes générales⁵.

1. N. VALOIS. *op. cit.*, tome 1, p. LXII.

2. D'après M. R. DOUCET, environ 350 000 livres en 1523 dans un budget de 5 millions ; en 1567, les revenus du domaine sont d'un montant analogue, mais dans un budget qui a doublé (*Les Institutions de la France au XVI^e siècle*, Paris, 1948, tome II, p. 553).

3. Voir sur ce point E. MEYNIAL, *op. cit.*, p. 480 et 481.

4. Pour Jean Groslier, vicomte d'Aguisy, qui avait été trésorier des troupes françaises du Milanais. Homme de lettres et réputé fort savant, il appartenait à une famille très ancienne.

5. Texte de l'édit dans JOUSSE, *op. cit.*, tome II, p. 23 et s. En 1556, à la demande des États d'Orléans, le nombre des recettes avait été réduit à sept, mais cette réforme ne fut pas appliquée.

En 1557, la division est toutefois rétablie. Trésoriers et généraux semblent manifester un certain découragement devant ces réformes incessantes, cette méfiance à leur égard ; témoin ce préambule d'une ordonnance royale de 1564 :

« La plupart des trésoriers généraux qui doivent envoyer
« à nous et aux intendants de nos finances les états par
« estimation et au vrai, négligent et retardent jusqu'à deux,
« trois et quatre mois après ladite année commencée »⁶.

En 1570, un deuxième office de général des finances est créé dans chaque généralité, et, l'année suivante, un deuxième office de trésorier de France, afin qu'il y ait toujours un officier présent dans la ville où la recette générale est établie, pendant que l'autre fait ses « chevauchées ». Jusque là, les officiers pouvaient seulement subdéléguer quelqu'un de leur choix pour expédier les affaires courantes pendant leur absence⁷.

Bien que les offices de trésoriers et de généraux soient à nouveau distincts pendant cette période, la séparation des fonctions ne paraît pas très nettement observée. Par exemple, en 1572, un trésorier et un général d'Outre-Seine et Yonne sont commis pour saisir et réunir des parcelles du domaine usurpées, et les bailler à ferme ou à cens. Pour les questions juridictionnelles qui pourraient se poser à cette occasion, les commissaires doivent s'adjoindre quatre ou cinq conseillers de la chambre du trésor, et le procureur du roi au trésor⁸. Toutes ces affaires paraissent bien devoir relever d'un trésorier ou de la chambre du trésor, mais pas d'un général des finances.

La distinction entre généraux et trésoriers semble donc avoir perdu beaucoup de sa valeur, de même qu'il devient quelque peu désuet et même incommode de séparer les revenus « ordinaires » du domaine des revenus « extraordinaires » provenant des impôts.

Sur ces entrefaites, les états généraux sont réunis à Blois en 1576. Deux représentants des trésoriers et généraux y assistent⁹. L'un d'eux fait un exposé sur la situation financière et présente un certain nombre de projets concernant le domaine, les finances et la monnaie¹⁰.

L'état des finances royales est déplorable. Les députés accu-

6. E. MEYNIAL, *op. cit.*, p. 499 et 505 : le conseil du roi vient de reprendre son influence en matière financière, après avoir été à nouveau éclipsé pendant quelques années par des surintendants.

7. JOUSSE, *op. cit.*, tome II, p. 34.

8. JOURDAN, DECRUSY et ISAMBERT, *Recueil général des anciennes lois françaises*, tome XIV, p. 252.

9. L'un d'eux est un général des finances de Dijon (S. FOURNIVAL, *op. cit.*, p. 1230).

10. Le texte de cet exposé est donné par Fournival (même référence).

sont bien entendu les officiers de finances d'en être responsables. La noblesse et le tiers réclament leur destitution, et la création d'une commission spéciale, qui vérifiera la comptabilité des années précédentes.

Le clergé propose seulement quelques modifications au régime existant, et notamment la suppression des trésoriers et des généraux, sauf un par généralité, avec au-dessus d'eux quatre grands trésoriers de France¹¹.

Dans un discours au roi, le 17 janvier 1577, l'archevêque de Lyon avait fait remarquer que les gages des officiers de finances représentaient près de la moitié des dépenses dans le budget royal¹².

En fait, en 1577, Henri III réunit bien, à nouveau, les charges de trésoriers et de généraux, mais, alors qu'il avait promis de réduire le nombre des officiers des finances, il crée des bureaux des finances composés de cinq membres, au lieu des deux trésoriers et des deux généraux existants.

Cette décision est accueillie sans incidents notables, à l'exception de quelques remontrances de la cour des aides à l'occasion de l'enregistrement de l'édit¹³. Par contre, le parlement et la chambre des comptes enregistrent l'édit sans commentaires.

§ 2. — Création des bureaux des finances

L'édit de Poitiers de juillet 1577 crée donc dix-sept bureaux des finances¹⁴, un dans chaque généralité. La cour des aides n'enregistre l'édit que sur lettres de jussion de mai 1578, les conseillers craignant que les bureaux n'empiètent sur leurs attributions financières. « C'est l'acte consacrant le système des agences collectives d'administration : au lieu d'un agent unique, un comité, qui va devenir un tribunal, aura l'action et la direction »¹⁵.

C'est aussi la consécration de la disgrâce des trésoriers et des généraux, réduits au rôle de membres d'organismes provinciaux, et tenus désormais à l'écart de l'administration financière centrale.

11. G. PICOT, *Histoire des Etats Généraux*, Paris, 1872, tome III, p. 5 et 6.

12. E. CHARLEVILLE, *Les Etats Généraux de 1576*, thèse de Droit, Paris, 1901, p. 191.

13. S. FOURNIVAL, *op. cit.*, p. 316. Le texte de l'édit figure aussi dans JOUSSE, *op. cit.*, tome II, p. 150 et s.

14. A Paris, Châlons, Amiens, Rouen, Caen, Bourges, Tours, Poitiers, Toulouse, Montpellier, Lyon, Aix, Dijon, Bordeaux, Riom, Orléans, Limoges ; puis Moulins en 1587. D'autres bureaux furent encore créés par la suite : par exemple Soissons en 1595, Alençon en 1636, Metz en 1661, Besançon en 1696. Il en existait 26 en 1788, groupant 780 officiers (H. DE GRIMOUARD, *op. cit.*, p. 472).

15. H. DE GRIMOUARD, *op. cit.*, p. 468.

Le titre de bureau aurait été attribué à la nouvelle institution, parce que les trésoriers étaient censés appartenir toujours à la chambre des comptes et disposer seulement d'un bureau séparé pour leur travail¹⁶. Mais il ne s'agit là que d'une fiction.

Les membres du nouveau bureau sont les deux trésoriers et les deux généraux qui existaient déjà dans chaque généralité, auxquels s'ajoute un cinquième officier. Tous ont désormais le titre de « conseiller du roi, trésoriers de France et généraux des finances ».

Bien que réduits à un rôle local, ce sont encore des officiers importants, en faveur desquels les privilèges des anciens trésoriers de France ont été confirmés.

Ils sont notamment considérés comme faisant partie des com-mensaux du roi, et réputés du corps de la chambre des comp-tes¹⁷. A titre transitoire, les anciens trésoriers gardent la préséance sur les anciens généraux¹⁸.

L'édit de janvier 1551 avait déjà garanti aux trésoriers généraux l'exclusivité des commissions royales touchant aux affaires de leur compétence, dans l'étendue de leur ressort¹⁹. Le règlement du 8 juillet 1578 concernant les nouveaux bureaux des finances prévoit en outre que les commissions ne seront pas adressées personnellement à tel officier, mais « au corps du bureau »²⁰.

Pendant quelques dizaines d'années, les trésoriers généraux de France restent d'ailleurs les indispensables spécialistes des affaires financières, et leurs rapports et avis conservent toute leur importance.

Le règlement du conseil, en 1579, prévoit que « les matinées, les mardi et samedi, seront employées aux affaires d'Etat, comme à voir les cahiers, requêtes et remontrances des provinces, villes et communautés, les états et lettres qui seront envoyées par les trésoriers généraux de France, et y faire les réponses »²¹.

*
* *

A partir de 1577, la réunion des fonctions de trésoriers et de généraux n'est plus remise en cause. Mais au mois de mars

16. LE FÈVRE DE LA PLANCHE, *Traité du domaine*, op. cit., préface, p. 105.

17. Edit de janvier 1586, art. 7 (par exemple, dans K 890, pièce n° 6).

18. Edit de juillet 1577.

19. JOUSSE, op. cit., tome II, p. 31.

20. Le texte de ce règlement figure dans JOUSSE, op. cit., tome II, p. 168.

21. G. PAGES, *Essai sur l'évolution des institutions*, op. cit., p. 22.

1578²², Henri III se souvient qu'il avait promis aux députés des états de Blois de réduire le nombre des officiers de finances.

Il décide donc de ramener à trois le nombre des trésoriers généraux dans chaque bureau des finances.

Bien entendu, les officiers en place ne l'entendent pas ainsi. Pierre de l'Etoile nous conte dans son *Journal*²³ comment le porte-parole des bureaux des finances réussit à faire revenir le roi sur sa décision :

« Le samedi 26 avril²⁴, au privé Conseil où le roi était présent, fut révoqué et cassé certain édit de la suspension de tous les offices des finances introduits et érigés depuis l'an 1574, après que le roi eut ouï les remontrances du trésorier Beauclerc²⁵, faites sur l'iniquité d'icelui, où le roi porta cet honneur audit Beauclerc de dire tout haut qu'il n'avait jamais ouï mieux dire ni si bien entendu le fond de ce négoce que par la bouche dudit Beauclerc ».

En mai 1579, nouvelle alerte. L'ordonnance de Blois décide que les offices venant à être vacants seront supprimés jusqu'à ce qu'il reste un seul trésorier général par généralité²⁶.

Toutes ces décisions sont sans lendemain. A chaque fois, les officiers protestent, et d'ailleurs, il est tellement plus simple de créer en 1581 un sixième office de trésorier et une charge de président dans chaque bureau²⁷.

En 1583, nouvelle crise : tous les offices sont supprimés, sauf deux par généralité. Pourtant, dès l'année suivante, il est décidé que les bureaux resteront supprimés, mais qu'il y aura six officiers dans chaque généralité.

Au début de 1584, le roi, toujours à court d'argent, et peut-être aussi dans l'espoir de se concilier l'opinion publique, décide qu'une chambre royale spéciale jugera les gens de finances accusés de malversations. Les trésoriers de France, qui avaient été exemptés gratuitement de recherches analogues en 1580²⁸, étaient cette fois au contraire fort menacés.

D'après L'Etoile, le roi « en voulait singulièrement à ses trésoriers et gens de finances, qu'il tenait pour larrons notoires ».

Notons pourtant que l'un des trésoriers de Paris, Benoît Milon,

22. U 992, p. 77, et préambule de l'ordonnance de Blois de 1579 (ISAMBERT, tome XIV p. 381).

23. *Journal pour le règne d'Henri III*, Paris, 1943, p. 186.

24. 1578.

25. Nicolas de Beauclerc, général des finances à Paris, de 1573 à 1582, apparenté à un trésorier général d'Amiens.

26. ISAMBERT, tome XIV, p. 435 (art. 242). Au début de l'ordonnance, il est dit que le roi n'a pu étudier les cahiers des Etats de Blois qu'en 1578, en raison des troubles.

27. U 992, p. 77 et 78.

28. E 8a, fol. 91, arrêt du conseil du 25 janvier 1605.

premier intendant des finances, et président de la chambre des comptes, avait à l'époque, d'après le même l'Estoile, l'entière confiance du roi²⁹.

Peut-être la chambre royale était-elle en fait un expédient pour obtenir un peu d'argent : dans ce cas, l'opération fut une réussite, car les trésoriers versèrent une composition en 1585, pour échapper aux poursuites³⁰.

Ils sont d'ailleurs récompensés aussitôt de leur bonne volonté : en 1585, les sept offices de 1581 sont rétablis, et finalement, dès 1586, l'organisation en bureau est reprise, et le nombre des trésoriers porté à dix, dont deux présidents³¹.

Cette fois, la faveur est excessive : la multiplication des offices diminue le casuel de chaque officier, diminue aussi son prestige.

En outre, nous sommes bien loin des promesses de Blois. Or de nouveaux états généraux vont être réunis en 1588, à Blois également.

Les états de 1588 demandent tout d'abord une nouvelle chambre de justice pour la recherche des financiers.

En outre, ils réclament la suppression sans délai ni indemnité de tous les offices créés depuis 1576.

Ils estiment que les officiers pourvus depuis cette date, connaissant les promesses royales, ne peuvent qu'être de mauvaise foi, et n'ont pas à être ménagés³².

Les prétentions excessives des états empêchèrent leur réussite. Après la mort du duc de Guise, les députés durent se séparer le 15 janvier 1589.

Paris était déjà en pleine révolte.

29. *Journal pour le règne d'Henri III*, *op. cit.*, p. 350, 351 et 363.

30. L. ROMIER, *Lettres et chevauchées*, *op. cit.*, p. 74 et s.

31. U 992, p. 77 et 78. En 1587, les bureaux reçoivent officiellement le droit de se réunir en assemblée à Paris, en envoyant des députés, « car sont leurs charges connexes et de même fonction » (G. PAGES, *Essai*, *op. cit.*, p. 17).

32. G. PICOT, *op. cit.*, tome III, p. 134 et 177.

Section III

Les trésoriers sous Henri IV et Louis XIII

Trois périodes successives peuvent être distinguées : pendant les premières années du règne d'Henri IV, le bureau de Paris rencontra bien des difficultés, qui aboutirent à sa suppression en 1598.

Les trésoriers entreprirent de lutter contre cette décision et finirent par obtenir gain de cause en 1608.

Ils prirent ensuite leur revanche en retrouvant peu à peu leur importance, pendant les dernières années du règne d'Henri IV, puis sous Louis XIII.

§ 1. — *La suppression de 1598*

Avant d'évoquer les difficiles relations entre les trésoriers de France et Sully, il nous faut dire quelques mots de la situation du bureau de Paris durant les troubles de la Ligue.

Faute de documents suffisants pour cette période, l'attitude des trésoriers de Paris est mal connue. Nous savons toutefois que le 1^{er} mars 1589, il n'y a qu'un seul trésorier général dans la capitale¹.

Il en est de même pendant les années 1592 et 1593² : Thomas de Bragelongne, trésorier depuis 1581³ s'occupe à lui seul de toutes les affaires relevant habituellement du bureau, entretien des bâtiments, finances, domaine, gages des officiers, entretien des garnisons⁴.

Pendant que ce « bureau des finances » travaille d'après les

1. *Registres du bureau de la ville de Paris*, tome IX, p. 310.

2. Z₁F 125 et 127.

3. Mais officiellement remplacé en 1590, d'après la filiation chronologique des trésoriers (U 992). Il meurt en 1615. Son fils aîné sera conseiller au Parlement. Il appartient à une « famille considérable dans l'épée et la robe » (LA CHESNAYE-DESBOIS et BADIER, *op. cit.*).

4. Z₁F 555, fol. 76 v^o.

ordres du duc de Mayenne, il existe un autre bureau composé de Jean Dumolin, François Le Fèvre de Caumartin⁵, Jacques Le Comte d'Offéville et Simon Le Gras.

Celui-là enregistre les lettres royales, reçoit les mandements du trésorier de l'Epargne.

Il siège vraisemblablement à Melun⁶. Souvent, un seul trésorier tient séance, les autres étant « à la Cour », « à l'armée », à Chartres, à Senlis, à Meaux⁷.

Lorsqu'Henri IV entre à Paris en 1594, le marquis d'O, qui a conservé la direction des finances royales⁸ continue à soutenir les trésoriers, comme il l'avait déjà fait sous Henri III⁹, notamment contre le prévôt des marchands et les échevins, toujours enclins à l'indépendance.

Désormais, le bureau est au complet¹⁰. Les officiers semblent se montrer pleins de zèle. Pourtant, bien des soucis les attendent dans les années à venir.

*
* *

En 1596, le futur duc de Sully, qui fait maintenant partie du conseil des finances, entreprend d'aller examiner dans les généralités la situation financière du royaume. Suivant assez malencontreusement les avis d'autres membres du conseil des finances, les trésoriers de France, les élus, les comptables se dérobent aux inspections, refusent de présenter leurs registres.

Menacés d'être suspendus de leurs fonctions, ils se soumettent d'ailleurs assez vite, et font ensuite assaut de bonne volonté¹¹.

L'impression de Sully n'a pu néanmoins qu'être assez mauvaise, d'autant que les comptes présentent un certain désordre, ne serait-ce qu'en raison des troubles survenus pendant les années précédentes.

En mars 1596, un édit décide la suppression des offices de trésoriers de France jusqu'à ce qu'il n'en reste que deux par généralité. Aussitôt, les représentants des bureaux, assemblés à Paris, font « quelques offres »¹².

5. De famille noble, fils d'un général des finances à Amiens puis à Paris.

6. D'après certaines mentions du registre Z1F 126. Mais au début de 1592, il siégeait à Senlis (P. 2331, fol. 739).

7. Z1F 126, fol. 3 v°, 48, 72, 91 v°, 104 v°.

8. Il reste surintendant jusqu'à sa mort, en 1594, puis un conseil des finances le remplace, dont Sully fait partie à partir de 1596.

9. *Registres du bureau de la ville de Paris*, tome XIII, p. 10 et s.

10. Z1F 128 : tous les officiers y figurent à tour de rôle.

11. VÉRON DE FORBONNAIS, *Recherches et considérations sur les finances de la France*, Paris, 1758, tome I, p. 22 et s.

12. L. ROMIER, *op. cit.*, p. 46 (lettre du 11 mars 1596) et 68.

Sur ces entrefaites, en 1596 également, une assemblée de notables est réunie à Rouen : cent cinquante députés sont mandés par le roi, dont une vingtaine de trésoriers généraux¹³. La situation de ces derniers est fort inconfortable, et le droit de participer aux travaux leur est contesté par les autres membres de l'assemblée. Milès Marion, trésorier de Montpellier, plaide la cause de ses confrères, et réclame pour eux les mêmes droits que pour les autres députés désignés par le roi¹⁴. Les trésoriers finissent par obtenir gain de cause.

Les trois chambres de l'assemblée ont des secrétaires qui sont tous trois des trésoriers de France¹⁵. Pourtant, lorsque l'assemblée propose, entre autres remèdes à la situation financière, la réduction du nombre des offices, les trésoriers généraux se trouvent parmi les victimes désignées. La décision de mars 1596 est donc approuvée par les notables.

Autre danger, dès 1597, une commission est instituée pour rechercher les malversations des gens de finances. L'établissement de cette chambre royale est d'ailleurs une excellente occasion pour régler quelques querelles personnelles : « Un nommé Regnard, nous dit L'Estoile, fut serré à la Conciergerie, à l'instigation du connétable, qui avait ses terres proches de la sienne, disant qu'il ne voulait pas qu'un regnard mangeât des œufs si souvent près de sa terre »¹⁶.

Comprenant fort bien le but de l'opération, les trésoriers décident de verser une somme importante, sous forme de prêt pour les dépenses du siège d'Amiens¹⁷. Les délais qui leur sont impartis pour le paiement sont fort courts, mais « la volonté du Maître y a été si butée qu'il n'a jamais été possible de gagner sur lui la prolongation d'un seul jour »¹⁸.

Les trésoriers de Paris pressent leurs collègues de Caen de s'acquitter de leur quote-part, le 16 juillet :

« Nous avons presque vu cette affaire prendre un mauvais chemin pour la conservation de notre honneur et
« dignité qui s'en allait sans remède. Cela a été cause que

13. Pour Paris ce sont Jacques Le Comte d'Offéville et Jean Dumoulin (R. CHARLIER-MENIOLLE, *L'assemblée des notables en 1596*, thèse de droit, Paris, 1911, p. 129 et 132).

14. R. CHARLIER-MENIOLLE, *op. cit.*, p. 48.

15. Jean de la Baume le Blanc, seigneur de la Vallière, trésorier de Tours, de Corbet, trésorier de Bourges, et Faure, trésorier de Riom (R. CHARLIER-MENIOLLE, *op. cit.*, p. 55).

16. *Journal de l'Estoile pour le règne d'Henri IV*, Paris, 1948, tome 1, p. 504. Il s'agit sans doute du trésorier de Paris Nicolas Regnard de la Rivière, reçu au bureau en 1593.

17. VÉRON DE FORBONNAIS, *op. cit.*, tome 1, p. 33 parle de 1 200 000 écus. Dans L. ROMIER, *op. cit.*, p. 74, il est question de 400 écus par trésorier. Ce versement était aussi destiné à éviter la suppression des bureaux des finances.

18. L. ROMIER, *op. cit.*

« ce que nous eussions en une autre saison imputé à charge
« extraordinaire, nous l'avons en celle-ci reçue à grâce et
« faveur »¹⁹.

Les trésoriers se croient sauvés, ils ont tort. Un édit de décembre 1598 supprime les bureaux des finances, les gages des officiers représentant une trop lourde charge pour le budget : « Il ne se trouve aujourd'hui officiers nous être plus à charge qu'iceux, avec grande confusion et désordre de nos affaires, provenant de la multiplicité desdits trésoriers généraux ». Il avait été envisagé de supprimer complètement l'institution elle-même, « laquelle suppression nous eussions volontiers effectuée si la finance n'eut été si grande et que le remboursement en eut été aisé ».

Faute d'argent, seuls le titre de bureau, les offices de présidents et les charges vacantes par décès ou forfaiture disparaîtraient, jusqu'à ce qu'il ne reste que deux trésoriers dans chaque généralité. En attendant, les officiers ne doivent plus exercer leurs fonctions qu'un an sur deux, par roulement²⁰.

§ 2. — *Les négociations et le rétablissement des bureaux*

Cette réforme était pénible, certes, pour les officiers existants, mais la réduction progressive du nombre des trésoriers aurait peut-être redonné une plus grande importance à l'institution. Les trésoriers n'adoptèrent pas ce point de vue — ce qui n'a rien de surprenant — et entreprirent de lutter contre la décision qui les privait de leurs charges.

Il faut d'ailleurs ajouter qu'à la même époque, d'autres mesures leur retiraient une partie de leurs attributions, notamment en ce qui concernait les baux et la surveillance des gabelles. Les enquêtes de Sully avaient fait apparaître que le conseil du roi, la cour et les trésoriers de France, avaient des intérêts dans les fermes d'impôts²¹. L'impartialité des anciens officiers des bureaux des finances se trouvait donc systématiquement suspectée.

Les décisions prises par le pouvoir royal atteignaient profondément les trésoriers. Leurs protestations d'honnêteté paraissent sincères :

« C'est un grand malheur à ceux de notre qualité qui ont

19. L. ROMIER, *op. cit.*, p. 74 et s. Autres correspondances sur cette affaire, p. 68 et 69.

20. Cité dans VIGNON, *Etudes historiques sur l'administration des voies publiques*, Paris, 1862, tome 1, p. 28 et s.

21. VÉRON DE FORBONNAIS, *op. cit.*, tome 1, p. 36 et 37.

« toujours fidèlement servi le roi, d'être à chacune occasion travaillés contre les édits qui ont été faits et vérifiés par plusieurs fois, et qui pis est, nous prévoyons que ce sera toujours à recommencer »²².

Malgré leur réel découragement, ils s'apprêtent néanmoins à lutter de leur mieux. Les trésoriers de Caen écrivent à l'un de leurs collègues de Paris :

« Nous trouvons bon avec vous qu'il y ait un ou deux par chacun an qui résident à la suite de la Cour... afin que... nous puissions marcher d'un même pied aux affaires par commune intelligence pour la conservation et honneur de nos compagnies ».

Bien entendu, le meilleur moyen d'action consiste à offrir à nouveau une somme d'argent au roi. Déjà, les officiers de Caen prévoient pour leur part le versement de cinq mille écus²³.

Les négociations entreprises ne donnent tout d'abord aucun résultat. Les poursuites contre les gens de finances continuent. Pendant ce temps, d'ailleurs, les trésoriers de Paris n'en ont pas moins la confiance du pouvoir royal, témoin les commissions accordées en 1600, 1601 et 1602 à certains d'entre eux²⁴.

Sully, pendant ce temps, quand il le peut, installe au bureau de Paris des officiers qui ont sa faveur. Ainsi, l'un de ses commis, Claude Arnould, est nommé trésorier en 1601 à la place d'Etienne Jacquet de la Rivière, mort en 1599 d'une attaque d'apoplexie, nous dit l'Estoile²⁵.

En octobre 1604, il est décidé de supprimer la chambre royale contre paiement d'une composition. Mais les dix trésoriers de Paris refusent le bénéfice — coûteux — de l'abolition²⁶ prévue en faveur des officiers de finances par édit de novembre 1604.

Ils invoquent pour justifier leur décision « leur fidèle service au lieu de la résidence » du roi, sans qu'ils aient jamais justifié « le moindre soupçon d'abus ou malversation en (l'exercice de) leurs charges ».

Ils ajoutent qu'une grâce semblable leur a été accordée gratuitement sous le règne d'Henri III en 1580, et concluent en

22. L. ROMIER, *op. cit.*, p. 108, lettre du bureau de Caen au trésorier Le Gras à Paris, le 25 février 1599.

23. Même lettre dans le même ouvrage.

24. Pleins pouvoirs aux trésoriers Le Fèvre et Donon pour l'achat de maisons (arrêt du conseil du 28 août 1601, E 3a, fol. 358) ; commissions en matière financière au trésorier Le Comte en 1600 et aux trésoriers le Comte et de Fourcy en 1602 (*Registres du bureau de la ville de Paris*, tome XIII, p. 9).

25. *Journal pour le règne d'Henri IV*, *op. cit.*, tome 1, p. 569 et tome II, p. 103.

26. Amnistie.

demandant à ne pas être contraints à payer leur part de la somme prévue pour la suppression de la chambre royale. Cette faveur leur est accordée par arrêt du conseil du 25 janvier 1605²⁷.

En réalité, les recherches continuaient encore en 1606. Pour en finir, une nouvelle composition fut décidée. Les receveurs généraux transigèrent de bonne grâce, et obtinrent une décharge entière. Les trésoriers prétendirent se justifier en rejetant le désordre sur les chambres des comptes²⁸.

Ayant sans doute bonne conscience, et excédés par de continuelles demandes d'argent, les trésoriers, humiliés, tiennent bon quelque temps. Dans des remontrances communes à tous les bureaux, ils déclarent que, n'étant pas comptables, ils n'ont pu se rendre coupables de malversations. « Toute abolition... présuppose un crime irrémissible » ; leur imposer le paiement d'une composition, c'est les reconnaître coupables, et, par là, affaiblir leur autorité et leur prestige.

Ils supplient le roi de faire vérifier leurs comptes, car ils les savent en règle. Ils demandent que les irrégularités qui toutefois pourraient être découvertes restent personnelles à leurs auteurs, et proposent le versement d'une somme au Trésor, mais sous la forme d'un don volontaire.

Les trésoriers adressent en même temps deux suppliques analogues, l'une au chancelier, l'autre au duc de Sully.

Un arrêt du conseil du 13 septembre 1607 leur donne gain de cause sur certains points : ils ne paieront pas les taxes imposées aux officiers des finances pour la révocation de la chambre de justice. Par contre, ils seront solidairement responsables entre officiers de la même généralité, lorsque l'un d'entre eux sera convaincu d'irrégularité dans les états envoyés au conseil ou aux comptables²⁹.

Finalement, les trésoriers versent 600 000 livres pour le rétablissement de leurs bureaux, qui est décidé par édit du 4 novembre 1608, officiellement pour les motifs suivants : depuis 1598, les officiers se montrent négligents ; ils déclarent souvent ne pas être au courant des affaires, sous prétexte qu'ils ne sont en exercice qu'un an sur deux. Il en résulte « beaucoup de retardement ». Les comptables, mal surveillés, prennent trop de libertés. L'édit de 1598 est donc révoqué. Toutefois, seul changement conservé, les officiers des bureaux des finances ne touchent désormais que la moitié de leurs anciens droits de présence...³⁰.

27. E 8a, fol. 91.

28. VÉRON DE FORBONNAIS, *op. cit.*, tome 1, p. 73 et 74.

29. Tous ces textes figurent dans FOURNIVAL, *op. cit.*, p. 749, 753, 756 et 760.

30. FOURNIVAL, *op. cit.*, p. 415. La chambre des comptes n'enregistre que sur lettre de jussion en 1609.

En décembre 1608, un nouvel édit rétablit les deux présidents dans chaque bureau. Deux trésoriers en charge paient à Paris chacun 3 000 livres en 1609 pour bénéficier de ce titre qui ne donne pourtant pas droit à des gages supplémentaires³¹.

* *
* *

Le rétablissement des bureaux avait coûté fort cher, trop cher au gré des trésoriers qui imaginèrent de rentrer en partie dans leurs fonds. Ils décidèrent le remboursement des sommes « prêtées » au roi en 1597. La décision était en somme logique : le prêt de 1597 avait été consenti en échange du maintien des bureaux des finances. Il y avait donc eu un double paiement pour le même objet, en 1597 et en 1608.

Ce beau raisonnement n'eut aucun succès. Le 30 décembre 1608, un arrêt du conseil ordonna le reversement au trésor des sommes ainsi reprises par les trésoriers, à peine du quadruple. Certains résistèrent. Un nouvel arrêt du 23 juillet 1609 les somma à nouveau de s'exécuter. Le texte de l'arrêt n'est pas très sévère : les trésoriers généraux ont été exploités par Sully de façon assez choquante, et leur décision de se rembourser paraît en somme assez naïve et sans malhonnêteté.

§ 3. — *La revanche des trésoriers*

Au début de l'année 1609, il ne reste donc plus de traces de la réforme entreprise par Sully, qui n'était d'ailleurs peut-être qu'un moyen brutal d'obtenir le maximum d'argent. Les trésoriers ont payé tribut, tout en sauvegardant tant bien que mal leur réputation. Ils se révèlent d'ailleurs indispensables : sauf à créer de nouveaux officiers, ils sont seuls capables de s'occuper de la voirie et des ponts et chaussées, leurs compétences financières sont indéniables, et il faut bien leur rendre peu à peu leurs attributions.

En matière financière, les règlements de 1600 et 1611 confirment les pouvoirs de contrôle qu'ont les trésoriers sur tous les officiers de finances et sur la gestion financière des communautés d'habitants³². « Nous constatons que, pendant le règne de Louis XIII, les attributions des bureaux des finances sont non seulement confirmées mais accrues »³². Surtout pour les affaires financières, il est pratiquement impossible d'obtenir

31. U 992, p. 67.

32. G. PAGÈS, *Les institutions monarchiques*, op. cit., p. 85 et *Essai*, op. cit., p. 27.

des renseignements et des avis valables sans passer par les trésoriers généraux. Le conseil peut les convoquer, casser leurs décisions, envoyer des commissaires pour enquêter, tous ces moyens de contrôle sont d'une efficacité limitée, et risquent par contre, de mécontenter gravement les officiers des bureaux des finances³³.

En fait, d'après A. de Boislisle, pendant la première moitié du règne de Louis XIII, on peut estimer que la généralité de Paris tout au moins, fut administrée par des représentants du bureau des finances³⁴.

Pendant cette période, les bureaux reprennent également la direction des affaires de ponts et chaussées³⁵, héritant du titre de grand voyer qui avait été attribué quelques années auparavant au duc de Sully³⁶.

En 1627, en échange de la création de quatre nouveaux offices dans chaque bureau, des pouvoirs juridictionnels sont attribués aux trésoriers généraux en matière de domaine et de voirie. Remarquons que cette dernière décision est fort mal accueillie, au moins à Orléans, où un officier du bailliage écrit à Séguier en 1633 :

« De dix-huit trésoriers généraux de cette généralité, il
« n'y en a que sept qui veulent exercer cette juridiction
« contentieuse. Je sais que l'édit qui la leur a donnée est
« fondé sur de puissantes raisons, l'immortelle nécessité
« des affaires ; mais je crois qu'il n'y a aucun d'entre eux
« qui se voulut rapporter à la capacité de ses confrères,
« pour décider un différend qu'il aurait pour son pré ou
« sa vigne »³⁷.

Mais cette mauvaise humeur s'explique, car l'attribution de la juridiction contentieuse domaniale aux bureaux des finances, dépouille les bailliages, auparavant compétents en cette matière³⁸.

Vers cette époque, d'ailleurs, la situation des trésoriers semble déjà moins bonne. L'institution des intendants se développe progressivement³⁹. Dans le préambule d'un édit de mai 1635,

33. Voir sur cette question G. PAGÈS, *Les institutions monarchiques*, op. cit., p. 75 et s.

34. *Mémoires des intendants*, op. cit., Introduction, p. LXXIII. G. PAGÈS trouve cette opinion un peu trop tranchée, mais est sensiblement du même avis (*Essai*, op. cit., p. 23).

35. En 1621 et 1626. Voir U 992, p. 78.

36. G. PAGÈS, *Essai*, op. cit., p. 28, note 3.

37. Tout particulièrement depuis 1536 (édit de Crémieu).

38. La première commission d'intendant pour la généralité de Paris date de 1633 (*Mémoires des Intendants*, op. cit., p. LXXV. Mais déjà en 1627 un intendant avait été envoyé à Poitiers pour une sorte d'inspection sur la gestion financière des trésoriers (G. PAGÈS, *Les institutions monarchiques*, p. 92).

les trésoriers sont assez sévèrement rappelés à l'ordre : il est précisé que le roi, mécontent du retard apporté à l'expédition des affaires, estime que les difficultés viennent du manque d'autorité des présidents des bureaux. L'édit crée quatre offices de conseillers intendants généraux qui présideront les séances portant sur les affaires de domaine, voirie et finances « et généralement sur tout ce qui dépend du fait de leurs charges, tout ainsi que font les présidents des chambres des comptes en icelles »³⁹.

Les termes de ce préambule sont en un sens peu flatteurs pour les trésoriers, mais ils auraient pu annoncer une importante réforme. La comparaison avec les chambres des comptes permettait même de penser que, peut-être, l'institution allait connaître un nouvel essor. Mais, dès 1637, les nouveaux offices deviennent de simples offices de trésoriers : il ne s'agissait donc que d'une opération banale, destinée à procurer quelque argent au trésor royal³⁹.

La nervosité des trésoriers semble d'ailleurs croître. Les intendants prennent de plus en plus d'importance. En 1637, l'un d'eux, envoyé en mission à Lyon, se plaint à Séguier de la mauvaise volonté des trésoriers de cette généralité. Il s'est vu refuser l'entrée du bureau, sauf pour ce qui était strictement prévu dans sa commission. D'après l'intendant Le Prévost, les trésoriers sont soutenus par les surintendants Bullion et Bouthillier⁴⁰.

Le bureau des finances de Paris, lui, va bientôt trouver dans les troubles de la Fronde, l'occasion de manifester son mécontentement. Il le fera d'ailleurs, nous allons le voir dans les pages suivantes, avec une violence bien surprenante de la part des calmes magistrats qui le composaient.

39. U 992, p. 70 et 71 : auparavant, il existait bien quatre présidents, mais c'étaient les quatre plus anciens trésoriers qui portaient ce titre.

40. G. PAGÈS, *Essai, op. cit.*, p. 49 et 50.

Section IV

Les débuts des intendants

La Fronde

Nous avons déjà fait allusion à l'importance croissante des intendants, et à la menace qu'ils représentaient pour les trésoriers de France.

Pour mieux comprendre les incidents de 1642 et ceux qui suivront, pendant la période de la Fronde, il nous faut revenir un peu en arrière dans le temps, et rappeler brièvement les origines de l'institution des intendants.

Après avoir évoqué les premiers contacts entre intendants et trésoriers nous pourrions voir quelle fut l'attitude du bureau des finances de Paris pendant la Fronde, d'abord en 1648 et 1649, puis de 1650 à 1654.

§ 1. — *Les intendants avant la Fronde*

Dès la fin du ^{xv}^e siècle, les maîtres des requêtes sont envoyés en chevauchées dans les provinces sous des titres divers. En 1553, un texte réglemente ces tournées, énumère les tâches qui incombent aux enquêteurs. Ceux-ci, à leur retour, présentent leur rapport au parlement¹.

Au début du ^{xvii}^e siècle, il existe des commissaires, parfois appelés intendants, qui vont en province accomplir des missions temporaires, dont l'objet est bien défini, semble-t-il. M. Esmonin cite par exemple une commission de 1617, le bénéficiaire ayant le droit de présider éventuellement le bureau des finances de Poitiers².

Rappelons que, dès 1551, l'exclusivité des commissions dans leurs ressorts respectifs avait été garantie officiellement aux

1. R. DOUCET, *Les institutions de la France*, op. cit., tome 1, p. 425 et 426.

2. *Bulletin de la Société d'histoire moderne*, juin 1931, p. 55.

nouveaux trésoriers généraux³. En 1578, il avait été promis aux bureaux des finances que leurs membres ne recevraient pas de commissions à titre personnel⁴. Ces engagements pris — et sans doute non respectés — montrent bien que certaines tout au moins des commissions royales portaient ombrage aux trésoriers généraux.

Il est peu probable que le développement de cette nouvelle institution ait été systématiquement destiné à évincer les bureaux des finances. Simplement, le pouvoir royal ayant besoin d'informations, s'adressait de préférence à un commissaire jouissant de sa confiance, révocable librement, donc zélé, plutôt qu'à une assemblée d'officiers indépendants, qui établirait lentement un rapport très officiel, et sans doute beaucoup moins instructif.

En Ile-de-France, les commissions d'intendant sont plus tardives et plus rares qu'en province ; elles concernent essentiellement les étapes des troupes royales⁵. Cette différence entre Paris et la province est normale : les officiers du bureau de Paris sont connus personnellement, il est facile de les appeler au conseil pour leur demander des renseignements. Ils doivent d'ailleurs se montrer plus zélés, car leurs activités ne restent pas ignorées, et ils peuvent espérer obtenir des commissions personnelles.

Mais, à partir de 1636 ou 1637, les intendants sont installés dans toutes les provinces et se succèdent sans interruptions prolongées⁶. En 1638, à Paris, le conseiller d'Etat Talon est commis⁷ avec deux trésoriers pour les subsistances des troupes⁸.

En 1642 et 1643, la situation s'aggrave manifestement. Un règlement du 22 août 1642 en effet, décide que l'intendant présidera les séances de répartition des tailles et se passera même des trésoriers de France si ceux-ci se montrent de mauvaise volonté. A Paris, le maître des requêtes de Montescot est désigné.

Ce règlement n'est connu des trésoriers de Paris que le 15 septembre — à moins qu'ils n'aient feint l'ignorance... Aussitôt, le bureau adresse de « très humbles remontrances » au

3. Edit de janvier 1551 (JOUSSE, *op. cit.*, tome II, p. 31 et 168).

4. La première daterait de 1633 (*Mémoires des intendants, op. cit.*, p. LXXXV). Puis des commissions analogues furent données seulement en 1634 et 1638 (K 900 pièce n° 20).

5. *Bulletin de la Société d'histoire moderne*, notes de M. Esmonin, juin 1931, p. 55.

6. K 900 pièce n° 20. De 1640 à 1642, par contre, le bureau de Paris reçoit seul les commissions financières.

7. Lorsqu'elles ont pris leurs quartiers d'hiver ; par opposition aux « étapes » qui concernent la nourriture et le logement des troupes en marche.

8. J. CAILLET, *L'administration en France sous Richelieu*, Paris 1857, p. 52 et 53.

roi et à son conseil⁹. Sans nouvelles, les trésoriers décident le 17 octobre d'envoyer deux d'entre eux demander à un intendant des finances ce que le conseil a résolu au sujet de leur réclamation. En même temps, « il est arrêté que, M. de Montescot venant au bureau... il ne lui sera donné que la seconde (place) après celui de Messieurs les présidents... qui présidera »¹⁰.

Le 5 novembre, les trésoriers reçoivent une lettre de cachet du 24 octobre, leur ordonnant de se soumettre aux dispositions du règlement du 22 août, c'est-à-dire d'expédier leurs attaches sur les commissions des tailles, et de désigner un officier pour chaque élection, qui travaillera « conjointement avec ledit sieur de Montescot aux assiette et département » des tailles et sub-sistances¹¹.

Cette fois, c'est chez l'un d'entre eux que les trésoriers se réunissent, le lendemain même, pour délibérer sur une situation qui devient fort embarrassante. C'est le moment des vacances, et neuf d'entre eux seulement sont à Paris. Ils décident d'envoyer le greffier du bureau chez l'intendant de Montescot pour le prier d'envoyer les commissions des tailles. Les trésoriers y mettront leurs attaches, puis les lui renverront. Evidemment, de cette façon le problème des préséances est éludé. L'intendant, qui a sans doute des ordres précis, et comprend fort bien le but de cette offre, refuse le compromis, et propose d'apporter lui-même les commissions au bureau, le lendemain.

Aussitôt, le greffier qui a rapporté ce message, est renvoyé chez l'intendant pour répondre que la plupart des trésoriers « étant aux champs », ils ne s'assembleront qu'après « la Saint-Martin »¹².

Le 21 novembre, Montescot, qui s'impatiente, envoie son secrétaire au logis du greffier, afin de prier à nouveau les trésoriers de le recevoir en leur bureau « dans les termes du règlement » du 22 août. La réponse est un refus, les officiers du bureau accusent même l'intendant d'avoir déjà outrepassé ses droits en prenant des décisions sans eux.

L'intendant fait alors savoir que, dans ces conditions, il travaillera seul au département des tailles, comme le règlement du 22 août l'y autorise¹³.

L'année 1642 se termine sans que les trésoriers aient fait noter sur leur registre d'autres démarches.

Peut-être agissent-ils malgré tout, mais probablement sans

9. Z₁F 200 fol. 245.

10. Z₁F 200 fol. 268.

11. Z₁F 200 fol. 285.

12. Z₁F 200 fol. 285 v^o. C'est-à-dire le 11 novembre.

13. Z₁F 200, fol. 297 v^o et s.

résultat, car le 16 avril de l'année suivante, un nouveau règlement reprend les dispositions de celui du 22 août 1642.

Dans ce texte il est prévu à nouveau que l'intendant présidera le bureau des finances lors du département des tailles, puis, accompagné d'un trésorier, ira dans chaque élection surveiller la répartition entre les paroisses. A nouveau, il est indiqué que, si les trésoriers font quelque difficulté, l'intendant se passera de leur concours¹⁴.

Il semble d'ailleurs que les trésoriers de Paris ne soient guère adroits dans leurs rapports avec le pouvoir royal : ainsi le 22 mai 1643, ils délèguent dix d'entre eux pour aller au Louvre féliciter le roi de son avènement à la couronne. Or, l'essentiel du discours prononcé par leur président, François Vallée de Chenailles¹⁵, consiste à demander la diminution des tailles, car, dit-il, les prisons sont remplies d'insolvables¹⁶. Cette sollicitude à l'égard des pauvres gens est certes infiniment louable, mais bien dangereuse, car le gouvernement a besoin d'argent, et entend bien s'en procurer, donc s'adresser à qui saura lui en fournir. La déclaration du président Vallée pouvait même passer pour une réplique à un arrêt du conseil rendu deux jours auparavant, où le bureau de Paris était prié de hâter le recouvrement des tailles, « nonobstant les faux bruits de la remise d'icelles »¹⁷...

Quoiqu'il en soit, à Paris, les choses se réglèrent à l'amiable : l'intendant ne présida jamais le bureau¹⁷, mais les trésoriers participèrent quand même au département des tailles. En province, par contre, l'intendant se servit parfois de l'hostilité des élus contre les trésoriers pour évincer ces derniers¹⁸.

En 1643 et 1644, les trésoriers de Paris travaillent donc au département des impôts avec le maître des requêtes de Montescot. Mais, à partir de 1645, les intendants de Montescot et Le Camus sont seuls chargés de s'en occuper¹⁹.

En fait, la nouvelle procédure s'installe, et l'inquiétude des trésoriers doit être grande, la violence de leur réaction à l'occasion des troubles de la Fronde en est la preuve.

14. Article 3 du règlement.

15. Fils de contrôleur général des finances, apparenté à de hauts fonctionnaires ou magistrats, trésorier à Paris de 1604 à 1650.

16. Z₁F 201, fol. 120 v^o et 122.

17. K 890, pièce n^o 1.

18. J. VANNIER, *op. cit.*, p. 106.

19. K 900, pièce n^o 20.

§ 2. — *La première Fronde : 1648 et 1649*

Rappelons très brièvement dans quelles circonstances la Fronde parlementaire éclata. Les gages des officiers étaient depuis longtemps mal payés, avec beaucoup de retards. Les bureaux des finances et les élections étaient d'autre part fort mécontents du développement de l'institution des intendants.

Or, le 13 mars 1648, par déclaration du roi, les officiers des cours supérieures furent admis à nouveau à bénéficier du système de la Paulette²⁰, mais à condition de renoncer à leurs gages pendant quatre années. Seul le parlement était dispensé de cette obligation.

Les officiers du grand conseil, de la cour des aides, de la chambre des comptes et les maîtres des requêtes se réunirent à la cour des aides pour délibérer de cette question. Ils demandèrent et obtinrent le soutien du parlement.

Le 13 mai, celui-ci rendit un arrêt décidant que chaque compagnie élirait quatre députés pour former une assemblée qui se tiendrait en la chambre Saint-Louis pour discuter des abus de l'Etat.

Le 18 mai, une nouvelle déclaration royale fut rendue : les gages retenus étaient rétablis, mais la Paulette, qui était une faveur était supprimée. L'assemblée de la chambre Saint-Louis était interdite. Bien que l'arrêt du 13 mai eût été cassé par le conseil, le parlement en décida l'exécution le 15 juin, entrant ainsi en lutte ouverte contre le gouvernement.

*
* *

Mais revenons aux trésoriers de Paris qui, au début de la Fronde, sont au nombre de vingt-trois. La plupart appartiennent à des familles de grand renom dans la noblesse de robe, et sont apparentés à des conseillers des compagnies souveraines²¹. Historiquement, d'ailleurs, ils se rattachent à la chambre des comptes, et continuent officiellement d'en faire partie.

Or les trésoriers sont beaucoup trop nombreux pour avoir un rôle important dans l'administration de la généralité. Le parlement, la chambre des comptes, et même la cour des aides ont des ressorts étendus pour exercer leur influence. Les trésoriers de Paris en sont réduits à une généralité qui est certes de

20. Voir sur cette question, et en général sur la Fronde parlementaire, F. OLIVIER-MARTIN, *op. cit.*, p. 432 et s.

21. Voir dans la troisième partie, chapitre 1^{er}, quelques précisions sur certaines familles de trésoriers de Paris.

première importance en France, mais n'a rien de commun avec les territoires alloués aux cours souveraines de la capitale.

La Fronde apparaît à leurs yeux comme un moyen de reprendre peut-être parmi les officiers la place qu'avaient, sinon les anciens trésoriers de France et les généraux des finances, du moins les trésoriers généraux de la fin du xvi^e siècle, un moyen aussi de se débarrasser des intendants.

Ils semblent s'être bien gardés de lier leur cause à celle des bureaux des finances de province, qui frondent de leur côté, à leur manière, par l'intermédiaire des députés qu'ils envoyaient à leur assemblée de Paris²².

Les archives de cette assemblée des trésoriers généraux à l'époque de la Fronde ont été conservées, mais il n'y figure pas de lettres du bureau de Paris²³. En outre, les lettres de l'assemblée ne comportent aucune signature de trésoriers²⁴. Quant aux registres plunitifs du bureau de la capitale, ils ne contiennent pas d'allusion à l'assemblée des trésoriers de province. Par contre, il y est fait état des démarches des trésoriers de Paris pour se faire admettre dans les assemblées constituées par les délégués des cours souveraines.

Dès le 4 mai 1648, ayant appris que les compagnies souveraines s'assemblaient à propos du droit annuel, le bureau de Paris désigne deux de ses membres, les trésoriers Ridet et de Santeuil²⁵, pour demander à participer aux discussions.

Le surlendemain, 6 mai, les deux trésoriers présentent leur requête à la chambre des comptes. Le premier président leur souhaite la bienvenue, mais ajoute seulement que la chambre ne manquera pas de défendre leurs intérêts. En fait, il évite courtoisement de répondre à la demande du bureau²⁶.

Le 15 juin 1648, les trésoriers reviennent à la charge. Ils savent que le parlement, la chambre des comptes, le grand conseil et la cour des aides doivent se réunir. Ils envoient les trésoriers de Varoquier et Amaury²⁵ à la chambre des comptes, pour connaître la réponse à leur requête du 6 mai. Le président ayant fait savoir que la chambre en déciderait le lendemain, les sections assemblées, le trésorier de Varoquier se présente à nouveau le 16 juin à neuf heures, avec Denis Pichon cette fois-ci²⁶.

22. Cette assemblée, rappelons-le, avait été constituée en 1587 avec l'autorisation du roi. Elle avait donc un caractère parfaitement régulier.

23. Bibliothèque nationale, manuscrits du fonds français, n° 7686. Voir sur cette assemblée et ces documents la thèse de J.-P. CHARMEIL, *op. cit.*, notamment, p. 659 et s.

24. J.-P. CHARMEIL, *op. cit.*, p. 676.

25. Claude Ridet avait des parents trésoriers en province, il était le fils d'un éditeur à la chambre des comptes; François de Varoquier appartenait à une famille d'ancienne noblesse; Jean Amaury avait été auditeur à la chambre des comptes avant de devenir trésorier; le fils de Denis Pichon sera conseiller à la chambre des comptes.

26. Z1F 207, fol. 79.

Il expose à nouveau que les trésoriers de France ont des « maux particuliers », invoque quelques précédents. Le premier président répond cette fois que la décision dépend de tous les députés de la chambre Saint-Louis. Il ajoute qu'il a reçu une lettre de cachet interdisant les députations à la chambre Saint-Louis, et qu'il est bon que le bureau des finances en soit averti²⁷.

Finalement, les trésoriers obtiennent sans doute gain de cause, car le 30 juin 1648, ils donnent commission permanente à Claude Ridet et François de Varoquier pour assister aux délibérations de la chambre Saint-Louis²⁸. Quelques jours après, les intendants sont supprimés dans presque toutes les provinces²⁹.

A partir de ce moment, et pour quelque temps, les registres du bureau de Paris mentionnent de nombreuses commissions royales adressées aux trésoriers pour vérifications des tailles ou pour les étapes³⁰.

Le bureau, heureux de son succès, envoie plusieurs fois des députés au conseil pour faire des remontrances sur un texte ou un autre³¹. Ses observations sont d'ailleurs prises en considération ou même sollicitées³².

En novembre 1648 pourtant, les trésoriers de Bourges s'inquiètent déjà : deux de leurs collègues ont reçu des commissions pour les étapes et la police des gens de guerre.

Ils préviennent l'assemblée de Paris :

« l'appréhension de retomber dans nos disgrâces passées
« qui ont commencé par ces emplois extraordinaires... a
« donné le branle à cette résolution »³³.

Cette phrase est assez mystérieuse ; sans doute signifie-t-elle que les premières commissions d'intendants ont été accordées à des trésoriers généraux choisis personnellement ? Ceci est une simple hypothèse. Toutefois, rappelons que dans un règlement de 1578, il avait déjà été promis aux bureaux des finances que des commissions ne seraient pas adressées à titre personnel à des trésoriers.

Le règlement de 1614 rédigé par les membres du bureau de Paris contient une mention analogue³⁴.

Au début de 1649, la Fronde reprend de plus belle pour quelques mois. Dans la nuit du 6 janvier, la Cour a quitté Paris

27. Z₁F 207, fol. 101 et v^o et 106 v^o.

28. Déclarations des 11 et 18 juillet 1648.

29. Z₁F 207, fol. 128, 170 ; Z₁F 209, fol. 205 v^o ; Z₁F 210, fol. 90.

30. Z₁F 207, fol. 173 v^o et 230 v^o.

31. Z₁F 209, fol. 37 v^o, Z₁F 212, fol. 162 v^o.

32. PAGÈS, *Essai, op. cit.*, p. 59.

33. Z₁F 160 article 17 : « Sera Sa Majesté et Monseigneur le chancelier suppliés... que toutes commissions concernant la charge soient adressée au général desdits trésoriers généraux en leur bureau et non à aucun particulier ».

pour Saint-Germain. Le parlement fait prendre les armes à la population. Mais fronder est coûteux. Les trésoriers participent aux réunions que tiennent les cours souveraines pour tenter de régler les difficultés financières³⁴.

Ils essaient aussi de décider les officiers de l'élection et du grenier à sel de Paris, à « contribuer en corps pour les nécessités publiques »³⁵.

Finalement, le 1^{er} avril 1649, la paix de Rueil, négociée par le premier président Molé, ramène le calme dans la capitale. Le 10 avril, cinq trésoriers de Paris vont présenter leurs compléments au roi, à Saint-Germain³⁶.

§ 3. — *La seconde Fronde : 1650 à 1654*

Dès 1649, les chevauchées des maîtres des requêtes ont repris en province. En principe, toutefois, ces missions ne concernent pas des affaires relevant des bureaux des finances. Les trésoriers de province n'en restent pas moins assez inquiets.

Par contre, de 1648 à 1653, le bureau de Paris reçoit seul les ordres du roi concernant les tailles et les étapes. Aucun intendant n'est désigné pour la généralité pendant cette période, mais les trésoriers de Paris ont bien du mal à se faire obéir des élus, auxquels la Fronde a donné des habitudes d'insoumission³⁷.

Au début de 1651, Mazarin a quitté la France, mais il revient dès le mois de décembre. Son retour ranime la Fronde. Le parlement met sa tête à prix ; très vite, l'anarchie règne dans la capitale.

Les trésoriers ont leur place dans les assemblées de la chambre Saint-Louis : le bureau reçoit les convocations et désigne ses représentants, « sauf à augmenter en plus grand nombre, selon le rapport qui sera fait par lesdits sieurs commissaires du nombre de chacune des autres compagnies »³⁸. La méfiance semble de rigueur...

Les réunions sont fertiles en incidents : à la séance du 20 juin 1652, les trésoriers s'installent au banc de la chambre des comptes, avec l'assentiment des conseillers de cette chambre. Mais les conseillers des aides protestent. Trois présidents du parlement sont priés d'arbitrer le conflit. Finalement, les con-

34. Par exemple, le 22 janvier, en présence du duc de Beaufort (Z₁F 209, fol 16 v^o).

35. Z₁F 209, p. 13 v^o.

36. Suivant un cérémonial décrit plus haut, dans l'introduction de cette étude ; Z₁F 209, fol. 33 v^o.

37. Z₁F 210, fol. 90.

38. Z₁F 213, fol. 133 v^o, il s'agit d'une assemblée de police.

seillers des aides sont placés au banc de la chambre des comptes et les trésoriers de France à celui des enquêtes. Les conseillers des enquêtes ayant murmuré, un président précise que les trésoriers, quand ils viennent au parlement, prennent place parmi les conseillers de la grand-chambre, et tout rentre dans l'ordre³⁹.

En fait, les séances se passent en discussions stériles, et aucun problème important n'est résolu. La réunion du 20 juin, destinée à chercher les moyens de nourrir les milliers de réfugiés qui vivent misérablement à Paris, se termine sans qu'aucune décision ait été prise⁴⁰.

Le 4 juillet, la populace saccage et incendie l'hôtel de ville. Ces excès, joints à la pauvreté grandissante, consternent les officiers des cours.

Le 12 août 1652, le siège du bureau des finances de Paris est transféré à Pointoise. Sur leurs remontrances, les trésoriers, qui se sont bien gardés d'obéir trop vite, sont envoyés à Senlis, par lettres du 3 septembre⁴¹. Deux d'entre eux vont à Compiègne le 5 octobre, demander les passeports nécessaires et ne les obtiennent pas. Finalement, dès le 20 octobre, le bureau est rétabli dans la capitale⁴².

Les trésoriers de Paris s'étaient donc tirés au mieux d'une situation assez délicate.

Malheureusement, ils ne s'en tiennent pas là. En effet, un arrêt du Conseil du 23 juillet 1653 décide certains changements dans le système des subsistances. Pour y pourvoir, deux maîtres des requêtes, Le Tonnelier de Breteuil et Antoine de la Barre, sont désignés par commission.

Les commissaires doivent travailler avec les élus, mais il n'est fait aucune allusion aux trésoriers des généralités touchées par cette mesure. Ces derniers doivent seulement enregistrer l'arrêt dans les trois jours⁴³.

Le bureau de Paris n'en fait rien. Et, en août 1653, dix de ses membres signent une ordonnance par laquelle, « artificieusement »⁴³, ils laissent entendre que les maîtres des requêtes envoyés par le roi en chevauchées dans le royaume sont chargés d'établir de nouveaux impôts.

Ils font imprimer ce texte, et en envoient des exemplaires

39. Z₁F 213, fol. 142 v^o.

40. U 992, p. 81.

41. Z₁F 213, fol. 181 v^o et s.

42. Z₁F 592, fol. 172 et s. Voir aussi sur cette affaire K 900, n^o 20.

43. A l'instigation de l'assemblée des trésoriers, selon M. CHARMEIL (thèse citée, p. 594-3) ; les bureaux de province, pour leur part, n'osèrent pas prendre des mesures analogues. Pour le texte de l'arrêt voir E 260b, fol. 158 ou Z₁F 215, fol. 219. Toute cette affaire est relatée et commentée dans une communication de M. ESMONIN (*Bulletin de la Société d'histoire moderne*, novembre 1935, p. 116 et 117).

aux élus, aux receveurs des tailles, et aux membres des greniers à sel de la généralité, accompagnés de missives faisant défense à ces officiers de reconnaître les envoyés du roi, de déférer à leurs ordres, ou de leur présenter leurs registres, à peine de cinq cents livres d'amende⁴⁴.

Cet « attentat sans exemple et digne de punition »⁴⁵, est sanctionné par arrêt du conseil du 17 septembre 1653⁴⁶, rendu après une séance mouvementée du conseil des finances, au cours de laquelle le chancelier Seguier, qui préside, tance sévèrement les dix trésoriers signataires, qui ont été convoqués⁴⁶.

L'arrêt du 17 septembre prévoit que les coupables, qui s'étaient « laissé emporter à cet excès d'audace », seront privés de leurs gages et droits, jusqu'à ce que le roi en ordonne autrement ; il leur est interdit d'exercer leurs fonctions à peine de faux, tous leurs actes étant à l'avance déclarés nuls, à partir de la date de l'arrêt.

L'ordonnance incriminée est remplacée dans le registre du bureau par la copie de la décision du conseil.

Le même arrêt du 17 septembre ordonne en outre « que par un des maîtres des requêtes... il sera informé des assemblées illicites... en la présente ville, et des lettres circulaires qui ont été écrites par aucuns trésoriers de France des autres généralités soi-disant députés de leurs bureaux ».

Il est défendu aux députés des bureaux de province « comme aussi aux députés des élections de s'assembler à l'avenir ni de composer aucun corps, à peine de privation de leurs charges ».

L'assemblée des trésoriers généraux est donc désormais interdite⁴⁶.

Les trésoriers de Paris ne semblent pas abattus par cette décision.

Trois d'entre eux vont dès le 23 septembre présenter des remontrances au surintendant⁴⁷.

Sans doute leur démarche a-t-elle un résultat décevant, car, le 26 du même mois, ils se décident enfin à enregistrer l'arrêt et la commission du 23 juillet, mais ajoutent sur le registre que « très humbles remontrances seront faites au roi et à nos seigneurs du conseil sur l'importance de ladite levée, et sur le

44. Bibliothèque nationale, manuscrits du fonds français n° 17319, fol. 136 (exemplaire imprimé de l'ordonnance).

45. Même n°, fol. 138 et s. Le compte-rendu de la séance, le texte de l'ordonnance des trésoriers et celui de l'arrêt du Conseil sont reproduits *in extenso* dans la thèse de M. CHARMEIL (p. 594-3 et s.).

46. Elle reprendra pourtant ses réunions, discrètement pendant quelques années, puis sera de nouveau interdite en 1661 (J.-P. CHARMEIL, thèse citée, p. 594-17).

47. Z1F 216, fol. 10 et 51 v°. Bien que Séguier, dans sa mauvaise humeur, leur ait dénié le droit de remontrances au cours de la séance du Conseil des finances du 17 septembre 1653.

préjudice notable fait à nos charges par lesdites commissions ». Ils enregistrent pour ne pas retarder l'exécution des décisions royales, mais « sans tirer à conséquence »⁴⁸.

Finalement, un arrêt du conseil du 11 mars 1654 lève l'interdiction des dix coupables, à la demande de leurs confrères : « Ils exerceront leurs charges comme ils faisaient avant... et en conséquence sadite Majesté leur a fait main-levée de leurs gages, voulant qu'ils en soient payés par les receveurs généraux des finances »⁴⁹.

En somme, le bureau de Paris, cette fois encore, se tire assez bien d'une situation fâcheuse.

En décembre 1653, il reçoit une commission pour les étapes dans la généralité⁴⁷, en 1654, il semble travailler seul et librement au département des tailles⁴⁹.

En juin 1654, il est même chargé de la publication et réception des enchères pour la ferme générale des gabelles de France, « soit en général ou par généralité », pour six années⁴⁹.

Pourtant, si officiellement tout semble arrangé, nous allons voir que la situation des trésoriers de France, même à Paris, ne va pas cesser de se dégrader progressivement dans les années à venir.

48. Z₁F 592 fol. 172 et s.

49. Z₁F 217, fol. 48, 42 et 130.

Section V

Le bureau de Paris après la Fronde

La Fronde a été, nous semble-t-il, l'occasion du dernier sursaut d'indépendance des trésoriers.

A partir de ce moment, le bureau de Paris se résigne à voir l'intendant empiéter sur ses attributions.

Il n'était d'ailleurs pas dans les habitudes des trésoriers généraux de choisir des moyens d'action aussi violents. Après 1654, lorsqu'ils estimeront avoir subi un dommage, ils se contenteront de « très humbles remontrances », dignes et déférentes.

D'ailleurs le temps de la révolte est passé. Désormais la centralisation va en s'accroissant, et les trésoriers généraux ne peuvent espérer retrouver leur influence d'antan. Simplement, le bureau de Paris maintient mieux sa position, non pas que ses membres soient forcément plus compétents que tels de leurs collègues de province, mais parce qu'ils sont mieux connus, partant mieux appréciés du gouvernement.

L'année 1693 marque un changement profond dans l'organisation du bureau. Nous évoquerons donc tour à tour les rapports entre trésoriers et intendants de 1655 à 1693, puis la réunion de la chambre du Trésor au bureau des finances, en 1693. Enfin, nous donnerons un très rapide aperçu des événements qui, pour les trésoriers de Paris, marquèrent le xviii^e siècle, nous réservant d'y revenir plus longuement dans la conclusion de cette étude.

§ 1. — *Trésoriers et intendants après la Fronde*

Les commissions d'intendants, nous l'avons dit, ont repris dès 1653 pour Paris. Elles se succèdent ensuite sans interruption notable pendant quelques années¹.

Nous n'avons pas trouvé de traces d'incidents avec les trésoriers de Paris, qui supportent cette situation sans protester.

1. *Mémoires des intendants*, op. cit., p. LXXVI et s.

En 1663, la généralité toutefois demeure sans intendant. Cinq trésoriers sont désignés pour en exercer les fonctions. Il en est de même en 1664, mais pour trois trésoriers seulement².

Cette désignation montre que Colbert était revenu sur ses préventions, lui qui en 1661 écrivait pour son propre usage la note suivante :

« travailler fortement à la suppression des trésoriers de France, et examiner les moyens de faire cette suppression avec le moins d'injustice qu'il se pourra »³.

De 1665 à 1667, un maître des requêtes, Barillon d'Amoncourt, est désigné comme intendant. Puis Charles Colbert de Croissy le remplace. Mais il n'a guère le temps d'exercer ses fonctions, car il est souvent chargé de missions à l'étranger, et se fait remplacer soit par des trésoriers de France, soit par des maîtres des requêtes⁴.

Pendant toute cette période, tandis qu'en province l'influence des intendants devient nettement prépondérante, les trésoriers s'effaçant derrière eux⁵, le bureau de Paris parvient à sauvegarder son indépendance. Ainsi, en 1661, il est décidé que les trésoriers ne s'occuperont plus des affaires de ponts et chaussées que sous les ordres des intendants. Seul, le bureau de Paris échappe à cette subordination.

En 1663, les intendants sont chargés d'une grande enquête sur l'état du royaume, et de 1662 à 1665, ils s'occupent de la vérification et de la liquidation des dettes des communautés d'habitants⁶. Mais, à cette époque, nous l'avons vu, il n'y a pas d'intendant pour la généralité de Paris, ce sont des trésoriers qui le remplacent⁷. Ce sont donc eux qui s'occupent de ces différentes tâches. Or, il est admis que l'influence des intendants de province s'est à cette occasion, considérablement accrue. Il n'a pu en être de même dans la généralité de Paris.

Les trésoriers de France — de la capitale ou de province —, conservent d'ailleurs une qualité pour le gouvernement : ils sont riches, et il est relativement facile de faire appel à leur bourse.

Généralement, il s'agit de création d'offices nouveaux, d'augmentations de gages, d'une somme pour bénéficier d'une faveur quelconque.

2. *Mémoires des intendants*, op. cit., p. LXXVIII et LXXIX. La situation du bureau de Paris est différente de celle des bureaux de province qui, à cette époque, cessent d'assurer l'intérim en l'absence de l'intendant (G. PAGÈS, *La Monarchie d'ancien régime*, op. cit., p. 164).

3. Cité dans G. PAGÈS, *Les Institutions monarchiques*, op. cit., p. 104.

4. G. PAGÈS, *La Monarchie d'ancien régime*, op. cit., p. 161.

5. *Mémoires des intendants*, op. cit., p. 677 : « ils ont fait la liquidation des dettes des communautés » (dans un mémoire sur les trésoriers de Paris).

Parfois le moyen employé est assez désobligeant. Ainsi en février 1672, il est décidé que le nombre des trésoriers dans chaque bureau sera réduit à quatorze : les officiers maintenus doivent verser chacun dix mille livres dans les quinze jours. Les offices supprimés seront remboursés.

En fait, il s'agit une fois de plus d'une demande d'argent. Le procédé est malgré tout assez pénible. Les bureaux se concertent, et offrent une somme assez considérable pour que Colbert les félicite de leur empressement.

Les trésoriers reçoivent la récompense de leur zèle sous forme d'une réduction de l'annuel⁶.

Bien entendu, l'édit de février est rapporté dès juin 1672 pour Paris, et février 1673 pour la province⁷.

§ 2. — *Réunion de la chambre du trésor au bureau des finances*

En 1693, par contre, intervient une réforme d'importance : par édit du mois de mars, la chambre du trésor⁷ est supprimée, et ses fonctions attribuées au bureau des finances, divisé désormais en deux chambres, l'une pour les finances et la voirie, l'autre pour le domaine.

Dès l'introduction, nous avons précisé que cette étude concernait uniquement le bureau des finances proprement dit, tout ce qui touche à la chambre du trésor, puis à la chambre du domaine étant volontairement laissé de côté.

Toutefois, il est nécessaire de parler très succinctement de ces deux juridictions, car il y sera fait souvent allusion par la suite, surtout dans le chapitre concernant les attributions des trésoriers de France en matière domaniale.

Nous avons vu⁸ que le souci de distinguer entre administration et contentieux avait conduit à la création de deux juridictions en quelque sorte parallèles, la chambre du trésor et la cour des aides.

Mais, tandis que le contentieux des impôts se développait de plus en plus, les affaires domaniales perdaient peu à peu de leur importance. La chambre du trésor n'était pas d'ailleurs, comme la cour des aides, une juridiction souveraine, elle dépendait du parlement.

En principe, la chambre du trésor était compétente dans

6. E. EVERAT, *op. cit.*, p. 42 et 43, et U 992, p. 81.

7. D'après P. de Miraulmont, ce nom viendrait de ce que le changeur du trésor y recevait à l'origine les deniers du Trésor (*De l'origine et établissement du parlement*, *op. cit.*, p. 266).

8. Dans la première section, § 1.

tout le royaume, en concurrence avec les autres juges domaniaux, et par prévention. En fait, son influence avait toujours été nulle dans certaines provinces. Peu à peu, elle était devenue une juridiction locale, connaissant essentiellement les affaires relatives à la prévôté de Paris et aux neuf bailliages voisins. Dans ce ressort très réduit, la chambre avait compétence primitive.

La chambre du trésor comptait seulement cinq conseillers à la fin du ^{xv}^e siècle⁹, puis leur nombre s'était quelque peu accru. En 1693, le principal officier de la juridiction avait le titre de lieutenant général. Il était assisté d'un lieutenant particulier, huit conseillers, un procureur et un avocat du roi, un garde-scel, un greffier, et des huissiers¹⁰.

Les rapports entre le bureau des finances et la chambre du trésor étaient assez limités.

Les trésoriers de France avaient officiellement le droit de présider les séances de la chambre lorsqu'ils y assistaient, ce qui était fort rare¹⁰.

Au moment de leur réception, ils étaient solennellement installés à la chambre du trésor. D'autre part, les conseillers du Trésor étaient reçus au bureau des finances à leur entrée en charge¹¹. En outre, jusqu'en 1627, le bureau des finances devait recourir aux gens du roi de la chambre du trésor pour l'exercice de ses attributions juridictionnelles¹².

L'édit de mars 1693 modifie complètement cette situation ; il supprime la chambre du trésor, donc tous les offices de cette juridiction. En compensation, il crée au bureau des finances de Paris un second président¹³, sept trésoriers¹⁴, un procureur et un avocat du roi pour le domaine, L'édit confie les attributions de la chambre supprimée au bureau des finances, crée à l'intérieur de ce dernier deux chambres distinctes, la chambre du domaine et la chambre des finances et voirie. La chambre du domaine reprend en fait les attributions de l'ancienne chambre du trésor, mais pour toute la généralité de Paris.

A partir de ce moment, les présidents et trésoriers du « bureau des finances et chambre du domaine » exercent leurs fonctions pendant un semestre dans chaque chambre par rou-

9. R. DOUCET, *Les institutions de la France au XVI^e siècle*, op. cit., tome 1, p. 198. A l'origine, les conseillers étaient nommés soit par le roi, soit par les trésoriers eux-mêmes

10. U 992, p. 28 et 62.

11. LE FÈVRE DE LA PLANCHE, op. cit., tome III, p. 262.

12. Par exemple, en 1599, pour la malfaçon des travaux exécutés au Pont de St-Cloud (*Registres du bureau de la ville de Paris*, tome XII, p. 184 en note).

13. L'office est acquis par Jean Vigneron, auparavant avocat du roi au Châtelet, puis lieutenant général de la chambre du trésor.

14. Ce qui porte le nombre de ces officiers à trente (U 992, p. 81 et 82).

lement. Par contre, les gens du roi sont spécialisés, et restent attachés à une seule chambre¹⁵. Le greffier en chef est commun aux deux chambres, mais ses commis sont spécialisés.

En principe, à partir de 1693, l'ancien bureau des finances devrait s'appeler « chambre des finances », le titre de bureau étant réservé à la réunion des deux chambres. Toutefois, cette modification n'est jamais entrée dans les usages : la chambre des finances continue à être appelée bureau des finances¹⁶. Nous nous conformerons à cette terminologie dans la suite de cette étude et, même pour la période postérieure à 1693, l'expression, « bureau des finances » sera employée dans son sens étroit.

Il y eut quelques difficultés au début, surtout entre le premier président et le nouveau second président qui était l'ancien lieutenant général de la chambre du trésor¹⁷. Un arrêt du conseil du 11 août 1694 régla ces différends en précisant les modalités de répartition des fonctions entre les officiers des deux chambres¹⁸. Dans ce même arrêt, il fut décidé que, lorsqu'une des chambres serait saisie à tort d'une affaire, elle devrait la renvoyer à l'autre sans formalités, « sans ordonnance ni procès »¹⁹.

§ 3. — *Le bureau des finances au XVIII^e siècle*

Au XVIII^e siècle, les trésoriers de Paris maintiennent tant bien que mal leur situation. Certes, ils ne sont plus les maîtres de l'administration dans la généralité. Ils ont à compter avec le lieutenant de police, avec l'intendant surtout ; mais celui-ci se fait volontiers aider par certains officiers du bureau.

Ces derniers ont parfois le titre de subdélégués de l'intendant, ou bien, ils sont commissaires du conseil pour les tailles, et travaillent à la répartition des impôts avec l'intendant, parfois même sans lui²⁰.

Les trésoriers de Paris, contrairement à ceux de province, gardent leur indépendance en matière de voirie et de ponts et chaussées vis-à-vis de l'intendant. En ce domaine, ils ne relèvent que du conseil.

Mises à part quelques créations d'offices, qui portent le nombre des trésoriers de la généralité à trente-six, il faut attendre

15. AD IX 79, arrêt du Conseil du 11 août 1694, par exemple.

16. L'ensemble des deux chambres est désigné dans les textes par l'expression « Bureau des finances et Chambre du domaine ».

17. Jean Vigneron.

18. AD IX 79. Cet arrêt sera étudié plus en détail dans la troisième partie, au chapitre II, concernant les méthodes de travail du bureau de Paris.

19. Z₁F 477, 20 décembre 1763.

20. Z₁F 629, fol. 26 v^o et s. : en 1743 un trésorier s'est occupé seul du département des tailles dans les 22 élections de la généralité.

l'année 1771 pour qu'une modification notable soit apportée à la situation du bureau des finances de Paris.

Depuis 1693, les mêmes officiers, nous l'avons vu, s'occupaient de toutes les affaires, qu'elles relèvent de la chambre du domaine, ou du bureau des finances. Mais les archives restaient bien distinctes.

L'unification ne fut véritablement réalisée que lorsque le roi, par un édit du mois de juin 1771, décida que les deux chambres devraient dorénavant « former un seul siège et corps de juridiction, sans aucune distinction de service ni séparation de fonctions »²¹.

Ceci n'était rien, encore que les trésoriers, attachés à toute tradition, aient certainement été fort mécontents de ce changement dans leurs habitudes.

Mais l'édit de juin 1771, outre la réunion des deux chambres en une seule, prévoyait la suppression de plusieurs offices du bureau, et ne laissait que trois présidents, douze conseillers, un procureur du roi, un avocat du roi, et un greffier.

Le bureau, après une longue lutte, finit par obtenir en 1782 le rétablissement des offices, par un édit du mois de juin, la réunion des deux chambres en une seule étant toutefois maintenue.

Cette victoire fut de courte durée. Un édit de mai 1788 supprima inopinément les tribunaux d'exception, et notamment les bureaux des finances.

L'édit fut révoqué par une déclaration du roi du 27 septembre 1788 rétablissant la situation antérieure. Mais les trésoriers ne purent se maintenir sous la Révolution, et durent finalement subir le 24 janvier 1791 le même sort que les autres tribunaux de l'ancien régime.

Nous étudierons plus en détail ces événements de la fin du XVIII^e siècle en conclusion de notre étude. Il nous paraît en effet nécessaire, après cet aperçu historique, d'en venir à un examen plus approfondi des différentes attributions du bureau de Paris. Tel sera l'objet de la deuxième partie.

21. Z₁F 631, fol. 10 v^o.

DEUXIÈME PARTIE

ATTRIBUTIONS

Les « présidents trésoriers de France généraux des finances et grands voyers en la généralité de Paris » — tel est le titre exact des membres du bureau des finances de la capitale à partir de 1626 — exercent des fonctions administratives et juridictionnelles qui touchent aux finances et au domaine, c'est-à-dire aux revenus royaux ordinaires et extraordinaires.

Ils s'occupent également de la voirie et des travaux publics.

Ces attributions correspondent historiquement, nous l'avons vu, à la réunion de trois charges initialement distinctes.

En tant qu'héritiers des généraux des finances, les officiers des bureaux des finances ont des pouvoirs de surveillance sur la perception et l'utilisation des revenus « extraordinaires » du roi, c'est-à-dire en principe tous les revenus qui ne proviennent pas des domaines royaux.

Successeurs des anciens trésoriers de France, ils ont en outre l'inspection de tous les domaines du roi dans leur généralité, et la surveillance des comptes et des comptables du domaine ainsi que des dépenses assignées sur les revenus qui en proviennent, les revenus dits « ordinaires ».

En troisième lieu, les trésoriers généraux ont hérité en 1626 des attributions du grand voyer de France. En outre l'office de voyer de Paris a été supprimé en 1635 au profit du bureau des finances de Paris. Ce dernier est donc compétent pour les questions touchant à la surveillance et au paiement des ouvrages de voirie et de travaux publics dans toute la généralité.

Cette généralité de Paris, nous l'avons déjà dit, est fort importante. Elle compte au XVIII^e siècle vingt-deux élections¹, puis

1. Beauvais, Compiègne, Coulommiers, Dreux, Etampes, Joigny, Mantes, Meaux, Melun, Montfort-l'Amaury, Montereau, Nemours, Nogent-sur-Seine, Paris, Pontoise, Provins, Rozoy, Senlis, Sens, Saint-Florentin, Tonnerre et Vézelay.

vient celle de Tours avec seize élections seulement, et ensuite Rouen, qui n'en groupe que quatorze².

Bien qu'au début du xvii^e siècle elle ne soit placée qu'au cinquième rang pour le rendement de l'impôt, après Rouen, Poitiers, Tours, et Limoges³, au xviii^e siècle, il n'en est plus de même, et c'est elle qui fournit les sommes les plus importantes au titre de la taille⁴.

Par contre, le domaine de la généralité de Paris, en grande partie engagé, ne rapporte que des revenus fort médiocres aux xvii^e et xviii^e siècles : l'essentiel des ressources budgétaires provient des impôts.

Le réseau routier est nécessairement fort important autour de la capitale, et les trésoriers de Paris ont une lourde tâche à assumer en matière de voirie et de travaux publics. Il est d'ailleurs, de l'avis de tous, en fort mauvais état au xvii^e siècle, et ne s'améliorera réellement qu'au siècle suivant.

Ce sont ces trois groupes d'attributions que nous allons étudier successivement dans trois chapitres, consacrés aux finances, au domaine royal, et à la voirie.

Pour chacun de ces chapitres nous distinguerons les attributions administratives et les attributions juridictionnelles du bureau des finances de Paris.

Suivant la terminologie fréquemment utilisée au xviii^e siècle, ainsi que dans certains ouvrages modernes concernant les bureaux des finances⁵, le mot « direction » désignera les attributions administratives des trésoriers, l'expression nous paraissant évoquer de façon précise le rôle non juridictionnel de ces officiers.

2. R. DARESTE, *op. cit.*, p. 116.

3. L. BATIFFOL, *Le siècle de la Renaissance*, Paris 1918, p. 390.

4. M. MARION, *Les impôts directs sous l'ancien régime*, Paris, 1910, p. 394.

5. En particulier, la thèse déjà citée de M. F. DUMONT.

CHAPITRE PREMIER

LES FINANCES

Avant d'étudier dans les deux sections de ce chapitre le rôle du bureau des finances de Paris en matière de direction et de juridiction des finances de la généralité, rappelons très brièvement quelle était l'organisation financière sous l'ancien régime.

L'impôt essentiel était la taille, qui dans les pays d'élection, c'est-à-dire entre autres la généralité de Paris¹, était répartie d'abord entre élections, puis entre paroisses. Le mot élection désignait à la fois une circonscription qui, au début du xvi^e siècle, correspondait au diocèse, et une juridiction qui comprenait à cette même époque deux élus, un procureur du roi et un greffier. Dans chaque élection, il y avait en outre un receveur des tailles et un receveur des aides, les deux fonctions étant normalement cumulées par le même officier².

Par la suite, le nombre des officiers et des circonscriptions s'accrut beaucoup. Ainsi, au début du xvi^e siècle, sur le territoire qui devait plus tard correspondre à la généralité de Paris, il y avait quatorze élections, mais en 1608, il en existait déjà vingt, et, au xviii^e siècle, la généralité en comptait vingt-deux.

D'autre part, au lieu de deux élus seulement, l'élection de Paris au xviii^e siècle, comprenait deux présidents, un lieutenant, un assesseur et vingt conseillers³.

Nous aurons également à parler dans ce chapitre d'une autre institution financière, le grenier à sel. Le grenier à sel, comme

1. La ville de Paris, toutefois, était exemptée de la taille, ainsi que Versailles, St-Germain et quelques autres villes de la généralité. D'autres villes avaient un système spécial d'impôt (voir sur ce point M. MARION, *op. cit.*, p. 22 et s.).

2. Voir sur l'organisation financière au début du xvi^e siècle G. JACQUEBON, *op. cit.*, p. XII.

3. GUYOT, *op. cit.*, tome VI, p. 651 et s. Les élections des grandes villes autres que Paris auraient du avoir huit conseillers à cette époque, mais en fait n'en avaient que quatre.

l'élection, est une juridiction ; mais, alors que l'élection juge les procès concernant les tailles et les aides, le grenier est compétent en première instance pour les litiges concernant la gabelle du sel. Il comprend normalement un président, un grenetier, un contrôleur, un procureur du roi, un greffier, un receveur.

Elections et greniers sont des juridictions, mais ont également des attributions administratives, ainsi que nous le verrons dans la suite de cette section.

Au-dessus des receveurs, appelés souvent receveurs particuliers, il existe un receveur général des finances dans chaque généralité, qui centralise les fonds des recettes — ou plus exactement ceux des fonds qui lui parviennent, — car l'organisation financière sous l'ancien régime est décentralisée. Certaines des dépenses sont payées par les receveurs, au niveau de l'élection. S'il reste un excédent de recettes sur les dépenses, le receveur particulier envoie les deniers « revenans bons » au receveur général. Celui-ci peut aussi payer certaines dépenses lui-même, et il envoie à son tour au Trésor, les « revenans bons ».

Il existe aussi des comptables spécialisés qui s'occupent de certaines dépenses : les payeurs des gages des officiers, par exemple.

Dans chaque généralité, il existait au xvi^e siècle, nous l'avons vu, outre le receveur général des finances, un général des finances compétent pour tout ce qui concernait les impôts⁴. Nous ne reprendrons pas l'historique des généraux des finances et des trésoriers de France : rappelons seulement que les généraux s'accrurent en nombre ainsi que les généralités, et virent diminuer parallèlement leur influence. Peu à peu, généraux et trésoriers, bientôt réunis en bureaux de trésoriers généraux, n'eurent plus qu'une importance locale.

Second point important à noter, les trésoriers généraux, en tant que successeurs des généraux des finances, auraient dû être compétents pour tout ce qui concernait les impôts. En fait, ils n'eurent aucun rôle à jouer dans l'administration et la juridiction des impôts créés à la fin du xvii^e et au xviii^e siècles, capitation, dixième et vingtièmes, dont seul l'intendant eut à s'occuper. En outre, leurs pouvoirs en matière d'impôts traditionnels — aides, tailles et gabelles — leur échappèrent progressivement, également au profit de l'intendant.

4. Citons par exemple un édit d'août 1557 qui établit la compétence des généraux des finances « sur le fait des aides, tailles, gabelles, et toutes autres impositions et finances extraordinaires » (U 992, p. 48), par opposition aux ressources domaniales dites « ordinaires ». Citons également deux autres textes importants en matière financière : les édits de 1542 et 1551 (Jousse, *op. cit.*, tome 2, p. 1 et s.).

Ces deux caractéristiques générales de l'évolution du rôle des trésoriers généraux en matière financière étant définies, nous proposons d'étudier leurs attributions en deux sections, la première étant consacrée, suivant la terminologie indiquée au début de cette deuxième partie, aux finances en direction, et la seconde aux finances en juridiction.

Section I

Finances en direction

Nous verrons d'abord quel était le rôle des trésoriers généraux dans la surveillance des agents financiers et de leur gestion, puis lors de l'établissement des impôts, et à l'occasion de leur perception, ainsi que de la vérification des dépenses et des états. Les attributions des trésoriers relatives aux finances locales feront l'objet d'un paragraphe spécial.

§ 1. — *Surveillance des agents financiers et de leur gestion*

I. — *Surveillance des agents financiers.*

Les receveurs et les receveurs généraux, les officiers des élections et des greniers à sel de la généralité, doivent se faire recevoir au bureau des finances au moment de leur entrée en charge. En réalité, il s'agit là d'une simple formalité, les trésoriers ne procédant pratiquement ni à une enquête personnelle, ni à un examen professionnel avant de faire prêter serment à l'officier nouvellement pourvu. En effet, les élus et les grenetiers prêtent d'abord serment à la cour des aides dont ils dépendent pour le contentieux tandis qu'ils relèvent des trésoriers généraux pour les affaires administratives. Toutefois, le bureau des finances de Paris essaie parfois d'avoir une plus grande influence : en 1674, des grenetiers protestèrent contre des ordonnances des trésoriers de Paris qui décidaient une information de leurs vie et mœurs, bien que la cour des aides y ait déjà procédé, conformément aux usages⁵.

La situation est la même pour les comptables qui relèvent à la fois de la chambre des comptes et du bureau des finances ; ainsi, en 1669, un arrêt du conseil interdit aux trésoriers de

5. K 888 pièce n° 5, Mémoire du conseiller aux aides Poitevin de Maisseney, Guyot, dans son répertoire, cite également un exemple de conflit concernant le bureau d'Orléans, en 1792 (*op. cit.*, tome XVII, p. 293).

procéder à l'information de vie et mœurs, qui est réservée à la chambre des comptes⁶.

Ce système de double serment est de toute manière fort coûteux, et les officiers essaient parfois d'y échapper, à Paris comme en province. Citons par exemple des élus de Bourges et de Moulins qui tentèrent de profiter d'un oubli sur leurs lettres de provisions pour ne pas prêter serment au bureau des finances⁷. En 1692, un élu de Paris fut condamné par arrêt du conseil à se faire recevoir au bureau des finances et à payer 248 livres de droits, au lieu des 40 livres qu'il avait offertes avec une certaine désinvolture⁸.

L'hostilité naturelle des élus contre les trésoriers explique d'ailleurs en partie cette attitude. L'élection, institution fort ancienne, était restée très indépendante jusqu'à ce que les trésoriers généraux aient été astreints à résidence et réduits à un rôle local. L'indépendance des élus fut encore restreinte par les règlements de 1600 et 1611 sur les finances⁹.

Leurs rapports avec les trésoriers s'améliorèrent peu à peu, mais ne furent jamais parfaits. La cour des aides encourageait d'ailleurs cette mauvaise volonté des élus et l'intendant en profitait souvent pour écarter les trésoriers des affaires financières¹⁰.

Les attributions du bureau ne se bornent pas là en ce qui concerne les comptables. Les trésoriers, en effet, sont en outre compétents pour recevoir les cautions des receveurs. Ainsi, le 5 mars 1743, un receveur des tailles de Montfort-l'Amaury présente aux trésoriers pour sa caution, jusqu'à concurrence de 12 000 livres, deux bourgeois de Paris, et le 19 mars de la même année, le receveur général des finances de Paris se fait cautionner également par deux bourgeois de Paris, jusqu'à la somme de 20 000 livres¹¹.

Les trésoriers ont toutefois quelque peine à obliger les intéressés à remplir ces obligations, et les registres du bureau font état de nombreux rappels à l'ordre adressés à des retardataires.

D'une manière plus générale, les membres du bureau des finances sont chargés de la surveillance des agents financiers, notamment à l'occasion de tournées d'inspection appelées « chevauchées ». En 1570, par exemple, il était prescrit aux généraux

6. H. DE GRIMOUARD, *op. cit.*, p. 505 en note.

7. J. P. CHARMEIL, *op. cit.*, p. 620.

8. AD IX 79 arrêt du 9 septembre. Des exemples analogues sont cités pour le XVIII^e siècle dans E. EVERAT, *op. cit.*, p. 152 et F. OLIVIER-MARTIN, *op. cit.*, p. 422.

9. PAGÈS, *Essai*, *op. cit.*, p. 27.

10. Voir sur ce point pour le bureau de Rouen, J. VANNIER, *op. cit.*, p. 106 et pour celui de Moulins, F. DUMONT, thèse citée, p. 131.

11. ZIF 444, à la date. Les actes des cautions des comptables doivent être envoyés aux greffes de la chambre des comptes (arrêt de 1669 cité par H. DE GRIMOUARD, p. 505).

des finances de s'enquérir de la manière dont les receveurs, baillis et élus remplissaient leurs devoirs, ainsi que de la loyauté des assesseurs et collecteurs des paroisses¹². De même, une ordonnance de 1629 donne mission aux trésoriers généraux, à l'occasion de leurs chevauchées, de vérifier si les officiers des élections respectent bien l'obligation de résidence que ce texte leur impose¹³.

II. — *Surveillance des comptabilités et des caisses.*

Les comptables dépendent des bureaux des finances, mais aussi et surtout de la chambre des comptes. Les trésoriers ont des pouvoirs d'inspection, de vérification ; ils peuvent suspendre un receveur, le remplacer, informer sur les faits qui lui sont reprochés, mais, en fait, il ne s'agit là que de mesures provisoires. Cette règle générale étant posée, voyons quel est le rôle effectif du bureau des finances de Paris dans ce domaine.

Souvent, les receveurs tardent à envoyer à la recette générale les deniers dont ils disposent, les « revenans bons ». Les trésoriers généraux doivent veiller à ce que les délais d'envoi soient normaux. C'est ainsi qu'en 1645, il y a deux trésoriers spécialement chargés de vérifier et contresigner les bordereaux des sommes apportées par les receveurs à la recette générale de Paris¹⁴. Eventuellement, le bureau peut accorder un sursis si les justifications présentées paraissent valables¹⁵.

Lorsqu'il y a des plaintes contre lui, un comptable peut être convoqué pour présenter sa défense : le 12 janvier, par exemple, le receveur des tailles de Nogent-sur-Seine fut assigné à quinzaine, par ordonnance rendue sur requête du procureur du roi, pour venir répondre de son « maniement » ; il était accusé d'apporter peu de soin et d'ordre dans l'exercice de sa charge. Lorsqu'il comparut le 20 février, il présenta respectueusement ses justifications ; les trésoriers le déchargèrent, tout en lui rappelant quelques-unes des règles qu'il devrait mieux respecter à l'avenir s'il ne voulait pas être suspendu de ses fonctions, notamment l'obligation de prévoir un remplaçant lorsqu'il s'absenterait, afin que les collecteurs puissent déposer les sommes recueillies, ainsi que celle de tenir un registre de toutes ses opérations et de le faire parapher par un officier de son élection¹⁶.

S'il est nécessaire, les trésoriers pourvoient au remplacement

12. Cité dans un recueil d'ordonnances (K 890, pièce n° 6, p. 10).

13. H.1596, mémoire pour les bureaux des finances sur l'édit de juin 1787.

14. Z₁F 204, 2 janvier 1645 et fol. 29 : ordonnance du bureau sur rapport de ces deux trésoriers, décidant que les receveurs doivent présenter leurs justifications dans le délai d'un mois pour les sommes en retard (Z₁F 135, fol.1, en 1599).

15. Z₁F 135, fol. 1, en 1599.

16. Z₁F 204, fol. 42.

des comptables qui ne remplissent pas ou remplissent mal leurs fonctions. Normalement, lorsqu'un comptable se trouve empêché d'exercer sa charge, le receveur général demande au bureau l'autorisation de désigner un remplaçant, en présentant un candidat. Après rapport d'un trésorier et conclusions du procureur du roi, le bureau donne son accord, à condition que le remplaçant prête serment, rende compte par bref état devant les trésoriers chaque fois qu'il en sera requis, et établisse en temps voulu ses états au vrai¹⁷.

Le remplacement peut également être fait à la requête du receveur empêché¹⁸. Si les trésoriers constatent, par exemple à l'occasion d'une chevauchée, qu'une recette est vacante ou mal gérée, ils peuvent aussi désigner d'office une « personne capable et solvable »¹⁹, qui devra toutefois, dans les trois mois, obtenir une commission royale.

Les trésoriers vérifient la comptabilité des receveurs et payeurs de la généralité et leurs états au vrai, avant transmission à la chambre des comptes. Ils contrôlent aussi l'état de leur caisse²⁰, notamment en cas de modification de la valeur des monnaies. Ainsi, en 1653, le bureau désigna, à la requête du procureur du roi, deux de ses membres pour aller vérifier les deniers et en dresser procès-verbal, dans les recettes générales et particulières de la généralité²¹.

Notons enfin qu'après le décès ou la fuite des comptables, le bureau des finances fait apposer les scellés, puis procéder à l'inventaire des biens²².

III. — *Décimes.*

Le bureau des finances fut, pendant un temps, chargé de la surveillance des receveurs des décimes ; il devait recevoir leurs cautions et examiner leurs états au vrai. En 1594, des lettres du roi mandaient aux intendants des finances et aux trésoriers de France de veiller à l'emploi régulier des deniers des décimes affectés au paiement des rentes de la ville²³.

17. Z1F 372, 21 mars 1710. La suspension et le remplacement du receveur en faute sont prévus dans les attributions des trésoriers généraux dans l'édit de 1551 (Jousse, *op. cit.*, tome II, p. 33).

18. Z1F 217, fol. 53 v°.

19. Jousse, *op. cit.*, tome 1, p. 82. Voir par exemple Z1F 216, fol. 18 (tailles à St-Florentin). Pour la province, voir J. VANNIER, *op. cit.*, p. 71.

20. E. Everat cite pour Riom (*op. cit.*, p. 62) un exemple de vérification de caisse chez un comptable en 1718.

21. Z1F 215, fol. 158 v°.

22. Ces questions seront développées au § 3, en ce qui concerne la vérification des états, et dans la deuxième section, § 2 pour les scellés et inventaires.

23. *Registres du bureau de la ville de Paris*, tome XII, p. 44 et 45. Les décimes, selon la définition donnée par Guyot (*op. cit.*, tome V, p. 266) sont des « subventions annuelles qu'on lève pour le roi sur ce qui appartient au clergé ».

Les registres des délibérations du bureau de la ville de Paris contiennent quelques exemples du rôle des trésoriers dans ce domaine.

En 1615, un arrêt du conseil ordonna aux receveurs provinciaux des décimes de compter par état devant les trésoriers, ceux-ci étant également compétents pour le paiement de l'escorte surveillant le transfert des fonds jusqu'à la recette générale du clergé²⁴.

A l'occasion du renouvellement du contrat de Poissy en 1626, il fut encore prévu que le bureau des finances devrait vérifier les comptes relatifs aux décharges des bénéficiers, et que les receveurs des décimes nommés par les évêques fourniraient caution par-devant les trésoriers.

Le dernier texte attribuant au bureau des finances ce genre de fonctions datait déjà de 1621 et, peu de temps après, le clergé fut seul compétent en la matière²⁵.

§ 2. — *Etablissement des impositions*

En principe, les trésoriers, nous l'avons dit, ont compétence générale en matière d'impôts. Nous verrons successivement leurs attributions en ce qui concerne les étapes et subsistances, les aides, les gabelles et surtout les tailles.

I. — *Étapes et subsistances.*

On appelait étapes les réquisitions, puis les impositions qui servaient à l'entretien des troupes en mouvement. Les subsistances concernaient les troupes qui avaient pris leurs quartiers d'hiver²⁶.

Le système des étapes, tel qu'il avait été organisé par Louvois, obligeait les particuliers à loger parfois jusqu'à trente ou quarante hommes de troupe. Les habitants aisés s'efforçaient d'acquiescer une charge les exemptant de cette obligation, les autres abandonnaient souvent leurs maisons à l'approche des troupes. Dans un rapport des trésoriers sur l'état des élections en 1685, il était noté que Mantes venait d'avoir en six mois

24. *Registres du bureau de la ville de Paris*, tomes XVI, p. 301 et XIX, p. 160.

25. K 890 pièce n° 1, p. 50. Remarquons pourtant qu'en 1633, le bureau accordait un sursis et étudiait une demande en décharge concernant les décimes, présentée par les syndics du diocèse de Meaux (Z₁F 215, fol. 234 v°).

26. Notons un cas un peu particulier qui peut être rattaché aux subsistances : en 1643, les trésoriers furent chargés par arrêt du conseil de faire lever une imposition spéciale sur les taillables de la généralité de Paris, pour payer les habits et la nourriture pendant six mois des prisonniers espagnols de Rocroy.

Il était prévu que l'intendant et un trésorier se rendraient à l'endroit où se trouvaient les prisonniers et passeraient les baux nécessaires (Z₁F 585, fol. 65, arrêt du 3 août 1643).

deux cent cinquante logements de passage et soixante-quatorze séjours de gens de guerre... Colbert fit adjuger au rabais la fourniture des étapes à des « étapiers généraux », ce qui déchargea beaucoup les habitants²⁷.

Initialement, les trésoriers de France étaient compétents pour tout ce qui concernait l'aspect financier de cette organisation. Par exemple, en 1592, ils reçurent commission du duc de Mayenne, afin de pourvoir à l'entretien et à la nourriture des garnisons de certains châteaux ; le texte indiquait le nombre de pains, de bottes de foin et de paille, et la quantité de vin à fournir au fur et à mesure des besoins ; le receveur désigné devait rendre compte devant les trésoriers au bout de trois mois²⁸. En 1642, les états au vrai des subsistances leur étaient encore apportés pour vérification²⁹.

En 1616, le roi adressa des lettres patentes au bureau des finances pour faire lever sur les contribuables de la généralité les sommes nécessaires à l'entretien de garnisons installées dans la région parisienne. Les trésoriers étaient autorisés à ajouter « les frais raisonnables » à la somme prévue, mais invités à épargner autant que possible les paroisses qui avaient le plus souffert des troubles récents³⁰.

Très vite, les intendants prirent le pas sur les trésoriers en cette matière. La première commission d'intendant pour l'Ile-de-France qui soit connue date de 1633³¹, et prévoit que son titulaire devra rechercher sur place avec les gouverneurs et les représentants locaux ce qui sera nécessaire au logement et à la subsistance des troupes, puis procéder avec les trésoriers de France à la répartition de la contribution en espèces ainsi déterminée.

En 1634, un trésorier et un conseiller d'état reçurent commission en cette matière. Puis, en 1636, ce sont les seuls trésoriers qui sont chargés, non seulement des subsistances, mais aussi d'une levée extraordinaire dont les fonds sont trouvés en moins d'un mois, le bureau ayant fait preuve de zèle et d'efficacité. Pourtant, en 1638, aux deux trésoriers commis fut adjoint un conseiller d'état pour les subsistances en argent.

Sans doute à la suite de protestations, le bureau seul s'occupa des étapes et subsistances en 1640 et 1641. Mais dès 1642, un maître des requêtes lui fut adjoint. En 1645, les trésoriers furent même tenus totalement à l'écart de ces questions. Leurs remon-

27. *Mémoires des intendants*, p. XXXIV et s. L'élection de Paris était exemptée.

28. Z₁F 555, fol. 76 v^o ; exemple analogue, fol. 100.

29. Z₁F 200, fol. 258 v^o.

30. Z₁F 561, fol. 130 v^o.

31. *Mémoires des intendants*, op. cit., p. LXXV et s.

trances « furent considérées »³², puisque, de 1648 à 1653, les trésoriers à nouveau reçurent seuls les ordres du roi concernant les étapes. Ils profitent même de leur indépendance recouvrée pour présenter — ainsi qu'il est d'ailleurs de leur devoir — leurs remontrances au sujet des étapes, sans résultat, il est vrai³³.

Les instructions royales varient dans leur forme et dans leur teneur : en 1649 par exemple, les membres du bureau reçoivent personnellement leurs commissions pour aller chacun dans deux, trois ou quatre élections s'occuper des étapes et des subsistances avec les élus³⁴. En 1651, le bureau est invité à proposer toutes modifications utiles aux routes et lieux prévus pour les étapes des troupes. Il est en même temps chargé de procéder au bail des étapes, soit pour l'ensemble de la généralité, soit pour chaque election séparément. La lettre de cachet du 15 juillet donnant ces ordres se termine ainsi :

« ... au surplus, vous ayez à nous donner vos bons avis
« sur tout ce qui sera à faire pour l'avantage de notre ser-
« vice, ou le soulagement du peuple en cette occasion, vous
« assurant que vous ferez chose qui nous sera très agréa-
« ble, n'y faites donc faute »³⁵.

Malheureusement, cette belle situation ne dura pas. En 1653, les trésoriers se virent à nouveau contraints à protester contre des commissions accordées à deux intendants, Le Tonnelier de Breteuil et de La Barre³⁶.

A partir de cette époque, les trésoriers furent progressivement dépouillés de leurs attributions réelles en cette matière. Un édit de 1716 confia définitivement aux commissaires départis la surveillance du service des étapes³⁷.

II. — *Aides et gabelles.*

Les généraux des finances, au cours de leurs chevauchés, affermaient les aides³⁸ aux enchères ; ils instituaient fermiers et receveurs, et ces derniers comptaient par état devant eux.

32. K 900 pièce n° 20 (mémoire).

33. Z₁F 207, 173 v° (en 1648).

34. Z₁F 209, fol. 59 et 206 v° (pour le bail des étapes) en 1649. Voir aussi dans Z₁F 210 des exemples du rôle des trésoriers en matière d'étapes et subsistances pour 1650 (fol. 90 et 140).

35. Z₁F 212 fol. 162 v°. Voir pour les étapes en 1653, Z₁F 216, fol. 51 v°.

36. K 900 pièce n° 20.

37. K 890, pièce n° 1.

38. Les aides étaient des impôts indirects très variés sur les marchandises (boissons, poisson de mer, bois à bâtir ou à brûler, objets en cuivre, épiceries, cuirs, draps...) : *Registres du bureau de la ville de Paris*, tome XIII, bail des aides, p. 355.

Les bureaux des finances gardèrent quelque temps compétence en ce domaine³⁹.

Les généraux des finances surveillaient aussi l'administration des gabelles. En 1581, il leur avait été reconnu le droit d'établir des chambres à sel là où elles leur paraissaient nécessaires. Ils furent chargés pendant un temps de fixer le prix du sel selon sa qualité⁴⁰.

Le bureau des finances devait aussi s'assurer que l'approvisionnement des greniers à sel⁴¹ s'effectuait convenablement, et, au besoin, il déléguait un de ses membres pour enquêter sur place, ou bien les grenetiers étaient convoqués⁴². En 1599, il reçut la requête de l'adjudicataire de deux greniers qui obtint l'autorisation de faire transporter du sel d'un des magasins dans l'autre, qui en était dépourvu⁴³.

Les trésoriers généraux de France pouvaient être chargés de dresser un état du sel vendu pendant une certaine période dans la généralité, d'après les renseignements que leur fournissaient les officiers des greniers⁴⁴. D'ailleurs, le trésorier général des gabelles, lorsque le sel se vendait mal, avertissait le bureau des finances⁴⁵.

Les trésoriers généraux veillaient aussi à ce que la bonne conservation du sel fût assurée⁴⁶. Enfin, ils étaient chargés de la vérification des privilèges de franc-salé. Ils enregistraient d'ailleurs les lettres du roi accordant des privilèges pour d'autres contributions indirectes que les gabelles : ainsi, en 1614, une exemption de tout impôt sur les vivres en faveur des habitants de Fontainebleau, pendant un séjour de la Cour dans cette ville⁴⁷.

Mais, en fait, tout ceci devient très vite assez théorique. Le plus souvent, les adjudications échappent au bureau des finances qui ne fait qu'enregistrer les contrats conclus à l'échelon central⁴⁸.

39. PATAS DE BOURGNEUF, *op. cit.*, p. 260 et 266.

40. H. DE GRIMOUARD, *op. cit.*, p. 494.

41. La généralité de Paris comptait en 1666 22 greniers à sel, mais les limites des circonscriptions n'étaient pas les mêmes que pour les élections.

42. Z₁F 150, fol. 16, 1^{er} et 8 février 1608.

43. Z₁F 135, fol. 6 v^o.

44. Z₁F 108, fol. 3 v^o et fol. 26 (1580 et 1581).

45. *Registres du bureau de la ville de Paris*, tome XII, p. 16 (1598).

46. Z₁F 108, fol. 6 v^o. En 1669, le grenier d'Orléans reçut encore l'ordre de laisser les trésoriers généraux vérifier la qualité et la mesure du sel (PATAS DE BOURGNEUF, *op. cit.*, p. 267).

47. Z₁F 160, fol. 33.

48. Dans le même ordre d'idées, il est à noter que le 28 février 1608, le bureau enregistra le bail pour tout le royaume de l'impôt sur les cartes et tarots, dont les annuités se montaient à 30 et 40 000 livres, ceci après vérification par la Cour des aides, d'ailleurs, Z₁F 150, fol. 23 v^o.

Déjà Sully, afin d'augmenter les ressources budgétaires, affermaient les impôts pour toute la France à un seul financier ; ainsi, Jean de Moisset, en 1604, obtint à la fois l'exclusivité de la fourniture des greniers à sel de France et le bail général des aides du royaume. Un bail analogue avait d'ailleurs été conclu en 1598 avec Claude Josse. Les clauses des contrats de 1598 et 1604 réduisaient les fonctions des trésoriers à peu de chose⁴⁹ : il leur était défendu de prendre connaissance des deniers des gabelles, sauf en ce qui concernait les dons accordés aux villes, ou les gages assignés sur ces fonds ; les deniers « revenans bons », après paiement des gages des présidiaux, prévôts des maréchaux « ou autres levées sur le sel », devaient être employés par les trésoriers aux réparations des chemins servant au charroi du sel.

Dans le bail de 1598, il était précisé que les rentes sur les gabelles étaient mal payées, parce que la vente du sel avait diminué de moitié, en raison des troubles ; mais la responsabilité de cette situation était surtout rejetée sur les officiers royaux, accusés de se montrer peu diligents⁵⁰.

Les trésoriers sont donc privés de toute influence réelle en la matière au début du xvi^e siècle. En 1645, par contre c'est le bureau de Paris qui fait procéder aux publications annonçant la mise aux enchères de la ferme des gabelles. Il en est de même en 1654, en vertu d'une commission prescrivant aux trésoriers de Paris de recevoir les enchères, soit par généralités, soit pour toute la France⁵¹.

Le bureau des finances avait donc repris un certain rôle en ce domaine, mais l'institution des cinq grosses fermes⁵², puis de la ferme générale des droits du roi, devait le priver peu à peu de ses attributions en matière d'impôts indirects. Il ne lui resta bientôt plus que l'enregistrement des baux et des lettres du roi accordant des privilèges de franc-salé⁵³. Encore l'enregistrement des baux des aides et gabelles n'était-il obtenu qu'à grand'peine, après maints rappels à l'ordre, et parfois un recours au conseil du roi⁵⁴.

III. — *Tailles.*

Les trésoriers généraux de Paris gardèrent jusqu'à la fin de l'ancien régime un rôle important en matière de tailles. Ils

49. *Registres du bureau de la ville de Paris*, tome XII, p. 68 et tome XIII, p. 353.

50. *Registres du bureau de la ville de Paris*, tome XII, p. 63.

51. Z₁F 204, fol. 188 et Z₁F 217, fol. 130 et 139 v^o.

52. Dont le bureau enregistre le bail en 1653 par exemple (Z₁F 215, fol. 177 v^o).

53. Z₁F 513 (1784).

54. Z₁F 217, fol. 37 et 37 v^o, U 992, p. 20.

furent même seuls compétents pour l'assiette et la répartition ou « département » de ces impositions jusqu'en 1642, sous l'autorité du conseil, bien entendu.

1° *Jusqu'en 1642.* — Le contrôle exercé par le conseil fut d'abord fort discret. Nous avons vu dans la première partie, consacrée à l'historique du bureau des finances de Paris, que jusqu'en 1523, « Messieurs des finances » établissaient et vérifiaient le budget de l'Etat avec une très grande indépendance. Par la suite, le conseil prit la haute main sur les affaires financières, les trésoriers et les généraux étant progressivement réduits à un rôle local.

Pour la période allant de l'institution des bureaux des finances à 1642, les textes essentiels sont les règlements des finances du 8 avril 1600 et du 21 juin 1611, ce dernier confirmant le premier en précisant certains points. En 1629 et 1635, deux nouveaux textes intervinrent pour rappeler les attributions des trésoriers au-dessus des élus⁵⁵.

Le bureau des finances reçoit le brevet de la taille arrêté au conseil pour la généralité, puis dresse un état abrégé de la répartition par élections proposée par lui. Le greffier du bureau établit ensuite, d'après cet abrégé, l'état destiné à être envoyé au conseil pour approbation⁵⁶. D'après ce « département », le conseil expédie des commissions adressées aux trésoriers, qui les transmettent aux élus. Après quoi, il appartient aux officiers du bureau de surveiller le département effectué par les élections entre les paroisses. Un édit de mai 1635, notamment, rappelle qu'ils peuvent présider les séances tenues à cette occasion par les élus et, pour cela, leur indiquer les dates qui leur conviennent⁵⁷.

Le règlement de 1600 prescrit aux trésoriers de s'informer régulièrement des fraudes et des abus qui peuvent se produire à l'occasion de ces travaux⁵⁸. En principe, la répartition par les assesseurs⁵⁹ entre les taillables des paroisses n'est pas surveillée par le bureau des finances ; toutefois, pendant leurs chevauchées, les trésoriers ne manquent pas de recevoir les plaintes des habitants, et ils sont à cette époque des personnages assez puissants pour remédier aux abus.

Le bureau donne des avis sur les possibilités contributives des élections ou des paroisses. Un avis général est toujours

55. Textes cités et analysés dans H 1596 (mémoire pour les bureaux des finances, au sujet de l'édit de juin 1787). Dans l'ordonnance de janvier 1629, ce sont les articles 344 et s. qui concernent les finances (ISAMBERT, tome XVI, n° 162).

56. Z1F 150, fol. 144, 11 octobre 1608.

57. H 1596 mémoire.

58. H 1596, mémoire.

59. Qui se confondent avec les collecteurs dès 1600 (M. MARION, *op. cit.*, p. 5).

établi à l'occasion du département des tailles. Sous le règne d'Henri IV, les trésoriers participèrent aux opérations de régallement⁶⁰ des tailles, avec des maîtres des requêtes et des conseillers à la cour des aides. Les commissaires traitaient en même temps les demandes de sursis et de remises de tailles présentées par les paroisses⁶¹.

Parfois, les trésoriers ont à tenir compte de l'intervention d'un haut personnage : par exemple, le 1^{er} juillet 1614, ils reçurent une lettre du prince de Conti leur demandant de veiller à ce que les élus de Montfort traitent plus favorablement à l'avenir deux villages qui lui appartenaient⁶².

Le bureau des finances est aussi chargé de contrôler les droits des privilégiés en matière de tailles. En 1608, à la suite d'un arrêt du conseil, il donna l'ordre aux élus de la généralité de vérifier les rôles des tailles dans chaque paroisse et l'état des personnes qui se prétendaient exemptées⁶³.

En pratique, le rôle du bureau en ce domaine consiste essentiellement à enregistrer les lettres du roi accordant des privilèges fiscaux⁶⁴, ou bien les lettres de confirmation de ces mêmes privilèges, à l'occasion de l'avènement d'un nouveau roi ; dans ce dernier cas, le bureau accorde au besoin un délai aux intéressés pour faire les démarches nécessaires⁶⁵.

Les trésoriers enregistrent aussi les lettres de noblesse qui entraînent l'exemption des tailles⁶⁶. En 1598, à la suite de l'annulation de plusieurs anoblissements, ils surveillèrent la réimposition des anciens privilégiés⁶⁷.

Le bureau est compétent pour modifier le rattachement des paroisses aux élections, ce qui influe sur la répartition des tailles ; cette modification est appelée « distraction et union »⁶⁸.

Un certain nombre de ces attributions subsistent au profit du bureau des finances après 1642, au moins pendant quelque

60. Régallement ou réégallement : c'est-à-dire remise en ordre par vérification des répartitions.

61. H. DE GRIMOUARD, *op. cit.*, p. 496. Dans l'inventaire des arrêts du conseil sous Henri IV par Noël Valois, on peut trouver plusieurs références se rapportant à cette question de 1598 à 1601.

62. Z₁F 160, fol. 163 v^o et 164.

63. Z₁F 150, fol. 168 v^o.

64. Par exemple, l'exemption des tailles aux habitants de Saint-Germain qui paient chaque année en échange une somme pour l'entretien des fontaines du château (Z₁F 135, fol. 4).

65. Z₁F 204, fol. 143.

66. Ces enregistrements subsisteront jusqu'à la fin de l'ancien régime (Z₁F 513, 30 août 1785 par exemple). Les lettres de noblesse qui sont censées récompenser des services importants, sont payantes. Elles doivent être vérifiées à la chambre des comptes et à la cour des aides (GUYOT, *op. cit.*, tome 12, p. 72).

67. H. DE GRIMOUARD, *op. cit.*, p. 496.

68. Z₁F 204, fol. 14 v^o : requête des habitants de Chaumont qui demandent leur rattachement à l'élection de Paris et non plus à celle de Nogent.

temps. Toutefois, à cette date, la situation des trésoriers se modifie profondément.

2° *A partir de 1642.* — Depuis un certain nombre d'années, les tailles et subsistances rentrent fort mal, les cas de rébellion sont fréquents. En pareille circonstance, il est d'usage d'accuser les élus, les comptables, les bureaux des finances. Pour ces derniers tout au moins, la preuve de malversations ne fut, semble-t-il, jamais apportée. Toutefois, un organisme collégial doit paraître assez mal armé pour faire face à une situation aussi critique⁶⁹.

Il est donc décidé, dans un règlement rendu en conseil du roi le 22 août 1642 de donner à des intendants des commissions leur octroyant des pouvoirs en matière de tailles, et non plus seulement pour les étapes et subsistances.

Nous avons déjà dit comment le règlement fut accueilli par les trésoriers de Paris. Les dispositions de ce texte atteignaient gravement le bureau : il était prévu que l'intendant présiderait désormais le bureau des finances pour le département des tailles, puis, accompagné d'un trésorier, irait diriger la suite des opérations de répartition dans chaque élection avec trois élus choisis par lui, le receveur des tailles, le procureur du roi et le greffier de l'élection⁷⁰.

Dans l'article 4 du règlement, il était précisé que, si les trésoriers refusaient la présidence du bureau à l'intendant, celui-ci pourrait travailler sans eux à la répartition des tailles, avec l'aide des seuls élus.

Malgré les remontrances des trésoriers, le 16 avril 1643, un édit reprit les dispositions du règlement de l'année précédente.

En fait, pourtant le commissaire départi ne présida jamais le bureau des finances de Paris⁷¹ ; pourtant, la sanction prévue ne fut pas appliquée. En effet, en 1643, le bureau de Paris, sans doute pour éviter cette présidence tout en déférant aux ordres du roi, nomma des délégués parmi ses membres pour travailler au département des tailles avec l'intendant, et cette première nomination fut confirmée par arrêt du conseil⁷².

Par arrêt du 10 novembre de la même année, le bureau de Paris fut autorisé à décider du nombre de trésoriers nécessaires pour ce travail, alors que les bureaux de province n'avaient droit qu'à un seul délégué⁷³. Par la suite, et jusqu'à la fin de

69. Un arrêt du conseil du 20 mai 1643 prescra aux intendants d'informer contre les fauteurs de troubles et de les juger souverainement et en dernier ressort (Z₁F 585, fol. 42).

70. Voir sur ce règlement J. CAILLET (thèse déjà citée), p. 52 et s.

71. K 890, pièce n° 1.

72. Z₁F 643, fol. 105 v° et s., et Z₁F 201, fol. 233.

73. Z₁F 585, fol. 88 et Z₁F 201, fol. 285 et 286.

l'ancien régime, les trésoriers continuèrent à assister l'intendant pour le département des tailles, tout au moins à titre individuel.

Dans la première partie, consacrée à l'historique du bureau des finances, nous avons vu comment, au moment de la Fronde, les intendants furent supprimés, sauf dans les provinces frontalières. Un certain temps, le bureau de Paris reprit son influence. Les trésoriers furent même appelés au conseil en 1649 pour l'établissement des impôts de la généralité⁷⁴. Cette victoire fut de courte durée, et les intendants prirent de plus en plus d'importance, à partir de 1653.

Jusqu'en 1666 environ, les bureaux assurèrent l'intérim des intendants⁷⁵. A Paris, en particulier, en 1663 et 1664, la généralité resta sans intendant, et quelques-uns des trésoriers dirigèrent seuls les travaux des élus⁷⁶.

Bien que cette situation exceptionnelle ne se soit pas renouvelée, semble-t-il, les trésoriers de Paris gardèrent une grande indépendance pour leur travail de répartition des tailles : en 1674, l'intendant se fit suppléer par deux trésoriers dans cette tâche⁷⁶. En 1743, le trésorier Jean-François Mignot de Montigny fit seul le département dans les vingt-deux élections de la généralité⁷⁷.

Au XVIII^e siècle, la situation est la suivante : comme avant 1642, le bureau reçoit le brevet particulier de la généralité pris sur le brevet général des tailles.

Mais le commissaire départi le reçoit en même temps.

Puis les trésoriers se réunissent. Ceux d'entre eux qui font leurs chevauchées doivent en principe les interrompre pour être présents à cette séance⁷⁸.

Le bureau établit alors ses propositions, après s'être concerté avec l'intendant⁷⁹.

Puis deux trésoriers portent le département au contrôleur général, et deux autres en portent une expédition à l'intendant des finances compétent⁸⁰.

Les commissions royales pour la répartition des tailles par les élections entre les paroisses sont toujours transmises au bureau des finances à cette époque ; mais après les avoir revê-

74. Z₁F 209, fol. 37 v^o.

75. G. PAGÈS, *La monarchie d'ancien régime*, op. cit., p. 164.

76. Z₁F 597, fol. 13, et *Mémoires des intendants*, op. cit., p. LXXVIII et LXXIX.

77. Z₁F 629, fol. 26 v^o.

Ce trésorier de Paris s'occupa des tailles pendant dix-huit années de sa vie.

78. Z₁F 204, fol. 188 v^o.

79. D'après G. PAGÈS, à partir de 1672, les avis des trésoriers sont sans influence (*Les institutions monarchiques*, op. cit., p. 104).

80. Z₁F 310, fol. 138 v^o.

tues dans les huit jours de leur attache⁸¹ — c'est-à-dire d'un ordre d'exécution adressé aux élus — les trésoriers doivent les transmettre à l'intendant, et non pas les envoyer directement aux élections.

Le bureau n'intervient plus en tant que tel dans la répartition des sommes à lever entre les paroisses : l'intendant préside aux travaux des élus, assisté par l'un des deux trésoriers choisis par le roi à cet effet. Ce trésorier ne représente pas à proprement parler le bureau, mais le conseil. Il reçoit un traitement pour son travail, indépendamment de ses gages. Le bureau se contente d'enregistrer ses lettres de commissions⁸².

Le calendrier de ces différentes opérations est, d'après Jousse, le suivant⁸³ : le conseil envoie le brevet de la taille en juillet. Le bureau envoie son projet de département, reçoit en septembre les commissions, et les transmet aux élus avec l'attache, par l'intermédiaire de l'intendant. En octobre, les trésoriers vont dans les élections pour le département.

Mais pour toutes ces questions, nous l'avons vu, le bureau n'est plus compétent que de façon assez théorique, les trésoriers n'ayant d'influence réelle qu'en vertu de commissions du conseil accordées à titre personnel.

§ 3. — *Recouvrement des impôts, vérification des dépenses et des états*

Nous verrons le rôle exercé par les trésoriers en ce qui concerne le recouvrement des impositions, puis le contrôle de la régularité des dépenses, et enfin la vérification des états.

I. — *Surveillance du recouvrement des impôts.*

Le bureau des finances était à l'origine chargé de surveiller le recouvrement des contributions.

Au cours de leurs chevauchées, les trésoriers avaient mission de recevoir les doléances des habitants et des collecteurs au sujet des impôts, ils contrôlaient les exemptions, réimposaient les personnes exemptées à tort, vérifiaient l'état des caisses des receveurs, enquêtaient sur les causes des retards dans la rentrée des deniers⁸⁴, accordaient au besoin un sursis au receveur, ou bien le suspendaient de ses fonctions et désignaient un remplaçant.

81. Z₁F 477, 30 septembre 1763.

82. Z₁F 477, 14 avril 1763.

83. Depuis 1629 d'ailleurs (JOUSSE, *op. cit.*, tome 1^{er}, p. 54 et s.).

84. Z₁F 1071, ordonnance du 8 avril 1600 et édit de mars 1637 cités dans un mémoire.

Le bureau était aussi chargé de procéder à des enquêtes générales sur les retards dans la rentrée des impositions. En 1648, il est prescrit aux trésoriers par lettres patentes de contrôler les comptes des receveurs et collecteurs pour les tailles, taillon et subsistances des années 1644, 1645 et 1646. Ils doivent aller sur place vérifier les comptabilités, et examiner les procès-verbaux des élus⁸⁵. Remarquons que les retards d'impôts concernaient des années pendant lesquelles les intendants⁸⁶ avaient eu la haute main sur les affaires financières. Le nouveau système n'avait donc pas donné entière satisfaction, semble-t-il...

Une commission analogue fut donnée à plusieurs trésoriers l'année suivante, L'un d'eux Pierre Pinon⁸⁷, présenta son rapport le 12 avril 1651 : ayant constaté que les paroisses n'avaient pas encore désigné de collecteurs pour l'année, il avait fait assembler les habitants, et les avait sommés de s'exécuter, en les menaçant de désignations d'office. Il avait en outre reçu les plaintes de collecteurs et d'habitants contre les élus.

Ceux-ci avaient paraît-il tout fait pour entraver les recherches du trésorier commis, refusant de présenter leurs registres, les procès-verbaux de leurs chevauchées et les rôles des impositions. Le trésorier Pinon donna l'ordre de faire figurer sur les rôles certaines personnes exemptées à tort, et défendit de payer leurs gages aux élus qui ne présenteraient pas les procès-verbaux de leurs chevauchées.

Le bureau confirma ces décisions, et annula les jugements par lesquels certains élus avaient prétendu casser les ordonnances du commissaire⁸⁸.

Les trésoriers étaient également compétents pour instruire les demandes de sursis des paroisses qui ne parvenaient pas à acquitter leurs impôts à temps.

Sur requête des habitants, un arrêt du conseil ordonnait au bureau de déléguer un de ses membres pour faire une enquête, afin de savoir si la paroisse avait été réellement trop appauvrie par des calamités récentes pour payer ses tailles. Pendant le délai accordé, le bureau des finances défendait au receveur compétent de poursuivre les habitants pour les sommes en retard.

Il arrivait d'ailleurs que, par la suite, après une nouvelle procédure semblable, le sursis soit transformé en décharge, lorsqu'en définitive, les habitants se révélaient incapables de régler l'arriéré⁸⁹.

85. Z₁F 207, fol. 128, 27 juillet 1648.

86. De Montescot et Le Camus (K 900, pièce n° 20).

87. Reçu trésorier en 1637 au bureau de Paris (U 992).

88. Z₁F 210, fol. 90.

89. Z₁F 160, fol. 108. Voir sur les décharges la section II du présent chapitre.

Parfois même, les trésoriers s'occupaient plus directement encore de la perception des impôts : en 1597, le bureau des finances louait une salle au portier de la porte Saint-Martin, afin d'y installer des commis désignés par lui pour percevoir un impôt d'un sol par livre sur les marchandises entrant dans Paris⁹⁰.

Mais, au XVIII^e siècle, il n'existe plus rien de semblable. Les trésoriers se contentent d'adresser aux receveurs des états de recouvrements, qui sont des extraits des états du roi pour les recettes et dépenses⁹¹. Ils reçoivent pour cela les états du roi des finances, du domaine et des bois, qui indiquent à la fois les sommes à recouvrer et les dépenses à effectuer sur les fonds ainsi recueillis. Les receveurs doivent expédier les fonds qui leur restent aux receveurs généraux, et les trésoriers nous l'avons déjà dit, veillent à ce que ces envois d'argent soient correctement faits.

II. — *Surveillance de la régularité des dépenses.*

Les dépenses sont normalement prévues à l'un des états du roi⁹², avec désignation du comptable qui les règlera. Lorsqu'une dépense n'a pas été inscrite sur l'état du roi, un mandement est délivré, avec également désignation du comptable compétent⁹³.

Les trésoriers généraux, ordonnateurs secondaires, délivrent aux comptables des extraits des états du roi et contresignent les mandements de l'Epargne⁹⁴.

Cela n'empêche pas l'obligation pour bénéficiaire de présenter en outre dans certains cas des pièces justificatives. Ainsi, pour le paiement de ses gages, un officier doit fournir ses lettres de provision, la quittance de la finance de l'office, le procès-verbal de ses chevauchées, un certificat de réception⁹⁵. Les cas d'officiers ne parvenant pas à se faire payer leurs gages parce qu'ils n'ont pas fait leurs chevauchées sont fréquents.

Les trésoriers enregistrent et contrôlent les titres des parties

90. *Registres du bureau de la ville de Paris*, tome XI, p. 408 (location pour un écu par mois). Cet impôt avait été conseillé par les Notables assemblés à Rouen en 1596 ; il fut supprimé dès 1602.

91. *Mémoire de l'intendant de Paris*, *op. cit.*, p. 191 et s.

92. L'état du roi est, selon la définition de GUYOT (*op. cit.*, tome IV, p. 325 et s.) un « état arrêté au Conseil de la recette et de la dépense à faire par le comptable ».

93. E. MEYNIAL, article cité dans la *Nouvelle Revue historique de droit français*, 1920, p. 451.

94. Par exemple Z₁F 135, fol. 4 v^o, 5, et 5 v^o, en 1599.

95. H. DE GRIMOUARD, *op. cit.*, p. 507. En 1581, les procès-verbaux des chevauchées des prévôts des maréchaux étaient déposés au greffe du bureau des finances qui délivrait un certificat autorisant le paiement des gages (Z₁F 108, fol. 23, 27 v^o et 35 v^o pour Sens, Montfort et Meaux).

prenantes : officiers, rentiers ou pensionnés. Tous les officiers dont les gages sont payables par des receveurs soumis au contrôle du bureau⁹⁶ doivent obtenir au moment de leur entrée en fonctions l'attache des trésoriers sur leurs lettres de provisions.

L'obligation de prendre attache devant les trésoriers touche aussi bien des gouverneurs de villes ou de châteaux royaux, comme un duc de Sully ou un marquis d'Humières en 1696⁹⁷, que des titulaires d'offices plus modestes, un distributeur de parchemin et papier timbré⁹⁸, un prud'homme des cuirs à Sens⁹⁹, un apothicaire nommé démonstrateur en chimie au jardin des Plantes, sur présentation de Buffon¹⁰⁰ ou même les acquéreurs de tout petits offices, tel un balayeur à la halle aux herbes¹⁰¹.

Le requérant, dans tous les cas, présente ses lettres de nomination et l'acte prouvant que sa réception a été faite. Il lui est alors délivré attache, c'est-à-dire que les trésoriers donnent l'ordre au receveur compétent de payer ses gages à l'officier nouvellement pourvu, à compter du jour de sa réception.

Le bureau met également son attache sur les lettres d'augmentation de gages¹⁰², sur les lettres d'intermédiaire¹⁰³, qui permettent au bénéficiaire de toucher les gages dus entre la date du décès de son prédécesseur et la date de sa réception, et aussi sur les lettres de dispense d'âge¹⁰⁴.

Les trésoriers enregistrent les contrats de constitution de rentes payables sur les fonds royaux, et donnent l'ordre au receveur compétent de verser les arrérages¹⁰⁵.

Le bureau enregistre aussi les brevets de pension¹⁰⁶, les dons du roi imputés sur les recettes contrôlées par ses membres, par exemple, un don de cinq sols par minot de sel à l'Hôtel-Dieu de Paris¹⁰⁷, don qui avait d'ailleurs été vérifié au préalable par le parlement, la chambre des comptes et la cour des aides. Les quatre cours enregistrèrent également la création d'une chapelle au château de Saint-Germain, décidée par le roi à l'occa-

96. Même si l'officier n'exerce pas ses fonctions dans la généralité. Voir par exemple Z₁F 372, fol. 6 pour un garde des eaux et forêts de Riom qui a des gages à prendre sur la recette générale des domaines de Paris. Toutefois les dispenses existent : en 1732 les officiers du Jardin royal furent dispensés de prendre l'attache du bureau des finances (AD IX 80 arrêt du conseil du 9 août).

97. Z₁F 310, fol. 70 et 123 v°.

98. Z₁F 372, fol. 94, 30 juin 1710, 26 juin 1710.

99. Z₁F 444, 24 septembre 1743.

100. Z₁F 372, fol. 94.

101. Z₁F 310, fol. 6.

102. Z₁F 513, 25 juin 1784.

103. Z₁F 200, p. 266 v° notamment, sur les recettes des tailles des élections.

104. Z₁F 477, 4 mars et 10 mai 1763.

105. *Registres du bureau de la ville de Paris*, tome XIV, p. 180.

sion de la naissance du dauphin ; les frais d'entretien étaient assignés sur les fonds de la recette générale de Paris¹⁰⁶.

Parfois, à l'occasion d'un enregistrement, les trésoriers ont à exercer leur droit — et devoir — de remontrances, dans l'intérêt des finances royales. Ainsi, une condamnation du parlement en 1662 contre des duellistes comportait une amende de 30 000 livres, dont 24 000 pour le pain des prisonniers et le reste pour l'Hôtel-Dieu. En 1681, l'Hôtel-Dieu obtint du roi des lettres lui octroyant la totalité de l'amende. La chambre des comptes enregistra sans commentaires, mais, lorsque l'enregistrement du bureau des finances fut requis, les trésoriers firent observer à juste titre, que, sur cette somme, 24 000 livres devaient être affectées au pain des prisonniers, et que, sans cela, la dépense correspondante devrait être payée sur les fonds du roi¹⁰⁷.

Le bureau des finances a donc le moyen d'être au courant des différentes dépenses qui incombent aux comptables de la généralité. Mais le contrôle des titres des parties prenantes peut aussi avoir un caractère général et systématique. C'est ainsi que le bureau de Paris eut à faire exécuter un arrêt du conseil du 18 juillet 1620, défendant à tous les comptables de payer les gages, pensions, rentes ou toute autre somme « à ceux qui se sont ligués et élevés en armes contre son autorité ». En conséquence de cet arrêt, deux trésoriers allèrent au bureau de la ville de Paris le 30 juillet pour que l'ordre du roi soit respecté en ce qui concernait les rentes de la ville¹⁰⁸.

De même, le bureau des finances de Paris et, sous sa direction, les bureaux d'élection, participèrent à des opérations de vérification des rentes¹⁰⁹. Ainsi, en 1614, le président, le procureur du roi et le greffier de l'élection de Compiègne demandèrent aux trésoriers d'évaluer l'indemnité qui leur était due pour avoir vérifié les rentes assignées sur les aides et tailles dans leur ressort¹¹⁰.

Un arrêt du conseil du 10 mars 1663 décida une vérification de toutes les rentes assignées sur les tailles : dans un délai d'un mois, les propriétaires devaient présenter leurs titres devant les trésoriers des généralités, afin que ceux-ci dressent des états détaillés et les envoient ensuite au conseil. Le 9 juin, un nouveau délai fut donné ; les contrôleurs et payeurs étaient aussi touchés par cette mesure et obligés de présenter leurs provisions et quittances de finances, ainsi que leurs états pour

106. Z1F 585, fol. 11.

107. G 7, 1769, 17 mai 1709.

108. *Registres du bureau de la ville de Paris*, tome XVII, p. 382.

109. Z1F 160, fol. 104.

110. Z1F 160, fol. 42 v°.

contrôle par les trésoriers. Bien entendu, il était fait défense de payer les rentes non vérifiées¹¹¹. Cette vérification était liée à la décision de rembourser les rentes assignées sur les recettes particulières des tailles¹¹².

Les trésoriers furent aussi chargés par arrêt du conseil de 1657, de dresser un état de la valeur des offices dans leur généralité avec le détail des gages et droits attachés, puis de l'envoyer au conseil¹¹³. Des tâches analogues leur étaient périodiquement confiées, ainsi en 1583, pour les officiers des greniers à sel¹¹⁴. Ils participèrent aussi aux opérations de remboursements accordés aux élus dont les offices avaient été supprimés par édit d'août 1661¹¹⁵. Plus généralement, les trésoriers devaient veiller, par ordonnance de 1578¹¹⁶, à ce qu'il n'y ait pas d'offices vacants ou usurpés, notamment à l'occasion des chevauchées.

D'autre part, le bureau avait racheté les charges de conservateurs des offices créées en 1706 et 1712¹¹⁷. Le titre exact de l'office créé en 1712 était « conseiller conservateur des gages appartenant à tous les offices de judicature, police et finances ». Une déclaration de 1713 confirmait qu'aucun office ne pouvait échapper à cette surveillance¹¹⁷.

Pourtant, les trésoriers de Paris qui avaient racheté la charge en 1713, n'eurent jamais grand pouvoir en ce domaine. Dans une lettre adressée au contrôleur général à la même époque¹¹⁸, ils se plaignaient de ne pouvoir faire des états complets des offices existants, car déjà les membres du parlement s'étaient fait dispenser par le roi de l'enregistrement de leurs provisions par le bureau des finances, et ils avaient tout lieu de croire que les autres cours allaient bientôt suivre cet exemple. Les trésoriers avaient pourtant toujours procédé gratuitement à cet enregistrement lorsqu'il s'agissait de membres du parlement¹¹⁸. Les mêmes difficultés existaient du reste en province, et le bureau des finances de Rouen avait obtenu gain de cause devant le conseil du roi dans un différend analogue avec la chambre des comptes¹¹⁸. Finalement, à Paris, l'office de conservateur des gages fut supprimé par édit d'août 1716¹¹⁷.

111. E 363 B, p. 172. A Riom aussi, cette vérification eut lieu, en 1664 (E. EVERAT, *op. cit.*, p. 50).

112. *Mémoires des intendants*, *op. cit.*, p. 677.

113. J. VANNIER, *op. cit.*, p. 57.

114. Z₁F 112, 20 juillet.

115. *Mémoires des intendants*, *op. cit.*, p. 677.

116. Z₁F 1071, mémoire.

117. U 992, p. 84 et 85.

118. G 7, 1769 (lettre écrite vers 1714). Exemples d'attaches à des conseillers du parlement dans Z₁F 372, pluvitif de 1710.

III. — *Vérification des états des comptables.*

Les trésoriers doivent, d'après le règlement des finances du 8 avril 1600, vérifier de quartier en quartier (c'est-à-dire de trimestre en trimestre) l'état des recettes et dépenses des receveurs généraux, d'après leurs registres, et noter éventuellement les abus et retards pour en avertir le conseil. D'autre part, ils vérifient et arrêtent les registres « journaux » des autres receveurs, en général à l'occasion de leurs chevauchées. Les receveurs sont tenus de présenter des justifications à tout moment, et « compter par bref état »¹¹⁹ si les trésoriers le leur demandent. Ils s'y engagent d'ailleurs lorsqu'ils prêtent serment au bureau à leur entrée en charge.

Les comptables doivent en outre, dans les trois mois qui suivent la fin de l'exercice, présenter leur état au vrai¹²⁰ que les trésoriers, en principe, vérifient dans les quinze jours¹²¹. Ces comptables sont nombreux : tout d'abord, les receveurs généraux ou particuliers des finances, des tailles¹²², du taillon¹²³, des domaines¹²⁴ et des bois¹²⁵.

Mais le bureau a charge de surveiller aussi bien d'autres comptables moins connus : par exemple, les payeurs des gages des présidiaux¹²⁶, du guet de Paris¹²⁷, le payeur des rentes de la généralité (en 1614) et, à l'origine du moins, les comptes des greniers à sel¹²⁸. Les trésoriers doivent également, en vertu d'une ordonnance de 1578, contrôler les comptes des hôpitaux de fondation royale¹²⁹.

En principe, les comptables doivent présenter et affirmer eux-mêmes leurs états, en venant au bureau des finances¹³⁰. Toutefois, en pratique, les états sont assez souvent présentés par l'intermédiaire d'un procureur¹³¹. A partir de 1645, les rece-

119. Z1F 372, 21 mars 1710.

120. L'état au vrai est un état « arrêté soit au Conseil, soit au bureau des finances, de la recette et dépense faite par le comptable » (Guyot, *op. cit.*, tome 4, p. 325).

121. Jousse, *op. cit.*, tome 1, p. 76.

122. Z1F 217, fol. 51, Z1F 216, fol. 16 v^o, 18, 21.

123. Z1F 217, fol. 11, 40 v^o, 125 v^o, 128 v^o.

124. Z1F 204, fol. 45 v^o.

125. Z1F 215, fol. 212 (receveur général des bois) Z1F 204, fol. 188 (recette générale également).

126. Z1F 160, fol. 123.

127. Z1F 252, fol. 17.

128. Z1F 108, 23 février 1581.

129. Ordonnance citée dans Z1F 1071 (mémoire sur les fonctions du bureau des finances).

130. Z1F 160, article 19 du règlement de 1614 : « ne pourra être procédé à l'examen d'aucun état qu'il n'ait au préalable été présenté et affirmé par le comptable en plein bureau ».

131. Voir plusieurs présentations d'états par procureur dans Z1F 252, notamment fol. 6 (recette des tailles de Meaux), fol. 17 (recette du guet de Paris).

veurs doivent apporter au greffe les acquits de leurs états en même temps que les états eux-mêmes¹³².

Quand un comptable tarde trop à présenter ses états et n'obtient pas de sursis, il est suspendu de ses fonctions. C'est ainsi qu'en 1599, un receveur des tailles qui avait enfin présenté ses états après avoir été suspendu, apporta ses justifications au bureau des finances. Les trésoriers donnèrent alors l'ordre aux élus de lui délivrer les rôles des tailles qui lui étaient nécessaires pour exercer à nouveau ses fonctions¹³³.

Les états à vérifier sont distribués au début de chaque année¹³⁴ par le président du bureau à ceux des trésoriers qui ont fait leurs chevauchées dans l'élection du comptable¹³⁵. En effet, ils viennent d'examiner les affaires financières de l'élection, ainsi que la situation économique du pays : ils sont donc mieux à même de juger de la valeur des justifications présentées par les comptables qui prétendent n'avoir pu recouvrer certains impôts.

Toutefois si le trésorier désigné pour la vérification est absent au moment où les comptes sont présentés, le président nomme un autre officier, afin que les états soient examinés et le rapport établi dans les délais fixés qui, nous l'avons vu, sont très brefs¹³⁶. Le rapporteur reste plus spécialement responsable de l'état qu'il a vérifié¹³⁷.

A l'occasion de ces contrôles, et lors de leurs chevauchées, les trésoriers veillent à ce que les comptabilités soient tenues conformément aux principes en vigueur¹³⁸.

Les receveurs tardent bien souvent à présenter leurs états, d'autant que les recouvrements sont souvent difficiles, et les exemples de rappel à l'ordre sont fréquents dans les registres du bureau de Paris. Les receveurs présentent parfois leurs comptes pour deux ou trois années à la fois¹³⁹, malgré les sanctions qu'ils risquent en agissant ainsi.

§ 4. — *Finances locales*

Les trésoriers de France ont un rôle général de surveillance sur la gestion des finances municipales de la généralité. Nous

132. Z₁F 204, fol. 192. Les acquits « sont les pièces justificatives de la recette et dépense du compte » (GUYOT, *op. cit.*, tome 4, p. 325).

133. Z₁F 135, fol. 21.

134. Conformément à l'article 18 du règlement du bureau de 1614 (Z₁F 160 début du registre).

135. AD IX 79 arrêt du conseil du 11 août 1694.

136. Z₁F 160 article 22 du règlement.

137. Z₁F 204, fol. 154.

138. Par exemple en 1654, Z₁F 217, fol. 11 (taillon de Rozoy), 38 v^o (tailles de Provins), 40 v^o (taillon de Sens), 128 (tailles et taillon de Tonnerre).

allons étudier les attributions des trésoriers dans ce domaine en ce qui concerne le contrôle des recettes, puis des dépenses, et enfin la surveillance des comptables et de leurs comptes.

I. — *Contrôle des recettes.*

Les ressources des villes appartiennent à deux catégories distinctes : les deniers patrimoniaux et les deniers d'octroi. Les premiers sont les revenus des biens qui appartiennent aux villes ; les deniers d'octroi, par contre, « sont des concessions du roi, fondées sur les besoins des villes qui les obtiennent¹³⁹. Ils ont en principe un caractère provisoire et sont destinés à des dépenses extraordinaires. Le plus souvent, les octrois sont des impositions sur les denrées et marchandises qui entrent dans la ville. Les ressources qui en proviennent servent à l'entretien du pavé des rues, des chemins, des murailles de la ville, des édifices publics.

D'après l'ordonnance de 1561, les baillis devaient surveiller les comptes des deniers patrimoniaux, et la chambre des comptes, ceux des deniers d'octroi¹⁴⁰.

Le bureau des finances n'a pas, semble-t-il, à s'occuper des deniers patrimoniaux¹⁴¹. Par contre, la gestion des deniers d'octroi est soumise à sa surveillance, avant vérification par la chambre des comptes.

Les trésoriers reçoivent pour enregistrement et exécution toutes les lettres de concession et de confirmation de dons, octrois et privilèges accordés aux villes par le roi. Lorsqu'une ville demande l'autorisation de lever, à titre provisoire, un impôt à son profit afin de payer certains travaux, le bureau peut être chargé d'une enquête. Ainsi, lorsque les habitants de Corbeil demandèrent en 1596 la permission de lever à nouveau un impôt sur le vin pour faire des réparations au pont, au château et aux murailles de leur ville, un trésorier fut commis sur ordre du conseil, pour enquêter avec les maîtres des œuvres de maçonnerie, de charpenterie et de pavé du roi. D'après son rapport, le bureau donna son avis au sujet de la requête¹⁴². L'autorisation fut accordée par lettres patentes pour une période de six ans.

Lorsqu'une ville n'a pas demandé en temps voulu la confirmation de ses droits à percevoir un impôt à son profit, les trésoriers peuvent lui accorder un délai pour faire les démarches

139. LE FÈVRE DE LA PLANCHE, *op. cit.*, tome 3, p. 53.

140. R. DOUCET, *op. cit.*, tome 1, p. 387.

141. K 890 pièce n° 1, p. 32 et s.

142. *Registres du bureau de la ville de Paris*, tome IX, p. 28 et 29.

nécessaires. Pendant ce temps, l'impôt continue à être perçu, mais les deniers restent consignés¹⁴³.

Il arrive aussi que les trésoriers s'aperçoivent qu'une ville s'est arrogé le droit de lever des impôts sans permission. Ainsi, en 1645, le maire et les échevins de Melun furent sommés par ordonnance du bureau de présenter les lettres du roi — si toutefois ils en avaient — qui leur permettaient de lever des droits notamment sur le poisson et sur le vin¹⁴⁴.

De même, en 1648, le bureau rendit une ordonnance contre la ville de Paris qui n'avait pas présenté les lettres en vertu desquelles elle pouvait continuer à percevoir le droit de court-pinte¹⁴⁵. En fait, bien souvent, les villes ont les autorisations nécessaires, mais négligent ou même refusent par principe, de les faire enregistrer au bureau des finances.

D'autre part, une ville peut être autorisée à faire imposer une somme sur ses habitants sous forme d'impôts directs, pour ses propres affaires. Les lettres patentes donnant l'autorisation doivent être enregistrées au bureau des finances, qui les transmet aux élus avec son attache. Citons par exemple, en 1614, des lettres d'assiette sur les taillables de la paroisse de Buc, « le fort portant le faible, le plus justement et également que faire se pourra... pour employer aux affaires de la communauté »¹⁴⁶.

Le bureau des finances est en principe compétent pour passer les baux des octrois dans la généralité, en vertu des édits d'octobre 1581 et janvier 1586.

La ville de Paris n'est pas — en pratique tout au moins — soumise à ces obligations. Lorsqu'en 1590, un fermier d'un droit sur le vin vendu dans certaines tavernes demanda un rabais, sa requête fut bien transmise au bureau des finances, mais les trésoriers renvoyèrent le plaignant devant le bureau de la ville : puisque la ville avait procédé à l'adjudication, elle était seule compétente pour émettre un avis¹⁴⁷.

II. — *Contrôle des dépenses.*

Les trésoriers doivent, non seulement surveiller les recettes des villes, mais aussi les dépenses qu'elles engagent pour la réparation des immeubles communaux.

143. Z₁F 150, fol. 8 et 9 v^o.

144. Z₁F 204, fol. 39 v^o.

145. Z₁F 207, fol. 69. Il s'agissait d'un deuxième rappel, à peine d'amende, d'une première ordonnance étant restée sans effet.

146. Z₁F 160, fol. 71, autres exemples dans Z₁F 135 pour 1599. Voir aussi Z₁F 210, fol. 131 v^o en 1650 ; cette fois, la nature de la dépense est précisée, ce qui est rare : Il s'agit de payer les intérêts d'un emprunt contracté par la ville. Dans Z₁F 201, fol. 31, les lettres d'assiette sont accordées pour la réparation d'un presbytère.

147. *Registres du bureau de la ville de Paris*, tome X, p. 24.

Les adjudications d'ouvrages relèvent du bureau des finances. Le règlement du 15 janvier 1605 prévoit que les autorités municipales peuvent être présentes lors des visites, adjudications ou réceptions d'ouvrages effectuées par les trésoriers¹⁴⁸. En 1619, notamment, les trésoriers de Paris passeront les baux pour la réparation des murailles et portes de Villeneuve-le-Roi et le nettoyage des fossés de la ville de Montereau¹⁴⁹. En 1697, ils firent encore le bail pour des travaux à Meulan¹⁵⁰.

D'une manière générale, le règlement de 1605 invite les trésoriers à s'informer de tous les abus qui peuvent être commis dans l'emploi des deniers octroyés aux villes pour les réparations des ouvrages publics.

III. — *Contrôle sur les comptes et les comptables.*

Les trésoriers ont un rôle de surveillance générale sur les comptables des villes, l'état de leurs caisses et de leurs registres. Ils enregistrent des délibérations des municipalités nommant les receveurs de deniers d'octroi, par exemple pour la ville de Nemours en 1743¹⁵¹, mais non sans un retard considérable, la délibération datant de 1739.

Les receveurs présentent — généralement par procureur — les états des deniers communs des villes. Cette présentation est faite le plus souvent avec beaucoup de retard et pour plusieurs années à la fois¹⁵². Parfois d'ailleurs, le bureau accorde un sursis au comptable¹⁵³.

Les villes cherchent presque toutes à se soustraire à ces obligations, surtout au XVIII^e siècle, et tardent le plus possible à les remplir. D'après un mémoire déjà cité et datant de 1787, les receveurs des deniers patrimoniaux et d'octroi des villes ne prêtent plus serment depuis 1771 et ne présentent plus leurs états ni leurs cautions au bureau des finances¹⁵⁴.

D'une façon plus générale, le procès-verbal des chevauchées que les trésoriers envoient au conseil à la fin de chaque année doit, conformément au règlement des finances du 21 juin 1611¹⁵⁵ rendre compte des désordres constatés dans les finances muni-

148. H 1596 mémoire sur la déclaration du 27 juin 1787. Citons aussi l'ordonnance du 20 octobre 1508 dans le même sens (Z₁F 1071, mémoire sur les fonctions du bureau des finances).

149. Z₁F 957, exemples nombreux de 1616 à 1619 (fol. 6, 6 v^o, 109, 134 v^o).

150. Z₁F 318, fol. 77 v^o.

151. Z₁F 444, 31 mai 1743.

152. Z₁F 204, fol. 61 v^o (deniers communs de Provins pour quatre ans), Z₁F 216, fol. 21, Z₁F 217, fol. 27.

153. Z₁F 204, fol. 30 v^o.

154. Z₁F 643, fol. 105 et s.

155. H 1596 (mémoire sur les bureaux des finances).

cipales, et comporter en annexe « un état de toutes les levées pour les affaires particulières des villes, communautés et paroisses ».

En outre, le bureau fut parfois chargé d'un rôle de surveillance sur les dettes contractées par les villes. En 1602, le trésorier Le Gras fut commis pour vérifier les dettes de la ville de Sens¹⁵⁶. Une soixantaine d'années plus tard, le bureau procéda à la liquidation des dettes des communes d'habitants dans la généralité, cette opération étant en province confiée aux intendants¹⁵⁷.

*
* * *

Ces attributions du bureau des finances ont été sans doute assez peu exercées, car les registres n'en contiennent que fort peu d'exemples, tout au moins à partir de la deuxième moitié du xvii^e siècle. Selon M. F. Dumont¹⁵⁸, les villes s'adressent plus volontiers à l'intendant, peut-être par ignorance, d'ailleurs.

En tout cas, il faut remarquer que la ville de Paris semble bien échapper à tous ces contrôles. Des efforts furent vainement tentés pour entamer ses privilèges ; ainsi, en janvier 1600, un trésorier fut envoyé par Rosny, futur duc de Sully, pour demander à la ville l'état de la valeur des fermes, « ce qui lui fut refusé¹⁵⁹. La même année, en juillet, le bureau des finances procéda à l'adjudication de la ferme des amendes, dont la moitié faisait partie du domaine de la ville, et l'autre lui avait été octroyée par le roi¹⁶⁰. La ville protesta avec véhémence, mais le bureau tint bon, soutenu par le receveur du domaine royal.

Le dénouement de l'affaire n'est pas connu¹⁶¹, mais, même si le bureau obtint gain de cause cette fois-ci, cette victoire fut sans lendemain, si l'on en croit les termes d'un certificat délivré en 1625 par le bureau de la ville de Paris à la demande du prévôt de la ville de Lyon ; ce dernier avait en effet écrit à Paris afin de savoir si les trésoriers de France avaient le droit de prendre connaissance des comptes du receveur du domaine, dons et octrois de la ville. Le prévôt et les échevins de Paris

156. N. VALOIS, tome II, p. 6998.

157. *Mémoires des intendants*, op. cit., p. 676 et s. et G. PAGÈS, *La monarchie d'ancien régime*, p. 161.

158. *Le bureau des finances de Moulins*, thèse citée, p. 162 et 163.

159. *Registres du bureau de la ville de Paris*, tome XIII, p. 10 et s.

160. En 1647 et 1653, deux décisions royales reprirent au profit du trésor la moitié du produit des deniers communs d'octrois (LE FÈVRE DE LA PLANCHE, op. cit., tome III, p. 53).

161. *Registres du bureau de la ville de Paris*, tome XII, p. 327.

répondirent avec superbe, le 5 mars 1625, que le receveur du domaine, dons et octrois de la ville de Paris comptait par état devant eux-mêmes, puis devant la chambre des comptes, « sans que jamais Messieurs les trésoriers de France à Paris en aient pris aucune connaissance (...), et quand ils l'eussent voulu, la ville s'y fût formellement opposée pour l'empêcher »¹⁶².

Section II

Finances en juridiction

Le bureau des finances, organisme administratif, est chargé en même temps de fonctions juridictionnelles. Dans certains cas, il s'agit seulement de recours administratifs, correspondant sensiblement aux recours gracieux et hiérarchiques modernes. Mais il peut aussi s'agir de véritables recours contentieux pour lesquels, de nos jours, seul un tribunal pourrait être compétent.

Ainsi que nous l'avons vu¹⁶³, les généraux des finances avaient été séparés en deux groupes distincts à partir de 1390 et surtout en 1522, date de création de la « cour des généraux de la justice des aides », devenue cour souveraine en 1543, et appelée cour des aides.

A partir de 1545, les généraux des finances des aides ne s'occupèrent plus des affaires financières juridictionnelles, et durent se contenter d'un rôle purement administratif, en conservant une « séance de dignité » à la cour des aides, « par droit d'origine »¹⁶⁴.

C'est seulement en 1635 qu'un édit crée au bureau des finances un office d'avocat du roi et un autre de « conseiller procureur du roi sur le fait de la direction et intendance des finances ordinaires et extraordinaires ». A Paris, les deux charges furent achetées par le procureur du roi pour la voirie, Jacques de Moucy¹⁶⁵, et restèrent en sa possession jusqu'en 1651.

Puis, en 1693, tous les offices des gens du roi furent supprimés et remplacés, en ce qui concernait les affaires financières, par un office de conseiller avocat du roi, et un office de conseiller procureur du roi pour la finance et la voirie. La réunion de fait qui avait existé entre 1635 et 1651 était donc consacrée par un texte officiel¹⁶⁶.

162. *Registres du bureau de la ville de Paris*, tome XIX, 5 mars 1625.

163. Voir dans la première partie un historique plus détaillé.

164. U 992, p. 41 à 47.

165. Fils d'un conseiller au parlement de Paris et frère d'un trésorier de Châlons. D'abord correcteur aux comptes, il acheta la charge de procureur du roi au bureau des finances de Paris en 1629.

166. U 992, p. 81 à 93.

Nous étudierons les attributions juridictionnelles des trésoriers en ce qui concerne les gabelles, aides, étapes et subsistances, puis la surveillance et la discipline des agents financiers, l'examen des réclamations des parties prenantes et des contribuables. Enfin nous donnerons un aperçu des problèmes particuliers aux finances locales.

§ 1. — *Gabelles, aides, étapes et subsistances*

Les attributions juridictionnelles des trésoriers en ces différents domaines leur échappèrent très rapidement. Il en avait d'ailleurs été de même, nous l'avons vu, pour les questions administratives.

I. — *Gabelles et aides.*

A l'origine, le bureau des finances était compétent pour juger les procès civils et criminels concernant les gabelles, mais cette juridiction lui fut très tôt retirée¹⁶⁷. En principe, dès la fin du xvi^e siècle, lorsqu'un bail général des gabelles est conclu, une clause prévoit que les trésoriers seront incompétents pour les procès éventuels¹⁶⁸. Seuls, les greniers à sel en première instance, et la cour des aides en appel, doivent y pourvoir.

Pendant un temps, le bureau avait été chargé d'instruire les demandes en rabais présentées par les adjudicataires de la fourniture des greniers à sel, ceci, le cas échéant, sur renvoi du conseil¹⁶⁹. Le bureau jugeait aussi les contestations entre les officiers des greniers à sel : par exemple, en 1581, un mesureur du grenier de La Ferté-Milon s'adressait aux trésoriers pour obtenir le paiement de ses droits de mesurage par le grenetier¹⁷⁰.

De même, le bureau des finances fut compétent, à un certain moment, pour examiner les demandes de rabais présentées par les fermiers adjudicataires des aides, ou leurs cautions. Ainsi, le conseil du roi renvoya devant les trésoriers le 2 décembre 1599, une demande en rabais présentée par la caution d'un adjudicataire de la ferme des douze deniers tournois pour livre perçus sur les draps. Le plaignant donnait pour motif à sa requête les épidémies de peste qui n'avaient pas permis une activité commerciale normale¹⁷¹.

167. K 890, pièce n° 1, p. 53 et s. En 1517, les généraux des finances étaient chargés de la répression du faux-saunage (PATAS DE BOURGNEUF, *op. cit.*, p. 266).

168. *Registres du bureau de la ville de Paris*, tome XII, p. 69 (1598).

169. *Registres du bureau de la ville de Paris*, tome XII, p. 65 en note (arrêt du conseil du 21 novembre 1596 par exemple).

170. Z₁F 108, fol. 51 v° et 53 v°.

171. *Registres du bureau de la ville de Paris*, tome XII, p. 165, en note.

Citons aussi, en 1599 également, l'octroi par le bureau d'un sursis d'un mois à un fermier des droits de gros et huitième, pour lui donner le temps d'obtenir du roi une réduction de son fermage. Les trésoriers donnaient en même temps un avis favorable à la requête en décharge, et suspendaient les poursuites déjà entreprises contre le requérant¹⁷².

En 1603, le conseil renvoie encore pour avis au bureau de Paris une demande en rabais présentée par le fermier des droits sur le bois à brûler¹⁷³.

En fait, le principe est que les officiers qui ont passé les baux sont compétents pour régler les conflits qui découlent de leur exécution¹⁷⁴. Remarquons toutefois que les trésoriers n'ont jamais eu à juger les procès concernant le recouvrement des droits des aides, mais seulement les contestations portant sur l'exécution des baux. La distinction entre les deux pouvait être d'ailleurs assez malaisée ; toujours est-il que, dès les premières années du XVII^e siècle, les conflits concernant les baux des aides ne relèvent plus des trésoriers de France¹⁷⁵.

Notons pourtant qu'un édit de 1637 charge les trésoriers généraux de s'informer des exactions ou malversations qu'ils peuvent constater dans la levée des aides¹⁷⁶.

En 1654, le bureau peut seulement menacer d'une amende le fermier général des gabelles et celui des aides s'ils ne font pas enregistrer leur bail¹⁷⁷.

II. — *Etapas et subsistances.*

L'évolution est sensiblement la même, quoiqu'un peu plus lente. Le bureau est aussi chargé, pendant un certain temps, de juger les différends concernant les étapes et le logement des gens de guerre.

Un arrêt du conseil du 17 septembre 1639¹⁷⁸ prévoit que, afin d'être mieux informé, le bureau pourra envoyer sur place des trésoriers qui séjourneront dans les paroisses pour leurs enquêtes. Les décisions du bureau vont en appel au conseil.

La compétence des trésoriers en cette matière leur est confirmée par arrêt du conseil en 1648¹⁷⁹.

172. Z₁F 135, fol. 1 v^o.

173. *Registres du bureau de la ville de Paris*, tome XIV, p. 174 et 175.

174. *Registres du bureau de la ville de Paris*, tome X, p. 24 : les trésoriers renvoient devant les prévôts et échevins un fermier d'un huitième sur le vin, car c'est la ville qui a fait le bail et non le bureau des finances.

175. H. DE GRIMOUARD, *op. cit.*, p. 493.

176. PATAS DE BOURGNEUF, *op. cit.*, p. 260.

177. Z₁F 217, fol. 37 et v^o.

178. K 890 pièce n^o 1, p. 53 et s.

179. *Mémoires des Intendants*, *op. cit.*, p. 676 et s.

En 1650 encore, les habitants d'une paroisse qui avaient fourni les étapes à un régiment et présenté en vain leurs acquits à l'entrepreneur des étapes, viennent au bureau des finances réclamer leur remboursement et citent l'entrepreneur devant les trésoriers de France¹⁸⁰.

Citons aussi une requête à propos de subsistances concernant un cas un peu particulier : c'est au bureau des finances que s'adresse en 1645 un tailleur adjudicataire de la fourniture des habits aux prisonniers espagnols de Rocroy. Pour la nourriture et les vêtements de ces prisonniers, une imposition spéciale avait été levée, et pourtant le tailleur n'avait pas été payé. Il réclama donc le paiement par préférence sur les deniers de cette imposition spéciale, à la fois de la somme prévue dans le bail et des intérêts de retard¹⁸¹.

Finalement, un édit de 1716 retira officiellement au bureau des finances la juridiction des étapes au profit de l'intendant.

§ 2. — *Surveillance et discipline des agents financiers*

Le bureau des finances, afin d'exercer valablement son rôle de direction et de surveillance sur les agents financiers, dispose de moyens pour les contraindre à remplir leurs obligations.

Les trésoriers ont, nous l'avons vu, un pouvoir hiérarchique général sur les officiers des élections et des greniers à sel. C'est au bureau des finances qu'un commis à la recette des tailles de Nemours adresse sa requête pour obtenir des élus le département des tailles pour l'année 1614¹⁸².

Ils ont toutefois bien du mal à conserver leur influence sur ces officiers qui, nous l'avons vu plus haut, ne veulent même pas prêter serment devant eux. Les trésoriers doivent bien souvent s'adresser au conseil pour faire céder les officiers récalcitrants¹⁸³.

*

Le bureau des finances a plus de pouvoir réel sur les comptables.

Un édit de 1581 lui avait attribué le jugement en dernier ressort des différends entre les comptables, « sans forme ni figure

180. Z₁F 210, fol. 140.

181. Z₁F 204, 16 janvier 1645. Les baux avaient été passés par un trésorier et un intendant (Z₁F 585, fol. 65).

182. Z₁F 160, fol. 21.

183. AD IX 79 : arrêt du conseil du 9 septembre 1692 condamnant un élu de Paris à verser 248 livres de droits de réception, plus les dépens du procès fixés à 40 livres.

de procès », sans épices ni avocat, ni procureur¹⁸⁴. Dès 1586, la cour des aides lui avait repris ces attributions¹⁸⁴. Néanmoins, les trésoriers jouissent même après cette date d'attributions juridictionnelles liées à leur rôle de surveillance générale des comptables et de leurs comptes.

I. — *Suspension des comptables.*

Tout d'abord, le bureau peut contraindre un comptable à présenter ses états. Il peut lui en donner l'ordre par commandement d'huissier¹⁸⁵. Au besoin, il lui inflige une amende : ainsi, en 1673, par ordonnance rendue sur requête du procureur du roi, un receveur général des finances est sommé de rendre compte par bref état des deniers de sa recette dans les huit jours, à peine de 1 000 livres d'amende¹⁸⁶.

Le receveur peut obtenir un sursis pour présenter ses comptes. Après quoi, il risque d'être suspendu de ses fonctions. A ce moment, il ne reçoit plus aucune des pièces qui lui sont nécessaires pour ses opérations : états du roi, mandements, rôles des tailles¹⁸⁷.

En fait, les trésoriers peuvent informer, et suspendre les comptables, mais ne peuvent pas prendre de sanctions graves, ni entamer une procédure criminelle contre eux¹⁸⁸. Le comptable suspendu peut en appeler à la cour des aides, la décision des trésoriers n'en est pas moins immédiatement exécutoire¹⁸⁹.

Ce droit de suspendre les comptables réputés insolvables ou convaincus d'omission ou de concussion, fut rappelé notamment dans une déclaration de 1648 et un arrêt du conseil de 1653¹⁹⁰.

La suspension d'un comptable peut être décidée par les trésoriers eux-mêmes ou, plus fréquemment, à la requête d'un receveur général qui présente un remplaçant. Ainsi, en 1673, un receveur général des finances demanda aux trésoriers de suspendre un receveur qui abandonnait le bureau de sa recette, devait des sommes élevées à la recette générale, et avait diverti des deniers de sa caisse. Le remplaçant présenté par le receveur général fut agréé, à condition de prendre commission du bureau

184. K 890 pièce n° 5, p. 59 et pièce n° 1, p. 53 et s.

185. Z₁F 204 2 janvier 1645.

186. Z₁F 252, fol. 69.

187. Z₁F 135, fol. 21.

188. AD IX 79 arrêt du conseil du 6 octobre 1691. Voir aussi dans ce sens l'édit de janvier 1551 cité par JOUSSE, *op. cit.*, tome II, p. 32 et 33 : l'information faite par le trésorier général est adressée au conseil qui décide ; le trésorier peut seulement suspendre le comptable et le remplacer.

189. H. DE GRIMOUARD, *op. cit.*, p. 504.

190. Z₁F 592, fol. 97 v°.

des finances. Les trésoriers, en même temps, défendirent au comptable suspendu de s'immiscer dans les opérations de la recette, à peine de concussion, et aux collecteurs de lui verser de l'argent, « à peine de payer deux fois »¹⁹¹.

II. — *Décharges, validation des contraintes.*

Les trésoriers peuvent, dans certaines circonstances, décharger les comptables de sommes dont ils ont été rendus responsables à tort. Par exemple, en 1581, un receveur des aides et tailles présenta une requête dans ce but : une erreur avait été commise dans l'état concernant les aides, et le bureau ordonna au receveur général des finances de tenir le requérant « quitte et déchargé »¹⁹².

Normalement, les requêtes de ce genre sont seulement instruites par les trésoriers qui enregistrent ensuite l'arrêt du conseil déchargeant le comptable¹⁹³.

Lorsque le receveur, en retard dans ses versements, ne peut se justifier, c'est au bureau des finances que le receveur général s'adresse pour faire valider les contraintes qu'il a établies¹⁹⁴. Il ne s'agit pas là d'une simple formalité car, en 1673, le bureau autorisa bien le receveur général à mettre à exécution les contraintes présentées par lui, mais pour la moitié seulement des sommes proposées dans sa requête¹⁹⁵.

En 1710, les trésoriers, toujours compétents en ce domaine, autorisèrent par ordonnance le receveur général des finances à faire mettre à exécution « par l'un des huissiers du bureau ou autre huissier ou sergent royal », une contrainte concernant des sommes dues pour l'année 1708¹⁹⁶.

III. — *Scellés et inventaires.*

Les trésoriers sont compétents pour apposer les scellés et faire l'inventaire des biens des comptables décédés ou en fuite¹⁹⁷, et doivent se charger de faire vendre leurs meubles s'il manque de l'argent dans leurs caisses. Par exemple, en 1710, le bureau commet un de ses membres, afin que, assisté du procureur du

191. Z₁F 252, fol. 7 v°.

192. Z₁F 108, fol. 22.

193. Z₁F 119, fol. 159 v°.

194. D'après un mémoire (non daté, sans doute vers 1660), « le visa des trésoriers valide les contraintes des receveurs généraux et le visa des élus, celles des receveurs particuliers » (K 910 pièce n° 11).

195. Z₁F 252, fol. 9.

196. Z₁F 372, 30 juin 1710. Voir pour Rouen des exemples de validation de contraintes dans J. VANNIER, *op. cit.*, p. 69 et 70.

197. Les trésoriers sont compétents dans ce cas à l'égard des mêmes comptables que lorsqu'il s'agit de la vérification des états (JOUSSE, *op. cit.*, tome 1, p. 81).

roi, il aille mettre les scellés et faire l'inventaire des biens d'un receveur des tailles de Coulommiers récemment décédé¹⁹⁸.

Les personnes intéressées peuvent intervenir dans la procédure : ainsi, après le décès d'un receveur des tailles de l'élection de Mantes qui devait des sommes importantes à la recette générale, le bureau des finances fit apposer les scellés à la requête du receveur général des finances. La levée des scellés fut ensuite réclamée à la fois par le receveur général et par le tuteur des enfants mineurs du défunt¹⁹⁹.

Un traité historique manuscrit rédigé à la fin du XVIII^e siècle et concernant le bureau des finances de Paris, donne plusieurs autres exemples du rôle des trésoriers en la matière²⁰⁰. Le Châtelet et la chambre des comptes essayèrent souvent d'évincer le bureau, mais les différends allèrent devant le conseil qui trancha toujours en faveur des trésoriers²⁰¹.

§ 3. — *Réclamations des parties prenantes*

Les trésoriers, « jusqu'à ce que les comptes soient rendus à la chambre²⁰¹, ont toute juridiction envers les comptables et envers ceux qui ont des assignations sur leurs recettes, en exécution de l'état du roi » ... « Mais, du moment que les comptes sont rendus, ce pouvoir cesse ; les particuliers prennent droit par les comptes, et se pourvoient en conséquence à la chambre »²⁰².

La compétence des trésoriers est donc limitée dans le temps par les délais impartis aux comptables pour présenter leurs états à la chambre des comptes.

Sous réserve de cette limite, le bureau des finances peut décerner des ordonnances ou contraintes contre les receveurs ou payeurs qui présentent leurs états devant lui, et refusent de payer des gages ou droits quelconques dont les fonds se trouvent — en principe — dans leur caisse²⁰³.

Les trésoriers de France sont tout d'abord compétents pour toute contestation sur le paiement des gages des officiers qui prennent attache devant eux. Lorsqu'un officier ne peut obtenir le paiement de ses gages, il demande exécutoire au bureau des finances contre le receveur ou payeur responsable. Par exemple

198. Z₁F 372, fol. 83. Voir pour Rouen, J. VANNIER, *op. cit.*, p. 67 et 68.

199. Z₁F 612, fol. 69 v^o (1699).

200. K 890, pièce n^o 1, p. 53 et s. L'auteur du mémoire cite des arrêts du Conseil en 1649, 1713 et 1776 en faveur du bureau contre la chambre des comptes, et en 1667 contre le Châtelet.

201. La chambre des comptes.

202. GUYOT, *Répertoire*, *op. cit.*, tome XVII, p. 289.

203. JOUSSE, *op. cit.*, tome 1, p. 79.

en 1673, le trésorier Nicolas Pinon obtient de ses collègues la condamnation du receveur général des finances à lui payer près de 1 000 livres qui lui sont dues de ses gages de l'année passée²⁰⁴.

De même, en 1763, le bureau rend une ordonnance de contrainte par corps contre le payeur des gages des officiers de certains greniers à sel²⁰⁵.

Les ordonnances du bureau rendues en ce domaine comportent parfois la mention d'une condamnation à payer des intérêts à compter du jour de la demande²⁰⁶.

Ce genre d'affaires suppose dans certains cas, non pas la simple exécution d'états financiers, mais l'appréciation de situations assez complexes. Ainsi, en 1673, un conseiller au bailliage de Provins se présenta devant les trésoriers et exposa comment il n'avait pu assister à la « monstre et revue » faite en 1671 par le président du bureau des finances parce qu'il avait fait une chute de cheval, précisément en s'y rendant. A cause de cela, il n'avait pas été payé de ses gages pour cette année-là. Il apportait différentes attestations prouvant qu'il avait été gravement blessé dans sa chute, mais qu'il n'en avait pas moins rempli normalement sa charge en 1671, mise à part cette période de maladie. Il obtint d'ailleurs gain de cause²⁰⁶.

De même, les titulaires de rentes assignées sur les recettes générales ou particulières doivent s'adresser aux trésoriers lorsqu'ils ne parviennent pas à se faire payer. Par exemple, en 1673 une abbesse demande au bureau de lui délivrer exécutoire contre le receveur général des finances de Paris, pour une rente payable sur les fonds de sa recette²⁰⁷.

§ 4. — *Réclamations des contribuables*

Il est fréquent que la répartition des impôts soit contestée par les contribuables. Il s'agit d'ailleurs surtout de réclamations de principe : la paroisse ou l'habitant qui paie sa part sans discussion et en temps voulu, est à peu près sûr de voir son imposition aggravée l'année suivante.

Il est donc normal de ne payer qu'à la suite de contraintes par huissiers ou garnisaires. Il est normal aussi qu'il y ait de fréquents procès en surtaux, modération, décharge ou réduction. Le collecteur est obligé de faire l'avance des fonds, et

204. Z₁F 252, fol. 71.

205. Z₁F 477, 18 et 25 janvier 1763.

206. Z₁F 252, fol. 23. Les inspections appelées « monstres et revues » sont surtout prévues pour la maréchaussée. Voir par exemple pour Rouen, J. VANNIER, *op. cit.*, p. 61.

207. Z₁F 252, 6 octobre 1673.

d'attendre le résultat des procédures engagées et la réimposition des sommes impayées²⁰⁸.

A la fin du xvi^e et au début du xvii^e siècle, le bureau des finances reçoit ainsi périodiquement des lettres patentes reprenant les dispositions d'arrêts de la cour des aides prescrivant de lever telle ou telle somme sur une paroisse. Ces lettres doivent obligatoirement être revêtues de l'attache des trésoriers, qui les envoient pour exécution aux élus²⁰⁹. Mais les registres plus récents du bureau ne contiennent plus de traces de tels enregistrements²¹⁰.

Le département des tailles peut être contesté à des niveaux différents : soit par le contribuable contre d'autres taillables, soit par la paroisse qui estime que d'autres paroisses sont trop favorisées, soit par les élus qui prétendent que les trésoriers ont avantagé une des élections de la généralité.

Notons d'abord pour mémoire, pour les contestations entre habitants d'une même paroisse, que, de 1581 à 1586, les trésoriers jugèrent l'appel des sentences des élus pour les surtaux des tailles. Puis, ces affaires furent réservées à la cour des aides²¹¹.

Le bureau instruisit toutefois, pendant un certain temps, les demandes en décharge présentées par des privilégiés imposés à tort²¹². Il semblait même habilité à prendre lui-même la décision d'exonération : ainsi, en 1643, il accorda décharge à Antoine du Pont, garde du corps du roi²¹³.

Les trésoriers étaient également compétents pour délivrer contrainte contre les collecteurs²¹³ à un archer des gardes qui avait déjà obtenu d'eux la décision de principe, et voulait se faire restituer les sommes déjà versées.

Après 1643, les registres du bureau ne comportent plus de mentions de cette nature.

*

La répartition des tailles peut être contestée, non plus au niveau du contribuable, mais de la paroisse. Le bureau reçoit donc périodiquement des requêtes de paroisses s'estimant sur-

208. Voir sur ces questions M. MARION, *Les impôts sous l'ancien régime*, Paris 1910, p. 12 et s. Par l'une de ces actions, le taillable cherche à obtenir la diminution de son imposition, en critiquant, soit la répartition en général (surtaux), soit la part d'un autre taillable en particulier, ou bien en invoquant sa situation personnelle.

209. Arrêt du conseil de 1606 cité dans *L'inventaire des arrêts du conseil sous le règne d'Henri IV* par N. VALOIS, Paris, 1886, tome II, n° 10.592.

210. Voir encore en 1645 dans Z₁F 204, fol. 105 un exemple de ces lettres d'assiette.

211. H. DE GRIMOUARD, *op. cit.*, p. 496 ; K 890 pièce n° 1, p. 53 et s.

212. Z₁F 201, fol. 24 ; affaire analogue fol. 86.

213. « Sauf leur recours contre les habitants ». Z₁F 201, fol. 91.

imposées et qui demandent à être déchargées, au moins partiellement, de leurs impositions. Ainsi, en 1642, une paroisse de l'élection d'Etampes présenta une requête en réduction de sa cote à celle des habitants d'une autre paroisse. Les trésoriers la renvoyèrent d'ailleurs devant le conseil du roi²¹⁴.

D'autre part, nous avons vu²¹⁵, que le bureau était compétent pour accorder à une paroisse un délai pour le paiement de ses tailles. Mais bien souvent, ce délai de grâce s'écoule, et la paroisse, trop appauvrie à la suite d'épidémies, de grêle, gelées ou orages, ou de « passages de gens de guerre », se trouve toujours incapable de payer ses impositions.

A ce moment, elle présente une requête en décharge au conseil, qui renvoie l'affaire aux trésoriers pour avis. Pendant que la procédure de décharge suit son cours — lentement, comme à l'habitude —, le bureau accorde un sursis, et interdit au receveur de contraindre les requérants pendant ce délai²¹⁶.

Il charge en outre un de ses membres d'enquêter sur place et de présenter un rapport, au vu duquel un avis sera adressé au conseil.

Si l'enquêteur a reconnu le bien-fondé des plaintes des « manants et habitants » de la paroisse, le bureau propose qu'ils soient déchargés « sous le bon plaisir du roi et de nos seigneurs du conseil »²¹⁷.

Les modalités de la décharge sont parfois assez compliquées. Ainsi, en 1614, « pour soulager les habitants de Suresnes des pertes par eux souffertes à l'occasion de la grêle... et leur donner quelque moyen de se remettre », le bureau propose que les requérants soient déchargés pendant deux ans d'un quartier de leurs tailles²¹⁸.

Généralement, le taillon²¹⁹ est expressément exclu de ces décharges.

A la fin du XVIII^e siècle, le bureau des finances reste compétent pour contrôler la répartition des élus lorsque ceux-ci sont accusés d'avoir favorisé leur ville de résidence²²⁰.

■

La répartition des impôts peut encore être contestée au niveau de l'élection. Dans ce cas, l'affaire ne peut être tranchée

214. Z₁F 200, fol. 274 v^o, 319 et 332 en 1642.

215. 1^{re} section, § 3.

216. Z₁F 160, fol. 108.

217. Z₁F 150, fol. 132 v^o et 160.

218. Z₁F 160, fol. 108.

219. Le taillon, supplément aux tailles, était en principe affecté à la solde de l'armée.

220. Guyot, *Répertoire*, op. cit., tome XVII, p. 9.

que par le conseil, seul compétent pour casser les ordonnances du bureau des finances sur le département des tailles.

La cour des aides, en vertu notamment d'un arrêt du conseil de 1607, est incompétente à cet égard²²¹.

Le conseil peut être appelé à reconsidérer le département fait par le bureau des finances à la demande des élus qui estiment que leurs élections ont été surchargées au profit de celle où les trésoriers ont leur demeure²²².

§ 5. — *Finances locales*

Les trésoriers, nous l'avons vu dans la première section de ce chapitre, ont peine à imposer aux autorités municipales le respect de leurs obligations à leur égard.

L'adjudication des octrois ne leur est pas toujours confiée. Ainsi, dès 1645, le bureau doit casser par ordonnance un bail passé par le bailli de Houdan, pour la levée de différents droits sur des marchandises²²³.

On ne peut pourtant pas accuser l'intendant de Paris, déjà surchargé de multiples occupations, d'empiéter sur les prérogatives des trésoriers. En effet, c'est sur avis favorable de l'intendant que le bureau obtint, entre 1689 et 1707, plusieurs arrêts du conseil contre des élus qui avaient procédé eux-mêmes à des adjudications d'octrois, au lieu de renvoyer les affaires aux trésoriers de France²²⁴.

En second lieu, il appartient au bureau des finances d'instruire les demandes en rabais présentées par les adjudicataires des octrois, quand le bail a été fait par les trésoriers. Par exemple, en 1645, ces derniers évaluent le dédommagement dû à l'adjudicataire d'un octroi sur le vin passant sous les ponts de Villeneuve-le-Roi, une partie de ce droit ayant été attribué à la ville de Moret par arrêt du conseil en 1642²²⁵.

Nous avons dit aussi que le bureau a la surveillance des comptables des villes, ainsi que la vérification de leurs états.

Au besoin, il inflige une amende au receveur qui tarde trop à présenter ses comptes. En 1645, les trésoriers n'accordèrent qu'un délai de deux mois, au lieu des six mois demandés, pour la présentation de l'état de la ville de Rozoy, à peine de cent livres d'amende²²⁶.

221. H. DE GRIMOUARD, *op. cit.*, p. 496.

222. GUYOT, *Répertoire*, *op. cit.*, tome XVII, p. 9. Guyot précise : « comme le plus souvent les trésoriers de France favorisent l'élection de leur demeure... ». Il n'est pas certain que l'accusation soit justifiée...

223. Z₁F 204, fol. 38 v^o.

224. Z₁F 614, fol. 25 v^o.

225. Z₁F 204, fol. 19 v^o.

226. Z₁F 204, 31 janvier 1645.

Le bureau peut être chargé de contrôler l'état des caisses des receveurs des villes, en cas de modification de la valeur des monnaies, comme pour les autres receveurs. Ainsi, en 1602, deux trésoriers allèrent au bureau du receveur des rentes de la ville de Paris assignées sur le clergé de France, firent ouvrir les coffres et saisirent les deniers. Ils agissaient en vertu d'une commission, à la suite d'un édit sur le « rehaussement » des monnaies²²⁷, pour éviter que la plus-value des espèces ne tourne au profit des receveurs. Le prévôt des marchands, les échevins et le procureur de la ville protestèrent auprès du chancelier, demandant que les trésoriers ne vérifient pas les états des receveurs de la ville, mais seulement leur caisse, et en présence du bureau de la ville²²⁸.

*
* * *

Au XVIII^e siècle, que ce soit sur le plan administratif ou sur le plan juridictionnel, les attributions financières réelles du bureau des finances sont fort minces. Les affaires d'aides, gabelles, étapes et subsistances lui ont échappé. Les municipalités ne s'adressent plus que fort rarement aux trésoriers pour leurs octrois et leurs réparations. Les comptables, plus tenus, sont contraints de se soumettre au contrôle du bureau, mais le font de mauvaise grâce et avec retard.

Il reste au bureau quelques pouvoirs plus apparents que réels en matière de tailles. Officiellement, les brevets, états de commissions continuent à lui être adressés, mais il s'agit de traditions avec lesquelles on n'ose pas rompre²²⁹.

Par contre, les bureaux, en particulier celui de Paris, ont parmi leurs membres d'excellents officiers, fort compétents, qui jouent un rôle actif dans les affaires financières de leur généralité, mais à titre personnel, en vertu de commissions du conseil.

Lorsque les assemblées provinciales furent créées en juin 1787, la situation devint catastrophique. Le bureau des finances avait seulement le dépôt des extraits du brevet général et des doubles des commissions des tailles. Toutefois, il était prévu que si deux mois après l'envoi de ces commissions, les nouvelles assemblées n'avaient pas fait le nécessaire, les trésoriers de-

227. Augmentation de leur valeur nominale.

228. Registres du bureau de la ville de Paris, tome XIII, p. 9 et s.

229. Par contre le bureau des finances de Besançon avait en 1771 un rôle juridictionnel actif en matière d'impôts et de douanes, en collaboration avec l'intendant (R. DARESTE, *op. cit.*, p. 100).

vraient avertir l'intendant, afin que la répartition des impôts soit faite suivant l'ancienne procédure. Par contre, si tout allait bien, le bureau des finances recevait seulement dans les deux mois les expéditions originales du département, pour dépôt²³⁰.

Le bureau des finances faillit retrouver un rôle important à la Révolution. En décembre 1789 et en 1790, les trésoriers servirent de commissaires députés par le roi pour les opérations de département des impôts, auprès des bureaux intermédiaires. La présidence de la séance appartenait au président du bureau intermédiaire, mais le trésorier de France siégeait également dans un fauteuil, en face du président. C'était le bureau intermédiaire qui décidait du jour de la séance, et en avertissait le bureau des finances. Le système fonctionnait encore en août 1790, pour des réimpositions dans certaines élections²³¹.

Les trésoriers de France se trouvaient ainsi participer officiellement à la répartition de la capitation, ce qui était une nouveauté²³¹. Malheureusement, cette situation ne se prolongea guère, car le bureau des finances devait disparaître le 24 janvier 1791²³².

230. Z₁F 1068 (liasse).

231. Z₁F 1068 (liasse).

232. Z₁F 643, fin du registre.

CHAPITRE II

LE DOMAINE

Primitivement, les revenus du domaine du roi représentaient l'essentiel des ressources du trésor royal, de sorte que le titre de trésorier de France appartenait aux officiers appelés à en surveiller la gestion.

En vertu de textes fort anciens, et en particulier des ordonnances des 12 août 1445¹ et 20 octobre 1508, les trésoriers étaient chargés de faire restituer les biens du domaine usurpés, d'obliger les « gens de recette du domaine » à donner caution et à rendre compte ou payer le débet, et les engagistes à s'acquitter de leurs obligations², de faire réparer les places, châteaux et forteresses du domaine. En 1566, l'ordonnance de Moulins confirma les trésoriers dans leur rôle de surintendance du domaine royal³.

C'est donc en tant qu'héritier des attributions des anciens trésoriers de France que le bureau des finances de Paris surveille la gestion du domaine royal dans la généralité.

Il nous faut donc voir successivement de quelle manière les trésoriers dirigeaient l'administration du domaine royal, c'est-à-dire leur rôle « en direction », puis étudier les attributions juridictionnelles du bureau en matière domaniale.

Section I

Domaine en direction

Le rôle administratif des trésoriers en matière domaniale comporte plusieurs aspects. Après avoir essayé de définir les

1. Publiée par exemple dans G. JACQUETON, *op. cit.*, p. 36.

2. U 992, p. 18 ; voir *infra*, § 1 et 3, sur les engagements du domaine.

3. P. 2652, *Traité des domaines du roi*, tome 1, p. 227 et s.

limites de la compétence du bureau des finances de Paris, nous verrons ce qu'était le rôle de surveillance générale attribué aux trésoriers en matière domaniale, puis de quelle manière le bureau des finances veillait à l'entretien et au rachat du domaine engagé ainsi qu'à l'entretien et à la gestion du domaine non engagé et enfin quel était le contrôle exercé par les trésoriers sur les comptes et les comptables du domaine.

§ 1. — *Compétence du bureau des finances de Paris*

Après avoir précisé ce que représentait le domaine du roi dans la généralité, nous verrons quelles étaient les limites de la compétence du bureau des finances vis-à-vis de la cour du trésor, puis de la chambre du domaine.

I. — *Le domaine royal dans la généralité de Paris.*

Notons tout d'abord que ce domaine, théoriquement important, ne représente en fait que peu de ressources, car il est presque totalement engagé.

Le bénéficiaire de l'engagement, « l'engagiste », en principe contre versement d'une somme plus ou moins importante, exploite assez librement le domaine dont il a la possession, mais non la propriété. Il n'est soumis qu'à une surveillance très générale des trésoriers de France⁴. A tout moment, le domaine engagé peut être racheté par le roi contre remboursement du prix payé à l'origine. De fait, les opérations de rachat du domaine sont assez fréquentes, mais les biens repris sont très rapidement engagés à nouveau, parfois même immédiatement, l'exercice du droit de rachat n'étant qu'un moyen de rajuster le prix versé à l'origine par l'engagiste en échange de la jouissance des biens.

Le mémoire de l'intendant de la généralité de Paris déjà cité à plusieurs reprises, donne une liste détaillée des domaines royaux de cette généralité, engagés ou non, vers 1700⁵. Ce qui n'est pas engagé — et se trouve donc plus étroitement soumis au contrôle des trésoriers, est de très faible importance : quelques châteaux, Versailles, Vincennes, Compiègne, Saint-Germain-en-Laye, Fontainebleau, Montceau, les autres ayant été engagés, donnés, vendus ou échangés. Les domaines royaux de Compiègne et de Senlis toutefois, ont été rachetés ; le domaine et le château de Meulan, repris à Fouquet, sont également affer-

4. Voir dans cette même section le § 3.

5. *Mémoires des intendants*, op. cit., p. 258 et s. et p. 380 et s. Au début du règne d'Henri IV, les domaines du roi étaient entièrement engagés.

més. Le roi jouit en outre de certains droits domaniaux dans des domaines engagés.

Le rédacteur du mémoire de l'intendant conclut en ces termes, après cette triste énumération : « Les engagements du domaine sont cause que les fonds des finances ne se trouvent plus que par les tailles, les aides, les gabelles et autres subventions ordinaires, outre lesquelles la nécessité de l'État en produit souvent d'extraordinaires ».

Cette énumération peut être complétée, pour le domaine non engagé, par une autre liste donnée dans un mémoire de 1684⁶, et qui mentionne notamment :

- des châteaux royaux, par exemple Limours, Corbeil, Montlhéry, Montfort,

- des moulins (Melun, Provins, Villeneuve-le-Roi, Gonesse, Crécy),

- des auditoires (Mantes, Saint-Germain-en-Laye, le Châtellet, Sens),

- des geôles (Gournay, Sens, Melun),

- les halles (notamment aux blés, aux poissons, aux draps),

- des boucheries⁷,

- les quais⁸,

- les égoûts des rues de Seine et de Montmartre⁸,

- tous les ponts, les chaussées, et les pavés de la généralité⁹.

Ces listes n'ont qu'une valeur très relative ; certes, le domaine royal est inaliénable, mais certains échanges ont lieu⁹. Le roi dispose en outre du domaine casuel récemment acquis et peut en faire don. Surtout, ainsi que nous l'avons vu, l'essentiel du domaine est engagé, racheté par moments, puis engagé à nouveau, dès que de nouvelles difficultés financières surviennent. L'inaliénabilité n'est d'ailleurs pas absolue, elle n'a pas empêché la vente à perpétuité des petits domaines en 1672, contre un cens annuel¹⁰, vente considérée comme une opération de bonne administration, en raison des frais représentés par la gestion de ces biens de trop faible importance.

Quoi qu'il en soit, ni l'une ni l'autre de ces listes n'est complète.

6. *Mémoires des intendants*, op. cit., p. 676 et s.

7. En 1691, les étaux de boucherie de Paris furent réunis au domaine ; seuls, les possesseurs qui pouvaient présenter des titres purent garder leur bien, mais en payant un cens et les lods et ventes (LE FÈVRE DE LA PLANCHE, tome 3, p. 42).

8. La gestion de ces biens domaniaux sera étudiée dans le chapitre suivant consacré à la voirie.

9. Il existe une certaine méfiance à l'égard des échanges, car ils peuvent être un moyen de tourner la règle d'inaliénabilité (voir LE FÈVRE DE LA PLANCHE, tome 3, p. 509).

10. Même ouvrage, tome 3, p. 370 et 371 : l'auteur estime d'ailleurs que, même dans ce cas, la faculté de rachat doit subsister.

Il faudrait ajouter tout au moins les bâtiments du Palais et des autres cours ou juridictions de la généralité, l'emplacement des fossés et remparts des villes du royaume¹¹, et les îlots et atterrissements¹².

Le domaine royal comprend aussi différents droits, très nombreux, qui ne sont pas tous engagés : régale, franc-fief, aubaine, bâtardise, deshérence, anoblissement, épaves, trésors et biens vacants, mines, pêche, chasse, greffes, foires et marchés, minages, péages et barrages, hommages, censives, lods et ventes, quintes et requints, reliefs, rachats¹³, poids et mesures.

II. — *Le bureau des finances et la chambre du trésor.*

En principe, le partage des compétences entre le bureau des finances et la chambre du trésor devait être facile, puisque cette cour n'avait à intervenir que pour des affaires contentieuses, et non en matière d'administration domaniale. De fait, nous n'avons pas trouvé d'exemples de conflits à cet égard entre ces deux juridictions. Notons toutefois que la confection et la vérification du terrier du domaine royal sont confiées tantôt à la cour du trésor, tantôt au bureau des finances¹⁴. De même, les lettres de dons du roi, les lettres de naturalité et de légitimation sont enregistrées le plus souvent par la cour du trésor, mais parfois aussi par le bureau des finances¹⁵. La cour et le bureau reçoivent tous deux les cautions des fermiers du domaine, des entrepreneurs de travaux et des comptables¹⁵.

Après 1693, c'est-à-dire après la réunion de la chambre du trésor au bureau des finances, ce sont les mêmes officiers qui servent tour à tour dans les deux chambres. Le partage d'attributions se fait en principe sur les mêmes bases que pour l'ancienne chambre du trésor.

L'arrêt du conseil du 11 août 1694 donne un critère qui paraît assez pratique : tout ce qui concerne l'exécution de l'état du domaine doit relever de la chambre des finances, tandis que la chambre du domaine est chargée de juger toute contestation sur le fond du domaine. Pour simplifier, il est prévu que, si

11. Cette règle fut rappelée en 1681, et les possesseurs de places correspondant aux anciens murs de Paris furent confirmés « par grâce » dans leurs droits, à charge de payer un cens (LE FÈVRE DE LA PLANCHE, tome 1, p. 54).

12. *Mémoires des intendants*, op. cit., p. 676 et s.

13. Les droits de minage ou mesurage concernent l'utilisation des mesures pour les grains ; les lods et ventes sont dus au roi par l'acquéreur d'un bien tenu en censive du roi ; les reliefs, rachat, quintes et requints deniers concernent les fiefs mouvants du roi en cas de mutation également.

14. Voir sur ce point le § 2 de la présente section.

15. Jean BACQUET, *Œuvres*, Paris, 1664, tome IV, p. 48 et 49.

la chambre saisie s'estime incompétente, elle doit renvoyer l'affaire devant l'autre, sans ordonnance ni procès¹⁶.

Néanmoins, ces principes ne sont pas toujours correctement appliqués, et les registres du bureau gardent les traces de quelques conflits entre les deux juridictions. En 1763, par exemple, le bureau fit valoir son droit d'enregistrer les contrats d'engagement du domaine et de mettre en possession les engagistes, sans aigreur, d'ailleurs ; les trésoriers décidèrent simplement que, « pour cette fois seulement et sans tirer à conséquence », ils confirmeraient l'enregistrement du contrat d'engagement déjà fait par la chambre du domaine¹⁷.

§ 2. — *Surveillance générale du domaine royal*

Le bureau des finances doit empêcher toute déprédation ou usurpation du domaine royal, sous la haute direction de la chambre des comptes, chargée, elle aussi, de la conservation du domaine dont elle centralise les archives. La chambre du domaine conserve également des archives domaniales¹⁸.

Pour assurer ce rôle de surveillance, les trésoriers participent aux opérations générales de contrôle des titres sur le domaine pour empêcher les usurpations, et à la confection du terrier du domaine royal. Ils enregistrent en outre, au fur et à mesure, les contrats d'engagement ou de concession du domaine, et les lettres de dons du roi. Tout ceci doit leur permettre de connaître à tout moment la consistance exacte du domaine, et de savoir entre quelles mains il se trouve, afin de réclamer au besoin au détenteur l'exécution de ses obligations. Il en est de même pour leur rôle en cas de mutation des fiefs et censives.

I. — *Recherche des usurpations.*

Les trésoriers de France sont assez fréquemment appelés à participer à des opérations générales de vérification des titres sur le domaine royal ; ainsi le 31 décembre 1620, un arrêt du conseil prescrit à tout détenteur de biens domaniaux de présenter ses titres au bureau des finances pour les faire enregistrer et prendre ses « lettres d'attache »¹⁹.

En 1645, les trésoriers font assigner, à la requête du procureur du roi, les particuliers qui ont des gages ou pensions à

16. AD IX 79 (arrêt imprimé).

17. Z₁F 477, 20 décembre 1763. Ce droit de mettre en possession les engagistes avait été reconnu aux trésoriers notamment par un édit de 1582.

18. *Mémoires des intendants, op. cit.*, p. 194 et s.

19. U 992, p. 19.

prendre sur les recettes du domaine de Paris, afin de pouvoir vérifier leurs titres ; en même temps, il est fait défense aux receveurs du domaine de Paris de verser quoi que ce soit aux personnes touchées par cette mesure²⁰.

De même, en 1667, un arrêt du conseil du 24 mars ordonne une vérification générale des titres par le bureau des finances de Paris pour tous les ayants droit sur le domaine²¹. En 1684 encore, il est prescrit, par arrêt du conseil, aux fermiers et engagistes du domaine de fournir régulièrement aux greffes des bureaux des finances, des états donnant une description détaillée des domaines royaux qu'ils détiennent²².

Certaines vérifications sont de moindre importance et ne touchent qu'un petit nombre de personnes. En 1605, tous les bureaux des finances reçurent l'ordre de dresser un état des péages dans leurs généralités²³. En 1614, les merciers du Palais qui avaient leurs magasins près de la cour de la Conciergerie durent, sur ordre du bureau, apporter leurs titres ou permissions pour contrôle²⁴.

D'une manière générale, même sans qu'il s'agisse de vérifications systématiques, les trésoriers doivent veiller à ce que des droits domaniaux ne soient pas usurpés. Cette surveillance fait partie de leurs attributions normales, par exemple en vertu des ordonnances de 1445 et 1508 déjà citées au début de ce chapitre. Pourtant, en 1724, la vérification générale des titres de propriétaires de péages ne fut pas confiée au bureau des finances, mais à une commission spéciale²⁵.

II. — *Terrier du domaine.*

A partir de 1693, c'est la chambre du domaine qui est chargée d'établir ou de vérifier le terrier²⁶ dans la généralité, et qui conserve dans ses archives différents titres concernant cette question²⁷.

Avant 1693, le problème est plus complexe : les travaux concernant le terrier sont confiés tantôt aux trésoriers, tantôt à la cour du trésor dans son ressort, c'est-à-dire, rappelons-le,

20. Z₁F 204, fol. 164 v^o.

21. U 992, p. 19 et 20. Bibliothèque nationale, 4^o F 23707, fol. 24, 29 et 33.

22. Z₁F 906 (inventaire).

23. J. PÉROT, *op. cit.*, p. 51.

24. Z₁F 160, fol. 86 v^o.

25. K 890 pièce n^o 1, p. 13 et s. Notons qu'en 1711, les trésoriers de Rouen avaient encore été chargés par le contrôleur général d'établir un état des péages (J. VANNIER, *op. cit.*, p. 58).

26. Terrier ou papier terrier : « registre contenant le dénombrement des déclarations des particuliers qui relèvent d'une seigneurie et le détail des droits, cens et rentes qui y sont dus » (GUYOT, *op. cit.*, tome XVII, p. 92 et s.). Ici, il s'agit des domaines du roi.

27. *Mémoires des intendants*, *op. cit.*, p. 191 et s.

dans la prévôté de Paris et neuf bailliages avoisinants ou, suivant l'expression en usage à l'époque, dans les dix bailliages.

Au xvr^e siècle, et jusqu'en 1610, d'après Bacquet²⁸, plusieurs conseillers de la cour du trésor ont reçu des commissions concernant la confection du papier terrier dans la prévôté et vicomté de Paris.

Pourtant, un arrêt du conseil du 22 février 1603 répartit entre cinq trésoriers du bureau des finances de Paris le travail de préparation du terrier de la généralité et la recherche des droits du roi usurpés²⁹. De même en 1608, certains trésoriers de France sont qualifiés par le bureau de la ville de Paris de « commissaires députés par Sa Majesté à la recherche et recouvrement de ses droits seigneuriaux féodaux, et confection de son papier terrier en la généralité de Paris »³⁰. En fait, il semble que ces commissions aient été accordées plutôt à titre personnel, et aussi bien à des trésoriers qu'à des conseillers de la cour du trésor.

Notons enfin qu'en 1666, un arrêt du conseil du 28 décembre charge les officiers de la chambre du trésor de la confection d'un nouveau papier terrier pour toutes les terres, maisons et héritages et autres biens et droits, tenus tant en fiefs qu'en censives dans la prévôté et vicomté de Paris, avec bornage des territoires et seigneuries voisins³¹. Le travail, interrompu en 1672, fut seulement repris en 1700, par la chambre du domaine, cette fois³².

III. — *Enregistrement des contrats d'engagement ou de concession du domaine.*

Pour que leur surveillance puisse être efficace, les trésoriers doivent enregistrer tous les titres concernant le domaine royal, et notamment tous les contrats d'engagement ou de concession, en particulier en vertu d'un édit de décembre 1582³³.

Ainsi en est-il encore en 1763, pour l'engagement du comté

28. *Op. cit.*, p. 98 à 158.

29. E 5a, fol. 150.

30. *Registres du bureau de la ville de Paris*, tome XIV, p. 229. A Moulins, en 1681, les trésoriers travaillèrent au renouvellement du terrier sous la direction de l'intendant de la généralité (voir l'ouvrage de M. F. DUMONT, déjà cité, sur le *Bureau des finances de Moulins*, p. 92). A Bordeaux, en 1752, le bureau des finances et l'intendant reçurent également cette mission en commun (E. EVERAT, *op. cit.*, p. 161). Mais à Rouen, la situation est moins nette : en 1655, l'intendant dirigea les travaux de deux trésoriers commis, mais en 1747, le bureau des finances s'occupait seul de la confection du terrier de la généralité (J. VANNIER, *op. cit.*, p. 76).

31. Z₁F 956, fol. 4 v^o.

32. *Mémoires des intendants*, *op. cit.*, p. 257 en note. Le résultat fut un terrier en 10 volumes qui se trouve aux Archives nationales.

33. U 992, p. 18.

de Montlhéry accordé au comte de Noailles, à condition de rembourser les héritiers du précédent engagiste, et de verser au roi une rente annuelle de 1 500 livres. En outre, le bureau est compétent pour mettre en possession le comte de Noailles³⁴.

D'autre part, les terres vaines et vagues, les petits domaines dont les réparations sont trop coûteuses peuvent être concédés à perpétuité contre un cens annuel et les droits de lods et ventes. La faculté de rachat existe en théorie, mais elle est assez discutable, et les biens ne sont plus comptés dans le domaine royal que pour mémoire.

Le bureau enregistre ces concessions du domaine, par exemple, un arrêt du conseil concédant au prince de Conti deux terrains provenant du comblement d'un bras de la Seine à Neuilly en 1785³⁵, ou, l'année suivante, un arrêt relatif à un terrain situé le long de la Seine, pour un cens annuel et perpétuel de cinq sous³⁶.

En principe, les trésoriers étaient à l'origine compétents pour donner à cens ou engagement le domaine royal. En fait, ils étaient chargés d'étudier des demandes de concession ; mais l'établissement de la commission du Louvre en 1702 diminua encore leur activité à cet égard et le bureau ne garda guère que l'enregistrement des titres et la mise en possession des acquéreurs³⁷.

On trouve pourtant après cette date quelques cas où le bureau des finances joue un rôle un peu plus important. Par exemple, en 1788, une demande de concession d'un terrain ayant fait partie d'une route, fut instruite par les trésoriers, et le terrain évalué sous leur direction³⁸ ; mais, le plus souvent, à cette époque, l'étude d'affaires de ce genre est confiée à l'intendant, et il y a seulement dépôt des dossiers au bureau des finances³⁹.

IV. — *Enregistrement des dons du roi.*

Les trésoriers enregistrent tous les dons du roi concernant son domaine⁴⁰ et donnent, au moins dans les premiers temps, des avis sur des requêtes de ce genre. Il s'agit de faveurs extrêmement variées. Par exemple, en 1619, le bureau donne son avis sur le projet d'un don de terrain aux marguilliers de Saint-Jean-en-Grève⁴¹ ; mais quelque temps après, c'est sur le

34. Z₁F 477, 20 décembre 1763.

35. Z₁F 513, 10 mai 1785.

36. Z₁F 638, fol. 2.

37. K 890, pièce n° 1, p. 13.

38. Z₁F 1068 (liasse).

39. Z₁F 638, fol. 8 et 9.

40. Après vérification des lettres par la Chambre des comptes (P. 2652, p. 247).

41. *Registres du bureau de la ville de Paris*, tome XVII, p. 313 et 348.

don par le roi d'un ponce et demi d'eau que les trésoriers sont appelés à se prononcer⁴². En 1696, le bureau enregistre également un don de 3 000 fagots et six cordes de bois sur la forêt de Saint-Germain, à un couvent de Recollets⁴³.

Ces dons ne sont pas en contradiction avec le principe d'inaliénabilité du domaine royal. En effet, le roi dispose dans certaines conditions du domaine casuel, c'est-à-dire en particulier des biens qui lui échoient par droit d'aubaine, bâtardise ou confiscation. Il s'y ajoute à partir de 1667 la possibilité de faire certains dons à des communautés religieuses. Les dons se font par lettres royales, dûment vérifiées et enregistrées à la chambre des comptes et à la chambre du domaine ou au bureau des finances⁴⁴.

V. — *Mutations des fiefs et censives.*

Le bureau des finances s'occupait à l'origine de la liquidation des droits de mutation dus au roi par les vassaux et censitaires⁴⁵, par exemple les lods et ventes. Il déluguait au besoin un de ses membres pour estimer le bien — maison ou terre — dont il s'agissait⁴⁶; après paiement au domaine des droits de lods et ventes, la saisine était « mise sur le contrat », suivant l'expression en usage⁴⁷.

La charge de liquider les droits de mutation dus au roi fut retirée aux trésoriers de France en 1685 au profit des receveurs du domaine et passa à la régie des domaines en 1777⁴⁸.

Les trésoriers de Paris, contrairement à ceux de province, ne reçoivent pas la foi et l'hommage des vassaux du roi à l'occasion de la mutation des fiefs⁴⁹. La chambre des comptes y pourvoit seule⁴⁷.

En théorie, le bureau devrait être compétent en matière d'aveu et dénombrement, mais les vassaux peuvent remplir cette obligation à la chambre des comptes également, si cela leur paraît plus commode, et c'est ce qui se passe effectivement. Il ne reste donc plus pour les trésoriers de Paris que la désagréable mission de procéder à la saisie féodale, lorsque le

42. Z₁F 310, fol. 128; Z₁F 372, 21 mars 1710 pour un don de terres.

43. LE FÈVRE DE LA PLANCHE, *op. cit.*, tome 3, p. 369 et s.

44. K 890, pièce n° 1, p. 13 et s.

45. Z₁F 160, fol. 16 et 63; l'acquéreur d'un bien tenu en censive doit payer les lods et ventes calculés proportionnellement au prix d'achat. Il doit se faire ensaisiner, c'est-à-dire se faire mettre en possession dans les 40 jours de l'achat, à peine d'amende. L'ensaisinement correspond à l'hommage pour les fiefs.

46. Sur la question de la foi et hommage et de l'aveu et dénombrement, en province, voir l'ouvrage de M. F. DUMONT sur le *Bureau des finances de Moulins*, *op. cit.*, p. 86, 108, 113 et s. et 124. Voir aussi E. EVERAT, *op. cit.*, p. 46, pour un exemple de réception de foi et hommage, et le coût de cette formalité à la page 286.

47. P. 2652, p. 227 et s.

vassal n'a pas accompli à temps les formalités, ou n'a pas payé les droits⁴⁸.

En réalité, bien que d'après le traité des domaines rédigé sous la direction de la chambre des comptes⁴⁹, le bureau des finances soit compétent pour les aveux et dénombrements, il semble que ce genre d'affaires aurait dû plutôt relever de la cour du trésor, puis de la chambre du domaine. En fait, nous n'avons pas trouvé d'exemple d'aveu et dénombrement reçu par les trésoriers de Paris. Par contre, la cour du trésor s'en occupait, au xvi^e siècle, tout au moins⁵⁰.

*
* *

Pour terminer, notons que les trésoriers enregistrent aussi les lettres de légitimation et de naturalité⁵¹, qui emportent versement de droits au domaine, mais font perdre au roi ses droits éventuels d'aubaine et de bâtardise⁵². Le bureau enregistre aussi les lettres d'anoblissement auxquelles nous avons déjà fait allusion dans le chapitre précédent.

§ 3. — *Entretien et rachat du domaine engagé*

Nous avons vu que le bureau des finances enregistrait les contrats d'engagement du domaine, et mettait en possession les engagistes. Bien que la gestion du domaine engagé leur échappe, les trésoriers ont un rôle de surveillance assez important. En second lieu, ils interviennent fréquemment dans les opérations de rachat et réunion du domaine engagé.

I. — *Entretien du domaine engagé.*

Les trésoriers, en vertu des ordonnances de 1445 et 1508 déjà citées, doivent obliger les engagistes du domaine à s'acquitter des charges auxquelles ils sont tenus, ce qui comporte non seulement le paiement de la rente prévue dans le contrat d'engagement, mais aussi l'entretien des biens.

C'est ainsi qu'en 1614, le receveur du domaine de Sézanne demanda au bureau des finances de donner l'ordre à l'engagiste

48. P. 2652, p. 237 et K 890 pièce n° 1, p. 29.

49. P. 2652, *Traité des domaines du roi*, tome 1, 1726.

50. Z₁F 1069 : délai accordé en 1600 par la cour du trésor pour un aveu et dénombrement.

51. Z₁F 252, fol. 20 et 46.

52. Droit d'aubaine et de bâtardise : droits du roi sur la succession des étrangers et des bâtards décédés dans certaines conditions.

de faire réparer l'auditoire royal de cette ville ; à la suite de cette enquête, les trésoriers assignèrent l'engagiste devant eux⁵³. Cette compétence du bureau des finances à l'égard des engagistes du domaine lui fut confirmée jusqu'à la fin du XVIII^e siècle, par exemple par des arrêts du conseil de 1722 et 1777⁵⁴.

Les trésoriers veillent à ce que les ponts à péages engagés soient convenablement entretenus. Leur droit de surveillance à cet égard va jusqu'à leur permettre de confirmer la désignation des receveurs qui perçoivent les droits des péages engagés ; par exemple, le 27 novembre 1789, un receveur commis par le duc de Praslin, engagiste d'un droit de péage, fut reçu par les trésoriers de France⁵⁵.

En principe, les trésoriers ont un rôle analogue en ce qui concerne les apanages⁵⁶. Toutefois, il n'a pas été trouvé d'exemple de leur activité à cet égard pour la généralité de Paris.

II. — *Rachat du domaine engagé.*

Il existe un aspect un peu particulier du rôle des trésoriers dans la surveillance du domaine royal : leur participation aux travaux de réunion à la Couronne de biens domaniaux engagés. Cette question assez complexe mérite une étude particulière.

Les articles 15 et suivants de l'édit de septembre 1552 donnent des détails sur la façon dont les opérations devaient être conduites. Les engagistes étaient convoqués par publications, affiches ou ajournements, afin de présenter leurs titres et de faire connaître les baux en cours ; leurs droits étaient vérifiés, afin de savoir si le prix d'achat avait bien été payé, ou si les biens avaient été donnés en remboursement de créances régulières.

Puis, les biens et les droits domaniaux étaient affermés à ceux qui acceptaient de rembourser les anciens acquéreurs dont les droits avaient été reconnus valables. Les baux ainsi conclus ne devaient pas excéder la durée de douze ans : l'administration des domaines réunis — ou rachetés, comme on disait aussi — redevenait normale. Les décisions prises par les trésoriers n'étaient susceptibles de recours que devant le roi ou son conseil⁵⁷.

Pour la période antérieure à 1619, il ne subsiste que peu de

53. Z₁F 160, fol. 22 v^o. Le refus de réparer comporte des sanctions qui seront étudiées dans la deuxième section de ce chapitre.

54. Z₁F 1071 (liasse) Mémoire sur les fonctions du bureau des finances. Les trésoriers de Moulins, d'après M. F. DUMONT (*op. cit.*, p. 82), se gardèrent bien d'user de leurs droits contre les engagistes, personnages beaucoup trop importants pour qu'ils puissent s'y attaquer.

55. Z₁F 520, 27 novembre 1789.

56. LE FÈVRE DE LA PLANCHE, *op. cit.*, tome 3, p. 273.

57. K 890, pièce n^o 6, p. 7 v^o.

traces du travail des trésoriers à cet égard, seulement quelques mentions succinctes dans les registres plumitifs, qui prouvent que le bureau des finances s'en occupait activement à cette époque. Le procureur du roi au trésor participait aux travaux⁵⁸. Les trésoriers allaient souvent assister les commissaires députés par le roi pour la réunion du domaine, qui siégeaient en chambre spéciale, installée à la chambre des comptes⁵⁹.

D'autre part, les procureurs des bailliages envoyaient au bureau des finances des rapports sur l'état des domaines et les opérations de réunion conduites dans leurs ressorts ; ils recevaient en retour des instructions⁶⁰.

Il reste par contre des renseignements plus précis sur la façon dont s'effectua la réunion du domaine de Crécy-en-Brie en 1619. Le rachat était décidé depuis longtemps. Des arbres de la forêt avaient été vendus pour 90 000 livres dans ce but, en 1614 et 1615⁶¹ ; pourtant, le duc de Vendôme, engagé du domaine, n'avait fait « aucune diligence de recevoir ladite somme » et continuait à jouir des revenus des terres « au préjudice de Sa Majesté ». Le 26 novembre 1618, les trésoriers, par ordonnance rendue sur réquisitoire du procureur du roi au trésor, déclarèrent la terre réunie au domaine et décidèrent de faire les baux à ferme des revenus. Le 18 décembre, ils signifièrent leur ordonnance au duc, qui protesta. L'affaire fut tranchée au conseil du roi, par arrêt du 12 janvier 1619 : il fut décidé que le duc serait sommé de recevoir les deniers du rachat dans les huit jours, et que les trésoriers passeraient les baux comme prévu⁶². Le bureau des finances désigna donc un de ses membres pour se transporter à Crécy, au jour indiqué par les affiches apposées sur son ordre. Les baux devaient être conclus pour des périodes de trois à neuf ans. A la séance, le trésorier était assisté du lieutenant du bailli de Meaux à Crécy⁶³.

Les baux passés à cette occasion sont très variés : certains concernent des moulins, et le fermage consiste dans ce cas en grains à porter dans les greniers du roi à Crécy. Mais il peut s'agir aussi de prés, d'étangs, de terres, ou bien de droits divers, par exemple un péage, des greffes de plusieurs prévôtés, le droit de tabellionage, la ferme des exploits.

Le trésorier commis devait aussi donner à bail le droit de tonlieu à Crécy, la ferme du minage et mesurage des grains,

58. Z₁F 108, fol. 36 v°, 44 v°, 63 v° par exemple.

59. Z₁F 108, fol. 58 v° (Clermont), 60 (Etampes), 61 (Poissy), 59 (Provins).

60. Les sommes provenant des coupes de bois de haute futaie (interdites aux engagistes) devaient être employées au rachat des domaines aliénés (LE FÈVRE DE LA PLANCHE, *op. cit.*, tome 1, p. 170).

61. E 61a, à la date.

62. Z₁F 957, fol. 99 et s.

ou même des droits plus étranges, comme un droit de cinq sols dû par tout homme bigame, c'est-à-dire qui s'est marié deux fois ou a épousé une veuve, ou encore un droit d'une poule par an dû par chaque habitant du village de Touquin. Les adjudications eurent lieu à la manière habituelle, « à l'estimation du feu des chandelles », avec renvoi à une prochaine séance, en cas d'enchères jugées insuffisantes⁶³.

En 1631 encore, le bureau fut chargé par lettres patentes de procéder à la réunion de domaines engagés appartenant notamment au duc d'Elbeuf et au comte de Moret⁶⁴.

Mentionnons également une catégorie assez particulière de domaines engagés : certaines boutiques étaient considérées comme engagées contre une rente au domaine⁶⁵ parce qu'établies sur des terrains domaniaux. Ces boutiques et certains autres petits domaines étaient revendus périodiquement, afin que le trésor bénéficiât de la plus-value. Les acquéreurs finirent par se lasser de cette insécurité. Entre 1672 et 1689, ces biens furent revendus sous forme de censive perpétuelle⁶⁶.

D'une façon générale, le régime de la censive est appliqué aux domaines considérés comme peu rentables : les terrains vagues, les biens qui ne trouvent pas d'acquéreurs. En dehors du cas des censives perpétuelles, toute aliénation d'un bien domanial est considérée d'office comme un engagement avec faculté de rachat.

Notons pour terminer que les opérations de réunion au domaine ne concernaient pas seulement les biens engagés. Ainsi, en 1781, il fut décidé que les emplacements des anciens fossés et remparts de la ville de Nangis étaient réunis au domaine⁶⁷. « Par grâce », les possesseurs furent autorisés à faire enregistrer leurs titres ou justifications au bureau des finances, qui devait par jugement décider de leur maintien en possession, à charge de payer un cens annuel et perpétuel et les lods et ventes⁶⁸.

63. Exploits : sommes provenant des amendes prononcées pour des délits ou en cas d'appel inconsideré.

Tonlieu : droit payé par les boulangers.

Tabellion : en fait, un notaire de l'époque.

Minage, mesurage : droits concernant les grains.

64. U 992, p. 19. D'après Grimouard, les bureaux des finances s'occupèrent en 1688 de réunir au domaine les biens des protestants français qui avaient quitté le royaume (*op. cit.*, p. 484).

65. Z₁F 1070 (liasse). Voir sur ces boutiques LE FÈVRE DE LA PLANCHE, tome 1, p. 173 et s., leur statut étant trop complexe pour être exposé ici.

66. LE FÈVRE DE LA PLANCHE, tome 1, p. 175 et 176.

67. Il en avait été de même pour Paris et plusieurs autres villes en 1681.

68. Z₁F 638, fol. 22 v°.

§ 4. — *Entretien et gestion du domaine non engagé*

Les trésoriers s'occupent de l'entretien du domaine, de la passation des baux concernant les biens et droits domaniaux, et enfin du paiement de certains frais de justice.

I. — *Entretien des biens domaniaux.*

A l'origine, le bureau des finances était chargé de la direction et de l'entretien des bâtiments du roi. Ainsi, en 1601, deux trésoriers assistèrent le grand maître de l'artillerie de Rosny pour négocier avec les Célestins et la ville de Paris l'acquisition de deux maisons pour agrandir l'arsenal, en exécution d'un arrêt du conseil d'Etat⁶⁹.

Mais, au début du xvii^e siècle, le trésorier Jean de Fourcy, qui avait reçu une commission du roi pour exercer ces attributions, la fit transformer en office de surintendant des bâtiments, puis il vendit sa charge de trésorier en 1606, et conserva l'autre charge, ce qui fit perdre au bureau des finances sa compétence en la matière⁷⁰.

Pendant un certain temps, les trésoriers de Paris reçurent encore des commissions, par exemple en 1613, pour aller sur place estimer les maisons et terrains qu'il faudrait acheter pour construire un palais près de l'hôtel du Luxembourg⁷¹; mais ces commissions se raréfièrent peu à peu.

Malgré cette perte, il restait aux trésoriers l'adjudication des réparations des cours et juridictions royales, et de moulins ou de géôles. Les registres contiennent de nombreux exemples à cet égard. Ainsi, en ce qui concerne l'entretien du Palais, le bureau s'occupa du bail des réparations de la première chambre des enquêtes du parlement, détruite lors d'un incendie dans la nuit du 5 au 6 mars 1618⁷²; en 1618 également, les trésoriers firent réparer le logis de la porte principale du bois de Boulogne⁷³. L'année précédente, le bureau avait pourvu aux réparations de l'auditoire et des prisons royales de Compiègne. Le procureur du roi au bailliage et prévôté de la ville avait signalé aux trésoriers que ces bâtiments étaient prêts à tomber en ruines, et que, plusieurs fois déjà, des prisonniers s'étaient évadés à cause de cet état de délabrement⁷⁴.

Par ordonnance, le bureau commit un de ses membres pour

69. *Registres du bureau de la ville de Paris*, tome XII, p. 398, note 1.

70. *Mémoires des intendants*, p. 191 et s.

71. *Registres du bureau de la ville de Paris*, tome XV, p. 157.

72. Z₁F 957, fol. 35 v^o.

73. Z₁F 957, fol. 32 v^o.

74. Z₁F 957, fol. 24.

procéder sur place à l'adjudication des travaux qu'il jugerait nécessaires, selon le rapport des experts. Des affiches annonçaient le jour de la séance à l'auditoire de Compiègne, et le détail des travaux groupés en plusieurs lots : maçonnerie, charpenterie, couverture. En outre, une publication à son de trompe eut lieu le jour de l'audience. Le greffier lut le texte de l'affiche, en présence du trésorier délégué par le bureau, du lieutenant du bailli et du substitut du procureur du roi à Compiègne. Les enchères eurent lieu comme à l'habitude aux chandelles, et les rabais obtenus furent considérables.

Les adjudicataires s'engagèrent à commencer les travaux dans les trois jours et à les terminer dans un délai fixé à l'avance. Ils devaient donner caution dans les huit jours pour le tiers du prix et payer les frais, c'est-à-dire notamment 18 livres pour les ouvriers qui avaient estimé les travaux, et 42 livres pour la vacation des officiers de Compiègne. Puis, un marchand offrit sa caution, et un autre marchand certifia que cette caution était suffisante⁷⁵.

Le bureau des finances peut aussi décider d'entreprendre des travaux dans les prisons afin d'améliorer le sort des prisonniers ; c'est ainsi qu'en 1614, les trésoriers reçurent une requête des « pauvres prisonniers logés en la chambre noire du grand Châtelet », qui demandaient que leur fenêtre fût abaissée pour avoir plus de clarté. A la suite de cette enquête, le bureau ordonna une visite des lieux⁷⁶.

A la fin du XVIII^e siècle, les trésoriers de Paris ont encore un rôle important dans ce domaine, mais plutôt sous la forme de commissions accordées à certains d'entre eux, à titre individuel. C'est ainsi qu'en 1724, un trésorier de Paris est commissaire pour la direction des réparations et améliorations des bâtiments du domaine du roi dans la généralité. En 1785, un autre trésorier est inspecteur des bâtiments du domaine royal de Paris⁷⁷.

Signalons, pour terminer, un aspect en quelque sorte négatif de l'entretien du domaine : lorsque des travaux envisagés risquent de porter atteinte à un bien domanial, les intéressés doivent demander une autorisation aux trésoriers. C'est ainsi qu'en 1616, ils furent appelés à autoriser la construction de maisons dont les poutres devaient s'appuyer aux murs du petit Châtelet, moyennant une redevance annuelle, et sous certaines conditions, destinées à empêcher les prisonniers de communiquer avec l'extérieur⁷⁸.

75. Z₁F 957, 15 septembre 1617, fol. 24 et s.

76. Z₁F 160, fol. 127.

77. Z₁F 1070 (liasse) et Z₁F 638, fol. 18 v^o et 19. A Rouen, en 1744, les trésoriers s'occupaient encore des réparations des domaines engagés mais non des travaux payés par le roi (J. VANNIER, thèse citée, p. 80).

78. *Registres du bureau de la ville de Paris*, tome XVI, p. 414 et 415, en note.

De même, en 1614, le bureau autorisa le maître général des œuvres de maçonnerie du roi à faire construire — à ses frais et dépens — une chambre pour y exercer sa justice, sur un emplacement situé près de l'entrée de la grande salle du Palais⁷⁹.

II. — *Baux à ferme des biens et droits domaniaux.*

Le bureau des finances était compétent pour établir les baux à ferme des différents biens ou droits du domaine royal.

En 1618, les trésoriers firent afficher les conditions du renouvellement du bail du grand étang de Meulan ; le preneur était obligé, non seulement d'entretenir l'étang en bon état, mais aussi de veiller à la conservation des arbres existants et d'en planter plusieurs milliers pendant la durée du bail prévu pour neuf ans ; plusieurs séances eurent lieu, avec chaque fois une nouvelle publicité. A la fin de la séance, l'offre la plus intéressante était retenue, mais sous huitaine seulement, au cas où une somme plus élevée serait proposée avant l'expiration du délai. Le système était efficace car les enchères passèrent de 740 livres à 1 050 par an⁸⁰.

Mais le soin de donner à ferme les biens et droits domaniaux du roi fut réservé au conseil par arrêt du 15 mars 1681, puis à la commission du Louvre en 1702 et à la régie des domaines en 1777⁸¹. A cette époque, le bureau des finances n'a même plus à enregistrer les baux ; il doit en principe en recevoir des copies, mais en fait, les régisseurs ne se soumettent même pas à cette formalité⁸².

Par exception, il semble que le bureau de Paris ait conservé assez longtemps des attributions en matière de péages, affaire d'ailleurs aussi bien de voirie que de domaine. En vertu de plusieurs textes dont le dernier datait de 1629, il devait procéder à l'adjudication des fermes des péages perçus sur les ponts et barrages de Paris, et dresser procès-verbal de l'établissement de ces péages⁸³.

En 1614, les trésoriers adjudgèrent la ferme des droits de barrages de la prévôté de Paris. Le procureur du roi et le receveur des barrages étant présents⁸⁴. En 1618, les trésoriers affermèrent les droits de barrage de Beaumont, Longjumeau, Bourg-la-Reine,

79. Z1F 160, fol. 35.

80. Z1F 957, fol. 29 v°. Citons aussi en 1586 les baux de 117 boutiques du Palais et de terres vaines et vagues, sur ordre du roi (Z1F 119, fol. 72 v° et 186 v°).

81. K 890, pièce n° 1, p. 13 et s.

82. Z1F 1071 (liasse). Mémoire sur les fonctions du bureau des finances.

83. Z1F 160, fol. 175. Les droits de barrage perçus aux entrées de Paris étaient fort nombreux ; ils furent réunis en une seule ferme en 1640. En principe, les sommes qui en provenaient devaient être employées à l'entretien du pavé et à l'enlèvement des boues de Paris.

Essonne, Charenton, Corbeil et bien d'autres encore. Les tarifs devaient être affichés pour éviter tout abus⁸⁴. Cette clause était d'ailleurs générale ; l'arrêt du conseil du 2 avril 1605, outre la recherche des usurpations, avaient prescrit aux trésoriers de France de veiller à ce que les droits de péage soient perçus sans abus et que les pancartes des tarifs soient affichées⁸⁵.

En 1768 encore, les trésoriers de Paris s'occupèrent de l'adjudication des droits de péage sur le pont de bois de Neuilly⁸⁶. Il est vrai que ce bail était directement lié aux travaux du pont de pierre de Neuilly dont le bureau s'occupait aussi à l'époque.

Notons pour terminer qu'au xvii^e siècle, le bureau des finances était chargé de pourvoir à l'établissement des bacs et devait fixer les tarifs de passage⁸⁷. Mais, à la fin du xviii^e siècle, il n'est plus fait état de ces attributions, pourtant en liaison avec le rôle des trésoriers en matière de ponts et chaussées.

III. — *Frais de justice.*

Le bureau des finances qui veille au bon entretien des bâtiments des cours et des juridictions royales, doit aussi s'occuper du paiement de certaines dépenses concernant les frais de justice.

Un usage ancien confie en effet aux trésoriers de France le soin d'ordonner le paiement des frais de justice pour la nourriture des prisonniers et pour les procès criminels poursuivis par les procureurs du roi⁸⁷. Dans la pratique, cela se borne à passer les baux pour la fourniture du pain aux prisonniers du Châtelet et, d'autre part, à établir les mandements nécessaires pour le paiement de certaines dépenses du Châtelet.

Les registres du bureau de Paris contiennent le détail des adjudications de la fourniture du pain des prisonniers — considéré comme aumône royale — pour le petit et le grand Châtelet, à partir de 1618. Cela donne quelques indications sur les variations du prix du pain, mais aussi sur les efforts d'amélioration du sort des prisonniers ; à l'origine, chacun d'eux devait recevoir un pain rassis de douze onces⁸⁸. Dès 1619, le poids des pains fut porté à quatorze onces⁸⁹, puis à vingt-deux en 1672⁸⁹.

84. Z₁F 957 plusieurs exemples fol. 72 v^o et fol. 85.

85. Z₁F 1071 (liasse), mémoire sur les fonctions du bureau des finances. Les trésoriers de Riom en 1699 obligèrent un seigneur péager à faire afficher ses tarifs, à peine de 100 livres d'amende et saisie, car l'année précédente, des droits trop élevés avaient été indûment perçus (E. EVERAT, *op. cit.*, p. 76).

86. Z₁F 1014.

87. *Mémoires des intendants*, *op. cit.*, p. 676 et s. L'article 9 d'une déclaration de 1508 mentionne ce rôle des trésoriers (ISAMBERT, tome 11, p. 517).

88. Z₁F 957, 9 mars 1618, fol. 29, 6 avril 1619.

89. Z₁F 966, 27 juin 1672, ainsi que les baux pour 1666 et 1667.

La procédure est un peu différente de celle qui est utilisée d'ordinaire pour les adjudications. Il n'y a pas de publicité par affichage, mais les conditions sont, comme d'habitude, minutieusement étudiées : par exemple, il est précisé que la farine doit contenir un tiers de seigle, que la pâte à pain crue doit peser seize onces afin que le pain cuit et rassis en pèse réellement quatorze⁹⁰. La fourniture du pain est vérifiée par le chapelain de la prison qui, à l'issue de la messe, assiste à la distribution avec les geôliers, et par le procureur du roi au Châtelet⁹¹ ; tous certifient et signent les rôles qui permettront à l'adjudicataire de se faire payer par le receveur du domaine de Paris. Comme dans les autres cas, l'adjudicataire doit fournir caution.

D'autre part, le bureau a charge d'établir les mandements pour les dépenses du Châtelet, par exemple 680 livres pour une fourniture de papier en 1709⁹¹, ou encore la somme de 100 livres au portier qui a orné la chapelle⁹², 1 925 livres pour les buvettes des officiers du Châtelet⁹³, des sommes diverses pour le nettoyage des salles⁹³, la fourniture des chandelles⁹² et le chauffage⁹³.

Il est aussi question dans un registre du bureau d'une adjudication en 1707 de la fourniture de cire blanche et jaune au parlement ; mais il s'agit là d'une mention isolée⁹⁴.

§ 5. — *Contrôle sur les comptes et les comptables du domaine*

I. — *Contrôle sur les comptes.*

Il est à remarquer tout d'abord que le bureau des finances de Paris ne semble pas avoir eu un rôle important en ce qui concerne les bois du domaine royal. Il recevait l'état des bois⁹⁵, notamment en vertu d'une ordonnance de 1629, et avait un certain rôle dans les ventes de bois de haute futaie, en collaboration avec les officiers des eaux-et-forêts⁹⁶. On peut aussi noter qu'en 1614, le bureau enregistra un mandement du tré-

90. Z₁F 980, bail du 19 décembre 1702, par exemple.

91. Z₁F 372, 17 juillet 1710.

92. Z₁F 310, 5 et 26 janvier 1696.

93. Z₁F 477, 25 janvier 1763. Le bureau délivra aussi en 1710 un mandement pour le paiement de 650 livres au maître général des œuvres de charpenterie des bâtiments du roi, pour la fourniture du bois nécessaire aux exécutions à mort, suivant le rôle certifié par le procureur du roi au Châtelet (Z₁F 372, fol. 7).

94. Z₁F 983, 1^{er} février 1707.

95. Z₁F 204, fol. 188 en 1645.

96. *Mémoires des intendants*, op. cit., p. 676 et s.

sorier de l'épargne, prescrivant de faire payer par le receveur général des bois, une somme à la reine Marguerite⁹⁷.

Par contre, les trésoriers sont chargés de la préparation et de la vérification des états du domaine. Pour que leur contrôle puisse être efficace, ils enregistrent, nous l'avons vu, tous les titres sur le domaine, et procèdent à des vérifications périodiques. Après avoir vérifié les comptes, les trésoriers notent, soit « passé conforme à l'état du roi et pièces justificatives apportées », soit « admis et passé à la charge de rapporter quittances ou pièces erronées », selon le cas⁹⁸.

Les fermiers du domaine doivent tenir des registres, les faire parapher par les juges royaux et, à l'expiration des baux, les déposer aux greffes des bureaux des finances. En réalité, ils les déposent aux greffes des juridictions royales ordinaires, pour plus de commodité⁹⁹.

Deux arrêts du conseil avaient bien été rendus en 1688, dans le but d'obliger l'adjudicataire des fermes générales des gabelles, aides, cinq grosses fermes et de la ferme générale des domaines, ainsi que ses sous-fermiers, à remettre au bureau des finances tous les registres et les titres concernant ces fermes¹⁰⁰ : mais, en 1726, le dépôt n'était toujours pas fait régulièrement¹⁰⁰.

Théoriquement, les régisseurs des domaines, à la fin du XVIII^e siècle, devraient déposer les copies des baux concernant les biens et droits domaniaux ; mais en réalité, ils ne le font pas plus que les fermiers ne le faisaient auparavant¹⁰¹.

Le bureau des finances exerce malgré tout un certain contrôle sur la régie des domaines à la fin du XVIII^e siècle, puisqu'en 1778, il enregistre une commission d'inspecteur du domaine établie par les régisseurs¹⁰².

II. — *Contrôle sur les comptables.*

Les trésoriers de France doivent aussi surveiller les receveurs du domaine. Ils reçoivent leur serment et leurs cautions, comme pour les receveurs des finances. Les receveurs des domaines présentent et affirment leurs états devant le bureau des finances, tout au moins pendant un certain temps : par exemple, en 1645, les receveurs de Sens et de Crécy¹⁰³. Mais il est à remar-

97. Z₁F 160, fol. 9 ; les mandements de l'épargne devaient être contresignés par les trésoriers de France (H. DE GRIMOUARD, *op. cit.*, p. 502).

98. H. DE GRIMOUARD, *op. cit.*, p. 490.

99. P. 2652, p. 216.

100. U 992, p. 20.

101. K 890, pièce n° 1, p. 13 et s.

102. Z₁F 501, 12 mai 1778.

quer que, déjà à cette époque, les états ne sont présentés qu'avec un certain retard¹⁰³.

D'après Jousse¹⁰⁴, les trésoriers peuvent « faire venir devant eux toutes les fois que bon leur semblera les receveurs du domaine, pour s'informer de l'état et valeur de leurs recettes et charges qui y sont assignées ».

A la fin du xviii^e siècle, les receveurs généraux du domaine ne déposent pas leurs registres au bureau des finances de Paris, bien qu'en principe, ils y soient astreints. Il est même admis qu'ils n'ont jamais fait ce dépôt¹⁰⁵.

Les receveurs du domaine, comme les receveurs des finances ne font plus enregistrer leurs provisions et ne prêtent plus serment au bureau de Paris, à partir de 1782 ; de plus, les trésoriers se plaignent amèrement à cette époque, de n'avoir même pas reçu les édits créant des offices de payeurs de charges assignées sur le domaine¹⁰⁶.

Section II

Domaine en juridiction

Les bureaux des finances ont non seulement un rôle administratif, mais aussi des attributions juridictionnelles en matière domaniale. Celui de Paris a ceci de particulier qu'il partage cette tâche avec la cour du trésor. Nous verrons donc d'abord les limites de la compétence du bureau de Paris, spécialement à l'égard de la cour du trésor, puis de la chambre du domaine. Les autres paragraphes seront consacrés aux aspects juridictionnels du rôle de surveillance attribué aux trésoriers vis-à-vis des comptables, engagistes et fermiers, puis aux contestations touchant aux travaux du domaine et au paiement des charges domaniales, et enfin à la répression des entreprises contre le domaine.

§ 1. — *Limites de la compétence du bureau des finances*

En principe, l'exercice de la juridiction domaniale aurait dû relever essentiellement de la cour du trésor, puis de la chambre du domaine à partir de 1693, et non du bureau des finances.

103. Z₁F 204, 9 janvier et 23 février 1645 (comptes de 1636 à 1639 pour Sens et 1641 pour Crécy).

104. Tome 1, p. 72.

105. K 890, pièce n^o 1, p. 13 et s.

106. Z₁F 643, fol. 105 v^o et s.

Après un bref historique, nous nous efforcerons de délimiter très brièvement les attributions du bureau par rapport à la chambre du domaine et à quelques autres juridictions, en matière domaniale. Nous nous proposons d'ailleurs, dans la troisième partie de cette étude, de reprendre plus en détail cette question des rapports entre le bureau des finances et d'autres juridictions.

I. — *Historique.*

Les membres de la cour du trésor avaient à l'origine le titre de « conseiller sur le fait de la justice du trésor », c'est-à-dire du domaine, étant donné le sens qu'avait à cette époque le mot « trésor ».

Une ordonnance de 1520 fit défense à la chambre des comptes de Paris de juger les causes du domaine, et l'obligea à renvoyer les litiges devant la cour du trésor ou les juges ordinaires¹⁰⁷. Puis, par l'édit de Crémieu de 1536, la juridiction domaniale fut confiée aux baillis et sénéchaux, sous l'autorité du parlement. Mais la compétence de la cour du trésor fut préservée : elle devait connaître les procès relatifs au domaine royal, en concurrence et par prévention dans tout le royaume. En 1543, juridiction privative lui fut en outre accordée dans la prévôté et vicomté de Paris ainsi que dans neuf bailliages voisins : Senlis, Crépy-en-Valois, Melun, Mantes, Meulan, Beaumont-sur-Oise, Brie-comte-Robert, Etampes et Dourdan¹⁰⁷.

En 1543 également, une chambre des enquêtes spéciale appelée chambre du domaine fut créée au parlement de Paris, pour juger en appel et en dernier ressort les procès touchant le domaine et les droits qui en dépendaient dans tout le royaume. Mais les autres parlements se défendirent, et la nouvelle chambre ne put exercer son contrôle que dans l'étendue du ressort du parlement de Paris¹⁰⁸.

Par édit de 1607, les officiers de la cour du trésor reçurent la connaissance de tous les différends concernant les droits domaniaux affectés à la voirie¹⁰⁹.

L'édit d'avril 1627 supprima tous les juges domaniaux, à l'exception de la cour du trésor de Paris¹¹⁰, et attribua aux bureaux des finances du royaume la juridiction du domaine royal

107. P. 2652, p. 227 et s. Voir sur la cour ou chambre du trésor la 1^{re} partie concernant l'historique du bureau des finances de Paris.

108. U 992, p. 26.

109. U 992, p. 22.

110. Il resta néanmoins une chambre des domaines du Bourbonnais, qui réussit à se maintenir jusqu'en 1773 (voir sur ce point l'ouvrage déjà cité de M. F. DUMONT sur le *Bureau des finances de Moulins*, p. 76).

en dernier ressort au-dessous de 250 livres de principal ou 10 livres de revenu. En outre, jusqu'à 500 livres de principal et 20 livres de revenu, les bureaux des finances étaient encore compétents, mais leurs jugements, exécutoires par provision, étaient susceptibles d'appel devant le parlement¹¹¹.

Pourtant, d'après le premier président Denis, les trésoriers de Paris n'acceptèrent pas la juridiction qui leur était ainsi attribuée, car, dans l'édit de 1693, il est indiqué que « les juges ordinaires se sont maintenus dans la possession de connaître des affaires du domaine dans les bailliages qui n'étaient pas du ressort de la chambre du trésor »¹¹². Il semble donc que les trésoriers de Paris n'exercèrent pas la juridiction contentieuse du domaine avant 1693.

Cet édit de mars 1693 réunit la cour du trésor au bureau des finances, désormais divisé en deux chambres, et attribua à la chambre du domaine le soin de juger en première instance toutes les affaires concernant le domaine et les droits en dépendant (même joints à la ferme générale des domaines), dans l'étendue de la généralité de Paris¹¹³. Les jugements étaient susceptibles d'appel devant le parlement, mais exécutoires par provision.

Le problème se posa à ce moment de savoir si la chambre du domaine gardait le droit de juger par prévention dans tout le royaume. Cela aurait donné au bureau de Paris une prééminence officielle sur les bureaux de province. Deux arrêts du conseil furent rendus en 1695 et 1696 qui donnèrent raison aux bureaux de province, fort indignés de cette prétention¹¹⁴.

II. — *Limites des compétences.*

Compte tenu de ces indications, nous pouvons tenter d'établir le partage des compétences entre le bureau des finances et la chambre du domaine.

D'après le traité rédigé en 1726 sous la direction de la chambre des comptes, la chambre du domaine est compétente pour le contentieux du domaine de la généralité, c'est-à-dire les affaires d'aubaine, bâtardise, trésors trouvés, deshérence, amende, confiscations et tout ce qui concerne les usurpations sur le domaine et les droits domaniaux¹¹⁵.

111. U 992, p. 27 et 28. Cette possibilité d'appel devant le Parlement déplut aux trésoriers de Rouen, Caen et Alençon qui refusèrent le contentieux du domaine jusqu'en 1694 (J. VANNIER, *op. cit.*, p. 86 et 87).

112. U 992, p. 27 et 28.

113. U 992, p. 81 et 82.

114. LE FÈVRE DE LA PLANCHE, *op. cit.*, tome 3, p. 271. L'auteur estimait d'ailleurs que, malgré ces arrêts, la chambre du domaine avait ce droit de prévention dans tout le royaume.

115. P. 2652, tome 1 de ce traité, p. 241.

Il reste malgré tout, pour le bureau des finances proprement dit, un certain nombre d'attributions juridictionnelles en matière domaniale, essentiellement des attributions non contentieuses, de juridiction dite « en direction ». Cette distinction entre juridiction en direction et juridiction au contentieux sera étudiée dans le chapitre suivant¹¹⁶. Notons dès à présent que, d'après Légier, l'affaire est considérée comme contentieuse s'il y a eu assignation, ou si une ordonnance rendue sur requête d'un particulier ou sur réquisitoire du procureur du roi n'a pas été exécutée¹¹⁷.

Certaines des attributions réservées au bureau des finances ont d'ailleurs un caractère assez théorique. Ainsi, les trésoriers de Paris sont en principe, d'après ce même traité de 1726, compétents en cas de saisie féodale quand, lors de la mutation d'un fief, le vassal n'a pas rempli ses devoirs de foi et hommage, et d'aveu et dénombrement en temps voulu ou s'il n'a pas payé les droits au domaine. Ils doivent également accorder main-levée de la saisie après exécution de ses devoirs et paiement des droits par le vassal récalcitrant¹¹⁸.

En réalité, bien que dans le traité des domaines rédigé sous la direction de la chambre des comptes, il soit toujours question du bureau des finances pour les saisies féodales¹¹⁹, ce genre d'affaires aurait dû logiquement relever de la cour du trésor, puis de la chambre du domaine. De fait, nous n'avons trouvé dans les registres du bureau des finances de Paris qu'un seul exemple de main-levée de saisie féodale, en 1586. La saisie était intervenue pour défaut de foi et hommage¹²⁰.

Par contre, certaines pièces prouvent que la cour du trésor s'en occupait, au xvi^e siècle, tout au moins¹²⁰. D'après l'arrêt du conseil du 11 août 1694, c'étaient d'ailleurs les huissiers de la chambre du domaine qui procédaient aux saisies féodales¹²¹. Le problème avait sans doute un faible intérêt, car la chambre des comptes était seule compétente pour les terres titrées. En outre, elle pouvait toujours agir si elle estimait que le bureau des finances tardait trop à le faire¹²².

Le bureau des finances ou la chambre du domaine auraient dû être compétents pour faire apposer les scellés et faire inven-

116. A propos de la voirie où le problème se pose plus souvent (section II, § 4).

117. M. LÉGIER, *Traité sur les procédures*, op. cit., p. 452.

118. Tome 1 du traité, P. 2652, p. 237.

119. Z₁F 119, fol. 69 v^o.

120. Z₁F 1069 (liasse) : saisie féodale le 25 février 1517 pour la terre de Subrigny pour droits non payés et dénombrement non fourni.

121. AD IX 79.

122. Tome 1 du traité, P. 2652, p. 237.

taire des biens des bénéficiaires consistoriaux¹²³ après leur décès, et passer les baux des biens en régle¹²³, en vertu de lettres patentes de 1561 et d'un édit de 1578 ; mais ce droit n'appartenait aux bureaux des finances que par prévention¹²⁴ et, en fait, dans la généralité de Paris, seuls les bailliages exercèrent ces fonctions¹²⁵.

Les litiges concernant les droits domaniaux devraient être portés devant la chambre du domaine, mais l'intendant est seul compétent pour ceux de ces droits qui sont de création récente, par exemple les droits de contrôle des actes de notaires¹²⁶.

Citons en guise de conclusion l'auteur anonyme de la préface du traité de Le Fèvre de la Planche. Son opinion paraît étrange à première vue, mais elle doit être conforme aux idées de l'époque, et montre à quel point il est difficile de se faire une idée précise des limites exactes de la compétence des trésoriers :

« Il y a au Louvre un bureau établi pour la vente et revente des domaines engagés et pour la concession en censive des places vaines et vagues. Ce bureau fera ses opérations et n'empêchera pas que le bureau des finances ne puisse de son côté concourir au même objet en faisant les mêmes opérations dans sa généralité.

Il y a même une autre commission établie pour la vérification des droits de péage (...) ce qui n'empêche pas la légitimité des bureaux des finances dans leur généralité. Que chacun remplisse de son côté la charge qui lui est imposée¹²⁷ ».

Cette formule peut nous paraître bizarre, et conduisait à des conflits. Il devait arriver que deux procédures soient entreprises pour une même affaire. Mais ces attributions multiples de compétence faisaient espérer que le domaine royal serait mieux surveillé et mieux géré.

Malgré ces incertitudes, on peut estimer que le rôle des trésoriers de Paris en matière de juridiction domaniale, consiste essentiellement à surveiller les comptables, engagistes et fermiers du domaine, à juger les contestations touchant aux tra-

123. Accordés par le consistoire à Rome (d'après Littré). Droit de régle : droit de percevoir les revenus des archevêchés, évêchés et abbayes depuis la mort du dernier possesseur jusqu'au serment de fidélité du successeur (K 910, pièce n° 11).

124. JOUSSE, tome 1, p. 84.

125. K 890, pièce n° 1, p. 30 ; il ne semble pas en avoir été de même en province. M. VANNIER (p. 85 et 86), cite un exemple d'application du droit de régle par le bureau de Rouen en 1759 sur les biens de l'archevêque décédé (voir aussi dans AD IX 80 un arrêt du conseil de 1715 au profit du bureau de Soissons, et Jousse, tome 1, p. 84 pour Limoges et Dijon).

126. K 890 pièce n° 1, p. 26 ; les trésoriers reçurent compétence en la matière en 1704, mais la perdirent peu de temps après.

127. LE FÈVRE DE LA PLANCHE, tome 1, préface, p. CXIII.

vaux domaniaux ou portant sur le paiement des charges domaniales, et à réprimer toute entreprise contre le domaine royal. A chacune de ces questions sera consacré l'un des quatre paragraphes qui suivent. Notons auparavant qu'en matière domaniale, il n'est jamais possible de décliner la compétence des bureaux des finances, même en invoquant le privilège de « comitimus ». De plus, pour les affaires concernant le domaine du roi, il n'y a pas de péremption de l'instance au bout de trois ans, contrairement au droit commun¹²⁸.

§ 2. — *Surveillance des comptables, engagistes et fermiers*

I. — *Comptables.*

Les trésoriers de France ont sur les comptables du domaine des pouvoirs de surveillance analogues à ceux qu'ils ont sur les receveurs des tailles. Ils apposent les scellés et font l'inventaire de leurs biens après leur décès ou lorsqu'ils sont en fuite. Même en province, ces pouvoirs sont effectivement exercés au XVIII^e siècle¹²⁹.

II. — *Engagistes et fermiers.*

Le bureau des finances est chargé d'autre part de vérifier si les engagistes du domaine remplissent convenablement leurs obligations, et notamment s'ils font les réparations nécessaires au bon entretien des biens engagés. Ils disposent pour cela de certains pouvoirs. En vertu de l'arrêt du conseil du 6 juin 1722, un engagiste peut être contraint à faire les réparations utiles sur ordonnance du bureau des finances compétent, rendue à la requête du procureur du roi. Les revenus du bien engagé sont saisis ; après un délai de six mois, les trésoriers adjugent les travaux au rabais, à la manière accoutumée. Les frais sont payés sur les produits du domaine engagé, par préférence à toute autre charge ou dette¹³⁰.

A la fin du XVIII^e siècle, les trésoriers sont toujours compétents à cet égard : un arrêt du conseil de 1777 leur prescrit encore en effet, de visiter les bâtiments du domaine tenus par les enga-

128. P. 2652, p. 245 et 246.

129. Voir pour le bureau de Moulins un exemple rapporté par M. F. DUMONT, *op. cit.*, p. 101 : en 1748, les trésoriers de Moulins apposèrent les scellés sur les biens d'un receveur des domaines et bois, après son décès.

130. P. 2652, p. 108. D'après H. de Grimouard, cette procédure avait déjà été réglée en 1627 par les députés des bureaux des finances assemblés à Paris (*op. cit.*, p. 482).

gistes et d'obliger ces derniers aux réparations nécessaires¹³¹.

Notons en particulier que le bureau de Paris conserva longtemps un rôle important en matière de péages engagés. Un arrêt de 1621 prescrivait à ses officiers d'informer le conseil du roi des exactions qui pourraient être commises dans la perception des droits¹³².

Une déclaration de 1663 prévoyait d'autre part que, si les seigneurs péagers n'entretenaient pas convenablement les ponts, les trésoriers devaient, après commandement, saisir les revenus des péages, et, si besoin était, ceux des terres ; ils avaient aussi à passer les marchés pour que les travaux nécessaires soient faits ; toutefois, les intéressés pouvaient se pourvoir devant le conseil¹³³.

Ces attributions furent effectivement exercées par les trésoriers de Paris qui, en 1696, à la requête du procureur du roi, firent saisir les droits d'un péage établi sur un pont de bois ; le bureau ordonna que les ouvrages à faire fussent adjugés aux frais et dépens du duc de Nevers, à qui les droits appartenaient¹³⁴.

D'autre part, une déclaration du 12 juillet 1687 précise que toutes les contraintes des receveurs du domaine doivent être visées au bureau des finances¹³⁵. C'est un autre moyen, détourné celui-là, pour les trésoriers, d'obliger les engagistes à exécuter leurs obligations. Ainsi, en 1696, le receveur général des domaines de la généralité de Paris demanda au bureau la permission de mettre à exécution une contrainte décernée par lui à l'encontre des engagistes de certains domaines et de leurs fermiers. L'acte concernait notamment la marquise de Laval, les héritiers de la princesse de Carignan, le cardinal de Bouillon, la duchesse de Nemours, le duc de Vendôme. Il s'agissait de sommes d'argent et de quantités de froment, de méteil¹³⁶ ou d'avoine dues pour les années 1687 à 1694 à la recette générale des domaines¹³⁷.

Le bureau des finances doit également, s'il est nécessaire, obliger les fermiers du domaine à remplir leurs engagements. Dans ce cas aussi, il vise les contraintes établies contre eux

131. Z₁F 1071, mémoire.

132. U 992, p. 20.

133. Z₁F 1071, mémoire. Mais les ordonnances des trésoriers concernant la réparation des ponts à péage sont exécutées immédiatement, même s'il est fait appel devant le conseil (arrêt du conseil de 1665, cité par J. VANNIER, p. 117). M. Vannier donne aussi plusieurs exemples de réparations imposées par les trésoriers de Rouen dans ce domaine (p. 138 et 139).

134. Z₁F 310, fol. 137.

135. U 992, p. 20.

136. Blé mélangé de seigle.

137. Z₁F 310, fol. 63 v^o.

par les receveurs des domaines. Le fermier qui s'estime injustement poursuivi peut se défendre devant les trésoriers. Ainsi, en 1645, le fermier des moulins de Provins demanda que le prix de sa ferme soit diminué des deux-tiers, en raison des passages de « gens de guerre » et de la disette. Il sollicitait en outre la main-levée des saisies déjà faites. Les trésoriers firent communiquer la requête au receveur intéressé, et aux communautés religieuses qui avaient des rentes sur ces moulins, accordèrent un sursis et désignèrent l'un d'entre eux pour enquêter sur la valeur des justifications présentées par le fermier¹³⁸.

Mais, à la fin du XVIII^e siècle, les régisseurs du domaine portent en général leurs litiges concernant les fermiers devant l'intendant de la généralité, et non pas devant les trésoriers¹³⁹.

§ 3. — *Contestations touchant aux travaux domaniaux*

I. — *Indemnités.*

Les travaux concernant des bâtiments du domaine, entrepris sous la surveillance des trésoriers, peuvent causer des dommages à des particuliers. Dans ce cas, le bureau peut avoir un rôle dans l'évaluation et l'octroi des indemnités.

Citons d'abord le cas d'habitants de Saint-Denis, auxquels des terrains avaient été pris pour la construction d'une citadelle. Une ordonnance décida que les propriétaires seraient indemnisés en partie par le produit de la vente des terrains inutilisés ; pour le reste, une imposition spéciale serait levée dans l'élection de Paris. Les trésoriers de Paris furent chargés de l'exécution de cette ordonnance¹⁴⁰.

Cet exemple date du début du XVII^e siècle, mais, jusqu'à la fin du XVIII^e, le bureau de Paris garde certaines attributions en ce domaine : ainsi, en 1786, il étudie les demandes d'indemnisation des propriétaires de boutiques démolies à l'occasion de travaux au Palais. Les requêtes sont ensuite transmises au conseil qui décide¹⁴¹. Le paiement est surveillé par le trésorier commis à l'inspection des bâtiments du domaine royal à Paris.

138. Z₁F 217, fol. 123 v°. On peut rapprocher de cette affaire, une requête présentée par un adjudicataire de la fourniture du pain des prisonniers, en 1643 : les trésoriers lui accordèrent une augmentation du prix des pains, à cause de la « rareté des grains » (Z₁F 201, fol. 91 v°), pour les dernières semaines de son bail.

139. Z₁F 1071, mémoire.

140. Z₁F 957, fol. 50 et s.

141. Z₁F 1068 (liasse).

II. — *Litiges des adjudicataires de travaux.*

Il appartient aux seuls trésoriers de France, d'après les ordonnances et règlements en vigueur, de connaître des contestations relatives aux « réparations des maisons, moulins, bâtiments et autres édifices » dépendant du domaine du roi, lorsque les baux et réceptions des travaux doivent être faits par eux¹⁴².

Ainsi, lorsque la construction d'une nouvelle chambre du domaine fut décidée, l'adjudication des travaux fut faite au bureau des finances. L'entrepreneur néanmoins, voulut porter un litige devant le parlement, mais l'arrêt rendu fut cassé en 1707 au conseil du roi qui renvoya l'affaire devant les trésoriers, seuls compétents puisque les travaux étaient exécutés aux frais du roi¹⁴³. Dans ce cas, d'ailleurs, le recours contre les décisions rendues par le bureau des finances n'est possible que devant le conseil et non devant le parlement¹⁴⁴.

§ 4. — *Contestations sur le paiement des charges domaniales*

Ainsi que nous l'avons dit plus haut, le bureau des finances est compétent pour toutes les affaires qui concernent l'exécution de l'état du domaine¹⁴⁵ : il doit juger les contestations touchant au paiement des aumônes, gages, rentes ou pensions assignées sur les revenus du domaine royal, notamment en vertu de lettres patentes de 1597¹⁴⁶.

Toutefois, à partir du moment où les comptes des receveurs, après vérification par le bureau des finances, ont été envoyés à la chambre des comptes, celle-ci devient seule compétente.

Le bureau reçoit les plaintes des bénéficiaires d'aumônes royales non payées ou mal payées ; par exemple, à l'occasion du renouvellement du bail pour la fourniture du pain des prisonniers du Châtelet, en 1618, il fut fait état de ce que le précédent adjudicataire livrait des pains d'un poids inférieur à celui convenu, ainsi que le montraient les plaintes dont les trésoriers avaient eu connaissance¹⁴⁶.

Citons aussi le cas des administrateurs de l'Hôtel-Dieu de Paris qui réclamaient au receveur du domaine de Beaumont, sept années d'arrérage d'une rente de cinquante livres. Les tré-

142. Z₁F 310, fol. 1, évocation d'instance portée à tort devant le bailli de Sens.

143. Z₁F 614, fol. 1.

144. AD IX 79, arrêt du conseil du 11 août 1694.

145. U 992, p. 18.

146. Z₁F 957, fol. 38.

soriers, après avoir assigné en vain le receveur, ordonnèrent qu'il fût contraint à ce paiement¹⁴⁷.

De même, les titulaires de gages payables sur les revenus du domaine s'adressent au bureau pour obliger les receveurs à leur verser les sommes dues : ainsi, en 1710, à la requête d'un greffier des insinuations ecclésiastiques du diocèse de Bourges à qui il était dû 300 livres pour un an de gages, les trésoriers firent assigner le receveur général du domaine et des bois de Paris¹⁴⁸.

§ 5. — Répression des usurpations de biens du domaine

Le bureau des finances doit poursuivre toute tentative d'usurpation sur le domaine royal.

Nous avons dit plus haut que, périodiquement, les trésoriers recevaient des commissions pour rechercher systématiquement tous les biens ou droits domaniaux qui avaient pu être usurpés. De plus, si une entreprise isolée de ce genre leur est signalée, ils prennent l'initiative des vérifications.

I. — Usurpation d'un bien ou droit domanial.

Lorsqu'une personne est supposée détenir indûment un bien du domaine royal, elle est convoquée devant les trésoriers pour apporter les titres en vertu desquels elle jouit de ce bien ; par exemple, en 1608, le bureau ordonna d'assigner un particulier « à la requête du procureur du roi et diligence du receveur » du domaine de Sens qui avait présenté une demande dans ce but¹⁴⁹.

En 1654, les trésoriers assignèrent un particulier qui réclamait des droits de péage sur le pont de Beaumont, afin qu'il justifie de ses titres ; en attendant de statuer, le bureau lui défendit de continuer à réclamer ces droits, et décida que son ordonnance serait affichée à l'entrée du pont¹⁵⁰.

De même, en 1696, le bureau somma le duc de Nevers d'apporter dans les huit jours la preuve de ses droits à lever un péage sur un pont de bois, faute de quoi, le droit serait réuni au domaine du roi¹⁵¹.

Lorsque les trésoriers estiment ne rien pouvoir faire directement, ils doivent tout au moins avertir le conseil du roi de

147. Z₁F 215, fol. 206 v^o en 1653.

148. Z₁F 372, 28 février 1710.

149. Z₁F 150, fol. 9.

150. Z₁F 217, fol. 42 v^o.

151. Z₁F 310, fol. 137.

toute usurpation de biens domaniaux. Ainsi, par différents textes et notamment une déclaration de décembre 1681, il avait été précisé que l'emplacement des fossés et remparts des villes du royaume dépendait du domaine royal ; pourtant le prévôt des marchands de Paris, en 1695, avait donné à bail emphytéotique l'emplacement du fossé de la porte Saint-Antoine ; l'affaire fut découverte lorsque le preneur demanda au bureau des finances une autorisation de bâtir. Aussitôt, les trésoriers décidèrent par ordonnance du 30 janvier 1696, rendue sur réquisitoire du procureur du roi, que le conseil serait averti de « l'entreprise dudit sieur prévôt des marchands et de la convention par lui faite aux arrêts et déclarations de Sa Majesté ». En même temps, il fut interdit à l'intéressé de bâtir sur cet emplacement jusqu'à nouvel ordre¹⁵².

Généralement, l'atteinte au domaine royal est plus discrète et de faible importance. Par exemple, en 1608, les trésoriers donnèrent l'ordre de rechercher chez les marchands de ferraille, les serrures volées une nuit sur le point des changeurs¹⁵³.

II. — *Empiètements sur la voie publique.*

Le plus souvent, le litige concerne simplement un empiètement sur la voie publique, soit à l'occasion d'une construction, soit pour agrandir un champ ; dans ce cas, il s'agit autant de voirie que d'affaire domaniale.

En 1682, une ordonnance du bureau décida que le trésorier « commissaire député » à la voirie, assisté d'un commis à la voirie, irait au village de Chaillot constater, en présence du procureur du roi, qu'un avocat au parlement avait agrandi sa maison aux dépens de la rue de Chaillot. L'intéressé fut assigné par exploit d'huissier pour assister à la visite des lieux ; quelques voisins furent aussi convoqués pour servir de témoins. Le trésorier fit dresser un plan par le commis de la voirie et le contresigna ; le commis fit un rapport qu'il conclut en laissant aux trésoriers le soin d'en ordonner selon leur « bonne justice et prudence accoutumée »¹⁵⁴.

Ce genre d'empiètement était facilité par l'extrême irrégularité des rues, ainsi que le montre le plan annexé au rapport du commis à la voirie¹⁵⁴.

Il est fréquent aussi que des propriétaires de champs essaient de les agrandir au détriment des chemins publics : par exemple, le 10 avril 1710, un secrétaire du roi fut sommé de

152. Z₁F 310, fol. 15.

153. *Registres du bureau de la ville de Paris*, tome XIV, p. 293 en note.

154. Z₁F 921, pièces groupées sous le n° 3.

comparaître dans les trois jours devant les trésoriers de Paris pour avoir fait labourer un chemin passant dans ses terres¹⁵⁵.

Parfois, il ne s'agit même pas de simples chemins, mais de routes. Ainsi, en 1694, plusieurs laboureurs furent assignés à la requête du procureur du roi ; ils avaient labouré et ensemené notamment une partie de la route de Melun à Orléans. Les trésoriers les condamnèrent à une amende et à remettre les chemins et routes en état, après la récolte, toutefois¹⁵⁶.

*
* *

En conclusion, nous remarquerons tout d'abord que, comme en matière financière, le bureau des finances a perdu au xviii^e siècle une grande partie des attributions qu'il avait à l'origine. La dégradation de la situation fut même fort rapide : au début du xviii^e siècle, le trésorier de Fourcy, nous l'avons vu, avait fait perdre au bureau la charge de l'entretien des bâtiments royaux. Puis, les baux à ferme des biens et droits domaniaux échappèrent pratiquement aux trésoriers dès la fin du xvii^e siècle. Le contrôle sur les comptes du domaine est également assez insignifiant au xviii^e siècle.

Il nous paraît difficile de tenter une comparaison de cette situation à celle des bureaux des finances de province. Ceux-ci en effet, ne partagent pas leurs attributions domaniales avec la cour du trésor, puis la chambre du domaine. Il n'est donc pas possible de mesurer l'importance du rôle des trésoriers de Paris en matière domaniale, sans savoir avec précision quelle était leur activité réelle en tant que membres de la chambre du domaine.

Nous pouvons toutefois rappeler que les trésoriers de Paris ne reçoivent pas la foi et l'hommage des vassaux du roi, contrairement à ceux de province. Avec l'existence de la cour du trésor, puis la chambre du domaine, cette particularité marque bien la différence profonde qui existe entre les bureaux des finances de province et celui de Paris en matière domaniale.

155. Z₁F 372, 10 avril 1710.

156. Z₁F 905, 20 avril 1694.

CHAPITRE III

VOIRIE ET TRAVAUX PUBLICS

Les attributions du bureau des finances en matière de voirie et de travaux publics sont liées au rôle des trésoriers dans la gestion du domaine royal, à tel point que, parfois, il est assez difficile de distinguer si une affaire doit être classée dans l'une ou l'autre de ces catégories. Les permissions de voirie entraînent paiement de droits au domaine, les contraventions de voirie correspondent plus ou moins à des déprédations commises aux dépens du domaine : en effet, les routes, les rivières navigables sont des biens du domaine royal.

Malgré cela, les affaires domaniales d'une part, de voirie et de travaux publics d'autre part, ont toujours été soigneusement distinguées par les trésoriers de France eux-mêmes.

Les anciens trésoriers de France avaient la surveillance des affaires de voirie en vertu de l'édit du 20 octobre 1508¹, mais, en 1599, cette compétence leur fut retirée pour être confiée au duc de Sully, nommé grand voyer de France. Toutefois, dans un règlement de 1605 concernant les fonctions du grand voyer, il fut précisé qu'en raison de ses nombreuses occupations, il était difficile au duc de Sully de procéder lui-même aux inspections d'ouvrages de voirie, et qu'en conséquence, les trésoriers de France devraient le suppléer dans chaque généralité².

Effectivement, les trésoriers de Paris continuèrent à s'occuper des affaires de voirie comme par le passé, avec le titre de lieutenants du duc de Sully, ainsi que le montrent les intitulés des décisions de l'époque³, et même le texte d'une commission accordée à un trésorier à titre personnel⁴.

1. ISAMBERT, tome 11, p. 517 et s. Dans l'article 18, il est précisé que les trésoriers ont mission « de voir ou faire voir et visiter tous chemins, chaussées, ponts, pavés, ports et passages » du royaume.

2. H 1596 : mémoire.

3. Z₁F 957, par exemple, pour 1617.

4. *Registres du bureau de la ville de Paris*, tome XV, p. 37 et 38. En province également, le duc de Sully avait ses lieutenants : soit des trésoriers de France, comme à Poitiers ou à Rouen, soit des architectes (J. PETOT, *op. cit.*, p. 47).

Dès 1618, d'ailleurs, les trésoriers de Paris reprirent officiellement la direction des travaux du pavé de Paris, avec le soutien du parlement⁵.

Puis un édit d'août 1621 attribua aux bureaux des finances l'« intendance, pouvoir et faculté d'ordonner des deniers destinés pour les ponts et chaussées, et la connaissance et la direction entière desdits deniers et des ouvrages des ponts et chaussées »⁶.

Ensuite, les trésoriers prirent prétexte de cet édit de 1621 pour obtenir la suppression de la charge de grand voyer⁵. Ils eurent gain de cause grâce à un édit de février 1626 qui supprima les offices de grand voyer de France, voyer particulier de Paris et capitaine des canaux ; les fonctions liées à ces titres furent dévolues au bureau des finances de Paris, en ce qui concernait son ressort. L'office de voyer de Paris fut rétabli dès le mois de juin 1626, puis à nouveau supprimé en 1635, et réuni aux offices de trésoriers de Paris⁷.

*
* * *

Selon la déclaration du 7 juin 1604, le grand voyer était chargé de l'inspection et de l'entretien des ponts, portes, murailles, ports, passages, pavés, chaussées, voies, chemins et autres ouvrages publics⁸.

Toutefois, à la fin du XVIII^e siècle, d'après le procureur du roi au bureau des finances de Moulins, seuls les trésoriers de la généralité de Paris s'étaient « maintenus dans la plénitude de l'attribution de la voirie qui avait été faite à tous les bureaux des finances du royaume » à l'origine, bien que l'édit de 1626 eût précisé qu'à l'avenir ces fonctions ne leur seraient plus jamais retirées⁹.

Effectivement la compétence du bureau de Paris reste entière à la fin de l'ancien régime, tout au moins en théorie. Ainsi, dans un arrêt du conseil du 21 avril 1785 concernant un pont sur la Blaise dans la région de Dreux, il est rappelé que les trésoriers de Paris sont « spécialement chargés de veiller à la conservation des grandes routes et des ouvrages publics établis sur les rivières »⁹.

Nous verrons dans la suite de ce chapitre qu'il en est sensi-

5. J. PETOT, *op. cit.*, p. 59-60.

6. U 992, p. 78.

7. U 992, p. 79 et s.

8. H 1596 : mémoire concernant la déclaration du 27 juin 1787.

9. Z₁F 1052 (liasse).

blement de même pour les autres questions relatives à la voirie et aux travaux publics ; pourtant, là comme ailleurs, les trésoriers doivent lutter pour empêcher que leurs attributions ne leur soient retirées, en particulier au profit du bureau de la ville de Paris, ou surtout, du lieutenant général de police.

*
* *

Comme pour les finances et le domaine, nous verrons successivement les attributions des trésoriers en direction puis en juridiction.

Section I

Voirie et travaux publics en direction

Les attributions des trésoriers de Paris en matière de voirie concernaient :

- les routes, chemins et carrières,
- les ponts, canaux et quais,
- les inondations, l'adduction d'eau,
- la sûreté, la commodité et la salubrité des rues,
- les ouvrages de pavé,
- l'urbanisme et les plans de Paris.

Mais il nous faut d'abord donner quelques indications d'ordre général sur l'organisation des services de la voirie et des travaux publics, et sur la procédure observée par le bureau des finances en la matière.

§ 1. — *Les services, la procédure*

I. — *Les services de la voirie.*

A la fin du ^{xvii}e siècle et au ^{xviii}e, les trésoriers, en matière de voirie sont assistés dans leur travail par des commis voyers et par les commissaires généraux à la voirie.

Les commis voyers, appelés aussi commis à la voirie, étaient à l'origine désignés librement par le bureau des finances, en vertu d'un édit de 1635. Cette désignation lui échappa en 1693¹⁰

10. En province, les bureaux des finances perdirent à cette date le droit de désigner des commis voyers dans leur généralité. Seul, le bureau de Paris put continuer à nommer certains commis voyers (Jousse, *op. cit.*, tome 1, p. 338 et s.).

pour Paris et ses faubourgs, au moment de la création de quatre offices de commissaires généraux à la voirie ; mais les trésoriers continuèrent à nommer des commis voyers dans le reste de la généralité.

Par exemple, en 1696, une commission de voyer pour le bailliage de Senlis est délivrée pour trois ans à un arpenteur juré maître maçon¹¹. Il lui est prescrit de se conformer à un règlement établi par le bureau des finances en 1683, dont le greffier doit lui donner copie ; d'après ce texte, le commis est astreint à résidence, il doit donner les alignements,, « retrancher les saillies, faire abattre les périls éminents¹², ensemble redresser les plis et coudes qui se trouveront sur la voie publique ».

Il reçoit pour cela un tiers des droits attribués au voyer de Paris, et doit d'ailleurs afficher le tarif dans son bureau. Il est également chargé d'empêcher toute entreprise sur les grands chemins et la voie publique ; il envoie un procès-verbal au bureau des finances de trois mois en trois mois, et, en cas d'infraction constatée par lui, doit faire assigner les délinquants devant les trésoriers¹³.

*
* * *

D'autre part, nous avons parlé de la création de quatre offices de conseillers du roi commissaires généraux de la voirie, en 1693¹⁴. Chacun de ces officiers s'occupe des questions de voirie dans celui des quatre quartiers de la ville et faubourgs de Paris qui lui a été attribué par le bureau des finances. Il est chargé de l'inspection de la voirie, présente ses rapports au bureau pour tout ce qui concerne les affaires de grande voirie, procède aux opérations d'alignement qui lui sont ordonnées par les trésoriers et peut donner lui-même les autorisations de petite voirie, par exemple les permissions d'auvents, enseignes, bancs mobiles, perches de blanchisseuses, grilles de caves, étalages, échoppes mobiles...¹⁴.

Les commissaires peuvent être chargés par le bureau de tâches spéciales : ainsi, après les inondations, ils visitent les quartiers endommagés, afin de signaler les maisons qui risquent

11. Z₁F 310, 14 février 1696. Des commissions furent accordées aussi à un officier de maréchaussée pour Arpajon, au maire de Tonnerre pour la ville et l'élection de Tonnerre (Z₁F 444, 18 janvier et 13 août 1743).

12. Pour « imminents » ; le terme est fréquemment employé à l'époque.

13. U 992, p. 301.

14. Z₁F 1071, tarif de 1781.

de s'écrouler¹⁵, ou bien ils assistent les trésoriers pour la vérification des plans de Paris¹⁶.

Les commissaires de la voirie, pour recevoir les requêtes des particuliers, ont un bureau qui, en 1761, se trouve rue Beaubourg¹⁷.

Le bureau des finances devait jouir d'un certain droit de présentation des candidats à ces offices, car, à la fin du XVIII^e siècle, un architecte du domaine adressa une requête aux trésoriers pour qu'un office vacant de commissaire lui soit attribué ; il fut d'ailleurs effectivement nommé en 1784¹⁸.

*
* * *

Lorsqu'il s'agit d'une affaire d'une certaine importance, c'est l'un des trésoriers, qualifié parfois de commissaire à la voirie, qui, assisté du procureur du roi au bureau, dirige l'activité du commis voyer ou du commissaire général de la voirie, en exécution d'ordonnances rendues par le bureau¹⁹.

Certains trésoriers sont commissaires pour le pavé de Paris ; à la fin du XVIII^e siècle, tout au moins, ils ne sont pas désignés par le bureau des finances, mais qualifiés de « commissaires du conseil, députés par Sa Majesté »²⁰.

Il existait d'autre part, des commis à l'inspection des carrières qui avaient mission de surveiller l'établissement et l'exploitation des carrières, sous la direction des trésoriers, tant que ceux-ci gardèrent leur compétence en ce domaine, c'est-à-dire jusqu'en 1777²¹.

II. — *Les services des ponts et chaussées.*

Jusqu'en 1661, les trésoriers de France étaient dans toutes les généralités chargés de la surveillance et de la direction des travaux des ponts et chaussées.

Puis l'organisation fut centralisée sous l'impulsion de Colbert, pour tout ce qui concernait les travaux exécutés aux frais du roi.

A partir de 1669, en vertu d'un arrêt du conseil, dans chaque

15. K 1052, dossier n° 3, ordonnance du 10 février 1764.

16. Z₁F 1048, déclaration de 1783.

17. Almanach royal de 1761.

18. Z₁F 1071.

19. Z₁F 921, pièce n° 1 et 3 par exemple.

20. Z₁F 519 (feuilles volantes dans le registre).

21. Z₁F 501, 12 septembre 1778. Voir aussi dans la même section le § 3-III, sur la compétence du bureau des finances en ce domaine.

généralité, un trésorier de France désigné par le contrôleur général, assiste l'intendant pour la visite des ouvrages, les adjudications, l'établissement des ordonnances de paiement. Chaque intendant reçoit des instructions de Colbert, puis de ses successeurs, et propose les travaux.

Les bureaux des finances gardent toutefois la surveillance des questions financières touchant aux ponts et chaussées²².

Par contre, à Paris, le bureau des finances conserve la direction et la juridiction des ponts et chaussées, sous l'autorité directe du contrôleur général et du conseil du roi²³. Sans doute les trésoriers de Paris s'étaient-ils montrés plus compétents et actifs que leurs confrères de province, accusés dans l'arrêt du conseil de 1669, d'être la cause par leur peu d'application de la ruine des chemins et des routes, et d'avoir fait construire à grands frais des ouvrages qui n'étaient pas d'intérêt général²⁴.

En tout cas, en 1684, l'intendant de la généralité de Paris, M. de Ménars, n'avait toujours aucune compétence en matière de ponts et chaussées.

En effet, dans un rapport établi à cette date, à la suite de la visite de seize élections, après avoir remarqué le mauvais état d'un pont, il ajoute :

« sans l'ordre que j'en ai reçu, je n'aurais pas visité ce
« pont. Cette inspection, et celle des ponts et chaussées de
« pavé, a été donnée à M. de Linières, trésorier de France,
« qui en rendait compte directement à feu M. Colbert.
« M. de Croissy et moi n'en avons eu aucune connais-
« sance »²⁵.

En 1724 encore, l'intendant Bignon, à l'occasion d'un rapport, précisait qu'il ne donnait pas de renseignements sur l'état des ponts et chaussées, car il n'avait pas de rôle en ce domaine, le conseil s'en occupant directement²⁶.

*
* * *

22. J. PETOT, *op. cit.*, p. 69 et s.

Voir aussi J. VANNIER, p. 124 et s. : d'après l'auteur, les trésoriers de Rouen manquaient des connaissances nécessaires pour diriger efficacement les travaux de ponts et chaussées.

23. J. VANNIER, p. 132.

24. *Mémoires des intendants*, *op. cit.*, p. 707. Il s'agit de Charles Colbert de Croissy, frère de Colbert, et intendant de la généralité en 1668.

25. Même référence.

L'organisation pratique des services était la suivante :

A la fin du xvii^e siècle, dans la généralité de Paris, trois ou quatre trésoriers de France étaient désignés par le Conseil pour assurer, sous sa haute direction, la surveillance des ponts et chaussées ; ils dépendaient plus directement d'un intendant des finances qui avait sous ses ordres un service spécial, distinct des bureaux du contrôle général²⁶.

A la fin du xviii^e siècle, toujours pour la généralité de Paris, l'administration des ponts et chaussées comprend, sous la haute direction du contrôleur général des finances, un maître des requêtes, quatre trésoriers de France commissaires du conseil pour les ponts et chaussées, un premier ingénieur, cinq inspecteurs généraux et trente-deux ingénieurs provinciaux. Il s'y ajoute, pour le pavé de Paris, un inspecteur général et un ingénieur²⁷.

Les trésoriers qui reçoivent les commissions des ponts et chaussées sont automatiquement chargés en même temps de l'exécution des règlements concernant la police des grandes routes, et doivent rendre toutes les ordonnances nécessaires, sauf opposition au bureau des finances, et ensuite appel devant le conseil du roi²⁸.

De leur côté, les ingénieurs des ponts et chaussées dressent les procès-verbaux des contraventions et des périls imminents qu'ils constatent, et les envoient aux trésoriers commissaires pour les ponts et chaussées²⁹.

III. — *Procédures — Attributions financières.*

Le bureau des finances doit normalement passer tous les baux concernant les ouvrages de voirie ou de ponts et chaussées entrepris aux frais du roi dans la généralité.

A l'origine, les ouvrages étaient estimés par les maîtres des œuvres des bâtiments du roi ; si aucun amateur ne se présentait, c'était l'expert lui-même qui était condamné par ordonnance du bureau à exécuter les travaux au prix fixé par lui³⁰.

Les conditions étaient affichées en différents lieux, « aux carrefours accoutumés », par les huissiers du bureau.

Au jour prévu, le texte de l'affiche était lu par l'un des huissiers dans l'auditoire du bureau, puis les propositions de rabais étaient reçues ; elles étaient le plus souvent considérables. La

26. *Mémoires des intendants*, op. cit., p. LII et s.

27. K 890, pièce n° 1, p. 65 et s.

28. F 14-182 b, commission de Nicolas de Hauteclair en 1770.

29. H 1596, mémoire des trésoriers de Hauteclair et Gissey.

30. Z₁F 957, 7 septembre 1618, pavé des avenues de la Place royale.

durée de la séance était limitée « à l'estimation du feu des chandelles »³¹.

À la fin du XVIII^e siècle, l'organisation n'est plus tout à fait la même : les ingénieurs des ponts et chaussées apportent leurs devis à un trésorier. Généralement, les rabais obtenus sont faibles, sans doute parce que les expertises sont plus précises. La publicité compte moins : souvent, il y a seulement convocation de certains entrepreneurs au greffe du bureau, pour prendre connaissance des devis et faire « leurs offres et soumissions »³².

Ensuite, l'adjudicataire doit fournir caution, et commencer les travaux dans un certain délai ; il reçoit des acomptes au fur et à mesure de l'exécution des ouvrages prévus, et sur mandement des trésoriers, qui d'ailleurs surveillent les travaux³³. C'est au bureau des finances que les entrepreneurs s'adressent pour toutes les difficultés qu'ils peuvent rencontrer, par exemple, pour obtenir la permission de faire travailler les ouvriers pendant les jours fériés³⁴.

De même, lorsqu'un entrepreneur est gêné dans ses travaux par les habitants du quartier, il s'adresse au bureau des finances. C'est ainsi qu'en 1645, les entrepreneurs chargés de l'entretien du pavé, obtinrent une ordonnance contre les habitants de Saint-Denis qui encombraient et salissaient la voie publique³⁵. En 1665, les trésoriers protégèrent les entrepreneurs chargés des ouvrages de la Bièvre contre les particuliers qui faisaient passer leurs voitures à des endroits interdits³⁶.

L'entrepreneur doit entretenir les ouvrages jusqu'à leur réception ; celle-ci n'est accordée par les trésoriers qu'après « l'entière perfection » des travaux³⁷ et leur vérification. Après quoi, l'adjudicataire peut se faire payer le prix prévu, toujours sur mandement des trésoriers, et déduction faite des acomptes déjà perçus. À la fin du XVIII^e siècle, les réceptions d'ouvrages sont faites par un ingénieur des ponts et chaussées et un trésorier de France³⁷.

En principe, l'adjudicataire devrait être payé dès la réception des travaux ; pourtant il arrive qu'il n'obtienne pas immédiatement satisfaction ; ainsi les ouvrages du pont Saint-Michel

31. Z₁F 957, 21 novembre 1617. Voir sur ce système d'adjudication, J. PETOT, *op. cit.*, p. 90.

32. Z₁F 1017 par ex. Cette procédure était d'ailleurs pratiquée aussi au début du XVII^e siècle mais moins fréquemment, semble-t-il. Voir par ex. : Z₁F 957, fol. 38.

33. Voir l'ouvrage de M. J. VANNIER, déjà cité, p. 130 et 131 pour la surveillance de travaux de ponts et chaussées par les trésoriers de Rouen.

34. *Registres du bureau de la ville de Paris*, tome XIV, p. 398 en note.

35. Z₁F 204, 9 janvier 1645, et Z₁F 904.

36. Z₁F 1014, 29 mars 1768.

37. H 1596, mémoire des trésoriers de Hauteclair et Gissey.

et de la halle aux draps, au début du xvii^e siècle, restèrent longtemps impayés malgré les réclamations des entrepreneurs, maîtres des œuvres de charpenterie, couverture et plomberie, qui recevaient seulement une rente au denier douze, « en attendant que les affaires (du roi) puissent porter le remboursement des sommes dues »³⁸.

Lorsqu'un ouvrage se détériore après sa réception, le procureur du roi peut requérir une enquête afin de savoir s'il s'agit d'une faute imputable à l'entrepreneur : par exemple, en 1710, un pont de bois s'étant effondré, une expertise fut prévue et deux trésoriers furent chargés d'y assister, afin de décider s'il y avait eu malfaçon des dernières réparations, ou si les dégâts étaient simplement dus à la force des eaux³⁹.

L'entrepreneur ne peut, bien entendu, céder tout ou partie des ouvrages qu'après autorisation du bureau des finances⁴⁰. D'autre part, il paie les frais de l'adjudication et de l'expédition des ordonnances de paiement⁴¹.

Le bureau reçoit l'état du roi des recettes et dépenses concernant les ouvrages des ponts et chaussées pour la généralité. Les trésoriers sont chargés de « faire suivre, garder et observer ledit état de point en point selon sa forme et teneur »⁴¹. Une déclaration du roi de 1703 décide d'autre part que les trésoriers des ponts et chaussées doivent prêter serment au bureau des finances dans le ressort duquel ils exercent leurs fonctions⁴².

En 1776, il fut décidé qu'une contribution en argent remplacerait les corvées ; la comptabilité devait être déposée au parlement, à la chambre des comptes, à la cour des aides et au bureau des finances. La chambre des comptes et le bureau furent chargés de veiller à ce que les sommes perçues ne servent qu'aux travaux des routes⁴³.

§ 2. — Routes et chemins — Carrières

Nous verrons successivement de quelle manière les trésoriers de Paris assurent la direction des travaux, la police des routes et la surveillance de l'exploitation des carrières.

I. — Direction des travaux.

Les bureaux des finances sont compétents pour tout ce qui concerne les routes et les ponts construits et entretenus selon

38. Z₁F 160, fol. 63. Environ 10 000 livres.

39. Z₁F 372, 2 janvier 1710.

40. Z₁F 1017 (2 octobre 1782) ou Z₁F 372, fol. 130 v^o.

41. Z₁F 204, fol. 193 v^o (1645).

42. JOUSSE, *op. cit.*, tome 1, p. 342.

43. H 1596, mémoire sur la déclaration du 27 juin 1787.

les ordres et aux frais du roi⁴⁴. Or, l'entretien et la construction des routes des environs de Paris sont essentiellement payés sur les fonds du Trésor royal, ce qui constitue d'ailleurs une particularité de la généralité⁴⁵. En outre, l'ordonnance du 20 octobre 1508 prescrit aux trésoriers de veiller à ce que les chemins soient réparés par ceux qui y sont tenus⁴⁶.

Tout d'abord le bureau passe les baux pour l'entretien des routes⁴⁷ et des rangées d'arbres qui les bordent⁴⁸. Il s'occupe aussi des travaux d'établissement⁴⁹ ou d'amélioration des grands chemins. Ainsi, à partir de 1670, les registres contiennent de nombreuses décisions concernant le pavage des routes autour de Versailles, en particulier des ordonnances rendues pour faire accélérer les travaux⁵⁰.

Les trésoriers, au cours de leurs tournées d'inspection, vérifient si les ouvrages en cours sont convenablement exécutés. Ils peuvent aussi proposer les travaux qui leur semblent nécessaires.

Au XVIII^e siècle, il s'agit parfois de grands ensembles : par exemple en 1768, le bureau s'occupe d'ouvrages considérables, comprenant la construction du pont de pierre de Neuilly et de plusieurs routes, bordées d'ormes, ainsi que la suppression de l'île de Neuilly avec d'importants travaux de terrassement aux abords du pont⁵¹.

II. — *Surveillance et police des routes.*

Les trésoriers qui sont chargés de la construction et de l'entretien des routes, doivent en outre protéger les ouvrages contre toutes les dégradations qui pourraient être causées par la négligence ou la malveillance de la population.

Le bureau des finances de Paris rendit jusqu'à la fin de l'ancien régime, des ordonnances générales concernant la police des grands chemins de la généralité de Paris, ordonnances qui,

44. Z₁F 1052, arrêt du conseil du 21 avril 1785.

45. *Mémoires des intendants*, *op. cit.*, p. LII et s. ; les grands chemins sont ceux qui vont d'une province ou d'un pays à un autre et sur lesquels il y a des messageries ou des voitures publiques (JOUSSE, *op. cit.*, tome 1, p. 93).

46. Z₁F 1071, mémoire sur les fonctions du bureau des finances. L'entretien est assuré par les péagers ou à défaut par imposition locale ou par les riverains (fossés) : J. PETOT, *op. cit.*, p. 39. Les trésoriers peuvent aussi être appelés à donner un avis sur les requêtes d'habitants qui demandent la réparation d'un chemin (J. VANNIER, *op. cit.*, p. 118 pour Rouen).

47. Z₁F 957, 3 janvier 1616 : réparation d'une route après une crue de la Seine.

48. Z₁F 993. Ces arbres étaient destinés à fournir du bois aux troupes en déplacement (J. PETOT, *op. cit.*, p. 48).

49. Un grand chemin ne peut être construit, modifié ou supprimé sans que les travaux soient décidés par lettres patentes (JOUSSE, tome 1, p. 119).

50. Z₁F 966.

51. Z₁F 1014, 29 mars 1768.

d'ailleurs, rappelaient les dispositions de lettres royales ou d'arrêts du conseil. Une ordonnance du 30 avril 1772 par exemple, indique à quelle distance du bord des routes des arbres peuvent être plantés, ou des carrières ouvertes par des particuliers, ou encore quelles sont les obligations des riverains pour la réparation des accotements de chaussées⁵².

En 1787, une autre ordonnance rendue à la requête du procureur du roi, concerne la conservation des arbres plantés le long des routes et des chemins royaux⁵³.

Le bureau établit aussi des instructions pour l'application d'arrêts du conseil, par exemple sur le roulage, c'est-à-dire le transport des marchandises dans des voitures à chevaux ; certaines obligations sont en effet prévues pour éviter que les voitures n'abîment les routes, et aussi d'ailleurs, pour abaisser le prix des transports⁵⁴.

Les trésoriers donnent les permissions et alignements aux personnes qui veulent bâtir ou clore leurs propriétés, le long des routes ou des chemins, et prennent soin d'assurer la protection des arbres qui bordent les routes⁵⁵. Entre les limites de Paris et les villages les plus proches, il est toutefois interdit de construire. Dans ce cas, il faut, avant de demander un alignement au bureau, obtenir un arrêt du conseil accordant une dérogation⁵⁶.

L'établissement et la fermeture d'un chemin public sont soumis à autorisation. Par exemple, en 1710, le bureau envoya un de ses membres pour enquêter sur l'ouverture d'un chemin qui devait conduire à un moulin et ce, à la requête de plusieurs propriétaires ; le trésorier commis devait visiter les lieux, avec l'assistance d'un commissaire général à la voirie, et en présence du procureur du roi. Il avait aussi à interroger le curé et le syndic de la paroisse, ainsi que quelques voisins, avant d'établir son rapport⁵⁷.

Toute modification dans le tracé d'un chemin est également soumise au contrôle du bureau des finances. Lorsqu'un chemin passe au milieu des terres d'un particulier, celui-ci peut demander la permission de le détourner, en offrant de donner en échange un autre terrain et de payer les frais d'établissement du nouveau chemin. L'étude de la requête est faite au bureau

52. Z₁F 1048 (liasse).

53. Z₁F 1068, 10 août 1787 (liasse).

54. Z₁F 1048, 11 avril 1786.

55. Z₁F 1068, mai 1788. L'alignement est donné au XVIII^e siècle selon les plans des routes déposés au bureau, ou, à défaut, sur rapport d'un ingénieur des ponts et chaussées.

56. Z₁F 1068 ; affaire d'alignement concernant le nouveau marché aux porcs.

57. Z₁F 372, 10 janvier 1710. Sur l'impossibilité de fermer un chemin public sans autorisation, voir par exemple Z₁F 921, dossier n° 1.

des finances qui procède à une enquête, car il faut le consentement des habitants et du seigneur du lieu. Après quoi, l'intéressé doit obtenir les lettres patentes, puis les faire enregistrer et demander un alignement aux trésoriers⁵⁸.

III. — *Carrières.*

Les trésoriers de Paris devaient surveiller l'établissement et l'exploitation des carrières, et éviter que les fouilles ne risquent d'endommager les routes et les chemins dont ils avaient la surveillance. Lorsqu'un particulier voulait faire ouvrir une carrière, il devait demander une autorisation au bureau des finances : comme à l'habitude, il y avait visite des lieux et rapport⁵⁹.

Périodiquement, les carrières en exploitation étaient visitées par les commis à l'inspection des carrières, afin de vérifier si les fouilles n'étaient pas trop proches des routes.

Mais un arrêt du conseil du 26 septembre 1777 priva le bureau de cette surveillance au profit du lieutenant de police⁶⁰. Le 12 septembre 1778, les trésoriers rédigèrent une protestation qu'ils adressèrent au directeur général des finances et à Maurepas : l'un des commis du bureau avait voulu visiter une carrière et en avait été empêché, le lieutenant de police ayant fait dire d'en refuser l'entrée à toute personne qui viendrait de la part des trésoriers de France⁶¹.

Par la suite, les trésoriers continuèrent à protester contre les décisions qui les avaient dépouillés au profit du lieutenant général de police, d'une surveillance qu'ils estimaient, à juste titre d'ailleurs, liée à la sûreté des grands chemins. Mais ils n'obtinrent pas gain de cause.

§ 3. — *Ponts, quais et canaux*

Les adjudications de travaux concernant les ponts se font de la même façon que pour les routes.

Parfois, pour payer les travaux de construction d'un pont, un droit spécial est levé sur des marchandises, et les trésoriers ont à adjudger la ferme de cet impôt ; par exemple, en 1617, ils mirent aux enchères un droit de quinze sols à lever sur chaque

58. Z₁F 1052. En 1698 pour la région de Versailles, en 1638 pour Le Mesnil-St-Denis. Il faut toujours des lettres patentes ou un arrêt du conseil pour ouvrir, fermer ou détourner un chemin, sauf toutefois pour un chemin privé : dans ce cas, il y a seulement enquête par les trésoriers (Jousse, p. 241 et 242).

59. Z₁F 921, 3^e recueil de pièces.

60. K 890, pièce n° 1, p. 65 et s.

61. Z₁F 1049 et Z₁F 501, 12 septembre 1778.

muid de vin passant sous les ponts de Conflans et de Beaumont, pour couvrir les frais de réparations du Pont-Neuf⁶².

Lorsque le bureau des finances adjuge au rabais les ouvrages à faire à un pont, la description est très minutieuse, comme d'ailleurs pour toutes les adjudications de travaux ; ainsi, la longueur et l'épaisseur de chaque planche sont indiquées⁶³.

Normalement, s'il s'agit d'une réparation, l'adjudicataire est autorisé à se servir des matériaux de démolition qui se trouvent sur les lieux⁶⁴.

Pour les travaux à faire, il arrive que certains terrains soient pris à des particuliers, ce qui donne lieu à indemnisation, comme lorsqu'il s'agit de construire une route, mais le cas est beaucoup plus rare. Parfois, après l'exécution des ouvrages, certains terrains restent inutilisés. Dans ce cas, il est procédé à leur vente au plus offrant, par adjudication. Ainsi, en 1766, les trésoriers de Paris vendirent des terrains vagues, situés à l'extrémité du nouveau pont de Mantes, à condition toutefois que les acquéreurs s'engagent à construire et à entretenir des voûtes et conduits pour l'écoulement des eaux⁶⁵.

Le bureau des finances eut également à s'occuper de travaux concernant les quais, le long de la Seine ; au début du xvii^e siècle, il fit réparer et même améliorer l'état de ces quais par des travaux de maçonnerie, par exemple au quai de Chaillot, ou près du pont de Saint-Cloud⁶⁶. En 1670, les trésoriers firent paver le port du quai de la Tournelle, et donnèrent les pentes et alignements nécessaires⁶⁷.

A la fin du xviii^e siècle, ils étaient toujours compétents pour ces questions. Ainsi en 1775, l'un des trésoriers commissaires pour les ponts et chaussées fut chargé de surveiller les travaux de terrassement et pavage du quai d'Orsay, exécutés à la demande du prince de Condé, qui avait offert de payer la dépense⁶⁸.

*
* * *

Les trésoriers de France, lieutenants du duc de Sully, grand voyer, avaient également hérité, en 1626, de ses attributions de capitaine des canaux. Auparavant, ils avaient déjà un certain rôle à cet égard. Par exemple, en 1618 un trésorier de France

62. Z₁F 957, 24 octobre 1617.

63. Z₁F 957, 21 novembre 1617.

64. Z₁F 957, fol. 21, 38, 162.

65. Z₁F 1053 (liasse). Exemple analogue pour le pont de Charenton, également dans Z₁F 1053 en 1779.

66. Z₁F 1057 (liasse).

et un maître des requêtes de l'Hôtel, avaient reçu mission, par arrêt du conseil du 6 septembre, de procéder à l'examen des ouvrages entrepris par César Arnault de Rusticy afin de rendre l'Oise navigable⁶⁷. De même, en 1624, trois trésoriers de Paris s'étaient réunis chez l'un d'entre eux pour étudier un projet d'établissement d'un canal navigable dans les fossés de la ville⁶⁸.

Au XVIII^e siècle, le bureau des finances de Paris disposait encore d'attributions analogues. En effet, il procéda à l'adjudication des ouvrages du canal de Bourgogne, en 1777. Les travaux avaient été divisés en plusieurs tronçons ; les devis étaient signés de l'ingénieur Perronet. Des affiches furent apposées dans les généralités de Paris et de Bourgogne, afin d'assurer la publicité de l'adjudication, qui eut lieu le 28 novembre 1777⁶⁹.

Un arrêt du conseil du 28 mai commit le trésorier Hébert de Hauteclair pour « veiller sur les ouvrages du canal de Bourgogne, tenir la main à l'exécution des adjudications (...) desdits ouvrages, et procéder à toutes les opérations nécessaires pour l'exécution desdits baux »⁷⁰. Les termes employés, très généraux, donnaient des pouvoirs fort étendus au commissaire dont l'activité sera étudiée plus loin⁷¹, car il ne s'agit plus strictement dans ce cas des attributions du bureau des finances, mais bien plutôt d'une commission personnelle.



Les trésoriers de France eurent aussi pendant un temps certaines attributions concernant le service des bateaux sur les rivières navigables. Il s'agissait là, d'ailleurs d'une question se rattachant à la gestion du domaine du roi, le service des « coches d'eau » étant un monopole royal.

C'est ainsi qu'en 1600, le trésorier de Fourcy, déjà nommé, fut commis pour étudier avec le grand maître des eaux et forêts, une invention proposée par Claude de Montconis, président au bureau des finances de Lyon : il s'agissait d'un engin devant servir au halage des bateaux⁷².

De même, un peu plus tard, le bureau des finances et le bureau de la ville de Paris furent chargés de donner leur avis sur un

67. *Registres du bureau de la ville de Paris*, tome XVII, p. 179, note 2.

68. Z1F 1054 (liasse).

69. Z1F 1016 (à la date).

70. Z1F 501, 20 juin 1778 (date d'enregistrement par le bureau).

71. III^e partie, chapitre II, section 3.

72. *Registres du bureau de la ville*, tome XII, p. 177 et s. et tome XV, p. 210.

placet d'un valet de chambre du roi, qui voulait établir un service de bateaux entre Paris et Châtillon⁷³. Le bureau des finances émit un avis favorable, et proposa un tarif horaire.

Il est à noter, enfin, que les trésoriers de France étaient en principe compétents pour l'établissement d'un bac, et la fixation des tarifs de passage⁷³.

§ 4. — *Inondations, adduction d'eau*

Les trésoriers de France gardèrent jusqu'à la fin du XVIII^e siècle certaines attributions en cas d'inondations. D'office et sans frais, ils devaient, lorsque les eaux s'étaient retirées, faire examiner les façades sur rue des maisons situées dans les quartiers inondés ; en pratique, les commissaires généraux de la voirie étaient chargés de cette inspection, et dressaient procès-verbal en cas de risques d'accidents⁷⁴.

Parfois, le rôle des trésoriers était beaucoup plus important. Ainsi, en 1665, à la suite des inondations du faubourg Saint-Marcel, les trésoriers de Paris dirigèrent les ouvrages de la Bièvre, appelée aussi rivière des Gobelins⁷⁵. Un arrêt du conseil d'avril 1665 avait chargé le bureau de Paris de dresser procès-verbal des dégâts causés par les inondations et de « s'informer des causes d'icelles et des moyens par lesquels il pourrait y être remédié ».

Trois trésoriers se transportèrent donc sur les lieux ; ils donnèrent leur avis après avoir eu recours à des experts, et proposèrent différentes mesures d'urgence destinées à faciliter l'écoulement des eaux.

Puis, un arrêt du 15 octobre 1665 confia aux mêmes trésoriers le soin de prendre toutes les dispositions nécessaires pour les démolitions à effectuer, l'indemnisation des propriétaires des maisons sacrifiées, et le nettoyage de la rivière des Gobelins.

Différentes ordonnances furent prises dans ce sens. Par exemple, un propriétaire reçut l'ordre de faire baisser l'arbre de son moulin, et d'élargir le passage des eaux à cet endroit de quatre pieds, à peine d'une amende⁷⁶. De même, les religieuses de la Miséricorde furent invitées à faire faire certains travaux, car les vannes de leur moulin retenaient les eaux⁷⁶.

Des ordonnances furent également prises pour l'adjudication des travaux de nettoyage de la rivière des Gobelins. Les pro-

73. *Mémoires des intendants*, op. cit., p. 676 et s.

74. K 1052, dossier n° 3, ordonnance du 10 février 1764.

75. La plupart des renseignements sur ces travaux se trouvent dans le registre Z₁F 904.

76. Z₁F 904, fol. 2 v°, 3, 13.

priétaires riverains devaient d'ailleurs payer le coût des travaux, chacun « en droit soi », à peine de saisie des loyers et vente de leurs biens meubles⁷⁶. La répartition des frais était faite selon l'étendue des propriétés, sous la direction des trésoriers⁷⁷.

De nombreuses ordonnances furent rendues, pour hâter les expertises concernant les maisons à abattre, presser les adjudicataires d'exécuter les travaux, empêcher les tanneurs, mégissiers⁷⁸ et teinturiers de jeter leurs déchets dans le canal, à peine de dix livres d'amende⁷⁹.

Indépendamment de ces dispositions d'urgence, l'essentiel des ouvrages entrepris tendait à donner un minimum de largeur à la rivière ; pour cela, les riverains devaient mettre des planches pour empêcher les berges de s'effondrer, ou arracher les arbres qui risquaient de gêner le passage des eaux en cas de crues.

Deux mégissiers de la rue de Loursine étaient chargés d'avertir les trésoriers en cas de contravention. Les ordonnances à caractère général étaient affichées aux portes des églises du quartier⁷⁹.

Enfin, les trésoriers eurent à décider dans quelles conditions les maisons démolies pourraient être reconstruites, compte tenu notamment du nouvel alignement qu'ils donneraient⁸⁰.

Au début du XVIII^e siècle, encore, les trésoriers de Paris s'occupèrent des travaux entrepris pour empêcher les inondations le long du petit Morin⁸¹. Un arrêt du conseil de 1778 leur confia aussi la surveillance des ouvrages de nettoyage concernant la rivière d'Armanche⁸². Le bureau semble s'être acquitté avec soin de ces différentes missions. Pourtant il ne fut pas chargé de surveiller les travaux décidés en 1787 pour l'Yvette, ce dont ses membres se plaignirent amèrement⁸³.

*
* *

D'autre part, les trésoriers s'occupèrent aussi d'ouvrages d'adduction d'eau, surtout au début du XVII^e siècle, lorsqu'ils furent appelés à diriger les travaux des fontaines de Rungis,

77. Z₁F 1067 (liasse).

78. Artisans qui préparent les peaux d'une certaine façon, en particulier en vue de leur utilisation par les gantiers.

79. Z₁F 1067.

80. Z₁F 904, fol. 51.

81. Z₁F 993.

82. R. DARESTE, *op. cit.*, p. 75, note 6.

83. Z₁F 1071, mémoire.

en vertu de lettres patentes de 1612. La ville avait tout d'abord été chargée de s'occuper de ces travaux ; puis des lettres du 4 décembre 1612 restreignirent ses attributions au profit du bureau des finances, les deux organismes devant travailler en commun. Ensuite, sans doute avec l'espoir de faciliter les rapports, une commission fut donnée au surintendant des bâtiments Jean de Fourcy, ancien trésorier du bureau des finances de Paris, pour superviser les travaux, sous la haute autorité du conseil du roi. En fait, cela ne fit qu'aggraver les conflits entre la ville et le bureau⁸⁴.

Par la suite, une commission fut chargée de partager l'eau des fontaines, commission composée de deux trésoriers désignés par le bureau, du prévôt des marchands, de l'intendant des fontaines, et d'un membre du conseil du roi.

La ville était chargée de faire les travaux pour la conduite des eaux, mais les trésoriers devaient diriger les ouvrages, et tout cela n'allait pas sans heurts⁸⁵.

Pour le partage des eaux, le roi adressait, pour avis conjoint, les demandes de dons qu'il recevait, à la fois au bureau des finances et au bureau de la ville⁸⁶.

A la même époque, le roi renvoya pour avis aux trésoriers de France un placet, dans lequel un Flamand, Jean de Volf, proposait un procédé pour la distribution de l'eau, demandant en échange la propriété d'une tour et d'une muraille dont il avait besoin pour réaliser son invention⁸⁷.

§ 5. — *Sûreté, commodité et salubrité des rues*

I. — *Sûreté des rues.*

Les trésoriers de France étaient chargés de veiller à la sûreté des rues dans les villes de leur généralité.

Jusqu'à la fin de l'ancien régime, ils furent compétents en matière de péril imminent ; mais en 1729, le lieutenant général de police reçut également des attributions à cet égard, et le rôle des trésoriers de Paris fut de plus en plus restreint⁸⁸.

La procédure normale en cas de péril imminent comporte une ordonnance rendue sur rapport, prescrivant la réparation ou la démolition du bâtiment dangereux, en tout ou en partie, dans un certain délai, pendant lequel, d'ailleurs, le propriétaire

84. *Registres du bureau de la ville de Paris*, tome XV, p. 206 et 207.

85. *Registres du bureau de la ville de Paris*, tome XVIII, p. 344.

86. Mêmes registres, tome XVII, p. 348.

87. Mêmes registres, tome XVIII, p. 416.

88. H. MONIN, *op. cit.*, p. 430.

demeure responsable des accidents qui peuvent survenir. Parfois, toute une maison est à démolir, mais le plus souvent il s'agit d'un auvent à abattre⁸⁹, ou d'une réparation partielle⁹⁰.

Le bureau des finances est également compétent pour autoriser la fermeture d'une ruelle la nuit, pour assurer l'ordre public⁹⁰. Par exemple, en 1778, il autorisa la fermeture d'une petite rue appelée « Cour des morts »⁹¹, à la requête des habitants, en raison des nombreux crimes qui s'y commettaient même de jour.

Les requérants reçurent l'autorisation de faire mettre des grilles à leurs frais et de les fermer la nuit⁹². Des autorisations semblables avaient été données précédemment pour d'autres ruelles aux noms évocateurs, par exemple en 1689 pour la ruelle « Coupe-gorge », ou en 1723 pour le cul-de-sac « Cour des Miracles »⁹².

Toujours dans le but de préserver la sécurité de la voie publique, les trésoriers étaient chargés d'accorder les autorisations pour établir des voûtes, des passages souterrains, ou des carrières sous les rues. Ainsi en 1630, le collège d'Harcourt demanda la permission de faire établir un passage sous la rue de la Harpe, pour installer une communication commode entre deux bâtiments. Le rapporteur désigné proposa d'accorder l'autorisation sollicitée, à la condition que les travaux se fassent en deux temps, afin de laisser toujours libre une moitié de la rue pour le passage du public⁹³.

En 1645, le résultat d'une enquête concernant l'ouverture d'une carrière dans le quartier Saint-Jacques fut par contre défavorable, le rédacteur du rapport ayant estimé que les travaux envisagés risqueraient de provoquer l'effondrement du grand chemin⁹³.

En 1710, la princesse Palatine ayant obtenu un arrêt du conseil lui permettant de construire une voûte souterraine rue de Vaugirard, fit demander l'enregistrement de cet arrêt et un alignement au bureau des finances, toujours compétent à cette époque⁹³.

II. — *Commodité des rues.*

Les trésoriers doivent d'autre part préserver la commodité de la circulation dans les rues, et pour cela empêcher qu'elles

89. Z₁F 891, fol. 1.

90. Z₁F 501, 10 mars 1778.

91. Situé entre la rue Beaubourg et la rue St-Martin.

92. Z₁F 1057 (liasse).

93. Z₁F 921, 3^e recueil

ne soient encombrées par des poteaux, des étalages, des enseignes, des gouttières.

Le bureau des finances de Paris rendit fréquemment des ordonnances générales concernant les encombrements et les étalages abusifs, reprenant et développant les dispositions des ordonnances royales qui existaient en la matière⁹⁴. Par exemple, le 17 décembre 1761, les trésoriers décidèrent qu'il était nécessaire de prévoir des limites aux dimensions des enseignes, qui depuis quelques temps devenaient de plus en plus volumineuses⁹⁵.

D'autre part, il est interdit de poser des étais ou des barrières sans autorisation. Ainsi, en 1645, une ordonnance fut rendue par les trésoriers de Paris contre des comédiens qui avaient installé des barrières et des poteaux⁹⁶. Le bureau accorde fréquemment des permissions d'étais, à la requête de particuliers qui veulent faire des réparations ou des constructions neuves. La permission n'est d'ailleurs donnée qu'à la condition de ne pas encombrer la voie publique, d'ôter les étais dans un certain délai, et de faire remettre en état le pavage des rues par les entrepreneurs du pavé de la ville, à peine d'amende, et le cas échéant d'exécution d'office aux frais et dépens des récalcitrants⁹⁷.

Le bureau des finances accorde aussi toutes sortes de permissions de balcon, auvent, borne, perron, réfection de façade, exhaussement de maison, qui sont bien souvent de simples prétextes à perception de droits au profit du domaine royal, mais ont également pour but d'éviter l'encombrement de la voie publique.

Avant d'entreprendre des travaux de construction ou de réparation, les particuliers doivent demander une autorisation et un alignement. Sur requête des intéressés, un trésorier, le procureur du roi et le commissaire général de la voirie du quartier procèdent à un examen des lieux, font au besoin dresser un plan, interrogent les voisins, puis la permission est donnée ou refusée sur conclusions du procureur et après lecture du rapport.

Toutefois, la procédure est parfois simplifiée, surtout lorsqu'il s'agit de permissions de petite voirie⁹⁸.

94. Z₁F 1048 (liasse) : ordonnances de 1650, 1683, 1725, 1748, 1752.

95. Z₁F 1048.

96. Z₁F 204, 14 février 1645.

97. Z₁F 372, 15 mai 1710.

98. Barres de croisées, échoppes mobiles, enseignes, étalages... Les frais étaient moins élevés, le commissaire de la voirie pouvant accorder lui-même l'autorisation. Toutefois, l'objet de petite voirie devenait objet de grande voirie lorsque la saillie sur la voie publique était importante ; dans ce cas, il fallait une autorisation des trésoriers.

Toutes ces formalités représentent évidemment des frais assez considérables, mais elles permettent d'améliorer le tracé et l'aspect des rues.

Ainsi pour une permission de grande voirie — alignement, auvent, balcon, échoppe non mobile — il faut payer en 1781 cinq livres au domaine, sept livres dix sols au commissaire de la voirie pour son rapport, et six livres supplémentaires dans certains cas⁹⁹.

Les échoppes encombraient à l'excès la voie publique, et périodiquement, il était question de les supprimer, au moins en partie. En 1784 par exemple, par lettres patentes, la suppression des échoppes de la ville et faubourgs de Paris fut ordonnée, et le procureur du roi au bureau des finances fut chargé de veiller à leur démolition¹⁰⁰.

On peut noter enfin que le bureau des finances donne les autorisations de vente sur la voie publique. Par exemple, en 1645, il fut permis à une femme de vendre des gerbes près du cimetière des Innocents, à l'exception des dimanches et jours de fête, sous certaines conditions : nettoyer le pavé, respecter les limites fixées par le commis à la voirie, et payer chaque année un droit de trois livres. Il s'agissait sans doute là de l'une des « places d'aumône » du domaine, car il est fait état dans la décision du bureau de la pauvreté de la requérante¹⁰¹.

Dans les toutes dernières années de l'ancien régime, les autorisations de grande voirie tiennent une très grande place dans les registres plunitifs du bureau des finances de Paris, et représentent une part importante de son activité.

III. — *Salubrité des rues.*

Si cela était nécessaire, les trésoriers de Paris devaient aussi veiller à la salubrité des villes.

En 1610, l'un d'eux fut désigné par commission royale pour faire travailler au nettoyage des égoûts de Paris, avec l'assistance du bureau de la ville.

En fait cette commission n'avait été donnée qu'en raison de la négligence de la ville, traditionnellement chargée de ce soin. Mais elle était la conséquence normale des attributions très générales du bureau des finances en matière de voirie¹⁰².

Les trésoriers de Paris gardèrent toujours un certain rôle en ce domaine. Notamment, ils s'occupèrent de travaux concer-

99. Voir dans Z₁F 1071 un tarif imprimé des droits de voirie.

100. Z₁F 921 (liasse).

101. Z₁F 204, fol. 20 v^o. Voir sur les places d'aumône LE FÈVRE DE LA PLANCHE, *op. cit.*, tome 3, p. 233.

102. *Registres du bureau de la ville de Paris*, tome XV, p. 37 et 38.

nant les égoûts de la rue de Seine, du quartier Maubert, du faubourg Saint-Antoine, de la rue des Minimes¹⁰³.

Parfois d'ailleurs, il y a péril imminent, ce qui justifie l'intervention du bureau des finances¹⁰³. En outre, les travaux endomagent nécessairement les rues et le pavage, autre motif valable pour que les trésoriers aient connaissance de ces questions.

En ce qui concerne l'égoût du faubourg Saint-Antoine, en 1666 et 1667, le bureau agit à la requête des propriétaires du quartier, qui était périodiquement inondé par les eaux venant des rues hautes. Il chargea un de ses membres de cette affaire et la commission fut confirmée par arrêt du conseil. Le commissaire travaillait le plus souvent chez lui, où il convoquait les intéressés. Les travaux étaient en partie aux frais des habitants du quartier, qui devaient élire un syndic pour défendre leurs intérêts¹⁰⁴.

Les trésoriers eurent également l'occasion de s'occuper de l'enlèvement des boues de Paris, et du paiement des entrepreneurs qui en étaient chargés¹⁰⁵. Ils donnaient aussi au besoin des instructions aux vidangeurs¹⁰⁶.

En 1676 encore, le bureau des finances donna l'ordre à l'un des entrepreneurs du pavé d'enlever les fumiers de Paris¹⁰⁷.

Mais en principe toutes ces questions relevaient plutôt de la compétence du Châtelet¹⁰⁸, ou au XVIII^e siècle, du lieutenant général de police.

*
* *

Jusqu'ici, il n'a été question que de la ville de Paris. En réalité, le bureau des finances a un rôle analogue dans les autres villes de la généralité. Les affaires courantes y sont traitées par les commis à la voirie, sous le contrôle des trésoriers, qui se déplacent pour les questions jugées importantes.

En 1619 et 1620, le bureau de Paris, conformément à des lettres patentes et un arrêt du conseil, envoya un de ses membres à Saint-Germain-en-Laye. Il s'agissait de décider des alignements et retranchements à faire pour élargir la rue de la Rose. Le trésorier commis devait aussi estimer les indemnités

103. Z₁F 1054 (liasse).

104. Z₁F 1054.

105. Z₁F 160, fol. 23 v^o.

106. Z₁F 372, 21 février 1710.

107. Z₁F 1023, ordonnance du 25 avril 1676.

108. Z₁F 561, fol. 3 (en 1614).

à accorder aux propriétaires qui devraient abandonner ainsi une partie de leurs terrains¹⁰⁹.

En 1682, un trésorier alla à Saint-Germain également, et donna un alignement pour la construction d'une maison. Le commis à la voirie qui l'assistait, rédigea le rapport, et dressa un plan¹¹⁰.

En 1740, l'un des trésoriers commissaires à la voirie, sur procès-verbal et rapport d'un inspecteur des ponts et chaussées, ordonna la démolition d'office à Meulan de trois maisons « en péril pressant et imminent »¹¹⁰.

En 1755, le maire et les échevins de Senlis firent afficher une ordonnance du bureau des finances concernant la propreté des rues, et les endroits prévus dans cette ville pour le dépôt des décombres. Le maire et le commis à la voirie étaient chargés de veiller à l'exécution de cette décision¹¹¹.

Ces quelques exemples suffisent à montrer que les attributions des trésoriers étaient semblables à Paris et dans les autres villes de la généralité, en matière de commodité, sécurité et salubrité des rues.

§ 6. — *Ouvrages de pavé*

Les trésoriers de Paris étaient compétents pour décider des corvées de réparations de pavé dans toute l'étendue de la généralité. C'est ainsi qu'ils purent légitimement se plaindre en 1696 du prévôt de Tournan qui avait fait publier à son de trompe une ordonnance réclamant pour diverses paroisses les « hommes, chevaux, outils et harnais » nécessaires à la réparation du pavé¹¹².

Il y a d'ailleurs en 1698 six trésoriers commissaires pour le pavé de Paris et cinq commissaires pour le pavé des grands chemins¹¹³.

Toutefois, l'activité du bureau des finances en ce domaine est surtout connue pour la région parisienne.

A l'origine, le prévôt de Paris était, en principe, seul compétent pour tout ce qui concernait le pavage des rues de la ville, lorsque les travaux étaient à la charge des habitants¹¹⁴. Dans la pratique, un voyer de Paris se chargeait de veiller au bon entretien du pavé de la ville, sous la haute direction du prévôt et du Châtelet.

109. Z₁F 1052.

110. Z₁F 1066.

111. Z₁F 1066.

112. Z₁F 310, fol. 3 v^o.

113. Z₁F 318, fol. 82 v^o.

114. J. PETOT, *op. cit.*, p. 41 et s.

Mais, en 1603, Sully traita avec le titulaire de la charge. Il se fit assister dans sa tâche par les trésoriers de Paris qui, nous l'avons dit plus haut, réussirent à l'évincer : dès 1618, ils prirent la direction des travaux du pavé de Paris¹¹⁴ ; puis, en 1635, ils obtinrent la réunion à leurs offices de la charge de voyer de Paris.

Pour traiter ces affaires, le bureau désignait quelques-uns de ses membres qui se réunissaient chaque semaine en comité, pour diriger et surveiller les travaux des entrepreneurs¹¹⁵. En 1656, le conseil essaya de reprendre aux trésoriers la direction des ouvrages de pavé, mais, sur remontrances du bureau, la décision fut rapportée.

En 1660, nouvelle alerte ; cette fois, la victoire fut mitigée : le comité des trésoriers fut placé sous la direction de Colbert qui exigea des rapports fréquents et détaillés¹¹⁶.

Quoiqu'il en soit, les trésoriers semblent avoir rempli leur tâche avec zèle et compétence ; ils avaient mis au point une réglementation très précise. D'après une ordonnance du bureau rendue en 1676 à la suite d'un arrêt du conseil de 1669¹¹⁷, quatre trésoriers qualifiés de commissaires pour le pavé surveillaient le travail des quatre entrepreneurs chargés de l'entretien du pavé de Paris. Chaque samedi matin, ces derniers devaient se présenter au bureau pour recevoir les ordres ; un rôle leur était délivré qui précisait dans quelles rues ils devaient installer leurs ateliers le lundi suivant.

Les trésoriers commissaires pour le pavé peuvent renvoyer les ouvriers qui leur paraissent incapables ou de mauvaise volonté, ils décident des locations de voitures ou de tombeaux. Ils établissent, tous les quinze jours, des mémoires avec le nom des ouvriers et le détail des ouvrages effectués, pour le paiement des salaires. Ils dressent état des arrivages de pavés à Paris avec le nom des fournisseurs et voituriers. Ils donnent aux ouvriers l'alignement pour les travaux.

Les entrepreneurs sont obligés de mettre leurs commis à la disposition des trésoriers commissaires pour le pavé, et doivent déposer au greffe du bureau dans les quatre jours le texte des marchés qu'ils passent avec les carriers et les voituriers.

Les trésoriers s'occupent en principe de tous les baux nécessaires à l'exécution des ouvrages de pavé¹¹⁷. Ces ouvrages sont qualifiés de « pavé neuf » ou de « vieil pavé », selon qu'il s'agit de travaux faits pour la première fois, ou de simples réparations.

115. S. DUPAIN, *op. cit.*, p. 65, 95 et 99.

116. J. PETOT, *op. cit.*, p. 73.

117. A moins que le conseil ne s'en charge lui-même, comme en 1634 (S. DUPAIN, *op. cit.*, p. 75).

La description des travaux à faire et des matériaux à employer est toujours très minutieuse, comme pour tous les baux établis par les trésoriers de Paris : en 1618, par exemple, le bureau fit mettre du pavé neuf au faubourg Saint-Honoré, où il y avait des trous et des fondrières, notamment devant l'hôtel du cardinal de la Rochefoucauld et plusieurs couvents, « à charge pour l'entrepreneur de fournir du pavé de bon grès de l'échantillon accoutumé, et icelui asseoir sur bon sable d'un pied de haut »¹¹⁸.

À partir de 1704, les comités de trésoriers furent remplacés par un commissaire du roi pour le pavé, choisi parmi les officiers du bureau et qui reçut pouvoir de statuer seul en cas d'urgence¹¹⁹.

À la fin de l'ancien régime, l'organisation pour le pavé de Paris était analogue à celle des ponts et chaussées : un inspecteur général, un ingénieur en chef et quatre sous-ingénieurs assistaient dans sa tâche le trésorier commissaire du conseil pour le pavé de Paris, sous la haute autorité du conseil du roi¹²⁰.

§ 7. — *Urbanisme. Plans de Paris*

Les trésoriers veillent aussi à améliorer l'aspect des rues, à les élargir, à en supprimer les coudes, les irrégularités. Il ne s'agit plus ici simplement de commodité des rues, mais plutôt d'urbanisme. En 1607 déjà, d'après un règlement concernant les fonctions du grand voyer, il était prévu que celui-ci devait s'occuper de l'embellissement des voies publiques¹²¹. Au XVIII^e siècle, en tout cas, l'amélioration de l'aspect des rues est toujours recherchée dans la mesure du possible.

En 1710, par exemple, la permission de réparer une maison ne fut accordée que sous réserve d'un nouvel alignement, car le mauvais état des maisons voisines devait permettre de redresser par la suite le tracé de la rue¹²².

En 1783, une déclaration chargea les trésoriers de Paris de compléter et vérifier les plans de la ville, afin de redresser et élargir les rues dès que possible¹²³.

*
* * *

118. Z₁F 957, fol. 100.

119. S. DUPAIN, p. 189 et 190.

120. J. PETOT, p. 167.

121. Z₁F 1052, texte cité dans un rapport de 1682.

122. Z₁F 372, 31 mars 1710.

123. Z₁F 1048, déclaration du 10 avril 1783.

En effet, le bureau des finances était compétent pour établir les limites de la ville et des faubourgs de Paris, en collaboration avec le bureau de la ville et le parlement¹²⁴.

Ainsi, en 1627, il fut ordonné au bureau des finances et au bureau de la ville d'envoyer quelques-uns de leurs membres pour s'occuper en commun de la clôture des faubourgs Saint-Michel, Saint-Germain et Saint-Jacques¹²⁵.

Plus tard, des lettres patentes du 15 janvier 1638 donnèrent l'ordre au bureau des finances de faire dresser un plan de la ville et faubourgs de Paris, et il fut prévu que des bornes seraient installées aux limites, sous les ordres des trésoriers, et en présence du prévôt des marchands¹²⁶.

Une déclaration du 18 juillet 1724 rappela encore cette compétence commune, en prescrivant l'établissement de plans de Paris, et l'installation de bornes et de plaques selon les nouvelles limites prévues¹²⁷.

Les commissaires furent nommés par lettres patentes : dans l'ordre des préséances, trois conseillers au parlement, le premier président du bureau des finances¹²⁸, le prévôt des marchands, et un substitut du procureur général du roi au parlement.

En outre, le parlement commit deux maîtres des bâtiments de la ville de Paris, pour faire les toisés, dresser les plans, et d'une façon générale, assister les commissaires dans leur tâche. Un plan général fut dressé pour chaque faubourg, avec l'indication des rues et des maisons ayant façade sur rue ; des chiffres renvoyaient aux plans détaillés.

Les deux maîtres des bâtiments commis présentaient les plans qu'ils dressaient pour chaque maison, avec le détail des pièces et le nom du propriétaire. Les commissaires visitaient les maisons pour vérifier les plans qu'ils approuvaient ensuite. En outre, ils surveillaient l'apposition des plaques, bornes et poteaux aux limites indiquées dans les lettres patentes de 1724¹²⁷.

En 1783, les trésoriers reçurent l'ordre de vérifier et compléter les plans de Paris, avec l'aide des commissaires généraux de la voirie. Le bureau rendit une ordonnance pour préciser les modalités d'exécution, c'est-à-dire l'échelle des plans et les mentions à y porter. Il désigna deux de ses membres pour sur-

124. K.890, pièce n° 1, p. 90 et s.

125. *Registres du bureau de la ville de Paris*, tome XIX, p. 313.

126. K 890, pièce n° 1, p. 91.

127. Z₁F 945, 949, 950.

128. Ce fut Jean de Massol, reçu au bureau en 1725, qui était également avocat général à la chambre des comptes ; il avait épousé une petite-fille de Louis Le Fèvre de Caumartin, garde des sceaux, lui même fils et petit-fils de généraux des finances.

veiller, avec le procureur du roi, le travail des commissaires généraux de la voirie¹²⁹.

Il convient de noter que les trésoriers de France étaient particulièrement qualifiés pour s'occuper des plans de la ville de Paris, car ils furent longtemps chargés d'instruire les demandes d'autorisation d'ouverture ou détournement de rues.

Mais, à partir de 1724, le bureau de Paris ne garda plus que l'enregistrement des lettres patentes accordant ces autorisations¹³⁰, et, pendant un certain temps, la charge de veiller à leur exécution. Puis, en 1777, cette dernière attribution leur fut retirée, au profit du lieutenant général de police¹³¹.

* * *

Notons pour terminer cette étude sur le rôle administratif des trésoriers en matière de voirie, que le bureau de Paris devait souvent lutter pour préserver ses attributions. Non pas seulement contre le lieutenant de police, ainsi que nous l'avons vu, mais aussi contre la ville de Paris, qui avait conservé le contrôle de la voirie sur son propre domaine, et en outre, s'efforçait toujours d'empiéter sur la compétence des trésoriers. En 1789, elle avait réussi à s'attribuer la voirie des remparts, ponts, ports et quais¹³². Le bureau de la ville donnait ainsi des permissions de bâtir et des alignements pour les places vagues des fossés et remparts, et le long des égoûts, ce qui pourtant, d'après les trésoriers, lui avait été interdit à plusieurs reprises, tant par le conseil que par le parlement¹³³.

De plus, il existait d'anciens privilèges de voirie, contre lesquels les trésoriers s'efforçaient de lutter.

De nombreux seigneurs hauts justiciers avaient leur voyer, qui percevait des droits de voirie à leur profit. Dans la troisième partie de notre étude, nous aurons à donner quelques précisions sur les conflits qui surgirent entre les trésoriers et les justices seigneuriales.

Le bureau avait également parfois quelque difficulté à exercer ses attributions juridictionnelles en matière de voirie, ainsi que nous allons le voir maintenant en abordant l'étude de la « voirie en juridiction ».

129. Z₁F 1048 (liasse).

130. Z₁F 501, 8 juillet 1778, par exemple.

131. Z₁F 643, fol. 105 v^o et s.

132. « Les élections et les cahiers de Paris en 1789 » documents recueillis par Ch. Chassin, Paris, 1888, tome I, p. 189 et 190.

133. Z₁F 1071, mémoire.

Section II

Voirie et travaux publics en juridiction

Après un premier paragraphe consacré à l'étendue de la compétence juridictionnelle des trésoriers, quelques exemples préciseront de quelle manière le bureau jugeait les affaires de voirie, en distinguant selon les sanctions infligées. Puis, les contestations touchant aux travaux publics, ainsi que les problèmes de recours contre les décisions des trésoriers (opposition, intervention, appel) seront évoqués dans un troisième et un quatrième paragraphes.

§ 1. — *Principes généraux de compétence et conflits*I. — *Textes attributifs de compétence.*

L'édit du 20 octobre 1508 avait chargé les anciens trésoriers de France de la partie administrative des affaires de voirie, mais le contentieux de la voirie appartenait aux juges ordinaires, en vertu de l'édit de Crémieu de 1536.

Un édit de décembre 1607 attribua aux officiers de la chambre du trésor à Paris la connaissance de tous les différends concernant les droits dus et affectés à la voirie. Puis un édit d'avril 1627 donna aux bureaux des finances, en même temps que le contentieux des affaires domaniales, la juridiction en première instance de la voirie, c'est-à-dire la police, les contraventions aux alignements et les périls imminents¹³⁴.

Cette juridiction leur était confiée dans l'étendue de leur généralité, en dernier ressort jusqu'à 250 l. de capital et 10 l. de rente, et jusqu'au double de ces sommes, par provision¹³⁵. Dans ce dernier cas, l'appel était porté devant le parlement¹³⁵. Par contre, s'il ne s'agissait pas de contentieux mais de juridiction en direction, le conseil seul était compétent en appel¹³⁶.

II. — *Conflits.*

Cette attribution de compétence n'alla pas sans conflits avec les juridictions précédemment chargées du contentieux de la

134. U 992, p. 27.

135. Les bureaux des finances de Normandie, afin de ne pas dépendre du parlement n'acceptèrent pas le contentieux de la voirie en 1627. Ils ne consentirent à exercer ces fonctions qu'à partir de 1696 (J. VANNIER, *op. cit.*, p. 27).

136. Le sens de l'expression « juridiction en direction » était très discuté. Voir sur cette question le § 4 de la présente section.

voirie, c'est-à-dire les prévôts, baillis et sénéchaux¹³⁷, et même la chambre du trésor.

C'est ainsi qu'en 1645, sur remontrances du procureur du roi, le bureau des finances rendit une ordonnance contre les officiers du trésor qui avaient fait défense à un commis voyer d'assigner devant les trésoriers de France les particuliers coupables d'avoir fait installer sans permission des objets de petite voirie¹³⁸. Le conflit s'explique, puisque, ainsi qu'il a été indiqué plus haut, la chambre du trésor avait été chargée en 1607 de trancher tous les différends touchant aux droits « dus et affectés à la voirie ».

D'autre part, à partir de 1729, les trésoriers de France durent partager leurs attributions en matière de péril imminent, avec le lieutenant général de police¹³⁹.

À la fin du XVIII^e siècle, ils perdirent aussi la police et la juridiction des carrières au profit du même lieutenant général de police.

Les trésoriers eurent également quelques difficultés avec les justices territoriales¹⁴⁰. Par exemple, le 18 octobre 1743, le bureau des finances rendit une ordonnance d'évocation, dans une affaire d'indemnité en matière de travaux publics, portée à tort devant le bailli du comte d'Auteuil¹⁴¹.

Enfin, il faut noter que la chambre de la maçonnerie¹⁴² et le bureau de la ville de Paris ont des attributions juridictionnelles parfois assez proches de celles du bureau des finances de Paris et ce peut être une source de conflits. Ainsi, en 1710 un arrêt du conseil cassa des sentences de la chambre de la maçonnerie rendues en 1709, en précisant que le bureau des finances était seul compétent pour les litiges concernant l'exécution des travaux et la fourniture des matériaux nécessaires aux ouvrages des ponts et chaussées¹⁴³.

D'autre part, d'après la déclaration du 18 juillet 1724, toute atteinte aux limites de la ville de Paris et à l'intégrité des voies publiques, relève en concurrence et par prévention, à la fois du bureau des finances et du bureau de la ville, avec appel au

137. Voir sur les conflits avec les prévôts et baillis, dans la 3^e partie (chap. 3) certains exemples concernant des affaires de voirie ou de travaux publics.

138. Z1F 204, fol. 32.

139. Déclarations des 18 juillet 1729 et 18 août 1730.

140. C'est-à-dire les juridictions seigneuriales ou municipales (F. OLIVIER-MARTIN, *Histoire du Droit français*, Paris, 1948, n° 384).

141. À peine de nullité, cassation et 500 livres d'amende (Z1F 444, à la date); autre exemple dans Z1F 501, 27 mai 1778 à propos de la justice de Chaillot. Voir sur ces conflits la 3^e partie, chap. 3.

142. Etablie par édit de 1645 pour les différends entre maçons, charpentiers et autres ouvriers, en matière de construction. Cette juridiction, installée au Palais à Paris, relève en appel du parlement (M. LÉGIER, *op. cit.*, p. 460).

143. Z1F 615, fol. 84.

parlement. Toutefois, il est précisé que, si les deux juridictions ont dressé procès-verbal le même jour, la compétence des trésoriers généraux prévaudra¹⁴⁴.

III. — *Litiges entre particuliers.*

Le bureau des finances, compétent pour les contestations touchant à l'exécution de ses ordonnances, a parfois l'occasion de juger des litiges entre particuliers ; le cas est fréquent en matière de travaux publics¹⁴⁵. En outre, toute contestation concernant la voirie doit être portée devant les trésoriers. C'est ainsi qu'en 1600, le bureau des finances reçut une requête présentée par le syndic des habitants du pont-au-change, afin qu'il soit interdit à un meunier de planter des pieux près d'une arche du pont Notre-Dame, pour y construire un moulin et une maison. Les trésoriers ordonnèrent une visite des lieux par des experts, en présence du voyer chargé de donner l'alignement¹⁴⁶.

En 1717, le bureau des finances de Paris fut aussi appelé à trancher un litige entre deux particuliers, à propos d'un chemin. Le public y passait librement depuis longtemps. Or, le propriétaire des terrains que ce chemin traversait, s'avisa un jour de le fermer, prétendant qu'il était inutile. A la suite d'une plainte, le bureau ordonna une visite des lieux par un trésorier et le procureur du roi, assistés d'un commissaire général de la voirie, les parties ayant été assignées au préalable. Des voisins furent interrogés à titre de témoins, puis, comme à l'habitude, un procès-verbal de visite fut dressé et un rapport établi¹⁴⁷.

IV. — *Contraventions.*

En fait, le bureau des finances de Paris était surtout appelé à juger les contraventions aux édits et ordonnances sur la voirie, notamment les constructions sans alignement ni permission, ainsi que les encombrements ou empiètements sur la voie publique.

Des sanctions très sévères (fouet, galères) pouvaient être prononcées par le bureau contre ceux qui déplaçaient les bornes ou poteaux servant de limites à la ville de Paris¹⁴⁸, ou bien qui

144. Z₁F 1048 (liasse) et Z₁F 945.

145. Voir sur cette question le § 3 de la présente section.

146. *Registres du bureau de la ville de Paris*, tome XII, p. 344, en note.

147. Z₁F 921, recueil n° 1 (liasse). Exemples analogues dans Z₁F 1052, à propos de suppressions de chemins, à Etampes notamment. Il est à noter que, d'après Jousse (tome 1, p. 178), un chemin fréquenté librement pendant 30 ans devient public ; par contre, un chemin inutilisé pendant 30 ans garde sa qualité de chemin public, le cas échéant.

148. Z₁F 945 déclaration de 1724.

coupaient ou abimaient les arbres des routes, en cas de récidive ou de préméditation.

Toutefois, les peines prévues consistaient la plupart du temps, en amendes plus ou moins élevées, parfois assorties de l'obligation d'exécuter certains travaux.

§ 2. — *Sanctions en matière de voirie*

I. — *Les amendes.*

Le bureau des finances inflige des amendes aux particuliers qui ont enfreint les règlements ou ordonnances sur la voirie.

La procédure comporte normalement un exploit d'assignation sur requête du procureur du roi ; parfois, les intéressés se défendent eux-mêmes, mais, dans les affaires d'une certaine importance, il est fait mention de la présence des procureurs des parties. Les jugements sont souvent prononcés par défaut ; certains sont rendus à la demande des commissaires de la voirie ou des commis voyers qui doivent s'adresser au bureau des finances pour obtenir des condamnations, lorsqu'ils ont constaté des contraventions.

La condamnation comprend, outre les droits de voirie qui auraient dû être payés, une amende (10 l. en général), les dépens et les frais (environ 4 l.).

Parfois, les trésoriers se montrent plus cléments, et il arrive qu'à la suite des protestations de bonne volonté et de soumission des contrevenants, la peine soit diminuée ou même supprimée, avec menace d'une condamnation plus grave en cas de récidive¹⁴⁹.

Les peines infligées sont d'importance très variable : en cas d'encombrement de la voie publique par des matériaux de construction¹⁵⁰, l'amende est en général de 3 ou 4 l. Sur les routes, il s'agit souvent de dépôts de fumier¹⁵⁰ ou de déchets de fours à plâtre¹⁵⁰ ; dans les villes, ce sont les commerçants qui encombrement les rues avec des étalages trop importants¹⁵¹, ou avec des chariots¹⁵², des tonneaux, des caisses¹⁵², des bottes de foin¹⁵³ utiles à leur commerce ; le montant des amendes est à peu près semblable si le coupable promet de retirer rapidement les objets. Sinon, l'amende peut aller jusqu'à 10 ou même 20 livres¹⁵³. Bien

149. Z₁F 891, fol. 76, 80...

150. Z₁F 905, par exemple 18 mars 1694, le 18 mai 1694, etc.

151. Z₁F 891, fol. 80, 76, 75, 31.

152. Z₁F 891, fol. 80, 76, 75, 31.

153. Z₁F 891, fol. 80.

entendu, en cas de récidive ou de refus d'exécuter les ordres des trésoriers, les sommes sont majorées¹⁵⁴.

Lorsqu'une construction a été entreprise sans qu'un alignement ait été donné au préalable, le bureau, à la fin du xvii^e siècle, condamne à 20 livres d'amende, en faisant défense de continuer les travaux¹⁵⁵.

D'autre part, il arrive que des particuliers utilisent, pour leur usage personnel, des pavés des routes ou du sable, ou bien encore coupent des branches d'arbres. Ainsi, en 1694, les trésoriers eurent à juger un fermier qui avait enlevé de la terre et du sable sur la route de Paris à Lyon ; ils le condamnèrent à combler le fossé ainsi creusé, qui rendait la route impraticable, et à payer une amende ainsi que les frais¹⁵⁶. En 1710, le seigneur de Stains ayant fait prélever par son meunier des pavés sur un grand chemin, afin d'établir un chemin privé allant à son moulin, fut assigné et reçut l'ordre de cesser ses travaux, à peine de 1 000 livres d'amende¹⁵⁷. Des amendes de 30 ou 60 livres étaient prévues contre les paysans qui coupaient des branches ou faisaient manger par leurs troupeaux l'écorce des arbres plantés le long des routes¹⁵⁸.

Les circonstances dans lesquelles les contraventions ont été commises, peuvent influencer sur l'importance de la condamnation, notamment lorsqu'il y a eu rébellion constatée par procès-verbal. Ainsi, les textes concernant le roulage comportaient certaines prescriptions à respecter pour ne pas abîmer les routes, et l'obligation de mettre une plaque sur les voitures, avec le nom et l'adresse du propriétaire. Les contraventions, à la fin de l'Ancien Régime, étaient sanctionnées soit par le bureau des finances, soit par l'intendant, dans la généralité de Paris. En 1784, sur procès-verbal de la maréchaussée et ordonnance de renvoi du commissaire du bureau à Vermenton, des rouliers furent condamnés par les trésoriers à 15 livres d'amende pour défaut de plaque, plus 150 livres chacun pour rébellion¹⁵⁹.

II. — *Ordres de démolition et travaux d'office.*

Normalement, les contrevenants condamnés par les trésoriers de France se conforment aux ordres qui leur sont donnés ;

154. Z₁F 905, 21 mai 1694.

155. Z₁F 891, fol. 1.

156. Z₁F 905, 27 avril 1694.

157. Z₁F 372, 15 avril 1710.

158. Z₁F 444, 23 août 1743.

159. F 14, 182 B (carton). Cette police de roulage, d'après DARESTE (*op. cit.*, p. 35) avait été retirée aux trésoriers de France en 1771, au profit des intendants. Le bureau de Paris semble donc avoir été favorisé par rapport aux bureaux de province, compte tenu de la date de l'affaire citée en exemple.

ainsi, les propriétaires de maisons menaçant ruine, font effectuer les réparations, ou bien ceux qui ont entrepris des constructions sans autorisation arrêtent les travaux, demandent l'alignement nécessaire et s'y conforment. Dans ce cas, ils paient une amende et les dépens, ou bien seulement les dépens lorsqu'ils s'agit de péril imminent¹⁶⁰.

Mais parfois, les intéressés ne se conforment pas aux ordonnances du bureau. Les trésoriers peuvent alors ordonner l'exécution d'office de leur décisions, aux frais des contrevenants. Le cas se produit assez fréquemment lorsqu'il y a péril imminent. L'ordre de réparer ou de démolir comporte, outre la condamnation à payer les frais, la menace de faire mettre des ouvriers après expiration du délai octroyé au propriétaire pour faire cesser le péril. Passé ce délai, qui varie en général de 24 heures à trois jours, le commis voyer (ou le commissaire général à la voirie) demande au bureau des finances l'autorisation de faire exécuter les travaux d'office aux frais du propriétaire. L'ordonnance qu'il obtient alors lui permet de faire ouvrir la porte de la maison par un serrurier, en présence d'un trésorier et du procureur du roi¹⁶¹. Le coût des travaux est imputé par préférence à toute autre créance sur la valeur des matériaux de démolition et, éventuellement, celle du terrain¹⁶².

De même, lorsqu'une construction a été faite sans autorisation, en général le coupable est condamné à une amende, et fait avec retard les démarches nécessaires, puis les travaux sont repris.

Mais il arrive que la construction ne soit pas conforme à la réglementation en vigueur, par exemple parce qu'elle ne respecte pas le tracé pour une rue ou une route.

Dans ce cas, la démolition de la maison est ordonnée¹⁶³, et il peut aussi y être procédé d'office.

Souvent, les propriétaires à qui des ordres de démolition sont adressés se défendent. Ils proposent de faire des réparations au lieu de faire abattre l'immeuble, par exemple¹⁶⁴, et, dans ce cas, une nouvelle expertise peut être prescrite¹⁶⁴.

En août 1790, le bureau des finances de Paris était toujours compétent pour rendre une ordonnance contraignant des propriétaires à démolir leurs maisons établies sur le pont de Meaux. En effet, c'est aux trésoriers de Paris qu'un sous-ingénieur des ponts et chaussées adresse à cette date son rapport,

160. Z₁F 891, fol. 1 par exemple.

161. Z₁F 310, fol. 99.

162. Z₁F 1066 (liasse) : affaire concernant trois maisons à Meulan en 1740. Ou bien dans Z₁F 1049, des travaux exécutés d'office pour combler une carrière sous une route.

163. Z₁F 501, par exemple, 18 septembre 1778.

164. Z₁F 310, fol. 76 v^o.

où il précise que cette ordonnance lui est nécessaire pour continuer les travaux dirigés par lui¹⁶⁵.

§ 3. — *Juridiction en matière de travaux publics*

Les trésoriers jugent les contestations qui peuvent survenir entre les adjudicataires de travaux dont ils ont établi les baux, et des particuliers lésés qui demandent des indemnités, ou des fournisseurs qui veulent obtenir le paiement de matériaux fournis

I. — *Dommages causés par les travaux publics.*

Le bureau des finances fut appelé à juger des litiges entre les adjudicataires des travaux des fontaines de Rungis et des propriétaires dont les biens avaient subi des dommages en raison de ces travaux. Le 10 avril, par exemple, Martin Gallé, barbier-chirurgien, assigna un entrepreneur des fontaines, en raison de la gêne que lui causaient les travaux en cours. Le procureur du roi au trésor prit fait et cause pour l'entrepreneur, et les trésoriers l'autorisèrent à intervenir dans cette affaire, en faisant « telles remontrances par écrit que bon lui semblerait »¹⁶⁶.

Les adjudicataires de travaux publics peuvent prendre des matériaux dans les terrains non clos voisins du chantier¹⁶⁷. Les trésoriers évaluent les dédommagements dus aux propriétaires lésés, sur pièces ou d'après les rapports d'experts désignés par eux, à la fois selon le prix des matériaux et les troubles occasionnés par les travaux¹⁶⁸.

C'est ainsi qu'en 1710, un entrepreneur de pavé fut condamné par les trésoriers de Paris à payer à des Pères Chartreux les pavés qu'il prenait sur leurs terres, à raison de trente sols le mille¹⁶⁹.

D'après les dispositions d'un arrêt de 1706, ces attributions étaient spéciales au bureau de Paris¹⁶⁹. Elles étaient exercées dans les autres généralités par les commissaires départis¹⁷⁰.

II. — *Indemnités d'expropriation.*

Lorsqu'une route ou un chemin sont ouverts aux frais du roi, des indemnités sont accordées aux propriétaires qui ont dû

165. Z₁F 1068 (liasse).

166. Z₁F 160, fol. 71 v^o et s.

167. Guyot, *op. cit.*, tome XVII « voirie », p. 610 et s.

168. Z₁F 372, 28 mars 1710.

169. Z₁F 921, arrêt du conseil du 22 juin 1706 (7^e recueil de la liasse).

170. depuis 1672.

abandonner les terrains correspondant au tracé prévu. Ainsi, en 1662 et 1663, le bureau envoya un de ses membres surveiller l'évaluation de terrains pris pour la construction de deux chemins près de Versailles¹⁷¹.

Les indemnités sont très variées : bien que l'évaluation du dommage causé soit faite en argent, certains reçoivent un terrain vague, souvent pris sur le tracé du chemin supprimé¹⁷², d'autres se voient accorder la propriété d'arbres plantés le long de la nouvelle route¹⁷³.

En principe, la demande d'indemnité est présentée au bureau des finances, mais en fait, elle est destinée à l'un des trésoriers commissaires du conseil pour les ponts et chaussées. Les commis voyers ou commissaires généraux à la voirie s'occupent de l'établissement des plans et de l'estimation des biens. Le trésorier chargé de l'affaire vérifie sur place ; il contrôle aussi les titres de propriété des requérants (partages de biens, contrats de mariage, contrats de vente) et donne le bon à payer ou demande des pièces supplémentaires ; puis le bureau rend une ordonnance¹⁷⁴. Tout dommage peut être estimé : le terrain, bien entendu, mais aussi les arbres fruitiers ou les noyers qui s'y trouvent, selon ce qu'ils rapportent¹⁷⁵, ou encore la perte de sa clientèle pour la propriétaire d'une auberge située sur la route abandonnée¹⁷⁶.

Notons qu'en province au XVIII^e siècle, la situation est toute différente, car les intendants ont dépossédé les trésoriers de France en matière d'indemnités d'expropriation ou de dommages de travaux publics¹⁷⁷.

III. — *Litiges entre fournisseurs et adjudicataires.*

Le bureau des finances reçoit aussi les réclamations des marchands fournisseurs des adjudicataires de travaux. Ainsi, en 1743, un adjudicataire des ouvrages à faire au pont de Mantes n'avait pas payé le prix des pierres qui lui avaient été livrées. Le bureau, sur requête du marchand, ordonna au greffier de délivrer un extrait du compte de l'adjudicataire, afin que le plaignant puisse prouver sa créance, et faire opposition

171. Z₁F 1052 (liasse).

172. Z₁F 1053, enregistrement d'un arrêt du conseil du 11 juin 1748.

173. Z₁F 1048, 27 mars 1764, 640 arbres sur la route de Fontainebleau.

174. H 1596 mémoire des trésoriers de Hauteclair et Gissey.

175. Z₁F 1053.

176. Z₁F 1066 en 1744 (requête présentée à l'intendant des finances qui la transmet à un des commissaires pour les ponts et chaussées).

177. F. DUMONT, thèse citée, p. 182.

sur les sommes restant à verser à l'entrepreneur par le trésorier général des ponts et chaussées¹⁷⁸.

IV. — *Réclamations des adjudicataires.*

A l'inverse, l'adjudicataire doit présenter devant les trésoriers de France les réclamations qu'il peut avoir à formuler contre des particuliers ou des fournisseurs. Il peut se plaindre de retards dans la livraison de matériaux promis¹⁷⁹, ou demander que des particuliers chargés de payer tout ou partie des travaux entrepris soient assignés devant le bureau des finances pour être contraints au paiement des sommes dues¹⁷⁹.

Ce dernier cas est fréquent pour les ouvrages de pavé, soit parce qu'une rue est pavée à la demande de particuliers qui ont offert de payer une partie des travaux, soit parce que des détériorations sont causées au pavage existant par l'installation d'étais ou par des travaux privés d'adduction d'eau.

De même, lorsque le bureau des finances de Paris avait dirigé les travaux de la Bièvre, les propriétaires riverains avaient été contraints de payer à l'entrepreneur une partie des frais, suivant la répartition faite par les trésoriers, à peine de saisie des loyers et vente des biens meubles¹⁸⁰.

Citons encore le cas d'un adjudicataire de la construction d'un pont, qui, obligé de cesser les travaux entrepris, avait dû abandonner la carrière qu'il avait fait ouvrir pour avoir les matériaux nécessaires. Des particuliers venaient y prendre pour leur propre compte des pierres ou du sable, voire même des outils abandonnés. Sur requête, il obtint des trésoriers la permission de faire saisir les chevaux et les voitures servant à voler les matériaux¹⁸¹.

Au XVIII^e siècle, ce genre de conflit peut survenir entre un particulier et l'administration des ponts et chaussées. Ainsi, en 1768, un charretier avait lâché ses chevaux au milieu d'un chantier près du pont de Neuilly : l'un des chevaux fut saisi à titre de garantie. L'affaire fut jugée au bureau des finances qui estima le dommage à six livres, plus la nourriture du cheval mis en fourrière¹⁸².

178. Z₁F 444, 27 août 1743.

179. Exemples dans Z₁F 252 ; voir aussi GUYOT, *op. cit.*, tome XVII, p. 610 et s., pour l'entretien des chemins à la charge des particuliers : les trésoriers délivraient des exécutoires aux syndics des paroisses pour le recouvrement des frais sur les riverains.

180. Z₁F 1067 ; voir sur ces travaux la section 1, § 4, du présent chapitre. Sur le problème de la répartition des frais de pavage des rues entre le roi et la ville et les seigneurs ou les particuliers, voir l'ouvrage cité de S. DUPAIN, notamment p. 14, 15, 58, 61 79.

181. Z₁F 372, fol. 129 v^e.

182. Z₁F 1052 (liasse).

V. — *Juridiction disciplinaire.*

On peut noter enfin que les trésoriers ont une certaine juridiction disciplinaire sur le personnel participant à l'exécution d'ouvrages de pavé.

Ainsi, en 1783, ils condamnèrent au carcan, au bannissement de la généralité pour neuf ans et à une amende, un chef d'atelier qui avait vendu des pavés à son profit¹⁸³.

En 1773, le bureau des finances rendit une ordonnance sur réquisitoire du procureur du roi, portant décret de prise de corps contre des carriers qui avaient refusé de livrer leurs pavés, à la suite d'une altercation avec un entrepreneur du pavé de Paris¹⁸⁴.

L'année suivante, les trésoriers prirent une ordonnance générale prévoyant des amendes ou même des peines corporelles contre les carriers ou les ouvriers paveurs qui abandonnaient leur travail sans congé régulier, ou causaient du désordre sur les chantiers¹⁸⁵.

§ 4. — *Opposition, intervention, appel*

Nous avons déjà indiqué que les personnes touchées par une ordonnance du bureau peuvent présenter leurs observations, soit elles-mêmes, soit par l'intermédiaire de leur procureur, et parfois demander une nouvelle visite des lieux, ou la diminution d'une amende encourue.

Mais les jugements sont souvent prononcées par défaut. La personne qui a été ainsi condamnée peut alors faire opposition et présenter ses justifications.

Ainsi, un maçon, condamné par défaut à vingt livres d'amende pour avoir fait des travaux sans autorisation préalable, fut déchargé en prouvant qu'il avait été jugé sur de fausses dénonciations¹⁸⁶.

Tout intéressé peut aussi intervenir au cours d'une procédure, ou s'opposer à l'exécution d'une décision du bureau. Par exemple, lorsqu'un propriétaire a été condamné à faire démolir sa maison, le locataire peut réclamer un nouvel examen des lieux, en prétendant qu'il n'y a pas péril imminent¹⁸⁷.

D'autre part, lorsque les trésoriers ordonnent des travaux d'urgence aux frais des habitants, ceux-ci peuvent contester la

183. Z₁F 1054 (l'affaire est sans doute celle qui est relatée par S. DUPAIN, *op. cit.*, p. 153).

184. Z₁F 1048 et 1052.

185. S. DUPAIN, *op. cit.*, p. 40 et 52.

186. Z₁F 310, fol. 127.

187. Z₁F 891, fol. 74 v°.

répartition des dépenses opérée entre eux par ordonnance du bureau. Ainsi, pour le nettoyage de la Bièvre, le partage de certains frais entre les chanoines de Saint-Marcel et les propriétaires de la rue Mouffetard, fut considérablement modifié au profit de ces derniers, à la suite de l'opposition de deux intéressés à une ordonnance de saisie des trésoriers¹⁸⁸.

Si un trésorier de Paris, à l'occasion de ses tournées d'inspection, constate qu'un particulier a empiété sur un chemin public ou une route, il peut, en vertu notamment d'un arrêt du conseil de 1721, assigner immédiatement le contrevenant, lui infliger une amende et prendre toute décision utile. Les ordonnances ainsi rendues sont exécutées par provision, mais l'intéressé peut faire opposition devant le bureau des finances. Après quoi, il peut encore faire appel devant le conseil contre la décision des trésoriers¹⁸⁹.



Selon les cas, l'appel contre les jugements et ordonnances des trésoriers peut être porté devant le parlement ou devant le conseil du roi.

Tout ce qui touche à la direction de la voirie et à la juridiction des ponts et chaussées ne relève que du conseil. Mais le parlement est en principe compétent pour les affaires contentieuses en matière de voirie.

D'après M. Légier¹⁹⁰, l'affaire est contentieuse lorsqu'il y a assignation, ou lorsqu'une ordonnance rendue sur requête des parties ou sur réquisitoire du procureur du roi n'a pas été exécutée.

Ces principes, précis en apparence, restaient assez discutés dans les faits, et les conflits étaient fréquents. On peut citer à cet égard des arrêts du conseil de 1761 qui cassent des arrêts du parlement touchant à l'exécution d'ordonnances du bureau des finances rendues en matière de ponts et chaussées¹⁹¹; ou, en 1778, une décision analogue à propos d'une construction entreprise sans alignement ni permission. Dans cette dernière

188. Z₁F 1067, 13 mars 1666. Les propriétaires de la rue Mouffetard avaient réussi à prouver que les travaux étaient plus particulièrement profitables au chapitre de St-Marcel.

189. Procédure spéciale à la généralité de Paris. En province, l'intendant prononce les condamnations et ses décisions sont susceptibles d'appel devant le conseil du roi (R. DARESTE, *op. cit.*, p. 33).

190. *Traité sur les procédures*, *op. cit.*, p. 452.

191. Z₁F 629, fol. 59 et s.

affaire, le bureau de Paris avait rendu une ordonnance contre l'aubergiste-propriétaire ; ce dernier fit appel au parlement qui lui donna gain de cause. L'arrêt du parlement fut cassé, et le bureau des finances reconnu seul compétent, car, « sous l'autorité immédiate du conseil », il avait « la connaissance des contestations relatives aux alignements et permissions de bâtir le long des routes et grands chemins construits et entretenus » au frais du roi¹⁹².

Mais le parlement soutient parfois l'action des trésoriers de Paris. Ainsi, en 1782, il confirma une ordonnance rendue par le bureau l'année précédente, prescrivant à un marchand de faire réduire la hauteur de sa maison, surélevée à l'excès¹⁹³. En fait, on peut considérer que, dans les cas limites, les trésoriers sollicitent l'appui du conseil du roi lorsque le parlement, en appel, empêche l'exécution de leurs ordonnances ; le conseil leur donne assez facilement gain de cause, en décidant que l'affaire est en direction et non pas contentieuse¹⁹⁴.

Rappelons enfin que toutes les décisions à caractère contentieux rendues par les trésoriers ne sont pas susceptibles d'appel devant le parlement : en effet, le bureau juge en dernier ressort jusqu'à 250 livres de capital ou 10 livres de rente.

*
* * *

Si l'on tente d'apprécier l'utilité du rôle des trésoriers en matière de voirie, il faut remarquer tout d'abord que le bureau est souvent en butte aux critiques de ses contemporains. Ainsi, d'après le comte de Boulainvilliers, « les voies qui conduisent aux nouveaux palais élevés par les financiers sont parfaitement pavées et entretenues, pendant que les grandes routes comme celles de Paris à Rouen, à Beauvais ou à Amiens sont impraticables la plus grande partie de l'année »¹⁹⁵. Il faut toutefois noter, à la décharge des trésoriers, que souvent certains propriétaires aisés proposaient de participer aux frais de travaux publics qui les intéressaient¹⁹⁶.

De son côté, Jousse, conseiller au présidial d'Orléans¹⁹⁷, se plaint que les trésoriers abusent de leurs pouvoirs. Il les

192. Z₁F 634, fol. 62.

193. Arrêt cité dans H. MONIN, *op. cit.*, p. 568.

194. Voir sur ce point pour le bureau de Rouen, J. VANNIER, *op. cit.*, p. 158.

195. Cité dans les *Mémoires des intendants*, *op. cit.*, p. 353.

196. Z₁F 1057 (liasse) : pavage d'une partie du quai d'Orsay aux frais du prince de Condé en 1775.

197. JOUSSE, *op. cit.*, tome 1, p. 162 et s.

accuse notamment de refuser la permission de mettre des bornes appelées « chasseroues » pour protéger contre les voitures la façade d'une maison qui « ne leur convient pas ». Sans doute, Jousse est-il assez injuste dans ce cas, car il n'est pas toujours inutile d'élargir ou de redresser le tracé d'une rue.

Il se plaint aussi de ce que les trésoriers de Paris établissent des règlements généraux pour la voirie sans y être invités par lettres patentes, alors que, selon lui, ils devraient se borner à sanctionner chaque contravention prise isolément¹⁹⁷.

En réalité, les ordonnances générales des trésoriers de Paris, détaillées et bien rédigées, sont fort appréciées. Elles sont fréquemment citées dans les ouvrages du XVIII^e siècle, notamment par Guyot, dans son répertoire de jurisprudence. L'application de l'une d'elles, rendue en 1754, fut étendue à tout le royaume par arrêt du conseil¹⁹⁸.

Mais il est vrai que les bureaux de province n'ont pas le droit, tout au moins à la fin du XVII^e et au XVIII^e siècles, de rendre des ordonnances à caractère général¹⁹⁹, et sans doute le conseiller Jousse voudrait-il que le bureau de Paris subisse le même sort.

Ajoutons que le bureau des finances de Paris est appelé à jouer un rôle de conseil assez important. Les requêtes de particuliers qui souhaitent voir entreprendre des ouvrages de pavé ou de ponts et chaussées, sont normalement renvoyées pour avis aux trésoriers, parfois conjointement avec le bureau de la ville de Paris.

Les placets à étudier sont parfois assez complexes. Par exemple, en 1621, le conseil du roi renvoya au bureau pour avis les requêtes présentées par des propriétaires et marchands installés sur le pont-au-change avant qu'il ne soit incendié ; ils demandaient, d'une part que le pont soit rapidement reconstruit en pierre, et d'autre part qu'en attendant il leur soit accordé des places où ils puissent continuer leur commerce ou bâtir à nouveau²⁰⁰.

Au total, l'examen des archives du bureau des finances de Paris donne l'impression que les trésoriers se montraient actifs et compétents pour traiter les affaires de voirie et de travaux publics, ce qui explique sans doute qu'ils aient mieux conservé leurs attributions en ces domaines que leurs collègues de province. Peu à peu, d'ailleurs, au fur et à mesure que ces

198. Z₁F 921, ordonnance du 17 juillet 1781, qui fait état de cette particularité.

199. J. VANNIER, *op. cit.*, p. 143 et 144.

200. *Registres du bureau de la ville de Paris*, tome XVIII, arrêts du conseil des 18 novembre, 11 et 30 décembre 1621.

questions prenaient un aspect de plus en plus technique, certains membres du bureau s'étaient spécialisés, et ils semblent avoir été fort appréciés pour l'efficacité de leur travail.

Nous aurons d'ailleurs l'occasion au cours de la troisième partie — que nous allons aborder maintenant — de parler plus en détail des méthodes de travail des trésoriers de la capitale.

TROISIÈME PARTIE

Organisation et méthodes de travail

Rapports avec d'autres juridictions

Nous venons d'examiner, dans les trois chapitres précédents, les différentes attributions du bureau des finances de Paris. Nous avons vu, d'après des exemples concrets, quelle avait été l'activité réelle des trésoriers, et dans quels domaines elle s'était exercée.

Il nous faut maintenant dans cette troisième partie aborder des problèmes de caractère plus théorique, en regroupant et en complétant les indications déjà données précédemment.

Il ne s'agit plus de décrire les affaires traitées par le bureau, mais le recrutement des officiers qui les traitent, la façon dont ils s'y prennent pour y parvenir, ainsi que leurs relations avec les officiers d'autres juridictions.

Sur ces problèmes, en effet, nous n'avons encore donné que des éléments assez succincts, en nous bornant à quelques indications indispensables.

Dans les trois chapitres qui vont suivre, nous allons donc étudier trois groupes de questions, et en premier lieu la création des offices avec des indications sur les privilèges et obligations qui y sont attachés, ainsi que sur les alliances et parentés des trésoriers de Paris.

Le deuxième chapitre concernera les méthodes de travail du bureau, son organisation, son budget propre, les commissions personnelles que reçoivent ses membres.

Le troisième chapitre enfin contiendra quelques exemples touchant aux relations entre le bureau des finances de Paris et d'autres juridictions de la généralité, cours souveraines, bureau de la ville de Paris, bailliages et prévôtés, justices seigneuriales.

CHAPITRE PREMIER

LES OFFICIERS

Il est maintenant intéressant de mieux connaître ces officiers dont nous venons d'évoquer l'activité. Nous verrons donc d'abord l'historique, le prix et les revenus des différents offices du bureau des finances de Paris, ainsi que les privilèges et obligations de leurs titulaires.

Puis nous essaierons de donner quelques indications sur le recrutement des officiers du bureau, leur milieu social, les principales familles de trésoriers de Paris et leurs rapports de parenté ou d'alliance avec les trésoriers de province.

Section I

Les offices du bureau de Paris

Après un historique de la création des principaux offices du bureau, présidents, trésoriers, procureurs et avocats du roi, et conseiller et chevalier d'honneur, nous rappellerons les privilèges et obligations générales qui leur sont attachés. Puis, quelques précisions seront données sur les autres offices du bureau des finances que l'on pourrait qualifier d'offices annexes, car leurs titulaires ne participent que de façon accessoire à l'activité du bureau, ou bien n'y participent qu'en obéissant aux directives des trésoriers. Enfin, nous donnerons quelques indications sur le prix des offices et les revenus que leurs titulaires pouvaient en attendre.

§ 1. — *Historique des principaux offices*¹

I. — *Présidents, chevalier d'honneur, conseiller d'honneur.*

Le premier office de président du bureau des finances fut créé par un édit de janvier 1581 ; la qualité de président, supprimée en 1585, fut rendue l'année suivante à son titulaire. Puis, un deuxième office de président fut créé la même année.

Les deux qualités de président, supprimées en même temps que le bureau en 1598, furent rétablies en 1608, mais cette fois, le roi se réservait de désigner à son gré deux trésoriers pour leur conférer le titre de président, les gages restant ceux des simples trésoriers, « nonobstant la finance qu'ils en paieraient ». Effectivement, deux trésoriers payèrent chacun 3 000 livres en 1609, pour avoir droit au titre de président et être exemptés de chevauchées.

Un édit d'août 1615 autorisa les trésoriers à réunir à leur communauté, au « corps du bureau », les deux titres de président, afin qu'ils soient attribués aux deux plus anciens parmi les trésoriers, à charge pour la compagnie de rembourser dans les deux mois les deux présidents en titre ; mais les remboursements ne furent pas effectués et il n'y eut aucun changement.

Un édit de 1627 créa deux nouvelles qualités de présidents, et cette fois, les présidents et les trésoriers de Paris les achetèrent 6 000 livres pour en pourvoir les deux plus anciens trésoriers ; effectivement, en 1645, l'un des trésoriers généraux demanda le bénéfice de ces dispositions, comme étant le plus ancien officier, pour succéder à l'un de ses collègues, décédé depuis peu².

Puis, un édit de 1635 supprima les quatre qualités de présidents et créa quatre offices nouveaux de conseillers intendants généraux et présidents, pour diriger l'activité du bureau ; en principe, il s'agissait d'un essai de réforme, mais dès 1637, les quatre offices devinrent de simples charges de trésoriers. Il n'en resta qu'un nouveau titre pour tous les membres du bureau qui eurent le droit de se qualifier d'intendants généraux des finances, ce qu'ils ne firent pas, semble-t-il. Il s'agissait sans doute simplement de procurer quelques ressources supplémentaires au trésor royal.

Un édit de mars 1691 créa un office de premier président indépendant des offices de trésoriers. Puis, l'édit de mars 1693 qui supprimait la chambre du trésor et partageait le service

1. D'après la filiation chronologique des officiers du bureau des finances de Paris, établie par le premier président Denis (U 992).

2. Z₁F 204, fol. 169 v^o.

du nouveau bureau des finances en deux chambres, ajouta un office de second président, afin que chaque chambre ait son président.

* * *

Un édit de juillet 1702 créa un office de chevalier d'honneur dans les chambres des comptes, les cours des aides et les bureaux des finances. Ces offices devaient être remplis par des gentilshommes ; les candidats aux nouvelles charges, selon un arrêt du conseil du 9 septembre 1702, remettaient leurs titres de noblesse aux intendants des provinces de leur domicile, puis le juge général des armes et blasons de France donnait ou refusait son certificat. Il s'agissait là d'un office de très faible importance, dont le prix et les gages étaient inférieurs à ceux d'un simple trésorier, bien que le chevalier d'honneur eût rang tout de suite après les présidents.

Cet office ne fut pourvu qu'en 1713 pour le bureau de Paris³, malgré un édit de 1703 qui permettait de l'attribuer à des roturiers qui auraient vécu noblement, sous réserve d'une autorisation spéciale du roi. Il était prévu que les bénéficiaires de cette autorisation ne pourraient disposer ensuite de leur charge qu'en faveur de gentilshommes, mais cette restriction fut également levée peu après.

Le dernier chevalier d'honneur au bureau des finances de Paris fut un duc et pair de France, Anne de Montmorency-Luxembourg, colonel du régiment de Montmorency ; il avait acheté la charge à Etienne Le Clerc de Vaudonne, capitaine de cavalerie. Les autres titulaires de l'office de chevalier d'honneur à Paris n'appartenaient d'ailleurs nullement à des familles aussi illustres que le duc de Montmorency⁴.

* * *

Des lettres royales du 9 août 1732 créèrent un office de conseiller d'honneur, en faveur de Jean-Jacques-Augustin Le Fèvre de la Planche, auparavant avocat du roi au bureau pour les affaires domaniales. Il s'agissait en fait de lettres d'honneur d'un caractère un peu particulier, dues à la notoriété du bénéficiaire⁵. Cet office n'eut d'ailleurs pas d'autre titulaire⁶.

3. A Rouen, l'office ne trouva acquéreur qu'en 1785... (J. VANNIER, *op. cit.*, p. 27).

4. U 992.

5. Voir sur cet officier quelques précisions, p. 224

6. U 992 et LE FÈVRE DE LA PLANCHE, *Traité du domaine*, préface.

II. — Trésoriers généraux de France.

Venaient ensuite, selon l'ordre des préséances, les « conseillers du roi trésoriers généraux de France ». En 1577, les premiers membres du « bureau des finances d'outre-Seine et Yonne »⁷ furent les deux anciens trésoriers de France et les deux généraux des finances de Paris, auxquels se joignit un cinquième officier.

En dépit de quelques tentatives sans lendemain pour diminuer le nombre des trésoriers généraux, notamment en 1578 et en 1583, on comptait en 1586 huit trésoriers qui remplissaient leurs charges alternativement, quatre une année et quatre l'autre, sous les ordres de l'un des présidents.

A ces dix officiers, s'en ajoutèrent deux autres en 1621, lorsque le bureau reçut la tâche de diriger les travaux de ponts et chaussées. La suppression de la charge de grand voyer au profit des bureaux des finances fut l'occasion de la création de deux nouveaux offices de trésoriers. En 1627, l'attribution de la juridiction en matière de voirie, entraîna aussi la création de quatre nouvelles charges, ce qui porta le nombre des membres du bureau à dix-huit, neuf pour chaque année. En 1633, un office de trésorier garde-scel fut institué⁸, puis quatre offices de trésoriers intendants généraux des finances en 1635 ; le nombre des officiers fut ramené à quatorze en 1672 mais pour quelques mois seulement. En 1693, la réunion de la chambre du trésor et du bureau des finances conduisit d'une part à supprimer les offices de la chambre du trésor, et d'autre part à créer sept nouveaux offices de trésoriers de France.

Deux trésoriers commissaires généraux pour la vérification des comptes des étapes se joignirent à leurs trente prédécesseurs en 1696 ; ils avaient rang après le doyen. En province, ces offices furent réunis au corps des bureaux, mais à Paris, ils trouvèrent acquéreurs. Il en fut de même en 1698, pour un nouvel office de trésorier qui fut réuni aux corps des bureaux dans certaines généralités où il était demeuré sans acquéreur, mais pas à Paris.

En 1703, quatre offices de trésoriers furent créés pour que leurs titulaires assistent les intendants en matière de tailles et de ponts et chaussées, mais ils furent supprimés sur remontrances des trésoriers de France. En 1704, un office supplémentaire fut prévu pour Paris seulement ; le bureau l'acheta mais le revendit peu de temps après.

7. Ancien nom du bureau des finances de Paris (voir sur ce point, dans la première partie, les deux premières sections).

8. Pour « sceller les attaches et autres expéditions » du bureau des finances (PATAS DE BOURGNEUF, *op. cit.*, p. 23).

Un édit de mai 1706 créa quatre offices de conseillers conservateurs généraux des offices de France pour Paris ; en 1707, leur titre fut transformé et devint « conseiller conservateur des offices de la ville, faubourgs, banlieue, élection et généralité de Paris » ; mais en 1708, leurs gages et leurs fonctions furent réunis à la communauté des trésoriers.

En 1707, le bureau de Paris avait déjà racheté deux offices de trésoriers auditeurs rapporteurs généraux des comptes de la fourniture des étapes ; les deux offices furent d'ailleurs revendus aussitôt, mais comme simples charges de trésoriers sans attributions spéciales.

Enfin il fut établi en 1712 un office de trésorier conservateur des gages appartenant à tous les offices de judicature, police et finances ; le bureau de Paris l'acheta pour le revendre dès 1714, puis l'office fut supprimé en 1716. A partir de cette date et jusqu'en 1771, le nombre des offices de trésoriers du bureau de Paris, qui atteignait trente-six ne fut plus modifié. L'édit de juin 1771 le ramena à douze ; puis les trente-six offices de trésoriers furent rétablis par édit de juin 1782.

III. — *Les gens du roi.*

Dès le ^{xv}^e siècle, il y avait un procureur et un avocat du roi à la chambre du trésor, mais ils n'avaient pas en principe à exercer leurs fonctions auprès des trésoriers de France. Un édit d'avril 1627 créa un office de procureur et un office d'avocat du roi au bureau des finances pour les questions de voirie. Il en fut de même en 1635, en matière de finances, mais ces deux derniers offices furent acquis par le procureur du roi à la voirie, qui les garda jusqu'en 1651.

Les quatre charges furent supprimées en mars 1693. A leur place furent créés un office d'avocat du roi et un office de procureur du roi pour s'occuper à la fois des affaires de finances et de voirie ; le même édit, qui attribuait au bureau des finances les affaires contentieuses auparavant réservées à la cour du trésor, créait en outre deux offices analogues pour le domaine.

Le mois suivant, un office de substitut des avocat et procureur du roi pour les finances et la voirie fut créé, mais il fut acheté par le procureur et l'avocat du roi intéressés, qui ne le revendirent pas.

En 1771, le nombre des offices de gens du roi fut réduit à deux, un avocat et un procureur. Puis en 1785, par lettres patentes ces deux offices furent réunis en un seul, au profit de François Joseph Guichard, avocat du roi au bureau depuis 1773.

§ 2. — *Privilèges et rang des trésoriers en France*I. — *Privilèges.*

Les trésoriers généraux de France, et tout particulièrement ceux de Paris, qualifiés de « principaux officiers de France »⁹, bénéficient des privilèges des commensaux de la maison du roi, comme les anciens trésoriers de France.

Ils sont assimilés à des officiers de cours souveraines. Ainsi, dans l'ordonnance de 1583 sur la réformation des habits et ornements, les femmes et filles de trésoriers de France sont autorisées à porter les mêmes vêtements et parures que les femmes et filles des officiers des cours souveraines¹⁰.

La déclaration du 18 janvier 1641 précise plus généralement que, lorsqu'il est question dans un texte d'« officiers des cours souveraines, les trésoriers de France doivent être compris et entendus »¹¹.

Il faut d'ailleurs noter que, dans les villes où il n'existe pas d'autre cour, une chancellerie est rattachée au bureau des finances, « établie à l'instar de celles des cours souveraines »¹².

Les trésoriers sont exemptés de la taille, des droits de franc-fief et de nouveaux acquêts, du droit de joyeux avènement, des droits de péage et barrage par eau et par terre. Ils sont dispensés de loger les gens de guerre, et de remplir des charges publiques ou municipales¹³.

Ils jouissent d'autre part du droit de franc-salé, c'est-à-dire qu'ils reçoivent gratuitement une certaine quantité de sel¹⁴. Le trésorier Patas de Bourgneuf¹⁵ cite aussi quelques « menus droits » : bûche, robe de Pâques et Toussaint, droit de hareng¹⁶, droit de parchemin et plumes ; il mentionne également le droit de pied-fort, qui avait en fait disparu : les trésoriers, comme les conseillers à la chambre des comptes, recevaient deux pièces d'or ou d'argent lorsqu'une monnaie nouvelle était frappée.

9. Titre confirmé aux trésoriers de Paris par édit d'avril 1694 (Z₁F 643, fol. 19 v°).

10. S. FOURNIVAL, *op. cit.*, p. 805.

11. K 888, pièce n° 4 bis. Cette qualité de membres des compagnies supérieures fut encore confirmée aux trésoriers de France, à leur demande, par déclaration de juillet 1770 (GUYOT, *Répertoire* cité, tome 17, p. 296).

12. GUYOT, *Répertoire* cité, tome 17, p. 296.

13. Un arrêt du conseil cassa en 1732 l'élection d'un avocat du roi du bureau des finances de Limoges comme consul de la ville (AD IX 80, arrêt du 26 février). Par contre, les trésoriers de La Rochelle depuis 1694 jouissaient des gages et fonctions de l'office de maire de la ville, à tour de rôle (PATAS DE BOURGNEUF, *op. cit.*, p. 29).

14. Deux minots : environ 38 litres à Paris.

15. *Op. cit.*, p. 71 et 72.

16. A Rouen par exemple jusqu'en 1660, le fermier du gros des poissons donnait aux trésoriers un baril de harengs, deux cents de harengs saurs et un plat de viande. Les greffiers et huissiers recevaient des dons moins importants (J. VANNIER, *op. cit.*, p. 34).

En principe, un trésorier peut solliciter des lettres d'honneur au moment où il quitte ses fonctions, après vingt ans d'exercice de sa charge au minimum. Pourtant, Fournival cite un exemple de dispense en faveur d'un trésorier de Guyenne qui avait fait échouer, au péril de sa vie, une tentative de vol des deniers des tailles dans le Condomois¹⁷.

Les trésoriers de France parlent au roi debout, après avoir fait une génuflexion, comme les membres de la chambre des comptes¹⁸. Ils ont, en vertu d'un édit de janvier 1586, le droit d'envoyer une députation au roi et à son conseil, à leurs frais, pour les affaires de leurs charges¹⁹.

Tous les présidents et trésoriers de France ont droit au titre de chevalier. Fournival justifie ce privilège en précisant qu'il y a trois sortes de chevaliers : d'armes, de lois (ou justice) et de finances, tous nécessaires au bien de l'Etat ; selon lui, ces trois chevaleries seraient symbolisées par les trois fleurs de lys des armes de France. L'image est fort jolie...²⁰.

La charge de trésorier, greffier, procureur ou avocat du roi dans un bureau des finances, donne la qualité d'écuyer et la noblesse à vie. La noblesse devient transmissible lorsqu'un trésorier exerce ses fonctions pendant vingt ans et que son fils, lui ayant succédé, remplit lui-même sa charge pendant au moins vingt ans²¹.

Les trésoriers de Paris jouissent de privilèges spéciaux²² : un édit d'avril 1705 leur conféra la noblesse au premier degré²³. En 1715, plusieurs anoblissements — dont ceux des trésoriers de Paris — furent annulés, mais les intéressés protestèrent, et un nouvel édit de septembre 1720 leur rendit ce privilège²⁴.

Ils bénéficient du droit de commitimus au grand sceau, en particulier en vertu d'un édit de juin 1672, ce qui leur permet de porter leurs procès devant les requêtes de l'Hôtel, sauf lorsqu'il s'agit d'actions réelles²⁵.

Ils acquittent le droit annuel ou « paulette », comme les officiers des cours souveraines²⁶.

17. S. FOURNIVAL, *op. cit.*, p. 780.

18. Sauf incident, tel celui qui advint en 1660 aux trésoriers de Paris, obligés de rester un genou à terre pour présenter leurs compliments à la reine Marie-Thérèse (J.-P. Charmeil, thèse citée, p. 386).

19. K 890 pièce n° 6, articles de l'édit.

20. S. FOURNIVAL, *op. cit.*, p. 28 et 29.

21. Il en est de même si le trésorier meurt « revêtu de son office ».

22. K 890 pièce n° 1, p. 8 et s.

23. C'est-à-dire transmissible dès lors que le trésorier a exercé ses fonctions pendant vingt ans ou qu'il est mort « revêtu de son office ».

24. AD IX 80 (édit de 1720) et Z₁F 614 fol. 14 v° (édit de 1705).

26. Tandis que les trésoriers de province n'ont en général que le droit de porter leurs procès devant les requêtes du Palais, chambre spéciale du Parlement.

26. Arrêt du conseil du 23 avril 1695.

Le bureau des finances de Paris peut, par privilège spécial, avoir un secrétaire du roi comme greffier.

Enfin, les trésoriers de Paris²⁷ figurent dans la huitième classe de la capitation, avec par exemple les maîtres des comptes de Paris, ou les chefs d'escadre de vaisseaux du roi, pour la somme de 200 livres ; les trésoriers de province ne sont taxés qu'à 120 livres, dans la dixième classe, avec les avocats du roi au Châtelet de Paris, et les banquiers et agents de change.

Il s'agit là, bien entendu, d'une charge financière, mais assez flatteuse, et qui constitue une sorte de privilège, car l'impôt de la capitation était calculé, au moins à l'origine, plutôt d'après la situation sociale que d'après la fortune. Les chiffres ne restèrent d'ailleurs pas immuables et, en 1788, les trésoriers de Paris payaient 360 livres de capitation²⁸. Notons que les trésoriers généraux de France avaient en outre le privilège d'arrêter eux-mêmes l'état de répartition de leur capitation.

Le chancelier est le « conservateur des privilèges des trésoriers de France », en vertu d'un édit d'avril 1519²⁹. De sorte qu'à la fin du XVIII^e siècle, c'est au garde des sceaux que le premier président du bureau de Paris s'adresse pour se plaindre de ce qu'un édit de juin 1782 ait porté atteinte aux privilèges des trésoriers de Paris³⁰.

II. — *Rang et séance.*

Indépendamment des privilèges proprement dits, les trésoriers de France bénéficient d'un certain rang dans les cérémonies publiques, ainsi qu'aux audiences des autres cours ou tribunaux, lorsqu'ils y assistent.

Les trésoriers ont le droit de précéder les maîtres des comptes, les conseillers du parlement, les membres de la cour des aides et de la cour du trésor, lorsque ceux-ci sont isolés. Mais lorsque ces cours ou chambres sont assemblées en collèges, les trésoriers perdent leur préséance. De même, les présidents du parlement, de la chambre des comptes et des cours des aides et du trésor, précèdent les trésoriers généraux³¹.

Ceux-ci ont voix délibérative à la chambre des comptes et à la cour des aides ; ils sont même considérés³² comme faisant

27. Ainsi que les gens du roi et le greffier en chef ; voir par exemple « Correspondance des contrôleurs généraux des finances avec les intendants des provinces », publiée par A. DE BOISLISLE, tome 1, p. 569.

28. Z₁F 643 fol. 114 v^o.

29. K 890, pièce n^o 1.

30. Z₁F, 643 fol 6 et s.

31. Edit de septembre 1552, art. 6 ; K 890, pièce n^o 6.

32. K 890, pièce n^o 6, art. 7 de l'édit de janvier 1586.

partie du corps de la chambre des comptes de Paris, où ils ont droit de séance.

Aux audiences du parlement, ils prennent place au banc des baillis et des sénéchaux, notamment en vertu d'un édit de 1551, confirmé par arrêt du conseil du 23 janvier 1738³³. Ainsi, le 23 novembre 1672, deux trésoriers commis par leur bureau pour assister à l'ouverture des audiences du parlement, le 27 novembre, en la Grand'Chambre, se placèrent effectivement « au banc des baillis et au-dessus d'eux »³⁴.

Lorsque la séance a lieu à huis clos, le président doit leur indiquer une place. Dans un arrêt du Parlement du 15 décembre 1660, il est noté que deux députés du bureau des finances étaient présents et qu'ils ont assisté à la séance assis et couverts, au bureau, près d'un conseiller³⁵.

A la chambre des comptes, les trésoriers siègent parmi les maîtres des comptes lorsqu'une affaire les concerne³⁶. A la cour des aides, ils ont « séance et voix délibérative, tant en l'audience que chambre du conseil, au-dessus du plus ancien conseiller »³⁷.

Le rang des trésoriers dans les cérémonies publiques est également fort honorable. Lors de l'entrée à Paris de Charles IX, puis de la reine Elisabeth d'Autriche en 1571, ils furent placés immédiatement après les présidents de la cour des aides, et précédèrent les conseillers des aides.

A la mort de Louis XIII en 1643, ils reçurent le même deuil que les présidents de la cour des aides. Au dîner donné à Saint-Denis le jour de l'enterrement, les trésoriers de Paris prirent place après les présidents et avant les conseillers des aides³⁸.

Ainsi, dans les cérémonies, les trésoriers de Paris reçoivent leur rang d'après celui des présidents et conseillers à la cour des aides. En effet, ils sont successeurs des généraux des finances des aides qui, au milieu du xvi^e siècle, avaient renoncé à s'occuper du contentieux des aides, mais avaient gardé une « séance de dignité » à la cour, après le président et avant le doyen³⁹.

Les présidents du bureau des finances ont les mêmes privilèges que les trésoriers, mais en outre ils sont dispensés de

33. K 890, pièce n° 1.

34. Z₁F 252, fol. 33 v° et 39 v°.

35. K 890, pièce n° 5 où sont cités d'autres exemples en 1667 et 1680.

36. PATAS DE BOURGNEUF, *op. cit.*, p. 48.

37. Z₁F 585, fol. 47 v°.

38. U 992, p. 47 et 48, et Z₁F 585, fol. 43 v° et 45 : chaque trésorier reçut huit aunes et demi de serge noire pour se faire faire une robe et un chaperon de deuil. Les membres du bureau des finances de Paris prirent part aussi au banquet du couronnement de la reine en 1610, en la grande salle du Palais.

39. U 992, p. 47.

chevauchées. Le premier président du bureau des finances de Paris a droit d'autre part à trois minots de sel de franc-salé, au lieu de deux comme les simples trésoriers⁴⁰.

Les gens du roi jouissent des mêmes privilèges que les trésoriers, mais ces derniers ont la préséance.

§ 3. — *Obligations des trésoriers de France*

On peut résumer — très brièvement — les obligations des trésoriers de Paris en notant qu'ils doivent tout d'abord prêter les serments requis et se faire recevoir par leurs confrères, en second lieu résider en principe à Paris, et enfin accomplir leur service en effectuant leurs chevauchées, en prenant part aux audiences et en usant si besoin est de leur droit et devoir de remontrances.

I. — *Serments et réceptions.*

Après avoir réglé le prix de son office, un candidat trésorier, pour obtenir ses lettres de provisions, doit établir qu'il n'a ni parent ni allié au bureau des finances, qu'il est âgé de vingt-cinq ans au moins, et justifier de ses études de droit conformément à une déclaration de 1690⁴¹. Il peut obtenir toutefois certaines dispenses pour les deux premières conditions. S'il possède déjà un autre office, il lui faut des lettres de compatibilité⁴².

Le chancelier reçoit le premier des serments du nouvel officier⁴³. La chambre des comptes fait ensuite procéder à une enquête afin de vérifier s'il est de « bonne vie, mœurs, conversation, religion catholique, apostolique et romaine »⁴⁴, et reçoit aussi son serment, après avoir entendu le procureur général du roi et sous réserve que le candidat ait « fait preuve de sa capacité et suffisance »⁴⁵. Avant la réunion de 1693, un maître des comptes allait en outre installer le nouveau trésorier à la chambre du trésor⁴⁶.

40. Z₁F 1071, quittance de Nicolas Pinon, premier titulaire de cet office.

41. Z₁F 614, fol. 46., lettres de provisions d'Antoine Lemoyne. Très souvent le futur trésorier est avocat au parlement : Z₁F 612, fol. 30 v^o, 32 v^o 53, ou Z₁F 617, fol. 41, 42, 146 v^o, 148.

42. J.-P. CHARMEIL, thèse citée, p. 207.

43. A Rouen, en 1709, un trésorier prêta serment devant l'intendant de Rouen qui avait reçu une commission du chancelier à cet effet, à la grande indignation des membres du bureau (J. VANNIER, *op. cit.*, p. 30).

44. Les protestants ne furent admis qu'assez rarement. Voir sur ce point J.-P. CHARMEIL, thèse citée, p. 47, qui indique pour Paris Claude Arnauld et J. de Monteils, reçus trésoriers respectivement en 1601 et 1658.

45. Réception d'Antoine Lemoyne en 1708 : Z₁F 614, fol. 46. Voir sur l'examen avant réception d'un trésorier : Bibliothèque nationale, manuscrit français 16696, fol. 89 et s.

46. Miraulmont, *op. cit.*, p. 538.

Le trésorier est ensuite admis, sur sa demande et après une nouvelle information, à prêter serment ; puis il est reçu au bureau des finances pour être installé solennellement à la dernière place⁴⁷. A Paris, les trésoriers sont reçus les semestres assemblés, c'est-à-dire en présence de tous les membres du bureau, chambres des finances et du domaine réunies⁴⁸. Le nouveau trésorier est reçu « du consentement du procureur du roi ».

Notons enfin qu'à partir de 1693, les présidents du bureau des finances, qui président à tour de rôle la chambre du domaine, et les gens du roi de la chambre du domaine doivent en outre se faire recevoir au parlement⁴⁹.

Les serments des trésoriers comportent notamment l'engagement de ne recevoir « gages ni robes de personne, et de ne prêter l'argent du roi ni le leur », de n'avoir pas été comptable auparavant, de ne pas révéler les affaires de leur charge ni les secrets de leur compagnie⁴⁹.

A la fin du XVIII^e siècle, il en coûtait environ 15 000 livres à un trésorier de Paris pour l'ensemble de ces formalités.

II. — *Résidence.*

Les trésoriers de France sont en principe obligés de résider dans les limites de leur ressort, en vertu notamment d'une ordonnance du 1^{er} mars 1545, puis d'un arrêt du conseil de 1609⁵⁰. Cette obligation, quelque peu oubliée ou atténuée, fut remise en vigueur par déclaration du roi du 29 décembre 1663, à peine de privations des gages, droits et exemptions. Les procureurs du roi furent chargés de veiller au respect de cette prescription. Ils devaient envoyer leurs rapports aux intendants, au conseil et à la chambre des comptes et les officiers devaient produire le procès-verbal de leurs chevauchées et un certificat de résidence pour être payés de leurs gages. La déclaration de 1663 concernait à la fois les officiers des bureaux des finances, des eaux et forêts, des élections, des greniers à sel et des maréchaussées⁵¹.

Les trésoriers de Paris, d'après l'auteur anonyme d'un mémoire de la fin du XVIII^e siècle, respectent l'obligation de résidence, contrairement à leurs collègues de province⁵². Ainsi, au

47. Voir sur la réception des trésoriers à Moulins l'ouvrage cité de M. François DUMONT, p. 35, ou pour Riom, E. EVERAT, p. 11 ; voir aussi le discours de réception d'un trésorier de Bourgogne dans K 910 pièce n° 11.

48. Z₁F 310, fol. 28.

49. PATAS DE BOURGNEUF, *op. cit.*, p. 29 et 91.

50. N. VALOIS, *Inventaire, op. cit.*, tome II, n° 14721.

51. AD IX 79 (liasse).

52. F 14 182 B, mémoire.

bureau de Riom, il est de « pratique générale pour beaucoup de trésoriers de ne guère séjourner dans la ville de leur siège »⁵³. A Moulins, la moitié à peine des membres du bureau réside effectivement⁵⁴.

D'après le trésorier d'Orléans Patas de Bourgneuf, la résidence n'est plus imposée, car les officiers des bureaux des finances sont assez nombreux pour que le service soit correctement fait malgré les absences⁵⁵.

III. — *Chevauchées.*

Les trésoriers généraux, à l'exception toutefois des présidents, sont astreints à faire des tournées périodiques d'inspection appelées chevauchées, une fois par an, à tour de rôle, sans autre excuse que la maladie, ceci en vertu de l'ordonnance du 1^{er} mars 1545 ; sans quoi, le paiement de leurs gages leur est refusé⁵⁶.

Ces chevauchées donnent lieu à l'établissement de procès-verbaux destinés au conseil du roi, où sont abordés à peu près tous les problèmes d'administration de la généralité. Un mémoire anonyme, établi à la fin du XVIII^e siècle, donne une liste de ce que les trésoriers doivent faire à l'occasion de leurs chevauchées⁵⁷. L'énumération est longue et serait fastidieuse, mais en fait, rien ne doit leur échapper de ce qui touche à la gestion du domaine, aux finances du roi, des villes et des communautés d'habitants, ainsi qu'aux problèmes de communications, de commerce ou de récoltes⁵⁸. Initialement, ces rapports eurent une influence certaine. Les trésoriers reçurent parfois en même temps mission d'enquêter sur des points particuliers⁵⁹.

Au XVIII^e siècle, les procès-verbaux, toujours rédigés avec soin, servent à établir les avis sur le département des tailles. Mais le bureau des finances a perdu beaucoup de son importance, et ses avis ne sont guère pris en considération⁶⁰.

En province, les chevauchées devaient être faites avec une certaine négligence, tout au moins dans la généralité de Rouen⁶¹.

53. E. EVERAT, *op. cit.*, p. 36.

54. F. DUMONT, *op. cit.*, p. 43 et s.

55. *Op. cit.*, p. 95.

56. L'*Inventaire* de N. VALOIS mentionne par exemple un arrêt de 1606 relevant de cette sanction deux trésoriers de Tours (tome II, n° 10327).

57. Z₁F 1071 (liasse).

58. « La fertilité ou la stérilité de l'année » (K 890 pièce n° 6, p. 10).

59. Z₁F 108, fol. 74 v°.

60. H 1596, avis du 21 septembre 1787.

61. J. VANNIER, *op. cit.*, p. 49 et 167.

IV. — *Audiences.*

Les trésoriers, outre l'obligation d'effectuer leur service extérieur (chevauchées, apposition de scellés et inventaire, visite des lieux pour les affaires de voirie...), ont celle d'assister aux séances du bureau. Ils se partagent le service suivant certaines règles, en partie imposées par des édits ou des ordonnances royales. Cette question sera étudiée dans le deuxième chapitre, consacré à différents aspects de la vie quotidienne du bureau des finances de Paris. Dans ce chapitre également, il sera donné quelques précisions sur les obligations particulières aux gens du roi qui, en fait, se confondent avec leurs fonctions.

Notons toutefois dès à présent que, pour les audiences et les cérémonies, les trésoriers généraux de France doivent porter la robe longue et le bonnet. Jousse précise que cette obligation résulte d'un règlement de 1642 destiné au bureau d'Aix et ajoute que « tel est l'usage du bureau des finances de Paris »⁶². Cela donne à penser que les trésoriers de province ne respectent guère cette prescription. Effectivement, le chancelier d'Aguesseau invite en 1741 les trésoriers de Moulins à ne pas imiter certains de leurs confrères qui s'abstiennent de porter la tenue de magistrat⁶³.

V. — *Remontrances.*

Les trésoriers ont un droit et devoir de remontrances, notamment à l'occasion de l'enregistrement des décisions royales. Par exemple, en 1599, ils renvoient une décision prescrivant une levée d'imposition, pour défaut de visa au contrôle général des finances⁶⁴. Le fond même de la décision royale peut également être critiqué : en 1586, ils protestent contre une déclaration établissant des regrattiers⁶⁵. En 1600, il en est de même pour un édit concernant les greffes des greniers à sel⁶⁶. En 1648, ils obtiennent la révision d'une ordonnance maladroitement rédigée, qui empêche le receveur général d'exercer normalement ses fonctions⁶⁷.

Au XVIII^e siècle, les trésoriers de Paris n'usent plus guère de leur droit de remontrances, sauf pour défendre leurs préroga-

62. JOUSSE, *op. cit.*, tome 1, p. 193 : en 1627, il était seulement demandé aux officiers du bureau de porter « un habit décent » aux audiences. En 1647, les trésoriers de Paris reçurent l'ordre de porter des manteaux longs de soie, comme les maîtres des comptes (Z₁F 207, fol. 210 v^o).

63. F. DUMONT, *op. cit.*, p. 50.

64. Z₁F 135, fol. 1 v^o.

65. Qui vendent le sel au détail Z₁F 119, fol. 8.

66. N. VALOIS, *Inventaire, op. cit.*, tome II, n^o 5915.

67. Z₁F 207, fol. 230 v^o.

tives ; leurs protestations sont d'ailleurs bien souvent tenues pour négligeables.

§ 4. — *Offices annexes, greffiers et huissiers*

I. — *Offices annexes.*

En étudiant les attributions du bureau des finances de Paris, nous avons eu l'occasion de faire allusion à des officiers qui assistaient les trésoriers dans certaines de leurs tâches, sous leur direction.

Ainsi, les conseillers généraux de la voirie, créés en 1693, avaient l'inspection de la voirie dans la ville et les faubourgs de Paris, chacun étant compétent pour un quartier déterminé, selon la distribution effectuée par les trésoriers de France. En fait, il s'agissait de certains postes de commis à la voirie dont les charges avaient été érigées en offices⁶⁸.

Des offices de « conseillers du roi commissaires aux scellés des biens échéants au roi » furent créés en 1693 également ; ces charges de faible importance furent acquises par les conseillers commissaires enquêteurs et examinateurs au Châtelet en 1694. Leurs titulaires devaient, sur ordonnances des trésoriers de France, faire opposition sur les biens qui pouvaient échoir au roi par droit d'aubaine, de bâtardise ou de déshérence, ou par confiscation. Ils assistaient donc les trésoriers lorsque ceux-ci exerçaient leurs fonctions à la chambre du domaine.

Ils devaient avertir le procureur du roi au bureau des finances vingt-quatre heures après l'apposition des scellés, et ne pouvaient les lever et faire l'inventaire des biens que sur ordonnance des trésoriers, en présence de l'un de ces derniers et du procureur du roi ; de plus, trois jours après la levée des scellés, ils devaient déposer au greffe du bureau leurs procès-verbaux.

*
* *

Il exista également pendant quelques années un « conseiller du roi commissaire général visiteur au nettoyage et pavage de la ville, faubourgs et banlieue de Paris » ; cet office avait été créé par édit de mars 1636, avec trois cents livres de gages par an, ce qui était très peu de chose. Il fut supprimé peu après

68. Voir plus haut, p. 126 et s.

la mort de son premier titulaire, Anne de Beaulieu, survenue en 1651⁶⁹.

Cet office n'avait d'ailleurs pas été établi sans difficulté : le bureau des finances n'avait enregistré l'édit que le 2 décembre 1639, et « sans approbation de la qualité de commissaire général » ; d'autre part, le maître des œuvres de maçonnerie, le contrôleur des barrages, et le maître des œuvres de pavé du roi s'étaient opposés à cette création. Il avait fallu un arrêt du conseil pour obtenir la capitulation des opposants. L'acquéreur fut reçu par le bureau des finances en 1645, mais les trésoriers lui interdirent de prendre le titre de général et de s'immiscer dans l'exercice des fonctions du maître des œuvres de pavé du roi et du contrôleur des barrages⁷⁰.

*
* *

Il existait d'autre part des offices de payeurs de gages. Créés en 1626, ils furent supprimés en 1667. L'institution fut rétablie dès 1689. A chaque bureau des finances devaient être rattachés deux payeurs de gages, ayant les mêmes privilèges que les trésoriers de France. Ils rendaient compte devant les trésoriers, et n'étaient pas astreints à fournir caution⁷¹.

En fait ces officiers ne parvenaient pas à exercer leurs fonctions : les receveurs préféraient payer eux-mêmes les gages des trésoriers de France, et se contentaient de remettre aux payeurs les récépissés et les quittances. Par arrêt du conseil du 21 novembre 1690, cette façon de procéder fut interdite⁷².

Une troisième charge de payeur de gages fut créée par édit de 1708. Puis, en 1717, tous les offices de payeurs de gages des bureaux des finances furent supprimés. Il est précisé dans le préambule de l'édit de 1717 que ces offices ne trouvaient que très difficilement des acquéreurs⁷³.

*
* *

Dix offices de procureurs postulants avaient été créés auprès de chaque bureau des finances, en 1627⁷³ ; en 1693, leur nombre

69. S. DUPAIN, *op. cit.*, p. 193.

70. Z₁F 204, fol. 152.

71. AD IX 79.

72. AD IX 80.

73. JOUSSE, *op. cit.*, tome 1, p. 310 : à Orléans, les charges avaient été réunies à celles de procureurs au Châtelet.

est porté à vingt. Ces procureurs sont chargés de présenter les requêtes au nom des parties, et les états des comptables lorsque ceux-ci ne peuvent comparaître personnellement. Ils rédigent les actes de procédure et font en quelque sorte office d'avoués⁷⁴.

Il n'a pas été trouvé trace de leur activité dans les archives du bureau de la capitale. Leurs fonctions semblent avoir été exercées par les procureurs en la chambre des comptes, qui présentaient souvent les états au nom des comptables, ou par les procureurs au parlement. C'était en effet chez des procureurs au parlement que les particuliers présentant une requête au bureau des finances devaient élire domicile, selon Légier⁷⁵. D'ailleurs, il est indiqué dans l'almanach royal de 1761 que « les avocats et procureurs au parlement plaident et occupent en l'une et l'autre » des deux chambres du bureau des finances de Paris.

II. — *Greffiers et huissiers.*

D'autre part, les trésoriers de France sont assistés par des greffiers et des huissiers, également pourvus d'offices.

Jusqu'en 1577, les fonctions de greffier avaient été attribuées par commission ; mais cette année-là, un office fut créé pour que le titulaire fasse, sous les ordres des trésoriers, « ce que leurs clercs et commis soulaient⁷⁶ faire », et signe les expéditions, au-dessous des signatures des trésoriers. Un deuxième office de greffier fut créé en 1581 ; après quelques vicissitudes, ces offices furent supprimés en 1598, les greffiers en exercice devant rester sur commission tant que le prix de leurs charges ne leur aurait pas été remboursé. Finalement, les offices furent rétablis en 1613, avec pour leurs titulaires le droit d'employer des commis.

Un troisième greffier fut adjoint aux deux autres en 1629. En 1693, ces charges furent supprimées ; il n'y eut plus ensuite qu'un seul greffier en chef ancien alternatif et triennal, avec des commis sous ses ordres, eux aussi titulaires d'offices.

Nous avons vu que le bureau des finances de Paris avait, par privilège spécial, le droit d'avoir un secrétaire du roi comme greffier en chef⁷⁷. L'office avait une importance analogue à celui d'un trésorier, et le recrutement était sensiblement le même. Ainsi, en 1788, par commission royale, l'exercice des

74. J. VANNIER, *op. cit.*, p. 27.

75. *Op. cit.*, p. 54.

76. Avaient coutume de...

77. K 890, pièce n° 1, p. 8 et s.

fonctions de greffier en chef au bureau de Paris fut accordé à maître Michel Faucillon du Parc, avocat au parlement⁷⁸.

Notons enfin que le greffier en chef du bureau de Paris figurait comme les trésoriers et les gens du roi dans la huitième classe de la capitation, pour la somme de deux cents livres en 1696.

*
* *

Par contre, le premier huissier du bureau des finances de Paris n'appartient qu'à la quinzième classe, pour quarante livres, avec les prévôts des maréchaux et les premiers huissiers du Châtelet. Les autres huissiers du bureau de Paris sont dans la dix-septième classe.

Le premier office de premier huissier est indiqué comme ayant été établi sans finance, vers l'an 1300. Le deuxième office de premier huissier audencier, créé en 1635 pour le service de la chambre du trésor, donne à son titulaire le droit d'exercer sa charge dans tout le royaume.

Ensuite, par ordre d'importance, viennent deux offices d'huissiers collecteurs qui se rattachent historiquement à deux offices de collecteurs des deniers royaux des recettes particulières et fermes, créés en 1555 dans chaque recette générale des finances. Deux autres offices d'huissiers datent de 1577. Les titulaires des septième et huitième offices créés en 1587, ont le droit d'exercer leurs fonctions dans tout le royaume, de même que les titulaires de trois offices créés en 1627.

Au total, la communauté des huissiers du bureau de Paris comprend à la fin du XVIII^e siècle onze offices pour les deux chambres⁷⁹.

§ 5. — *Prix et revenu des offices*

I. — *Prix des offices*⁸⁰.

Les prix des offices du bureau des finances de Paris sont extrêmement variables. Au XVIII^e siècle, une charge de premier président s'achète de 100 à 120 000 livres ; l'office de second président est de valeur à peu près semblable.

Au XVIII^e siècle, les offices de trésoriers de la capitale coûtent entre 60 et 100 000 livres selon les cas, les gages des titulaires

78. Z₁F 520, 16 avril 1788.

79. U 992, p. 303 et s.

80. U 992, partie consacrée aux quittances de finance.

variant d'ailleurs dans des proportions analogues. Au xvi^e siècle, les prix étaient toutefois moins élevés : en 1571, le deuxième office de trésorier à Paris avait été acheté 28 000 livres ; mais pour les mêmes gages, le cinquième office ne fut payé en 1577 que 16 500 livres.

Les charges de gens du roi sont généralement moins coûteuses, mais les gages sont plus faibles. En 1771, l'office de procureur du roi fut bien payé 100 000 livres, mais son titulaire, à la suite d'une réforme dont il a été question plus haut⁸¹, cumulait les attributions des deux anciens procureurs des finances et du domaine, et les gages attachés au nouvel office étaient assez élevés.

Notons enfin que, en 1694, l'office de greffier en chef du bureau des finances et chambre du domaine, assorti de quatre offices de commis, est acheté plus de 140 000 livres⁸². Quant à l'office de premier huissier au bureau de Paris il coûtait environ 45 000 livres à la fin du xviii^e siècle.

Il faut ajouter au prix d'achat des offices, les frais de réception, qui sont très variables⁸³. D'après les indications portées sur un tableau dressé en 1790, ces frais, pour un trésorier, représentaient 5 000, 8 000, voire même 10 000 livres⁸⁴. En réalité, les sommes devaient être plus élevées, car, lorsqu'il est question, à la fin du xviii^e siècle, d'unifier la valeur des offices et les gages des trésoriers de Paris, les frais de réception sont estimés à 15 000 livres, pour le cas où le prix des offices serait fixé à 90 000 livres, chiffre courant dans la réalité pour plusieurs des membres du bureau⁸⁵.

Dans ce projet de réforme, les chiffres proposés étaient de 80 ou 90 000 livres pour la finance, avec des gages à 4,5 % environ ; mais, dans un des mémoires établis à ce sujet, il était indiqué que la somme de 90 000 livres serait trop forte, car parmi ceux des officiers de Paris qui avaient acheté leur charge à un prix moindre, beaucoup ne seraient pas à même de verser le complément qui leur serait demandé⁸⁶.

De ces quelques indications, il ressort que le prix des offices variait selon l'importance des gages prévus, mais aussi selon les circonstances économiques, et bien entendu, selon la valeur de la monnaie. En outre, un autre élément influait sur le prix de vente des offices : à la fin du xviii^e siècle, les trésoriers de France, même à Paris, n'étaient plus que des officiers de faible

81. P. 50.

82. U 992, p. 349.

83. Z₁F 643, tableau à la fin du registre.

84. Pour un huissier, ils n'étaient que de 500 à 2 000 livres environ, selon l'office.

85. Z₁F 643, fol. 114 v^o.

86. F 14 182 B, mémoire.

importance ; certains d'entre eux étaient certes appréciés pour leur valeur personnelle, mais les prétentions des autres paraissaient un peu ridicules, car ils n'avaient plus rien de commun avec les anciens trésoriers de France des ^{xv}^e et ^{xvi}^e siècles. A cause de cela, à la fin de l'ancien régime, les offices se vendaient assez mal⁸⁷ et beaucoup restaient vacants pendant un délai plus ou moins long, durant lequel les gages étaient versés aux héritiers⁸⁸.

II. — *Revenus des offices.*

Le peu d'empressement des acquéreurs s'expliquait aussi par la faiblesse des revenus attachés aux offices des bureaux des finances. Ces revenus étaient essentiellement constitués par les gages, le reste étant à peu près négligeable, surtout au ^{xviii}^e siècle, puisque le bureau avait perdu l'essentiel de ses attributions. Dans un rapport anonyme de la fin du ^{xviii}^e siècle, il est indiqué que les « émoluments »⁸⁹ perçus — c'est-à-dire pratiquement les épices — sont très modiques, et qu'« à l'exception du bureau de Paris, ils ne reviennent pas à 100 livres pour chacun »⁹⁰.

Ce rapport ne donne pas de chiffres pour Paris mais la somme ne devait pas être bien considérable. Les épices étaient versées dans une bourse commune et partagées en fin d'année, entre les officiers qui respectaient l'obligation de résidence⁹⁰.

Avant 1643, les trésoriers, en procédant à la répartition des impôts ajoutaient au total prévu le montant de leurs vacations⁹¹. Jusqu'en 1694, cette habitude fut conservée, puis un édit d'avril 1694 décida que les vacations des trésoriers participant à la répartition des tailles figureraient dans l'état des finances et seraient qualifiées de « gratifications ». En 1695, la somme prévue était de 6 000 livres⁹¹.

D'autre part, les trésoriers percevaient des « menus droits », bûche, présence, robe, hareng, parchemin, plumes, comme les officiers de la cour des comptes. Au ^{xviii}^e siècle, le traité du trésorier Patas de Bourgneuf en fait encore état. Le privilège de franc-salé représentait aussi un avantage pécuniaire.

Une somme était prévue pour les messageries et autres frais :

87. La situation était également critique en province : à Rouen, l'office de premier président est vacant de 1727 à 1733, puis de 1763 à la fin de l'ancien régime. L'office de chevalier d'honneur, créé en 1702, ne trouve acquéreur qu'en 1785 (J. VANNIER, *op. cit.*, p. 18 et 27).

88. Z₁F 1068 (liasse) état du roi des finances pour 1787.

89. K 890 pièce n° 46 ; « émoluments » est pris ici dans le sens peu usité de nos jours, de profit casuel, variable.

90. PATAS DE BOURGNEUF, *op. cit.*, p. 125 ; le montant des épices était réglé par arrêts du conseil.

91. Z₁F 1071, mémoire sur les fonctions du bureau des finances.

à Paris, elle devait être de 600 livres et, en province, de 450 ou 500 selon les généralités⁹². Pour les commissions extraordinaires ou les voyages, les trésoriers généraux devaient s'adresser au roi pour que leurs frais soient taxés. L'évaluation était la même que pour les officiers des cours souveraines⁹³.

Les gages eux-mêmes, importants à l'origine, avaient été réduits d'un quart en 1641, puis de moitié en 1658 et 1661. Au XVIII^e siècle, un trésorier de Moulins percevait environ 2 000 livres de gages pour 45 000 livres de capital. A Paris, les gages sont en moyenne à la même époque de moins de 3 000 livres, déduction faite des charges et impôts directs, pour 80 000 livres de capital.

Au total, les trésoriers de France, à l'exception de ceux qui sont commissaires du conseil, remplissent au XVIII^e siècle leurs fonctions à titre gratuit ; à leur entrée en charge, ils versent un capital pour lequel ils touchent l'équivalent de faibles intérêts, 3,5 % d'après un tableau établi à la fin du XVIII^e siècle⁹⁴. Les avantages qu'ils tirent de leurs offices consistent surtout en un certain nombre de privilèges honorifiques qui ont été énumérés plus haut. Toutefois, une charge de trésorier à Paris peut permettre, le cas échéant, à un officier compétent, zélé et bien en cour, d'obtenir des commissions qui, elles, sont rémunérées, bien que de façon assez modeste⁹⁵.

Notons pour terminer que les procureurs du roi des deux chambres reçoivent, outre leurs gages, en vertu d'un édit d'avril 1694, 12 deniers pour livre sur tous les droits seigneuriaux, lods et ventes, aubaine et bâtardise, afin de stimuler leur vigilance en matière domaniale⁹⁶. D'autre part, le procureur du roi, d'après un état pour les domaines et bois concernant l'année 1787, a droit à une somme de 100 livres à titre d'indemnité de parchemin et papier timbré⁹⁷.

Section II

Le recrutement des officiers

Les anciens trésoriers de France et les généraux des finances étaient des personnages importants, peu nombreux, qui exerçaient leurs fonctions dans tout le royaume.

92. K 890, pièce n° 5.

93. Dix livres par jour de voyage en 1698 (PATAS DE BOURGNEUF, *op. cit.*, p. 74).

94. Z₁F 1071, tableau dans une liasse.

95. Cette question sera développée plus loin, dans le chapitre II de cette même partie, p. 216 et s.

96. P 2652, p. 205 ; à partir de 1725 le droit est de six deniers pour livre.

97. Z₁F 1068 (liasse).

Lorsque Pierre de Miraulmont parle des trésoriers du ^{xv}^e siècle, il s'exprime en ces termes : « Et de ce temps se trouvent les pourvus des états des trésoriers de France avoir été grands seigneurs et personnages d'autorité ». Quelques pages plus loin, il les assimile aux grands officiers de la couronne⁹⁸.

Ainsi, Jean Bureau, trésorier en 1450, reçut de Louis XI l'ordre de Saint-Michel et l'évêché de Béziers.

Pierre Bérault, autre trésorier, accompagnait Louis XI dans ses déplacements comme l'un de ses familiers.

Pierre d'Oriolle, général des finances en 1467 devint chancelier de France en 1472⁹⁹.

Plusieurs trésoriers de France furent en outre « secrétaires signant en finances » : Jean Duplessis, Pierre Parent, Florimond Robertet.

Nous avons parlé dans la première partie de cette étude, de la carrière et de la disgrâce de Jacques de Beaune de Semblançay, et noté que les deux premiers trésoriers de l'Épargne furent un trésorier de France, Philibert Babou, et un général des finances, Guillaume Prudhomme.

Quand, en 1545, les trésoriers furent astreints à résider dans les limites de leur ressort, ils n'étaient encore que quatre, et avaient à surveiller chacun l'équivalent de trois à cinq généralités¹⁰⁰. L'accroissement rapide de leur nombre déprécia leurs charges, financièrement et socialement. Cette évolution explique que les grandes familles de robe aient peu à peu renoncé à acheter ou à conserver les offices de trésoriers, encore qu'à Paris, ces charges aient gardé plus longtemps qu'en province une certaine faveur.

Grâce à la liste établie à la fin du ^{xviii}^e siècle par le premier président Denis¹⁰¹, nous pouvons connaître les noms des trésoriers de la capitale. Nous pourrions donc évoquer les parentés, les alliances et les carrières de quelques-uns de ces officiers, d'abord au ^{xvi}^e siècle et au début du ^{xvii}^e puis à la fin du ^{xvii}^e et au ^{xviii}^e siècles. Puis nous donnerons quelques indications sur les rapports familiaux qui existaient entre les trésoriers de Paris et ceux de province¹⁰². Enfin, nous nous efforcerons de donner une idée de ce qu'étaient la richesse et le mode de vie des officiers du bureau des finances de Paris. C'est seulement dans le chapitre III que nous verrons les parentés ou alliances des trésoriers avec des membres d'autres cours ou juridictions.

98. *Op. cit.*, p. 527 et 530.

99. PATAS DE BOURGNEUF, *op. cit.*, p. 12.

100. U 992, p. 30.

101. U 992.

102. Sauf exception mentionnée en référence, d'après le *Dictionnaire de la Noblesse* de la CHESNAYE, DESBOIS et BADIER.

§ 1. — XVI^e et début du XVII^e siècles

Parmi les trésoriers de France qui ont exercé leurs fonctions au xvi^e siècle et au début du xvii^e, on peut relever fréquemment les noms de familles illustres ou tout au moins notables.

Ainsi trouve-t-on jusqu'en 1570 le nom de Neufville de Chanteloup.

Citons d'abord Nicolas de Neufville, secrétaire du roi, trésorier de France dans les premières années du xvi^e siècle. Il épousa la fille de Pierre Le Gendre de Villeroy, lui-même trésorier de France et prévôt des marchands. Son fils Nicolas hérita de ses charges et les céda lui-même à l'un de ses fils, Jean, trésorier en 1556. Ses petites-filles épousèrent, l'une un premier président au parlement de Paris, l'autre, Christophe de Thou, conseiller du roi. Un frère du trésorier Jean de Neufville fut prévôt des marchands en 1566 et épousa la fille du général des finances¹⁰³, Guillaume Prudhomme.

Parmi les descendants de Nicolas de Neufville, notons Charles, marquis de Villeroy, gouverneur de Lyon, Nicolas, duc de Villeroy, pair et maréchal de France, des évêques et archevêques. La famille de Neufville était alliée notamment aux Lesdiguières, Boufflers, Montmorency-Luxembourg.

Plusieurs membres de la famille Le Fèvre de Caumartin furent trésoriers généraux à Paris, tel Jean Le Fèvre, général des finances en 1555 dont le fils Jean fut général des finances en Picardie et ensuite à Paris. A sa mort, en 1579, son fils cadet, François, seigneur de Mormant, hérita de sa charge. Le fils aîné, Louis, conseiller au parlement puis maître des requêtes, fut intendant dans plusieurs généralités, ambassadeur en Suisse, et devint garde des sceaux en 1622¹⁰⁴. Nous verrons plus loin que la famille Le Fèvre de Caumartin comptait aussi parmi ses membres des trésoriers de Picardie.

Dans cette même liste des trésoriers de Paris, nous trouvons également plusieurs fois le nom de la famille de Bragelongne, « considérable dans l'épée et dans la robe »¹⁰⁵, et qui était réputée descendre d'un comte de Nevers¹⁰⁶.

Adam de Bragelongne gouvernait les finances d'Isabeau de Bavière. Parmi ses descendants, il y eut des officiers du Châtelet et du parlement, notamment Martin de Bragelongne, président au parlement et prévôt des marchands en 1602, mais aussi

103. Trésorier de l'Epargne.

104. La famille de Caumartin compte également d'autres intendants des finances ou de généralités, des ambassadeurs, des évêques. L'une des descendantes de Jean le Fèvre épousa en 1692 Jean de Massol, avocat général à la chambre des comptes de Paris et premier président au bureau des finances de Paris.

105. La CHESNAYE, DESBOIS, *op. cit.*

Thomas de Bragelongne, trésorier à Bourges d'abord, puis à Paris en 1627.

Notons encore Nicolas, trésorier général à Paris de 1683 à 1719, dont un frère était président au parlement de Bretagne. Nous verrons plus loin que cette famille était aussi apparentée ou alliée à des trésoriers généraux appartenant à des bureaux de province.

Citons pour terminer Jacques de Mesmes, trésorier en 1636, et Nicolas Fraguier, en 1631, tous apparentés à d'illustres familles de la noblesse de robe. La famille de Mesmes était une des rares familles de parlementaires qui pouvaient produire des preuves d'ancienne noblesse, antérieures au xvi^e siècle¹⁰⁶.

*
* *

D'autres membres du bureau des finances de la capitale, sans appartenir à des familles aussi illustres, étaient malgré tout apparentés à la moyenne ou haute noblesse de robe.

Ainsi, trois trésoriers généraux de Paris se nomment Hotman. Les membres de cette famille, originaire du duché de Clèves, obtinrent très vite en France des charges importantes. François Hotman, conseiller du roi et ambassadeur en Suisse, épousa la fille d'un maître des comptes et eut pour fils Timoléon Hotman, seigneur de Fontenay, trésorier général à Paris en 1606. Ce dernier, qui avait épousé la fille de Claude de Bragelongne, maître des comptes, eut également un fils trésorier à Paris en 1639. Sans doute est-ce un autre de ses fils, intendant à Tours et Bordeaux, puis intendant des finances en 1669 qui, fort estimé de Colbert, servit de suppléant de 1675 à 1679 à l'intendant de la généralité de Paris, Charles Colbert de Croissy¹⁰⁷. Le troisième trésorier de Paris ayant porté ce nom est François Hotman, membre du bureau de 1650 à 1657. Tous sont parents du célèbre avocat protestant François Hotman, conseiller du roi de Navarre et qui mourut à Bâle en 1590, mais aussi d'Antoine Hotman, ligueur acharné, et privé comme tel de sa charge de maître des comptes.

Le trésorier général Jean de Fourcy, fils d'un commissaire des guerres, était également surintendant des bâtiments. Son fils Henri fut président à la chambre des comptes de Paris. Il épousa la fille d'un trésorier d'Orléans et eut pour fils, Henri, comte de Chessy, président au parlement et prévôt des marchands en 1684.

106. F. BLUCHE, *Les magistrats du parlement au XVIII^e siècle*, Paris, 1960, p. 93.

107. *Mémoires des intendants*, op. cit., p. LXXIX.

On peut citer à la même époque, Pierre de Pleurre, trésorier en 1622 et conseiller de la ville de Paris, fils d'un maître des comptes et frère du baron de Pleurre, conseiller au parlement¹⁰⁸ ;

— plusieurs membres de la famille Danès « noble et ancienne, originaire de Paris, qui a donné deux évêques, un prévôt des marchands de cette ville, plusieurs conseillers d'état et de cours souveraines et autres personnes d'un mérite distingué »¹⁰⁹ ;

— Antoine Ferrand, avocat du roi au bureau en 1629, qui succéda à son père en 1638 comme lieutenant particulier au Châtelet et compta parmi ses descendants des conseillers au Châtelet et au parlement et des intendants de généralités ;

— Gilles Aubery de Vastan, frère de Robert, marquis de Vastan, président à la chambre des comptes, parent de plusieurs prévôts des marchands à Paris, d'intendants de généralités et d'officiers des armées royales¹¹⁰ ;

— Philippe de Coulanges, trésorier en 1624, oncle de la marquise de Sévigné, père du marquis de Coulanges, conseiller au parlement.

Notons pour terminer le nom de Nicolas Le Beauclerc, trésorier à Paris en 1573, apparenté à plusieurs officiers des finances de l'époque, et notamment à Charles Le Beauclerc, intendant des finances en 1623, très apprécié de Richelieu. Cette famille obtint par la suite le marquisat d'Estiau¹¹¹.

§ 2. — *Fin du XVII^e et XVIII^e siècles*

Si, au xvi^e siècle et au début du xvii^e, il n'y a que l'embarras du choix pour citer des noms de trésoriers de Paris appartenant à des familles connues, la situation n'est plus la même ensuite. Peu à peu, les familles bien établies boudent les offices de trésoriers, relativement coûteux jusqu'à la fin de l'ancien régime, mais dont les titulaires sont de moins en moins considérés.

Néanmoins, à Paris, quelques officiers portent encore des noms connus. Par exemple,

— Nicolas de Bragelongne, trésorier de 1683 à 1719, déjà cité ;

— les deux présidents de Massol, reçus en 1725 et 1731 au bureau, et dont la famille compte « des présidents, des conseil-

108. *Registres du bureau de la ville*, tome XII, p. 108.

109. LA CHESNAYE, DESBOIS, *op. cit.*

110. LA CHESNAYE, DESBOIS et aussi PRÉVOST et d'AMAT, *Dictionnaire de biographie française*.

111. LA CHESNAYE, DESBOIS et PRÉVOST et d'AMAT, *op. cit.*

lers, des avocats généraux aux cours souveraines, des officiers généraux des armées du roi »¹¹²,

— les deux présidents Mérault, nommés en 1740 et 1770, apparentés à des officiers du Châtelet, du parlement ou de la chambre des comptes de Paris,

— Antoine de Beaurains, seigneur du Plessis, dont le frère aîné était aide de camp, et qui eut pour fils un capitaine chevalier de Saint-Louis,

— Jean Auget, trésorier en 1677, baron de Monthion, fils d'un gentilhomme ordinaire de la chambre du roi,

— Georges de Savonnières, en 1673, fils d'un conseiller au parlement de Paris,

— Philippe Perrotin de Barmond, fils d'un contrôleur général de la marine, frère d'un maître de la chambre des comptes de Paris et beau-frère de Pierre d'Hozier, juge d'armes de France,

— Michel Petit de Ravannes, dont une descendante fut marquise de la Rochefoucauld et une nièce marquise d'Argenson,

— Denis Pichon, apparenté à des officiers de la chambre des comptes, du Châtelet et du parlement.

— Claude Fornier de Montagny, trésorier de France et conseiller d'état, dont un fils fut conseiller au parlement.

Notons enfin que le dernier chevalier d'honneur reçu au bureau des finances de Paris, en 1768, s'appelait Anne-Charles-Sigismond de Montmorency-Luxembourg, duc et pair de France, ce qui ne laisse pas d'être assez surprenant, d'ailleurs.

§ 3. — *Rapports familiaux avec les trésoriers de province*

Les quelques indications qui précèdent ont permis de voir dans quel milieu social se recrutaient la plupart des trésoriers de Paris. Il est à remarquer qu'il existait de véritables familles de trésoriers de France, dont les membres appartenaient aussi bien à des bureaux des finances de province qu'à celui de Paris, et qui mariaient leurs filles à des trésoriers. Ainsi, les familles de Bragelongne, Mérault, et quelques autres dont il a déjà été question plus haut.

Par exemple, Jacques Mérault, trésorier à Soissons, eut un neveu, Jean, trésorier à Bourges. Son frère Nicolas, trésorier à Amiens, puis maître à la chambre des comptes de Paris, avait épousé la fille d'un trésorier de Châlons. Ils étaient tous deux apparentés à René Mérault, conseiller au parlement, qui épousa

112. LA CHESNAYE, DESBOIS, *op. cit.*

Claude Fornier de Montagny, fille d'un trésorier de Paris, et dont les fils et petit-fils furent présidents au bureau des finances de la capitale.

Parmi les membres de la famille de Bragelongne, en dehors des trésoriers de Paris déjà nommés, et dont l'un, trésorier à Bourges, était venu ensuite à Paris¹¹³, on compte tout d'abord un trésorier à Châlons. D'autre part, Martin de Bragelongne, président au parlement et prévôt des marchands en 1602, eut une fille qui épousa un trésorier d'Orléans, et un fils cadet, officier du bureau des finances de cette même généralité.

Un autre membre de cette famille fut trésorier à Moulins, et sa sœur épousa un trésorier d'Amiens, tandis que son frère, doyen à la cour des aides de Paris, mariait sa fille à un trésorier de Soissons.

Il a été noté plus haut que Jean Le Fèvre de Caumartin, baron de Saint-Port, avant d'être trésorier à Paris, avait été général des finances en Picardie. L'une de ses descendantes épousa en 1692 Jean de Massol, avocat général à la chambre des comptes de Paris, puis premier président au bureau des finances de Paris. Un fils cadet de Jean Le Fèvre, Antoine Le Fèvre de Guibermesnil, fut trésorier à Amiens en 1582, puis son fils lui succéda en 1600, et épousa en 1612 Catherine de Bragelongne¹¹⁴.

Claude de Bugnons, président du bureau des finances de Picardie en 1606, était sans doute apparenté à un trésorier du même nom, membre du bureau de Paris, et à Jacques de Bugnons maître des comptes à Paris.

Denis Le Beauclerc, auditeur à la chambre des comptes de Paris, puis président du bureau des finances d'Amiens, appartenait à une famille noble, et était parent de Nicolas Le Beauclerc, trésorier à Paris en 1573.

Jean de Fenis, greffier au bureau de la capitale, était cousin d'un trésorier de Limoges.

Claude Ridet, trésorier à Paris en 1630, avait un frère trésorier à Rouen et un beau-frère trésorier à Tours.

Claude de Troyes, Pierre Veillard, Edme Sirou, Claude de Bugnons, Charles Le Prestre, François Coquille, furent trésoriers d'abord en province puis à Paris.

Notons enfin les noms de Jean de Fourcy, trésorier à Paris, qui maria son fils Henri, président en la chambre des comptes à la fille d'un trésorier d'Orléans, et d'Antoine de Chaulnes,

113. Et maria sa fille à Nicolas Hannapied, trésorier à Orléans.

114. Fille de Jacques, maître des comptes à Paris, et parent de plusieurs trésoriers généraux de France.

trésorier de Paris en 1587, dont un parent fut président au bureau des finances de Grenoble au xvii^e siècle¹¹⁵.

§ 4. — *Richesse et mode de vie des trésoriers de Paris*

Généralement, les trésoriers de Paris appartenaient à des familles aisées, parfois même fort riches, si l'on en croit les mariages de leurs descendantes.

Thomas Bohier, général des finances au début du xvi^e siècle, avait fait bâtir le château de Chenonceaux.

Paul Ardier, trésorier général en 1622, propriétaire du château de Beauregard, près de Blois, fit paver à grands frais le sol de la grande galerie avec des carreaux de Delft représentant toute une armée¹¹⁶. C'était le fils d'un trésorier de l'Epargne ; il fut par la suite président à la chambre des comptes.

Parmi ses membres, le bureau des finances de Paris compta, de 1683 à 1699, le célèbre Jean-François Regnard, fils d'un riche marchand de poisson et qui avait acquis également une charge de secrétaire du roi ; il posséda un moment le château de la Versine, bâti sur ordre de François I^{er} pour la comtesse de Suze.

La plupart des trésoriers semblent toutefois avoir eu un train de vie relativement simple, ce qui ne les empêchait pas d'être la plupart du temps fort riches.

Philippe de Coulanges, avant de devenir trésorier à Paris en 1624, avait été en 1617, l'un des fermiers généraux des gabelles.

Claude Bonneau, trésorier à la même époque, était le frère de Thomas Bonneau du Plessis, adjudicataire des gabelles, et l'un des financiers les plus célèbres de l'époque.

Nous avons vu dans les paragraphes précédents que les alliances des trésoriers de Paris sont parfois fort brillantes. Ajoutons aux exemples que nous avons rencontrés, celui de Nicolas Le Gras de Vauberer, fils de trésorier et trésorier lui-même en 1611, qui marie l'une de ses filles à un marquis, et l'autre à un maître des requêtes.

Or, Antoine Furetière, au xvii^e siècle, note que pour prétendre à épouser un conseiller du trésor ou des eaux-et-forêts, une jeune fille doit avoir de 20 à 30 000 livres de dot ; entre 30 et 45 000, elle peut espérer épouser un auditeur des comptes, un

115. Sur les « familles de trésoriers de France », voir l'étude de M. J. THOMAS-COLLIGNON, « Le monde du trésor en Bourgogne », publiée dans les *Mémoires de la Société pour l'histoire du droit et des institutions des anciens pays bourguignons, comtois et romans*, 9^e fascicule, 1943.

116. Revue *Connaissance des arts*, juin 1962, p. 69.

trésorier de France ou un payeur des rentes. Elle devra apporter 15 à 25 000 écus¹¹⁷ à un conseiller des aides, 25 à 50 000 à un conseiller du parlement ou un maître des comptes, 50 à 100 000 à un maître des requêtes ou un intendant des finances¹¹⁸.

Ces chiffres donnent une idée des ressources que devaient avoir les trésoriers de Paris pour marier leurs filles à un conseiller au parlement ou à un intendant des finances, ce qui était assez fréquent, nous l'avons vu. Il est probable que le privilège de rendre sa fille comtesse ou marquise devait également se payer assez cher, et nous avons vu que plusieurs familles de trésoriers de Paris y étaient parvenues.

Au XVIII^e siècle, toutefois, les trésoriers de Paris sont pour la plupart nettement moins riches. Certes, Jean-François Mignot de Montigny semble fort aisé, d'après son testament¹¹⁹. Il est indiqué que ses filles avaient été dotées chacune de 80 000 livres. Sa veuve, Marie-Louise Gaillard, lègue¹²⁰ en 1776, à l'une de ses arrière-petites-filles, Marguerite de Mellet, 10 000 livres à prendre sur la part de sa mère. Pour prix de ses bons offices, son exécuteur testamentaire doit recevoir un diamant de 3 000 livres¹²¹.

Par contre, Jean-Baptiste Rabouyn, également trésorier de Paris au XVIII^e siècle, semble beaucoup moins aisé, encore qu'il puisse laisser certaines sommes à ses frères, à sa sœur, et à son laquais¹²².

Jean-Claude Batissier, autre membre du bureau de Paris, ne paraît pas non plus laisser une succession bien importante, puisque son exécuteur testamentaire ne reçoit que l'équivalent de 1 800 livres¹²³. Il est vrai que les précautions prises dans ce testament laissent à penser que les fils du trésorier Battissier avaient obtenu d'importantes avances sur la succession de leur père. L'un de ces fils, Claude, conseiller au châtelet, verra finalement son office saisi en 1776¹²⁴.

*
★ ★

Les membres du bureau des finances de Paris, apparentés ou alliés à la noblesse de robe, aussi bien de province que de

117. L'écu est normalement de trois livres.

118. A. FURETIÈRE, *Le roman bourgeois* (édition Garnier, p. 33), tableau intitulé « tarif ou évaluation des partis sortables pour faire facilement les mariages ».

119. Y 58, fol. 261 (testament enregistré au Châtelet).

120. Y 73, fol. 83 (1776).

121. Cet exécuteur testamentaire, cousin de Mme de Montigny, est conseiller au parlement.

122. Y 66, fol. 13.

123. Y 76, fol. 35 (1781).

124. Y 73, fol. 101.

la capitale, jouissaient de ce fait d'une influence certaine aux ^{xvi}^e et ^{xvii}^e siècles. Au fur et à mesure que les représentants de grandes familles deviennent plus rares parmi les trésoriers de la capitale, cette influence décroît. Toutefois, nous pouvons dès à présent remarquer que, si le bureau des finances n'est plus guère consulté au ^{xviii}^e siècle, certains des trésoriers de Paris obtiennent des commissions personnelles qui leur permettent de jouer un rôle administratif assez important.

Pourtant, quelle différence entre le trésorier Le Couteulx de Vertron qui, en 1782 s'obstine à réclamer deux minots de sel auxquels il n'a sans doute pas droit²⁵, ou bien le premier président Denis qui est obligé d'emprunter la majeure partie de la somme nécessaire à l'achat de son office, et les Brage-longne, Aubery de Vatan, Fraguier, de Fourcy, Pinon, de Mesmes, Le Fèvre de Caumartin, de Pleurre, qui appartenaient aux plus illustres familles de magistrats de l'ancien régime.

Certes, la situation est bien différente à la fin du ^{xviii}^e siècle ; pourtant, tous semblent avoir servi la royauté avec conscience et dévouement, presque gratuitement, ainsi que nous l'avons constaté.

Nous allons voir maintenant que, si le service normal des trésoriers de Paris n'est pas très lourd, — les séances ont lieu trois ou quatre matins par semaine — il est généralement accompli fort régulièrement, les membres du bureau assistant fréquemment aux audiences, assez chargées d'ailleurs la plupart du temps.

125. Z₁F 643, 5 septembre 1782.

CHAPITRE II

LES METHODES DE TRAVAIL

Nous avons pu déjà nous rendre compte de ce qu'étaient les méthodes de travail des trésoriers en examinant les différentes attributions de ces officiers en matière de finances, domaine, et voirie.

Toutefois, il n'est pas inutile de reprendre, en les complétant, les indications fragmentaires déjà données sur ce que l'on pourrait appeler la vie quotidienne du bureau des finances de Paris, c'est-à-dire l'organisation, le règlement intérieur et la procédure, puis le budget du bureau, et les charges financières diverses que le pouvoir royal imposa à ses membres.

Ces différentes questions feront l'objet des deux premières sections du chapitre, la troisième section étant consacrée à l'étude des méthodes particulières de travail des trésoriers commissaires du conseil.

Section I

Organisation et règlement du bureau

Cette section sera consacrée tout d'abord à la description du cadre dans lequel les trésoriers travaillaient, au Palais de justice.

Il nous faudra voir ensuite quelles étaient les fonctions des trésoriers et gens du roi aussi bien à l'occasion des audiences que pour le service extérieur qui leur est confié.

Les attributions des greffiers et huissiers, et enfin la procédure en usage au bureau des finances feront l'objet des deux derniers paragraphes.

§ 1. — *Le cadre*

Initialement, les audiences du bureau des finances avaient lieu en la chambre du trésor, au Palais de justice. En 1619, les murs de la grande salle et de la chambre du conseil étaient recouverts de pièces de tapisserie d'Aubusson, à fleurs de lys et besans d'or sur champ d'azur.

Sur l'une de ces pièces figurait la devise du roi régnant, l'écusson et les armes de la France¹.

Vers 1700, le bureau des finances était logé près de la chapelle Saint-Michel, toujours au Palais, bien entendu, tandis que la chambre du domaine tenait ses séances dans la grande salle du Palais².

En 1703, les trésoriers généraux adjugèrent les travaux de construction d'une nouvelle chambre du domaine.

Des sculptures et ornements étaient prévus pour les corniches, cheminées et lambris.

Toutefois les anciennes tapisseries furent conservées et remises en état, avec quelques pièces neuves pour ce qui était réellement trop usé...³.

Le bureau des finances, de son côté, logeait toujours à l'est de la grande cour, entre la porte Saint-Michel et la grande porte⁴.

Sur ces entrefaites, des travaux de restauration du Palais de justice sont entrepris sous Louis XVI. Les trésoriers, dépossédés, contraints de tenir séance pendant plus de deux ans dans l'ancienne chambre du domaine⁵, font transporter leurs archives, après inventaire⁶, dans un dépôt provisoire.

Enfin, en 1786, les trésoriers peuvent s'installer dans le pavillon neuf qui vient de leur être accordé, près de la galerie Dauphine, avec une entrée dans la grande salle ou salle des procureurs⁷.

Un des trésoriers, commissaire du conseil pour la direction et inspection des bâtiments du domaine royal à Paris, est chargé de dresser un état des lieux. Nous pouvons donc visiter à sa

1. Z₁F 957, fol. 147 v^o et s. Le tapissier reçut 15 livres par aune de tapisserie.

La chambre du conseil servait, semble-t-il, aux conseillers de la chambre du trésor. En 1632, ces derniers en cédèrent l'usage au bureau des finances, qui ne disposait à l'époque que d'un bureau trop exigu pour le nombre de ses membres (J. P. CHARMEIL, thèse citée, p. 379 *ter*).

2. *Mémoires des intendants*, op. cit., p. 193.

3. Z₁F 980, fol. 161 et s.

4. *Guide des recherches dans les fonds judiciaires de l'ancien régime*, p. 303.

5. Z₁F 980, fol. 161 v^o. Depuis l'édit de juin 1771, il n'y avait plus qu'une seule chambre réunissant les deux anciennes chambres des finances et du domaine.

6. Inventaire général établi de 1783 à 1787 (Z₁F 906).

7. Z₁F 639, fol. 27.

suite le pavillon, qui comporte un rez-de-chaussée, un étage et des greniers⁸.

L'étage pratiqué dans les combles est affecté aux dépôts des finances et des domaines, aux greffes, et au logement du concierge, composé d'une pièce et d'une cuisine. Les fonctions de concierge sont normalement exercées par le premier huissier du bureau, qui fait également office de buvetier.

Le premier étage est divisé en six pièces, l'antichambre et le parquet des gens du roi, le cabinet de « Messieurs », une autre pièce assez semblable, qui sert de bureau, un bureau pour le premier huissier et une petite pièce meublée d'armoires et servant de vestiaire. Sauf pour cette dernière pièce, les murs sont tendus de toile peinte à l'huile en bleu de Prusse avec des fleurs de lys d'or.

L'état du mobilier mentionne — accidentellement — quelques objets appartenant à la compagnie : des pendules, des écritoires.

Deux escaliers mènent au rez-de-chaussée qui comprend la chambre du conseil et la salle d'audience.

La chambre du conseil donne sur la cour du Mai. Le carrelage blanc et noir est en partie recouvert d'un grand tapis ovale en jonc natté, les fauteuils et les chaises sont tapissés de cuir. Au milieu de la pièce, une grande table ovale, à dessus de drap vert d'eau. Sur les murs, deux tableaux à cadres dorés et ornés de nœuds de rubans, l'un représentant le roi Louis XVI et l'autre un sujet religieux.

Une grande porte ouvre sur une chapelle à parquet surélevé ; les murs sont peints de façon à imiter le marbre blanc, et ornés d'une guirlande avec « deux têtes de séraphins volant dans les airs avec leurs ailes ». Un inventaire des ornements de la chapelle du bureau des finances⁹ énumère différents objets d'argent ou de métal argenté nécessaires à la célébration de la messe.

Une autre porte de la chambre du conseil ouvre sur la salle d'audience, plus somptueuse, rectangulaire, avec deux grandes fenêtres à stores de taffetas vert donnant sur la cour du Mai, et deux autres sur la rue. Le plafond est « peint en ciel avec quantité de nuages » ; une corniche ovale réserve quatre angles peints de motifs ornementaux composés de massues, d'épées, de sceptres noués de rubans et agrémentés de guirlandes en feuilles de laurier. Une seconde corniche en chêne sculpté est également ornée de guirlandes. Des corniches et des consoles en chêne sculpté encadrent les portes et les fenêtres. Le carrelage blanc et noir disparaît au centre de la pièce sous un par-

8. Z₁F 639, fol. 27 et Z₁F 1070.

9. Z₁F 1070 (liasse) copie en 1792 d'un inventaire établi en 1786.

quet surélevé où se trouvent quatre bancs pour les conseillers, en chêne, à dossiers rembourrés, recouverts de tapisseries d'Aubusson ; l'ensemble est fermé par deux portes basses. Au milieu, un pupitre sculpté recouvert de drap bleu de roi. Devant l'un des bancs, trois pupitres plus simples.

En contrebas, se trouvent, à droite deux bancs, à gauche un fauteuil et un pupitre. Ces deux parties sont également séparées du reste de la pièce par des portes basses. Face à la cour du Mai se trouve le banc des avocats. Sur les murs sont accrochées onze tentures en tapisserie d'Aubusson bleu de roi à fleurs de lys d'or.

Au-dessus de la cheminée en marbre sculpté, un portrait du roi. Sur le mur proche de la cour du Mai, un tableau à sujet religieux.

Au pied du grand escalier, se trouve le vestibule, avec une double porte rembourrée de drap bleu roi à clous dorés, et une autre porte donnant sur la grande salle du Palais, en chêne sculpté, ornée de losanges de fer à boules de cuivre.

§ 2. — *Le service intérieur des trésoriers*

Différents édits royaux donnent des instructions aux trésoriers de France sur la façon dont ils doivent exercer leurs fonctions, notamment l'édit de juillet 1577¹⁰. Un congé y était prévu, de la « Notre-Dame de septembre » jusqu'à la Saint-Denis, c'est-à-dire du 8 septembre au 9 octobre. Toutefois, le dernier trésorier reçu devait assurer le service pendant cette période et prenait ses vacances à une autre date de son choix. La date des vacances fut plusieurs fois modifiée, et en particulier par un règlement du 13 mars 1698, d'après lequel les trésoriers devaient prendre leur congé lorsque la chambre des vacations du parlement cessait ses fonctions. En 1790, ce système était encore appliqué et les vacances des membres du bureau des finances étaient fixées au 15 octobre¹¹.

Le service alternatif qui avait été établi en 1587, fut supprimé en 1588, puis rétabli quelque temps sous le règne d'Henri IV, et enfin quelques mois en 1627. Ce système consistait à faire exercer leurs fonctions par les trésoriers une année sur deux, à tour de rôle, la moitié seulement des officiers se trouvant ainsi en service à la fois, ce qui ne laissait pas d'être fort incommode.

*
* * *

10. K 890, n° 5, mémoire imprimé, p. 57.

11. Z₁F 643, *in fine*.

De leur côté, les trésoriers avaient rédigé un règlement intérieur¹², applicable à partir du 1^{er} janvier 1614 et composé d'une trentaine d'articles que nous allons analyser très brièvement.

Dans l'article premier, il est prévu qu'une messe sera célébrée avant chaque séance, à 7 ou 8 heures du matin, selon la saison. Les trésoriers travaillent ensuite de 8 à 10 heures — ou de 9 à 11 — les lundi, mardi, jeudi et vendredi. Après quoi, les registres doivent être paraphés par le président de séance, et aucune expédition ne peut être faite ensuite valablement. Dès 1645, il fut décidé que les séances auraient lieu en toute saison de 9 heures à 11 heures¹³.

L'article 5 du règlement prévoit que les affaires du roi doivent être traitées en priorité. Les questions concernant les bâtiments sont réglées de préférence le mardi, sauf urgence. En 1676, il fut décidé que les affaires concernant le pavé de Paris — qui constituaient une partie importante du travail des trésoriers — seraient plus spécialement examinées le samedi¹⁴. Si l'un des membres du bureau reçoit une dépêche importante concernant le service du roi, il doit en avertir aussitôt le plus ancien de ses collègues, afin de décider s'il est nécessaire de convoquer les trésoriers en séance extraordinaire¹⁵.

Toutes les décisions sont prises à la pluralité des voix, et prononcées par le trésorier qui préside la séance. Tous les membres du bureau présents doivent signer, même si la décision ne les satisfait pas. Aucune personne étrangère au bureau des finances ne peut assister aux délibérations.

Le trésorier chargé d'étudier l'affaire ne doit pas être interrompu lorsqu'il lit son rapport, mais ensuite, les autres membres du bureau peuvent lui poser des questions avant de voter. Les voix sont ensuite recueillies par le président et aucun des trésoriers ne peut se retirer avant que l'affaire mise en délibération n'ait été résolue.

Les membres du bureau peuvent toujours décider qu'une affaire sera tenue secrète.

Le premier mois de chaque année, les états à vérifier sont répartis entre les présidents et les trésoriers, chacun recevant la charge d'une ou plusieurs élections, et restant d'ailleurs particulièrement responsable si une erreur a été commise¹⁶.

Afin de faciliter les vérifications, le bureau possède un tableau des noms et domiciles des différents comptables et de

12. Z₁F 160, fol. 4.

13. Z₁F 204, fol. 154 v^o. En 1694, dans un arrêt du conseil, il est indiqué que les séances ont lieu de 9 à 12 heures (AD IX 79).

14. Z₁F 1023.

15. Z₁F 160, article 7 du règlement.

16. Article 22 du règlement (Z₁F 160).

leurs cautions. Les états des receveurs généraux doivent être clos et vérifiés en présence de tous les trésoriers, qu'ils soient de service ou non.

Toute question déjà réglée ne peut être remise en délibération sans lettres patentes du roi, à moins que tous ceux qui ont délibéré la première fois ne soient d'accord pour reprendre l'affaire. Le greffier est chargé de veiller à ce que cet article du règlement soit respecté. En cas de reprise d'une affaire sur lettres patentes du roi, le rapporteur doit être si possible le même que la première fois.

Lorsque par édit de mars 1693, la chambre du trésor fut réunie au bureau des finances, il fut décidé que les officiers siègeraient à tour de rôle pendant six mois dans chacune des deux chambres établies. Les semestres des premier et second présidents commencent en janvier et juillet, et ceux des conseillers en avril et octobre. Toutefois, les gens du roi et le premier huissier sont rattachés de façon permanente à chaque chambre¹⁷.

Si le semestre d'un trésorier s'achève sans qu'il ait pu terminer un travail entrepris, le bureau désigne un autre officier, de service celui-là, pour le remplacer dans sa tâche et la mener à bien¹⁸.

Dans certains cas jugés particulièrement importants, les trésoriers siègent « les semestres assemblés », tous les officiers étant présents. Il en est ainsi notamment pour l'examen du brevet des tailles, l'établissement des rapports au conseil au sujet des impôts ou au retour des chevauchées¹⁹, ou encore pour la réception d'un nouveau trésorier²⁰, d'un contrôleur général du domaine ou d'un receveur général. Toutes les commissions royales adressées à des membres du bureau sont enregistrées « les semestres assemblés »²¹. Les membres des deux chambres se réunissent aussi pour délibérer des affaires de discipline concernant les officiers du bureau²².

La réunion de la chambre du trésor et du bureau des finances en une seule et même juridiction n'alla d'ailleurs pas sans difficultés. L'office de second président créé à cette occasion avait été attribué à Jean Vigneron, lieutenant général de la chambre du trésor, ancien avocat du roi au Châtelet. Sans doute acceptait-il assez mal de perdre une partie de son indépendance, et de n'être plus que second président.

17. *Mémoires des intendants*, op. cit., p. 193.

18. Z₁F 318, fol. 86. Notons que le régime des semestres fut en 1704 étendu aux bureaux de province ; en fait, la plupart en furent ensuite dispensés (J. P. CHARMEIL, thèse citée, p. 361 bis).

19. Z₁F 477, 8 août et 1^{er} septembre 1763.

20. Z₁F 310, 3 et 17 février 1696.

21. Z₁F 477, 21 mars 1763.

22. AD IX 79, arrêt du conseil du 11 août 1694.

Un arrêt du conseil fut rendu le 11 août 1694 pour régler le service entre les deux chambres. Les séances devraient avoir lieu de 9 heures à 12 heures, la chambre des finances siégeant les lundi, mardi, jeudi, vendredi et celle du domaine les mercredi et samedi. Les trésoriers de la chambre des finances pouvaient assister aux audiences domaniales.

C'est le président de la chambre des finances qui doit distribuer entre les trésoriers les états au vrai des élections, pour vérification, et, à cette époque, désigner les commissaires pour le pavé.

Les décisions sont signées par le président et le rapporteur chargé de l'affaire. Le plumitif des audiences est paraphé par le président.

§ 3. — *Les gens du roi*

Les gens du roi doivent en principe s'occuper de toute affaire « où le roi et le public sont intéressés »²³.

Le règlement du conseil du 14 février 1630 énumère les différents cas où le procureur ou l'avocat du roi²⁴ — qui fait en pratique office de substitut — doivent intervenir. Ce sont en particulier les concessions, aliénations ou réunions du domaine, les baux des aides, domaine et voirie, l'enregistrement des lettres du roi (anoblissement, légitimation, pensions), des provisions d'office, des baux concernant les impôts.

Toutes les commissions, les arrêts du conseil et des cours doivent leur être communiqués. Ils participent à la surveillance des engagistes, des comptables — réception des cautions, scellés et inventaires, vérification des états. Ils assistent, s'ils le jugent nécessaire, aux visites des greniers à sel, aux adjudications et aux réceptions d'ouvrages, ainsi qu'aux opérations d'alignement.

Les procureurs ou avocats du roi présentent des conclusions verbales ou écrites. Ils peuvent adresser des « remontrances » ou un réquisitoire aux officiers du bureau, qui, le cas échéant, prennent ensuite la décision demandée. Ainsi, ils peuvent demander une visite des lieux où les travaux sont urgents²⁵, ou bien l'évocation d'une affaire portée à tort devant un tribunal incompétent²⁶. Les nouveaux trésoriers sont reçus « du consentement du procureur du roi »²⁶.

23. K 890, pièce n° 1, p. 98 v. s.

24. Z₁F 1054 (liasse) ordonnance du bureau des finances de 1682.

25. Z₁F 310, fol. 1.

26. Z₁F 477, 24 janvier 1763.

Ce dernier peut intervenir de lui-même dans une affaire²⁷. Ou bien le trésorier qui en est chargé rend une ordonnance de soit-communiqué pour lui soumettre le dossier. Après quoi, le procureur rédige ou présente oralement ses conclusions, ou bien se contente de noter son accord par une brève formule, par exemple : « je n'empêche pour le roi ledit procès-verbal être entériné en ce bureau... »²⁸.

Aux audiences, les gens du roi entrent dans la salle après les trésoriers²⁹, et se retirent au moment de la délibération. Nous avons vu plus haut qu'ils disposent de pièces spéciales : une antichambre et le « parquet », pièce tendue de toile bleue semée de fleurs de lys, meublée d'une table couverte de drap d'Elbeuf bleu roi à galon et clous dorés avec des écritoirs, et des sièges divers recouverts soit de cuir, soit de tapisserie à fleurs de lys³⁰.

Parfois, la chambre des comptes qualifie les procureurs du roi du bureau des finances de substituts de son procureur général, bien qu'un arrêt du conseil de 1744 le lui ait défendu³¹. Le rédacteur d'un traité historique du XVIII^e siècle sur les trésoriers de Paris précise qu'à la rigueur le parlement aurait le droit de prendre une telle position quand il s'agit d'affaires portées en appel devant le Parlement mais pas pour les questions traitées sous l'autorité du conseil. Il note en outre que certains textes ont qualifié les procureurs du bureau des finances de Paris de procureurs généraux³².

§ 4. — *Fonctions des greffiers et huissiers*

I. — *Greffiers.*

Le greffier en chef du bureau des finances et chambre du domaine est assisté de quatre commis pour le service de la chambre des finances³³. L'un d'eux tient le plumitif aux audiences, le second dresse les minutes des jugements, les deux autres doivent écrire toutes les expéditions sur papier ou parchemin. Le greffier en chef signe les jugements et ordonnances au-dessous de la signature des trésoriers. Il achète non seulement sa charge mais aussi celle de ses commis, avec faculté de

27. Z₁F 160, fol. 72 v^o : il n'y avait pas encore de procureur du roi au bureau des finances, et c'est le procureur du roi au trésor qui intervint. Les trésoriers lui donnèrent acte de « la prise de cause par lui faite » et lui permirent de faire « telles remontrances par écrit que bon lui semblerait ».

28. Z₁F 1048, ordonnance de 1764 (propriété d'arbres).

29. AD IX 79 déclaration du 3 janvier 1639.

30. Z₁F 1070, inventaire.

31. K 890, pièce n^o 1, p. 99.

32. K 890, pièce n^o 1 (édits de 1634 à 1644).

33. U 992, p. 94 ; p. 349 pour les quittances de finances.

les désigner. L'usage semble avoir été toutefois que le premier commis pour la chambre du domaine achète lui-même sa charge ainsi que celles du greffier garde-sacs et de cinq autres commis³⁴, le greffier en chef prenant seulement les offices de commis de la chambre des finances.

En vertu des règlements de 1578 et 1614, le greffier du bureau doit tenir des registres dont il est responsable, notamment un registre pour les actes de caution des comptables et fermiers, un pour les réceptions et provisions d'officiers, un pour les états au vrai des receveurs, un pour les brevets et commissions concernant les tailles et les départements établis en vertu de ces commissions³⁵. Le greffier doit aussi tenir à jour une liste des noms et domiciles des comptables soumis au contrôle du bureau ainsi que de leurs cautions, et un tableau indiquant le montant des taxes qu'il est autorisé à percevoir ; il doit également noter au bas des expéditions le salaire qu'il a reçu.

Le sceau du bureau, aux armes du roi, est confié au greffier en chef³⁶. Les receveurs des épices ayant été supprimés en 1717, ce sont les greffiers qui perçoivent ces droits³⁷. Leur importance est très variable, selon les époques et les affaires. Notons qu'en 1778, l'enregistrement de lettres patentes autorisant l'ouverture de rues était taxé à 400 livres et le détournement d'une rue à 100 livres³⁷. Un officier de l'élection de Paris devait payer 284 livres en 1692 pour sa réception au bureau³⁸.

II. — *Huissiers.*

Les huissiers du bureau des finances doivent précéder les membres du tribunal quand ils se déplacent, afin de leur ouvrir éventuellement le passage. Ils appellent les causes à l'audience, gardent les portes de l'auditoire et l'entrée du parquet. Certains sont particulièrement chargés d'assurer l'ordre pendant les séances et notamment de faire sortir « ceux qui font du bruit dans l'audience ou qui n'y viennent pas en habit décent. Ils ont même le droit d'emprisonner ceux qui causent du trouble dans l'audience »³⁹.

Tous les huissiers font les significations, saisies ou contraintes dans la généralité. En outre, à certains offices d'huissiers, successeurs de huissiers de la cour du trésor, est attaché le privilège d'exploiter et exécuter dans tout le royaume.

34. U 992 quittances, p. 373 ; le tout pour 65 000 livres en 1693.

35. JOUSSE, *op. cit.*, tome II, p. 173 et Z1F 160, art. 25 et s. du règlement.

36. GUYOT, *op. cit.*, tome VII, p. 52 en note.

37. Z1F 501, 8 juillet 1778.

38. AD IX 79, arrêt du 9 septembre 1692. Voir sur la question des épices l'ouvrage cité de M. F. DUMONT sur le *bureau de Moulins*, p. 63, et pour Riom, E. EVERAT, *op. cit.*, p. 18 et 19.

39. U 992, p. 303.

Le premier huissier reçoit directement les ordres du tribunal et les transmet aux autres huissiers pour les faire exécuter. Il fait en outre fonction de concierge et de buvetier et se trouve ainsi logé au Palais ; mais un arrêt du conseil du 15 octobre 1788 lui interdit de se qualifier de concierge-buvetier, titre auquel il n'a aucun droit.

Certains sont qualifiés d'huissiers audienciers et chargés plus particulièrement de la « garde de l'huis », d'autres sont en principe « collecteurs des deniers royaux », mais ces qualifications n'ont qu'une valeur historique.

Les huissiers doivent présenter une requête au bureau des finances pour que leurs frais et salaires soient taxés, par exemple pour l'apposition d'affiches concernant les baux, ou encore pour un voyage à Poissy et la vente de matériaux de démolition. Le voyage à Poissy avait duré trois jours et l'huissier demandait 36 livres : il ne lui en fut accordé que 30⁴⁰.

Les huissiers du bureau des finances et de la chambre du domaine forment une communauté, avec un syndic et un doyen ; ils doivent demander au bureau des finances et à la chambre du domaine l'homologation de leurs délibérations⁴¹.

Plus généralement, les huissiers sont soumis au contrôle du bureau qui peut, le cas échéant, prendre des sanctions disciplinaires contre eux. Il en fut ainsi lorsque l'un des huissiers imagina de distribuer dans le public un imprimé publicitaire. Le conflit s'envenima au point que plusieurs huissiers refusèrent de remplir leurs fonctions ; les trésoriers prirent une sanction contre eux, qui fut d'ailleurs rapportée dès le lendemain ; finalement, le bureau décida que les imprimés non distribués seraient détruits et enjoignit au coupable de se montrer plus circonspect à l'avenir⁴².

§ 5. — *Le service extérieur*

Les trésoriers de France exercent leurs fonctions au Palais, là où se trouve le bureau des finances, notamment lorsqu'il s'agit d'un jugement à rendre ou d'une adjudication. C'est également au Palais qu'ils procèdent à la réception des comptables ou des officiers qui dépendent d'eux : les comptables sont tenus de venir eux-mêmes y présenter et affirmer leurs états⁴³ ; les commissaires généraux de la voirie, les commis-voyers y rendent compte périodiquement.

40. Z₁F 204, 12 janvier 1645.

41. Z₁F 477, 24 mars 1763.

42. Z₁F 501, 18 et 19 septembre, 2 octobre 1778.

43. En fait, ils se font souvent représenter par un procureur.

Mais les trésoriers de France ont aussi un service extérieur à accomplir. Dès 1577, il est interdit aux trésoriers généraux de continuer à subdéléguer des élus ou autres officiers pour les remplacer dans leurs chevauchées, ou pour exécuter les commissions qu'ils reçoivent⁴⁴.

Les tournées d'inspection sont réparties au début de chaque année entre les trésoriers, les présidents étant dispensés de chevauchées⁴⁵. En principe, les trésoriers changent chaque année de région, de façon à avoir visité toute la généralité au bout de quelques années. Ces chevauchées représentent un travail important, tout au moins aux ^{xvi}^e et ^{xvii}^e siècles. Les trésoriers, en raison de leurs attributions très variées, doivent s'occuper de toutes sortes de problèmes administratifs, financiers et même économiques.

Le trésorier, en arrivant dans la ville principale d'une élection, reçoit les élus qui présentent dans leurs rapports les résultats de leurs propres chevauchées⁴⁶. Il examine les comptes, vérifie l'état des caisses des receveurs royaux ou locaux⁴⁷, arrête leurs registres⁴⁸. Il s'informe des exemptions de tailles, et reçoit les plaintes des habitants et des collecteurs au sujet des impôts⁴⁷.

Il doit aussi s'informer de la richesse de la région, de l'abondance des récoltes, ce qui doit influencer sur la répartition des impôts entre les élections et les paroisses.

Le trésorier qui fait ses chevauchées est également chargé de toutes les vérifications concernant le domaine royal : recherche des usurpations, visite et réparation des bâtiments, inspection sur les péages. Il lui est même prescrit, en 1578⁴⁷, de surveiller la levée et l'emploi des deniers affectés aux hôpitaux de fondation royale.

Il s'occupe aussi de savoir s'il existe des offices vacants ou usurpés⁴⁷. Il doit inspecter tous les ouvrages de travaux publics à la charge du roi, et veiller à ce que les deniers destinés à l'entretien des fortifications des villes soient correctement employés.

Les trésoriers continuèrent à faire leurs chevauchées jusqu'à la fin de l'ancien régime. Au retour, ils faisaient leur rapport au bureau des finances. A partir des procès-verbaux de chevauchées, un rapport général était établi, puis envoyé au conseil

44. S. FOURNIVAL, *op. cit.*, p. 308.

45. Z₁F 160, article 18 du règlement de 1614 ; voir par exemple à la page 2 de ce même registre la distribution des chevauchées entre les trésoriers, par élections. A l'époque, chaque officier avait deux ou trois élections à inspecter chaque année.

46. H 1596, mémoire pour les bureaux des finances.

47. Z₁F 1071 (liasse), mémoire.

48. Z₁F 643, fol. 105 v^o et s.

du roi. Le rapport contenait des propositions, par exemple pour la construction d'une nouvelle route, ou la diminution des impôts de certaines régions. Mais au XVIII^e siècle, seuls comp-
taient les rapports des intendants.

*
* *

Le service extérieur comportait aussi les visites et réceptions d'ouvrages, les descentes et informations sur l'état des lieux, et toutes les commissions que le bureau donnait à l'un de ses membres pour procéder à certaines opérations nécessitant un déplacement.

Il pouvait s'agir de compliments à présenter à un contrôleur général récemment nommé⁴⁹, d'une députation au roi, au conseil, ou auprès du directeur général des finances pour des affaires concernant l'intérêt de la compagnie⁵⁰.

De même, la compagnie donnait chaque année commission à certains de ses membres pour aller assister à la séance d'ouverture du parlement⁵¹, les trésoriers ne se déplaçant en corps que dans des cas exceptionnels : pour les enterrements royaux, ou lorsque le bureau fit chanter un *Te Deum* pour la naissance du Dauphin en 1781⁵².

Le règlement de 1614 prévoit que les députations doivent normalement être composées de deux membres du bureau, mais, « pour le soulagement des parties », il peut être décidé qu'un seul trésorier sera commis, s'il s'agit d'une affaire à traiter hors de Paris⁵³.

La plupart du temps, en dehors des chevauchées, les trésoriers se déplacent pour des « descentes », c'est-à-dire pour visiter les lieux, établir un rapport, et, le cas échéant, un plan. Il s'agit dans ce cas d'affaires de voirie ou de travaux publics : alignement et pente pour une rue ou une route, constatation d'un empiètement sur la voie publique, enquête pour un échange de chemins, visite en cas de péril imminent, visite d'une carrière, évaluation et réception d'ouvrages.

Parfois, un membre du bureau est commis par ordonnance des trésoriers pour procéder sur place à l'adjudication de travaux, en dehors de la capitale⁵⁴ ; mais en général, l'officier qui

49. Z₁F 477, 20 décembre 1763.

50. Z₁F 501, 4 avril, 1^{er} août et 23 octobre 1778 ; Z₁F 160, article 14 du règlement.

51. Z₁F 252, fol. 33 v^o et 39 v^o.

52. Z₁F 906.

53. Z₁F 160, article 14 du règlement de 1614.

54. Z₁F 957, fol. 24, bail des travaux à l'auditoire et prisons royales de Compiègne.

doit faire ses chevauchées dans la région s'en charge, ou bien l'adjudication a lieu à Paris.

En matière domaniale — évaluation d'un don du roi —, ou financière — diminution d'impôts, visite de grenier à sel —, il arrive aussi qu'un trésorier soit délégué par ses collègues pour traiter une affaire sur place. Le cas est assez rare ; le plus souvent, ces sortes de questions sont réglées également à l'occasion des chevauchées⁵⁵. Les exceptions concernant les cas d'urgence et en particulier les inventaires après le décès des comptables. Les scellés sont apposés par un trésorier commis par ordonnance du bureau, puis l'inventaire est établi en présence du procureur du roi⁵⁶.

Il peut arriver que les trésoriers soient convoqués, par exemple au conseil, auprès du chancelier⁵⁷, à la cour des comptes⁵⁸, chez le contrôleur général des finances, au sujet d'affaires relevant de leurs attributions. Dans tous ces cas, le bureau délègue quelques-uns de ses membres, mais ne se déplace pas en corps.

En principe, le bureau des finances peut envoyer certains de ses membres à ses frais, pour présenter des remontrances au roi. Il ne semble pas avoir bien souvent usé de cette faculté, et lorsqu'il le fit, cette initiative fut assez mal accueillie⁵⁹. En pratique, tout au moins au XVIII^e siècle, les trésoriers, s'ils ont des observations à présenter, passent par la « voie hiérarchique » et s'adressent au contrôleur général des finances⁶⁰.

§ 6. — *Procédure*

La procédure à observer devant le bureau des finances de Paris a été déjà étudiée en même temps que les attributions des trésoriers dans la deuxième partie de cette étude. Toutefois, il n'est peut-être pas inutile de rappeler un certain nombre de principes, en renvoyant pour les détails aux chapitres concernant les finances, le domaine et la voirie.

Nous verrons successivement la procédure utilisée par les trésoriers pour deux aspects essentiels de leur activité : les adjudications de biens domaniaux et de travaux, et l'examen des requêtes présentées devant eux.

55. Z₁F 108, fol. 74 v^o, 18 avril 1581.

56. Z₁F 372, 2 mai 1710.

57. Z₁F 160, fol. 88 v^o.

58. Z₁F 108, fol. 31 v^o.

59. Z₁F 204, fol. 54.

60. Z₁F 501, 23 octobre 1778 : la compagnie envoie le premier président chez le directeur général des finances pour qu'il intervienne auprès du roi.

I. — *Les adjudications.*

A. — *Les baux du domaine.* — Initialement, les trésoriers étaient en principe chargés de donner à ferme les terres, maisons, moulins, droits divers dépendant du domaine royal. Cette tâche leur fut retirée par arrêt du conseil du 15 mars 1681⁶¹.

Les adjudications avaient lieu aux enchères, au plus offrant. La procédure était toujours sensiblement la même : les huissiers du bureau étaient chargés d'apposer des affiches dans différents endroits, avec le jour, l'heure, le lieu et l'objet de l'adjudication. Les huissiers rendaient compte par procès-verbal de l'accomplissement de leur mission. Puis, le jour de la séance, l'un d'eux lisait le texte de l'affiche « devant un grand nombre de personnes »⁶².

Les enchères présentées étaient reçues ensuite, mais il arrivait souvent que les trésoriers, « n'ayant pas trouvé lesdites offres raisonnables »⁶³, remettent l'adjudication à huitaine, la dernière enchère enregistrée servant de prix de base pour la nouvelle séance. L'adjudication pouvait ainsi être reportée à plusieurs reprises.

Lorsque les trésoriers constataient qu'il ne se présentait plus d'amateurs, ils faisaient allumer successivement trois chandelles. Pendant que brûlait la première, les offres étaient limitées à une certaine somme correspondant à la dernière surenchère reçue ; cette somme était doublée à la deuxième chandelle et triplée à la troisième⁶³.

La somme fixée en définitive était payable par quartiers -- ou trimestres -- aux trésoriers royaux compétents, par exemple les trésoriers des bâtiments pour un droit sur le vin, institué pour couvrir le coût des réparations d'un pont⁶² ; ou bien, si le prix était en nature, par exemple pour un moulin, les grains moulus étaient portés dans les greniers du roi⁶³.

L'adjudicataire devait fournir caution devant les trésoriers.

B. — *Adjudications d'ouvrages ou fournitures.* — Dans ce cas, l'adjudication a lieu au rabais. La procédure est sensiblement la même que pour les adjudications aux enchères. Normalement, les affiches sont apposées ; toutefois, dans certains cas, les entrepreneurs sont mandés d'office pour prendre connaissance au greffe du devis établi. Des experts, -- ouvriers des bâtiments du roi, puis ingénieurs au XVIII^e siècle -- indiquent le détail des travaux à effectuer. A la séance, les trésoriers sont souvent assistés du contrôleur général des bâtiments.

61. K 890, pièce n° 1, p. 13 et s.

62. Z₁F 957, fol. 2.

63. Z₁F 957, fol. 98.

Les rabais sont limités « à l'estimation du feu des chandel-les », comme pour les adjudications aux enchères.

L'adjudicataire doit fournir caution et ne peut se faire payer qu'à la condition de faire recevoir les ouvrages prévus par un trésorier ; toutefois, il peut recevoir des avances, au fur et à mesure que les travaux sont effectués, sur sa demande, et suivant les ordonnances rendues par le bureau des finances.

Lorsqu'il s'agit de fournitures, le paiement peut être prévu par termes, par exemple, pour le pain des prisonniers du Châtelet. Dans ce cas, le receveur du domaine paie au vu d'un certificat du procureur du roi au Châtelet, établissant que les livraisons prévues ont bien été faites.

II. — *Les requêtes.*

La procédure observée devant le bureau des finances est, selon Légier⁶⁴, à peu près la même que pour les autres juridictions du Palais.

Une affaire peut être appelée à la requête du procureur du roi. Mais, s'il y a un demandeur, il présente sa requête exposant les faits avec l'intitulé suivant : « A Nosseigneurs les présidents trésoriers de France du bureau des finances »⁶⁵. Remarquons toutefois qu'en matière de voirie ou de travaux publics, le demandeur adresse souvent sa requête, pour les affaires en direction, à l'un des commissaires du conseil pour le pavé ou les ponts et chaussées, qu'il appelle également « Monseigneur ».

S'il s'agit d'une affaire contentieuse, le bureau rend une ordonnance en vertu de laquelle le défendeur est assigné par huissier, les parties faisant élection de domicile chez un procureur au parlement.

Les avocats et procureurs doivent communiquer au procureur du roi du bureau toutes les causes « où le roi et le public ont intérêt »⁶⁶.

En cas de procédure sommaire, notamment en matière de voirie, le ministère des avocats et des procureurs n'est pas nécessaire, et les parties peuvent alors plaider elles-mêmes⁶⁷.

Le rapporteur d'une affaire est normalement désigné par le bureau. C'est lui qui rédige le projet d'ordonnance ou de jugement⁶⁸. Toutefois, d'après l'arrêt du conseil du 11 août 1694, les

64. *Traité sur les procédures, op. cit.*

65. M. LÉGIER, *op. cit.*, p. 454. En 1691, il fut interdit par contre aux trésoriers de Grenoble, par arrêt du conseil, de se faire qualifier de Nosseigneurs dans les requêtes, ou de s'attribuer ce titre dans leurs ordonnances (AD IX 79).

66. JOUSSE, tome 1, p. 199, 200, 203.

67. JOUSSE, tome 1, p. 194 et s. Sur la définition des matières sommaires, voir dans ISAMBERT, tome 18, p. 130, l'ordonnance de 1667.

parties peuvent choisir librement un trésorier comme rapporteur⁶⁸.

Au cours du procès, de nombreux incidents peuvent se produire, et sont réglés par les trésoriers : inscription de faux, intervention d'une personne étrangère au procès, enquête auprès de témoins. La décision de procéder à une enquête doit être signifiée aux parties. Les témoins doivent prêter serment avant d'être entendus, et signent le texte rédigé par le greffier d'après leurs dires. Les témoins peuvent être récusés pour cause de parenté⁶⁹.

Les jugements doivent être rendus par cinq trésoriers au moins, et visés par le président et le rapporteur⁶⁸.

Les ordonnances rendues peuvent faire l'objet de tierce opposition, par une personne qui n'a pas été partie au procès, ce qui n'empêche d'ailleurs pas l'exécution de la décision.

Nous avons d'autre part indiqué déjà⁷⁰ dans quelles conditions il était possible de faire appel des jugements du bureau, en portant l'affaire soit devant le parlement, soit devant le conseil du roi.

Rappelons brièvement que les affaires jugées en direction par les trésoriers, ne peuvent être portées ensuite que devant le conseil, tandis que le parlement est compétent pour l'appel des jugements rendus au contentieux, c'est-à-dire lorsqu'il y a eu assignation, ou lorsqu'une ordonnance rendue sur requête des parties ou sur réquisitoire du procureur du roi n'a pas été exécutée⁷¹.

Notons enfin que, pour les ordonnances rendues en direction par un trésorier commissaire pour les ponts et chaussées, l'appel est possible d'abord devant le bureau des finances, puis devant le conseil du roi⁷².

Section II

Le budget du bureau Les difficultés financières

Après quelques indications générales sur le budget commun des trésoriers, nous verrons que le bureau de la capitale n'a pas échappé aux difficultés financières qui affligeaient les bureaux

68. AD IX 79 (carton).

69. M. LÉGIER, p. 247 et s. Les juges aussi peuvent être récusés sauf en matière de finances (JOUSSE, tome 1, p. 201).

70. P. 160.

71. LÉGIER, p. 452.

72. R. DARESTE, *op. cit.*, p. 33.

de province, sans parvenir pourtant, semble-t-il, à une situation aussi critique.

§ 1. — *Le budget du bureau : les « menues nécessités »*

Les trésoriers de Paris disposent d'un certain crédit pour leurs dépenses communes. Ainsi, dans l'état du domaine de Paris pour l'année 1655-1656, 6 000 livres sont prévues pour les « menues nécessités et droits de buvette » du bureau des finances et de la chambre du trésor⁷³. Cette expression couvre un certain nombre de dépenses de caractère très différent.

Tout d'abord, l'article 1^{er} du règlement de 1614 prévoit que, « pour ce qu'avant toutes choses, il faut avoir soin du service de Dieu, il a été avisé qu'il sera pris par chacune année sur les menues nécessités l'entretien d'un homme d'Eglise, lequel célébrera la sainte Messe par chacun jour des quatre entrées par semaine ordonnées par le roi »⁷⁴.

Effectivement, à la date du 17 août 1790, il est encore fait mention d'un mandement de 120 livres au profit de l'aumônier du bureau, sur l'exercice de 1789⁷⁵. La somme n'est guère élevée, mais il s'y ajoute au début de l'année 20 livres, à titre d'étrennes, qui sont accordées au chapelain pour « s'acheter une robe » et « sans tirer à conséquence »⁷⁶. En dépit de la mention restrictive, ces étrennes correspondent à un usage consacré. Le serviteur du premier huissier reçoit la même somme pour avoir porté le bois de chauffage pendant l'hiver⁷⁷.

En second lieu, 3 000 livres sont affectées au paiement des frais de justice, chauffage et buvettes des deux chambres, dès 1673⁷⁸. Cette somme reste inchangée jusqu'à la fin de l'ancien régime. Le premier huissier reçoit en outre chaque année 300 livres, toujours pour les menues nécessités au bureau⁷⁹.

Certaines sommes sont prévues pour le nettoyage et l'entretien des vitres du bureau des finances. En 1697, c'est le maître des œuvres de vitrerie des bâtiments du roi qui est adjudicataire de cet entretien pour 50 livres, payables sur la ferme générale des domaines⁸⁰ ; en 1710, 75 livres sont prévues à cette

73. Z₁F 1069 (liasse). A Moulins, cette somme n'est que de 202 livres, 10 sols (F. DUMONT, *op. cit.*, p. 66).

74. Z₁F 160, fol. 4.

75. Z₁F 520 (à la date). A Moulins, le chapelain reçoit 78 livres de gages, mais en 1774, les trésoriers proposent la radiation de cette dépense, jugée superflue (F. DUMONT, *op. cit.*, p. 56).

76. Z₁F 372, fol. 7.

77. Z₁F 318, fol. 1 v^o.

78. Z₁F 252, fol. 21.

79. Z₁F 501, 12 janvier 1778 par exemple.

80. Z₁F 318, fol. 1 v^o.

fin, cette somme étant payable sur justification du service accompli, en produisant un certificat du premier huissier⁸¹.

Enfin on peut noter qu'en 1655, dans l'état du domaine de Paris, il est prévu, outre les 6 000 livres de « menues nécessités et droits de buvette », 100 livres destinées au tapissier de la Cour, pour les tentures de la Fête-Dieu⁸².

*
* * *

En dehors de ces petites dépenses, qui étaient payées sur les fonds du trésor et imputées sur les recettes du Domaine, les trésoriers avaient quelques dépenses communes, au paiement desquelles ils devaient participer personnellement : ainsi, en 1781, le bureau des finances de Paris fit chanter un *Te Deum* pour la naissance du Dauphin⁸³. On peut remarquer aussi qu'à la fin du XVIII^e siècle, le premier président versait deux pensions de 150 livres aux veuves de deux anciens concierges du bureau⁸⁴.

Pour ces sortes de dépenses, et pour payer les sommes demandées par le roi sous des prétextes divers⁸⁵, les trésoriers, comme les membres des autres compagnies, devaient disposer d'une bourse commune, encore qu'il n'en ait pas été trouvé trace dans les archives du bureau. Elle devait être alimentée en particulier par les gages des offices réunis, et la moitié des amendes de voirie prononcées par les trésoriers⁸⁶.

Les épices étaient en général partagées en fin d'année, le rapporteur de l'affaire en gardant pour lui un quart ; les gens du roi et les greffiers percevaient une part plus faible que les trésoriers⁸⁷.

§ 2. — Difficultés financières

Sur 120 000 livres payées en 1691 pour l'achat d'une charge de premier président, 110 000 avaient été empruntées à différentes personnes dont les noms figuraient sur la quittance enregistrée au contrôle général des finances, et qui bénéficiaient ainsi d'une hypothèque sur la valeur de l'office⁸⁸. En 1777, le

81. Z₁F 372, 14 janvier 1710.

82. Z₁F 1069.

83. Z₁F 906, inventaire.

84. Z₁F 643 *in fine*.

85. Voir ci-dessous, p. 214 et s.

86. JOUSSE, *op. cit.*, tome 1^{er}, p. 209, l'autre moitié appartenait au roi et était versée aux receveurs du domaine.

87. Voir par exemple JOUSSE, tome 1^{er}, p. 256 et s.

88. Z₁F 1071 (liasse).

premier président Denis emprunta 50 000 livres sur les 100 000 qu'il versa pour acquérir son office⁸⁹.

L'avocat Marin Hurson, en 1699, paya 69 000 livres pour son office de trésorier, mais sur cette somme, il avait emprunté 33 000 livres à deux maîtres des requêtes, sous forme de constitution de rente, le contrat donnant aux créanciers un privilège sur l'office⁹⁰.

Les trésoriers de Paris, à la fin du xvii^e et au début du xviii^e siècles, étaient donc loin de posséder tous une grosse fortune ; ils s'endettaient souvent pour acquérir leur charge, et pourtant lorsqu'ils avaient payé leur office, ils n'étaient pas au bout de leurs peines. Les membres des bureaux des finances, en effet, étaient fréquemment appelés — comme les autres officiers — à venir au secours des finances royales. Parfois, il s'agissait d'emprunts forcés, sous forme d'augmentation de gages⁹¹, ou bien des offices nouveaux étaient créés.

Les trésoriers de Paris étaient très fréquemment sollicités. En 1628, ils versèrent 6 000 livres pour réunir au corps du bureau deux qualités de présidents créées l'année précédente⁹². En 1704, un trente-quatrième office fut créé pour Paris seulement ; les membres du bureau l'achetèrent, mais peu de temps après, ils trouvèrent un acquéreur et s'empressèrent de le revendre.

Les trésoriers achetèrent également en commun en 1708 les quatre offices de conseillers conservateurs des offices de la généralité de Paris pour 50 000 livres, et les deux offices de conseillers auditeurs rapporteurs généraux des comptes de la fourniture des étapes. Ils revendirent d'ailleurs ces deux dernières charges aussitôt. Ils acquirent aussi en 1713 l'office de conservateur des gages et il leur en coûta 70 000 livres⁹³.

Les gens du roi étaient eux aussi appelés à racheter des offices. En 1677, le procureur du roi pour la finance et la voirie dut emprunter 8 000 livres pour acquérir une charge de substitut créée en 1693⁹⁴.

Parfois le pouvoir royal se montrait plus clément : lorsqu'en 1635 l'office de voyer de Paris fut supprimé et réuni aux offices de trésoriers de Paris, ceux-ci furent invités à rembourser le titulaire dépossédé. Ils protestèrent et obtinrent finalement satisfaction. Un arrêt du conseil, en 1637, les déchargea de ce remboursement, qui se montait à 75 000 livres, et la somme fut

89. Même référence.

90. Z₁F 612, fol. 30 v^o.

91. Z₁F 1071, augmentation en 1771 de 10 200 livres au denier 20 pour 510 livres de gages.

92. U 992, p. 69.

93. G 7, 1769, lettre au contrôleur général.

94. Z₁F 612, fol. 58.

imputée sur les fonds de la recette générale des finances de Paris⁹⁵.

Mais il existait aussi d'autres prétextes pour obtenir des trésoriers l'achat de rentes sur le trésor.

Ainsi, le bureau des finances de Paris obtint en 1705 la noblesse au premier degré pour ses membres, mais contre versement de 128 000 livres au trésor royal, en constitution de rente au denier seize⁹⁶.

D'autre part, les trésoriers sont bien admis en général au paiement de l'annuel, mais en échange d'augmentations de gages, ce qui leur coûtait en 1701, 384 000 livres pour Paris⁹⁷.

Pour la plupart de ces versements, les trésoriers étaient obligés de contracter des emprunts⁹⁸.

D'après Véron de Forbonnais, les officiers royaux versaient pour ces emprunts des intérêts au denier vingt, tandis que le roi ne leur payait que le denier vingt-cinq⁹⁹.

En outre, la situation financière des trésoriers était sans cesse menacée. Nous avons vu plus haut que leurs gages avaient été réduits d'un quart en 1641, puis de moitié en 1658 et 1661.

Les exemptions dont ils bénéficiaient leur étaient souvent contestées, et ils étaient obligés de lutter pour les conserver. Ainsi, les bureaux des finances qui avaient été soumis au droit de confirmation à l'avènement du roi Louis XV, durent protester auprès du conseil. Ils obtinrent d'ailleurs gain de cause, par deux arrêts de 1726 et 1727¹⁰⁰.

*
* *

La situation des trésoriers était aussi difficile en province, avec quelques variantes toutefois.

Par exemple, les bureaux de province achetaient des dispenses d'un degré de service, pour que certains de leurs membres bénéficient de la noblesse transmissible au premier degré. En apparence, il s'agissait d'un avantage pour eux, en fait, c'était essentiellement un impôt supplémentaire¹⁰¹. Lorsqu'il y avait emprunt, sous forme d'augmentations de gages, ou de constitu-

95. U 992, p. 81.

96. Z₁F 614, fol. 14 v^o.

97. Z₁F 612, fol. 155. Voir aussi sur l'annuel, PATAS DE BOURGNEUF, *op. cit.*, p. 131 et s., et la thèse déjà citée de M. F. DUMONT, p. 209 et s.

98. G 7, 1769, lettre au contrôleur général du 12 mars 1708.

99. C'est-à-dire respectivement 5 % et 4 % (Recherches et considérations sur les finances de la France, *op. cit.*, tome 2, p. 531).

100. AD IX 80.

101. J. VANNIER, *op. cit.*, p. 38.

tion de rentes, les intérêts ou gages étaient si mal payés que cela constituait aussi une sorte d'impôt¹⁰².

Si les bureaux de province, ou tout au moins certains d'entre eux, semblent avoir supporté péniblement cette situation, en contractant des emprunts onéreux¹⁰³, le bureau de Paris paraît avoir eu moins de difficultés pour faire face à ses obligations. En tout cas, lorsque l'Assemblée Nationale réclama un tableau avec différents renseignements sur les offices, il fut indiqué que le bureau des finances de Paris n'avait pas de dettes, à l'exception de deux pensions de 150 livres, versées aux veuves de deux anciens concierges du bureau¹⁰⁴.

Section III

Les commissions royales ou du conseil

Les trésoriers de France pouvaient recevoir des commissions du roi ou du conseil, soit à titre personnel, soit anonymement. Dans ce dernier cas, les membres du bureau désignaient eux-mêmes un ou deux de leurs collègues pour les charger plus particulièrement du travail à faire. Les délégués rendaient compte ensuite devant l'ensemble des trésoriers de l'accomplissement de leur mission.

Le règlement de 1614¹⁰⁴ prévoyait qu'au cas où un trésorier recevrait personnellement une commission du roi, il devrait avant toute chose l'apporter au bureau pour enregistrement et discussion générale, et qu'après exécution, il ne pourrait donner aucun avis particulier au roi ni au conseil, mais seulement présenter son rapport au bureau qui, dans les formes habituelles, rendrait compte au roi et à son conseil. Pour plus de sûreté, le roi et le chancelier étaient suppliés, dans ce même règlement, d'adresser toute commission concernant les attributions des trésoriers à l'ensemble des membres du bureau et non à un officier personnellement¹⁰⁵.

Ces dispositions ne furent guère respectées, tout au moins au XVIII^e siècle : à cette époque, les attributions essentielles du bureau étaient distribuées par commissions royales personnelles, durables, dont les titulaires pouvaient bien en principe être révoqués du jour au lendemain, mais en fait restaient le plus

102. Voir par exemple sur l'annuel, le prêt et le centième denier, les différentes augmentations de gages et les difficultés financières qui en résultaient pour le bureau de Moulins, la thèse de M. F. DUMONT, p. 209 et s.

103. Z₁F 643, *in fine*.

104. Z₁F 160, article 16.

105. Z₁F 160, art. 17. Ce qui d'ailleurs aurait été conforme à l'ordonnance de 1578 (Jousse, tome 2, p. 168).

souvent en fonctions jusqu'à leur mort, ou leur démission volontaire en cas de maladie.

Ces commissions, dont l'étude fera l'objet d'un premier paragraphe, pourraient être qualifiées d'« ordinaires », par opposition aux commissions royales extraordinaires, concernant une tâche bien définie, et toute provisoire, qui seront étudiées dans le deuxième et le troisième paragraphes.

§ 1. — *Les commissions ordinaires*

L'almanach royal de 1761 énumère pour le bureau des finances de Paris, un commissaire pour le pavé, trois pour les ponts et chaussées, deux pour le département des tailles, et un pour les bâtiments dépendant du domaine du roi.

Au XVIII^e siècle, ces commissaires sont choisis par le conseil du roi, alors qu'à l'origine, ils étaient désignés par les trésoriers eux-mêmes. Il en résulte une certaine hostilité des membres du bureau, qu'ils manifestent par exemple en enregistrant le plus tard possible les lettres de commissions¹⁰⁶. Cet enregistrement n'intervient parfois qu'avec de nombreuses réserves sur l'étendue des pouvoirs des commissaires¹⁰⁶ qui, si l'on en croyait leurs collègues, n'auraient qu'un rôle de rapporteurs devant le bureau des finances.

Il semble bien qu'il n'en soit rien : les commissaires du conseil travaillent souvent chez eux, « en leur hôtel », et se contentent de faire parfois contresigner certaines de leurs décisions par le premier président. Les autres trésoriers peuvent difficilement causer des ennuis à ces commissaires dont la valeur personnelle est appréciée en haut lieu¹⁰⁷. Ils sont les collaborateurs directs, soit de l'intendant, soit du contrôleur général des finances, et restent généralement en fonctions jusqu'à leur mort.

Certains prennent la précaution de transmettre leurs commissions de leur vivant à leur fils. Ainsi, le trésorier Mignot de Montigny, commissaire pour les ponts et chaussées depuis 28 ans, et pour les tailles depuis 18 ans, demanda et obtint la permission de se faire assister dans son travail par son fils, déjà pourvu de la charge de trésorier de France de son père, et reçut la promesse qu'à sa mort ou après sa démission, son fils exercerait à son tour les mêmes commissions¹⁰⁸.

106. Enregistrement de commissions de 1747 et 1750 en 1761 (Z₁F 629, fol. 25 v^o et 26 v^o).

107. Z₁F 629, fol. 25 v^o et 26 v^o.

108. En province aussi ces commissions existaient : ainsi, à Rouen, l'un des trésoriers commissaire du conseil pour les ponts et chaussées, très apprécié par les intendants, s'occupait également des tailles et des réparations du domaine (J. VANNIER, p. 137).

Les commissaires reçoivent certains appointements. D'après l'état des finances établi pour 1787¹⁰⁹, le trésorier qui s'est occupé du département des tailles reçoit 2 700 livres. Les commissaires pour les ponts et chaussées reçoivent chacun 1 800 livres. Mais ces chiffres sont assez variables. En 1786, le trésorier commissaire inspecteur des bâtiments du roi à Paris recevait 1 500 livres moins la retenue du dixième. Il demanda que ses appointements soient augmentés car il venait d'être chargé en outre de surveiller l'entretien des bâtiments des juridictions et prisons ; il obtint 2 000 livres sans retenue¹¹⁰.

Tous ces appointements étaient en somme assez modestes, si l'on tient compte des frais, notamment de déplacement, que pouvait entraîner l'exercice des fonctions dévolues aux commissaires.

Lorsqu'il demanda la survivance de ses commissions en faveur de son fils, le trésorier Mignot de Montigny, plaidant sa cause, précisa qu'en 1743 il avait procédé seul à l'assiette et département des tailles dans les 22 élections de la généralité¹¹¹.

Citons pour terminer le trésorier de Motes de Montgaillard, qui dirigea le bureau des ponts et chaussées sur commission de 1727 à 1743, et reçut ensuite une pension de 3 000 livres à ce titre¹¹².

§ 2. — *Les commissions extraordinaires*

Lorsque les commissions royales ont un caractère durable et concernent des questions faisant partie des attributions normales des trésoriers, elles ne diffèrent guère des offices, et il ne s'agit en somme que d'un moyen pour le gouvernement de confier à certaines personnes jugées plus capables et plus zélées, les fonctions essentielles du bureau des finances.

Le titre de commissaire du roi donne au trésorier désigné plus d'indépendance à l'égard de ses collègues, ce qui lui permet de travailler plus rapidement, et son zèle est stimulé par les appointements qu'il reçoit et l'honneur d'être un collaborateur direct du conseil ou de l'intendant.

Mais il arrive aussi que les commissions ne concernent qu'une tâche bien définie, le trésorier désigné étant une sorte de commissaire extraordinaire qui redevient un simple offi-

109. Z₁F 1068 (liasse).

110. Z₁F 638, fol. 18 v^o et 19.

111. Z₁F 629, fol. 26 v^o.

112. J. PETOT, *op. cit.*, p. 161.

cier, lorsqu'il a achevé le travail à lui confié. En général, même dans ce cas, les membres du bureau sont chargés de tâches en rapport direct avec leurs activités normales.

Par exemple, Jean de Fourcy, seigneur de Chessy, trésorier de France et surintendant des bâtiments du roi au début du xvii^e siècle fut souvent chargé par le roi d'étudier des affaires financières ou de travaux publics¹¹³. Au xviii^e siècle, le trésorier Mignot de Montigny fut désigné par arrêt du conseil du 2 novembre 1763, pour s'occuper conjointement avec le prévôt des marchands et des échevins de Paris des alignements de rues nouvellement ouvertes aux environs de la place Louis XV et de la Halle aux blés¹¹⁴.

Quelques années plus tard, un autre arrêt du conseil nomme le trésorier Nicolas Hébert de Hauteclair pour accélérer les travaux déjà entrepris en vue de la construction du canal de Bourgogne, entre l'Yonne, au-dessus de Joigny, et la Saône. Le commissaire s'occupe de la police du canal et, tout en travaillant selon les instructions du conseil, doit malgré tout présenter des rapports devant le bureau des finances. Il a pouvoir de rendre des ordonnances au cours de ses tournées d'inspection, en cas d'urgence, mais elles sont susceptibles d'appel devant le conseil¹¹⁵. Il étudie les demandes de concessions de terrains le long du nouveau canal, donne les alignements pour les constructions et plantations au bord des rivières avoisinantes ou du canal.

Lorsqu'il inspecte les travaux du canal, le commissaire enquête sur les différents délits qui peuvent être commis : pêche dans le canal et dégradation des accotements, passage de troupeaux sur les digues et talus récemment construits et encore fragiles. Les condamnations sont normalement décidées au bureau des finances, ou contresignées par le premier président lorsqu'elles émanent du commissaire.

Enfin, le conseiller de Hauteclair, qui est parfois assisté dans son travail par un délégué qu'il choisit, et par des experts, étudie les demandes d'indemnités concernant les terrains expropriés en vue des travaux, suivant la procédure habituelle¹¹⁶.

Notons aussi que cette commission conduisit le trésorier Hébert de Hauteclair à étudier les causes de dégradations de certains ponts de la région : il présenta un rapport à ce sujet

113. *Registres du bureau de la ville de Paris*, tome XII, p. 177 et 472 (invention pour le halage des bateaux, et revente des aides).

114. Z₁F 477, enregistrement au bureau des finances le 19 décembre 1763.

115. Z₁F 634, fol. 48.

116. Z₁F 1049, pièces diverses sur les travaux du canal de Bourgogne.

au conseil, qui rendit en 1779 un arrêt conforme aux conclusions du rapporteur¹¹⁷.

* * *

Toutefois, il arrive que des trésoriers soient chargés d'une tâche assez différente de leurs attributions normales.

Il en fut ainsi par exemple, en 1709, lorsqu'une grave disette, souvent qualifiée de famine, se produisit dans la région parisienne. La récolte avait été mauvaise et le prix du blé montait d'une façon inquiétante.

Par déclaration du 27 avril 1709¹¹⁸, il fut décidé que toute personne possédant des blés ou autres céréales, devrait en faire la déclaration dans les quinze jours, à peine de 3 000 livres d'amende. En cas de fausse déclaration, la sanction pouvait être la peine de mort ou la condamnation aux galères à perpétuité.

Les déclarations étaient centralisées aux greffes des bailliauges ou sénéchaussées.

Des commissaires nommés par le roi devaient veiller à l'exécution de ces dispositions. Leurs pouvoirs sont précisés dans deux déclarations des 7 mai et 25 juin 1709¹¹⁹. Les commissaires vérifient par tous moyens, en particulier par perquisitions, l'exactitude des déclarations. Ils examinent la comptabilité des marchands de blé, font saisir et vendre sur les marchés les céréales non régulièrement déclarées. Ils ont le pouvoir de faire arrêter et emprisonner toute personne soupçonnée de fraude. Ils procèdent aux interrogatoires, et même jugent l'affaire si elle est de peu d'importance¹²⁰.

Les commissaires doivent en outre faire le nécessaire pour « garnir les marchés ».

Afin de remplir leurs attributions, les commissaires doivent s'adjoindre des officiers ou gradués pour exercer auprès d'eux les fonctions de procureur du roi, après leur avoir fait prêter serment.

De même ils peuvent subdéléguer des officiers ou gradués pour se faire assister dans leur tâche et visiter à leur place

117. Cet arrêt décida la construction d'une nouvelle écluse et reprit en outre les dispositions d'ordonnances du bureau des finances relatives au nettoyage des rivières et aux plantations d'arbres le long des berges (Z1F 1049, liasse).

118. X 1b 9007 à la date. En principe, les contraventions sur le commerce des grains étaient en temps normal du ressort des intendants (DARESTE, *op. cit.*, p. 44).

119. ... c'est-à-dire s'il y a seulement absence de déclaration. En cas de fausse déclaration ou de rébellion, l'affaire est instruite par les commissaires, puis renvoyée devant une chambre spéciale établie au parlement.

certaines régions. Les subdélégués ont sensiblement les mêmes pouvoirs que les commissaires mais ne peuvent pas juger. Les ordonnances et jugements des commissaires et les ordonnances de leurs subdélégués sont susceptibles d'appel devant une chambre spéciale du parlement, mais l'appel n'est pas suspensif.

Le 9 juin 1709, les commissaires furent effectivement nommés par lettres patentes. Parmi eux se trouvaient deux trésoriers de la généralité de Paris, les conseillers Jacques Bourdon et Claude Bulteau, qui reçurent en partage la « visite des blés » dans les élections de Montfort-l'Amaury, Dreux, Mantes et Pontoise.

Ces deux commissaires déposèrent au greffe du bureau des finances de Paris le 28 janvier 1710 après accomplissement de leur mission un certain nombre de registres qui ont été conservés¹²⁰. Ce dépôt est signalé dans le registre plunitif du bureau : les deux trésoriers y sont qualifiés de « commissaires nommés par le roi et en conséquence départis conjointement par la compagnie ». Cette formule est pour le moins curieuse, la désignation par le roi étant évidemment suffisante ; elle implique une certaine hostilité¹²¹.

Grâce à ces registres, nous allons pouvoir suivre nos deux trésoriers dans leur activité. Tous deux semblent avoir rempli leur mission avec soin. Ils désignèrent des subdélégués, notamment un avocat au parlement et un lieutenant de l'élection de Montfort, qui visitaient certaines paroisses et venaient ensuite rendre compte¹²².

§ 3. — *La commission des blés*

Les commissaires arrivent à Montfort le 9 juillet 1709 au soir et descendent à l'hôtellerie des Trois Chandeliers où, dès le lendemain matin, ils font venir le greffier du bailliage, qui présente un extrait des déclarations concernant le siège du bailliage. Il promet aussi pour plus tard les renseignements sur les autres paroisses du ressort car il n'a pas eu le temps de les mettre en ordre¹²².

Puis, à trois heures de l'après-midi, les deux trésoriers commencent à visiter systématiquement les maisons et les granges pour vérifier les déclarations ou les dénonciations. Ils sont

120. Z1F 916 à 920.

121. Z1F 372, 28 janvier 1710. Le bureau de Poitiers avait essayé d'imposer un compromis analogue en 1648 à deux membres bénéficiaires d'une commission royale pour les étapes. Les deux trésoriers refusèrent (J.-P. Charneil, thèse citée, p. 351).

122. Z1F 920.

accompagnés d'un greffier de leur choix, auquel ils ont fait prêter serment, et d'un « laboureur » d'une région un peu éloignée, nommé d'office pour servir d'expert, et qui a dû lui aussi promettre « de bien et fidèlement faire ses rapports ». Les perquisitions sont parfois fort compliquées, par exemple lorsque le blé est trouvé « en paille » et qu'il faut le faire vanner afin de pouvoir le mesurer¹²³. Lorsqu'il faut envoyer un contrevenant en prison, la maréchaussée intervient. Les scellés sont apposés sur les portes des pièces où ont été trouvées des céréales non déclarées. Un archer est laissé en garnison dans la maison, jusqu'à ce que les commissaires en décident autrement.

Lorsque les trésoriers trouvent des réserves de blé non déclarées, ils commencent en général par les faire vendre sur les marchés. Puis l'affaire est instruite et, au cas où les excuses présentées par les contrevenants sont jugées acceptables, le prix consigné leur est rendu, déduction faite des frais de justice¹²⁴.

Il est intéressant d'ailleurs de suivre ces interrogatoires qui ont lieu soit à l'hôtellerie où logent les trésoriers, soit en la chambre d'audience du bailliage. Ils sont menés habilement, les commissaires ne faisant état des pièces à conviction que peu à peu, et laissant les accusés s'enfermer dans des déclarations de plus en plus incroyables¹²⁵.

Parfois, des témoins sont appelés : ils déclarent n'être ni parent, ni allié, ni domestique des parties ; ils prêtent serment, signent leur déposition, et reçoivent leur « salaire »¹²⁶.

Si les commissaires refusent d'admettre les explications des accusés, le prix des céréales saisies et l'amende sont partagés conformément aux déclarations royales, c'est-à-dire entre le trésor, le dénonciateur et l'hôpital le plus proche. En fait, il est rarement question de dénonciateur, et le partage a lieu seulement entre une œuvre de charité et le trésor. Il y a quelques variantes dans les modalités de répartition, et les commissaires vont parfois jusqu'à partager par huitièmes entre les nombreuses œuvres de la région¹²⁷.

Lorsque les quantités de blé saisi sont très importantes, les trésoriers prévoient un échelonnage des ventes, afin de ne pas provoquer une baisse anormale des prix sur le marché. Les grains peuvent être retirés deux fois du marché, mais la vente

123. Z1F 916, 19 août 1709 par exemple, chez un habitant de Pontoise.

124. Par exemple dans Z1F 916 (juillet 1709) pour un maréchal à Neaufle.

125. Z1F 916, 11 juillet, 11 et 22 août 1709.

126. Z1F 916, 22 juillet 1709 à Montfort : 20 sols à un témoin boulanger.

127. Z1F 916, 27 juillet 1709.

est obligatoire à la troisième exposition, quel que soit le prix offert.

Sur le prix de vente est prélevé le montant des frais, qui sont très nombreux : il y a les frais de garde du blé par un huissier ou un archer, les frais de justice proprement dits, le salaire des témoins, les frais de vente sur le marché...

D'autre part, les deux trésoriers s'occupent du bon fonctionnement des marchés et halles aux blés : ils font tenir gratuitement des registres par les mesureurs de blé avec les noms des vendeurs et les quantités de céréales apportées, afin notamment de faire respecter l'obligation de vente à la troisième exposition¹²⁸. Ils font afficher et publier au son du tambour des ordonnances défendant à toute personne non autorisée de faire le commerce des grains. Ils enjoignent aux marchands qui n'ont pas vendu leur blé de le laisser dans les greniers des halles, où il sera gardé gratuitement jusqu'au prochain marché¹²⁹.

Les moyens de fraude pour éviter la vente au troisième marché — quel que soit le prix offert — sont nombreux, ainsi que les condamnations de contrevenants : l'un a pu retirer son blé jusqu'à sept fois, en vendant sur échantillon¹³⁰ ; un autre a chargé un complice d'acheter fictivement à haut prix et d'emporter la marchandise.

Il est bien entendu interdit de vendre ailleurs que dans les marchés autorisés¹³¹.

Les personnes qui détiennent du blé — régulièrement — n'obéissent pas toujours aux ordres de vente qui leur sont adressés par les commissaires et se font condamner à des amendes. En outre, il faut empêcher les mesureurs de grains ou les meuniers d'exiger le paiement de leur droit de mesurage ou de mouture en nature et même de réclamer en plus le droit en espèces, régulièrement prévu¹³².

Notons enfin qu'avant de quitter Montfort-l'Amaury, les commissaires décidèrent de subdéléguer le lieutenant général du bailliage pour veiller à l'exécution des ordonnances déjà prises par eux et lui laissèrent le soin d'instruire certaines affaires¹³³.

*
* *

Dans ce chapitre, nous avons pu décrire le fonctionnement du bureau des finances, la façon dont les trésoriers traitaient

128. Z1F 916, 23 juillet 1709

129. Z1F 916 à Montfort l'Amaury le 13 juillet 1709.

130. Z1F 916 à Montfort l'Amaury le 29 juillet 1709.

131. Z1F 916 11 septembre 1709 à Dreux.

132. Z1F 916, 11 et 24 juillet 1709.

133. Z1F 916, 28 juillet 1709.

les affaires, soit en groupe, soit individuellement, quelles étaient leurs difficultés financières. En dernier lieu, nous avons vu comment la royauté avait préféré peu à peu confier l'exercice des attributions du bureau des finances à certains trésoriers choisis pour leur valeur personnelle.

Notons pour terminer que certains membres du bureau avaient en fait deux « professions ». Tout en restant trésoriers généraux de France — mais sans doute en délaissant quelque peu leur service —, ils exerçaient une autre fonction.

On peut citer en particulier le cas de Pierre Rolland de Panthenay, avocat au parlement, subdélégué de l'intendant de Paris. A ce titre, il rédigea le Mémoire sur la généralité de Paris destiné au duc de Bourgogne¹³⁴, à partir des réponses établies par les autres subdélégués à un questionnaire qui leur avait été adressé.

Paul Ardier de Beauregard¹³⁵ fut à la fois trésorier au bureau de Paris, à partir de 1622, et commis de ses oncles Phélypeaux de Pontchartrain et Phélypeaux d'Herbaut, secrétaires d'Etat à la Maison du roi. Il seconda ensuite un autre secrétaire d'Etat, Claude Bouthillier.

Le Fèvre de la Planche, avocat du roi à la chambre du domaine, fut souvent appelé, au début du XVIII^e siècle, à participer aux travaux des bureaux du conseil du roi. Il était surtout spécialisé dans les questions maritimes, et reçut plusieurs commissions de procureur général au conseil des finances, pour des affaires de prises maritimes. En 1715, il fut secrétaire au conseil royal des finances.

Il n'empêche que la plupart des trésoriers de Paris semblent avoir pris leur tâche à cœur, assistant aux audiences, et fort occupés par les différentes visites des lieux ou les chevauchées qui lui incombait. Il n'apparaît nullement, à la lecture des registres plumitifs du bureau, que la charge de trésorier du bureau des finances de Paris ait été une sinécure, à part peut-être dans les toutes dernières années de l'ancien régime¹³⁶.

134. Déjà cité à plusieurs reprises.

135. Fils du trésorier de l'Epargne, et sans doute apparenté à Paul Ardier, contrôleur général des gabelles en 1599 (*Registres du bureau de la ville de Paris*, tome XII, p. 62).

136. Il n'en était pas de même, semble-t-il, en province. D'après M. F. Dumont, à Moulins par exemple, il arrive qu'un seul trésorier vienne à la séance ; bien souvent, il n'y a d'ailleurs pas d'affaires à traiter ce jour là. En outre, les séances n'ont pas lieu aux heures prescrites (*op. cit.*, p. 48).

CHAPITRE III

LES TRÉSORIERS DANS LEURS RELATIONS AVEC D'AUTRES JURIDICTIONS

Au cours des précédents chapitres, nous avons pu voir que les trésoriers de France étaient fort jaloux de leurs prérogatives, et se défendaient contre tout empiètement venant d'autres organismes administratifs ou juridictionnels, dont les attributions étaient voisines des leurs.

Certains bureaux de province, en particulier celui de Riom¹, se trouvaient ainsi sans cesse en procès.

Il est vrai que les limites entre les compétences de tel ou tel organisme n'étaient jamais indiquées clairement. Il était généralement admis à l'époque, que plus il y avait de juges ou d'administrateurs compétents pour une même affaire, mieux le roi serait servi, puisqu'il s'en trouverait toujours bien un pour la traiter.

L'inconvénient du système résidait dans la fréquence des conflits. Mais si la situation devenait par trop tendue, il était toujours temps d'en référer au conseil du roi, qui tranchait le différend.

Ce chapitre ne reprendra pas le récit des difficultés qui surgirent parfois entre les trésoriers et les élus ; nous en avons déjà parlé dans la deuxième partie, à propos des attributions financières du bureau de Paris. Nous ne rappellerons également que pour mémoire les démêlées des trésoriers de la capitale avec les premiers intendants, car nous en avons longuement parlé dans la première partie de notre étude.

Ainsi que nous l'avons déjà dit, la lutte entre trésoriers et intendants était vite devenue inégale ; il semble que le bureau de Paris avait alors choisi la solution pacifique et raisonnable de la collaboration.

1. E. EVERAT, *op. cit.*, p. 112 et s.

Les intendants de Paris ne paraissent d'ailleurs pas s'être obstinés à mettre les trésoriers sous leur dépendance. Loin de chercher à amoindrir l'influence du bureau, ils aidèrent, le cas échéant, ce dernier dans ses procès contre les élus². Ils devaient même apprécier l'aide que leur apportaient les trésoriers désignés par le conseil pour la répartition des tailles. Ces officiers, spécialistes des affaires financières, rendaient de grands services, les bureaux rattachés à l'intendance étant peu importants.

*
* *

Indépendamment des intendants, le bureau des finances de Paris était en rapport plus ou moins direct avec les différentes juridictions de la généralité.

Nous évoquerons d'abord les relations du bureau avec les cours dites souveraines puis quelques-uns des conflits qui opposèrent les trésoriers au bureau de la ville de Paris. Nous indiquerons aussi comment le bureau des finances dut lutter contre les justices seigneuriales ou royales de la généralité, et quels furent ses rapports avec le lieutenant général de police. Enfin nous verrons quels étaient les inconvénients de ces conflits et comment il fut tenté d'y remédier.

Section I

Rapports avec les cours souveraines

D'après la déclaration du 18 janvier 1641, lorsqu'il est question dans un texte d'officiers des cours souveraines, les « trésoriers généraux de France doivent être compris et entendus »³.

En fait, les bureaux des finances ont une situation bien inférieure à celle des autres cours souverains, parlements, chambres des comptes, cours des aides. Le bureau de Paris, toutefois, garde un prestige plus grand : ses officiers appartiennent souvent à des familles illustres, certains d'entre eux sont appréciés pour leur compétence et reçoivent des commissions royales. Les trésoriers de la capitale défendent donc leur indépendance à l'égard des cours souveraines avec beaucoup d'obstination, et leurs efforts sont parfois couronnés de succès.

Voyons successivement ce que furent les rapports du bureau

2. Z₁F 614, fol 25 v^o ; voir plus haut, p. 90.

3. Cité dans K 888, pièce n^o 4 *bis*.

de Paris avec le parlement, la chambre des comptes et la cour des aides de la capitale.

§ 1. — *Le parlement*

Les décisions du bureau des finances, lorsqu'il statue au contentieux, sont susceptibles d'appel devant le parlement, en matière domaniale ou de voirie. Toutefois, le bureau juge en dernier ressort jusqu'à 250 livres de capital ou 10 livres⁴ de rente. Mais nous avons déjà indiqué que, lorsqu'il s'agit de juridiction en direction, le recours n'est possible que devant le conseil du roi.

Les conflits entre bureaux des finances et parlements de province sont fréquents. Pour éviter toute dépendance vis-à-vis du parlement, les bureaux de Rouen, Caen et Alençon n'avaient pas accepté la juridiction contentieuse du domaine et de la voirie, en 1627⁵. Le bureau de Riom était en lutte chronique avec le parlement⁶. En 1650, il fallut que le conseil dépêchât un intendant des finances pour régler un conflit entre le parlement de Toulouse et le bureau des finances de Montauban⁷.

A Bordeaux, à propos de la confection du terrier du domaine royal, les difficultés furent telles entre le bureau des finances et le parlement, que le conseil dut prendre des sanctions⁸.

En 1691, l'édit attribuant aux bureaux des finances de Normandie la juridiction contentieuse du domaine et de la voirie précisa bien que les jugements seraient susceptibles d'appel au parlement de Rouen, mais sans que les trésoriers puissent être pour autant « assujettis à aucune réception, serment ni même comparance »⁹.

En 1703, il en fut de même pour le bureau de Dijon : il était indiqué dans l'édit que, malgré l'appel devant le parlement, les trésoriers resteraient officiers de compagnie supérieure.

Cette subtilité paraissait normale, les requêtes de l'Hôtel et du Palais étant dans la même situation¹⁰.

4. D'après LÉGIER (*op. cit.*, p. 453) les limites pour la chambre du domaine auraient été fixées à 150 et 10 livres, avec au-delà de ces chiffres appel devant la grand' chambre du parlement.

5. J. VANNIER, *op. cit.*, p. 86.

6. E. EVERAT, *op. cit.*, p. 159.

7. J.-P. CHARMEIL, thèse citée, p. 417.

8. E. EVERAT, *op. cit.*, p. 161 : le parlement de Paris prit fait et cause pour celui de Bordeaux, et fit des remontrances au roi.

9. Par contre, les présidents du bureau de Paris, à partir de 1693, devaient se faire recevoir au parlement, en raison du rattachement de la chambre du trésor au bureau des finances.

10. PATAS DE BOURGNEUF, *op. cit.*, p. 69.

À Paris, également, les occasions de conflits ne manquaient pas.

En matière de voirie, notamment, le bureau avait souvent recours au conseil du roi pour faire casser les décisions rendues en appel par le parlement lorsqu'elles modifiaient des ordonnances des trésoriers.

Guyot¹¹ cite entre autres trois arrêts du conseil de la fin du XVIII^e siècle, concernant des affaires d'alignement et de péril imminent, à Paris et à Charenton.

De même, en 1778, deux arrêts du conseil cassèrent deux arrêts du parlement rendus en appel de deux ordonnances du bureau des finances. L'une de ces affaires concernait une construction entreprise sans autorisation par un aubergiste le long d'une route royale, l'autre les estimations d'indemnités relatives aux matériaux pris chez des particuliers par des entrepreneurs, pour la route de Versailles¹².

D'autre part, le parlement était souvent appelé à trancher des conflits de compétence entre le bureau des finances et une autre juridiction, soit le Châtelet, soit une justice seigneuriale. Ceci ne contribuait guère à améliorer les relations entre les trésoriers et le parlement¹³.

À la fin du XVIII^e siècle, le parlement voudrait que les procureurs du roi au bureau des finances soient considérés comme les substituts de son procureur général, et empêcher que le bureau reçoive directement certaines lettres royales, ainsi qu'il en a le privilège¹⁴. C'est ainsi qu'en 1782, le procureur général du parlement envoya l'édit du 12 juillet rétablissant les offices de trésoriers supprimés en 1771, à l'avocat du roi au bureau des finances, avec l'arrêt d'enregistrement au parlement, en lui enjoignant de faire lire les deux textes à l'audience du bureau et de les faire transcrire¹⁵.

En fait, les trésoriers reconnaissent eux-mêmes que le procureur général du parlement pourrait donner des instructions au procureur du bureau, mais seulement dans les affaires qui relèvent en appel du parlement, et non pour les questions jugées en direction¹⁶.

★

Dans la deuxième moitié du XVIII^e siècle, il fut question à plusieurs reprises d'établir un règlement des rapports entre les

11. GUYOT, *Répertoire cité*, tome XVII, p. 292 et 293. Les trésoriers, triomphants, firent afficher l'un de ces arrêts.

12. Z₁F 634, fol. 62 et v^o.

13. Voir plus loin, p. 239.

14. Lettres de naturalité, d'anoblissement par exemple (K 890, pièce 1, p. 99).

15. Z₁F 643, fol. 1.

16. K 890, pièce n^o 1, p. 99.

parlements et les bureaux des finances. En réalité, les conflits étaient certes fréquents, parfois aigus, mais la différence était trop grande entre le bureau des finances et le parlement de Paris pour que les rapports entre ces deux juridictions puissent réellement s'envenimer.

D'ailleurs, les liens de famille qui existaient entre de nombreux trésoriers et les conseillers ou présidents du parlement ne pouvaient que contribuer à améliorer les relations¹⁷. Citons par exemple, à la fin du xvi^e et au début du xvii^e siècles, les trésoriers Jacques de Moucy, Charles de Bordeaux, Jean de Ligny, tous fils de conseillers au parlement de Paris. Il en est de même pour Georges de Savonnières à la fin du xvii^e siècle. Le neveu de François Vallée, les fils de Philippe de Coulanges et de Claude Fornier de Montagny sont également conseillers de cette cour.

Les familles de Bragelongne, Ferrand, Aubery de Vatan, de Fourcy, Pichon, Petit de Ravannes, Le Fèvre de Caumartin, Pinon, de Pleurre, Mérault, de Mesmes, comptent à la fois des membres du bureau des finances et des conseillers ou des présidents au parlement.

§ 2. — *La chambre des comptes*

A ces mêmes familles appartiennent également des officiers de la chambre des comptes de Paris. Mais nous pouvons y ajouter les trésoriers Claude de Bugnons, Antoine Danès, René d'Almeras baron de Valgrand, Claude Ridet de Plaine Sevette, François Lhuillier de Précy, Jacques le Comte, Timoléon Hotman de Fontenay, Jean Auget de Boissy, baron de Monthion, Philippe Perrotin de Barmond, qui sont tous apparentés, et en général, alliés également à des maîtres ou présidents à la chambre des comptes.

Parfois un auditeur ou un correcteur à la chambre des comptes acquiert ensuite un office au bureau des finances¹⁸. Ou bien au contraire, un trésorier devient maître ou président à la chambre, par exemple Laurent Berthemet, Pierre de Pleurre, Paul Ardier de Beauregard, Philippe de Coulanges, Benoît Milon. Citons le cas de François Lhuillier de Précy, d'abord trésorier, puis maître des comptes à Paris, puis conseiller au parlement de Metz. Le premier président au bureau des finances Jean de Massol, apparenté à plusieurs officiers des cours

17. Voir aussi plus haut, p. 188 et s.

18. Jacques de Moucy, correcteur aux Comptes, puis procureur du roi au bureau, Jean Amaury, auditeur aux Comptes puis trésorier. De même Jean-Baptiste Denis.

souveraines, était en outre avocat général à la chambre des comptes.

Malgré ces relations de famille, les rapports entre le bureau des finances de Paris et la chambre des comptes de la capitale ne sont pas toujours parfaits.

Nous avons déjà vu¹⁹ que les trésoriers sont considérés comme membres de la chambre des comptes, qui prétend volontiers avoir un pouvoir de direction sur les membres du bureau des finances.

Ainsi, en 1581, elle convoqua les trésoriers pour leur rappeler que les édits royaux exigeaient la présence d'au moins trois d'entre eux à chaque séance ; or, bien souvent un seul assurait le service. Ils répliquèrent qu'un règlement du roi les avait récemment dispensés de cette obligation. La chambre réclama et obtint une copie de ce règlement²⁰.

Les membres du bureau des finances semblaient donc à cette époque reconnaître à la chambre des comptes un certain pouvoir hiérarchique sur eux. Pourtant à la fin du XVIII^e siècle, des extraits d'ordonnances et différents autres textes furent réunis, afin de prouver que cette cour n'avait aucun pouvoir sur les trésoriers de France. Sans doute les trésoriers, en perdant de leur importance, devenaient-ils plus susceptibles.

En fait, il a toujours été admis que la chambre des comptes, collégialement assemblée, a la préséance sur le bureau des finances. De plus, elle a la haute surveillance du domaine royal, et juge les comptes des comptables après vérification par les trésoriers. Elle prétendit souvent au droit de s'occuper des scellés et inventaires sur les biens des comptables, mais le bureau sut défendre ses attributions, et, jusqu'à la fin du XVIII^e siècle, des arrêts du conseil donnèrent gain de cause aux trésoriers sur ce point²¹.

Comme le parlement, la chambre des comptes de Paris essaie d'éviter que les bureaux des finances ne reçoivent directement des déclarations royales, sans y parvenir, d'ailleurs. Elle prétend aussi qualifier les procureurs du roi au bureau, de substitués de son procureur général²². Un arrêt du conseil de 1744 donna gain de cause sur ce point au bureau de Paris et, plus généralement, défendit à la chambre « de se servir envers les officiers des bureaux des finances d'injonction ni de mandements, ni d'entreprendre sur eux aucune sorte de juridiction, correction ni discipline »²³.

19. Voir plus haut, p. 175.

20. Z₁F 108, fol. 31 v^o.

21. K. 890, pièce n^o 1, p. 61, qui cite des arrêts de 1649, 1713 et 1776.

22. K 890 pièce n^o 1, p. 99 ; des incidents analogues se produisirent à Riom en 1768 (E. EVERAT, *op. cit.*, p. 158 et 159).

23. K 890, pièce n^o 6, p. 21.

Autre source de conflits, le dépôt des procès-verbaux des chevauchées. L'édit de 1551 avait prévu que chaque trésorier général devrait adresser en fin d'année un rapport sur son activité, au conseil et à la chambre des comptes. En 1577, l'édit de Poitiers prescrit les mêmes dépôts pour les procès-verbaux des chevauchées²⁴.

Mais, au XVIII^e siècle, les trésoriers estiment que ces procès-verbaux ne doivent être déposés qu'au conseil. Des arrêts du conseil de 1711 et 1712 leur donnèrent gain de cause, contre la chambre des comptes²⁵.

Les bureaux des finances de province ont bien des difficultés avec les chambres des comptes à propos de la réception des foi et hommage. Mais le bureau de Paris n'est pas compétent à cet égard, ce qui évite ces conflits parfois fort désagréables²⁶.

§ 3. — *La cour des aides*

Quelques liens de parenté — assez rares il est vrai — auraient dû éviter toute difficulté grave entre la cour des aides et le bureau des finances de Paris²⁷.

Mais le problème était en réalité un peu différent. La cour des aides n'était pas parvenue à acquérir un prestige analogue à celui du parlement et de la chambre des comptes. Les conflits avec les trésoriers ne pouvaient être que favorisés par cette situation.

Les trésoriers de Paris, dans les cérémonies, prenaient place après les présidents et avant les conseillers des aides²⁸. Historiquement, par les généraux des finances, ils se rattachaient à la cour des aides, et même avec une sorte de préséance, les généraux des finances des aides ayant eu le droit de siéger à la cour, tandis que les conseillers à la justice des aides ne pouvaient s'occuper des questions administratives²⁹.

Il est de fait, en tout cas, que le bureau de Riom et la cour des aides de Clermont étaient sans cesse en procès³⁰, et que la situation à Paris n'était guère meilleure.

24. JOUSSE, *op. cit.*, tome II, p. 35.

25. PATAS DE BOURGNEUF, *op. cit.*, p. 95.

26. F. DUMONT, *op. cit.*, p. 118 et s.

27. Citons Antoine et Pierre Danès et aussi Louis Picot de Santenay, apparentés à des présidents à la cour des aides de Paris.

28. ... lorsque ceux-ci consentaient à leur faire place. En 1643, au service funèbre du roi Louis XIII, les deux trésoriers représentant le bureau durent se retirer, en raison de la mauvaise volonté des conseillers des aides; ils n'avaient pas osé insister « pour le respect du lieu et de la cérémonie » (Z1F 201, fol. 144).

29. U 992, p. 44 et 45, les généraux des finances étaient reçus à l'origine à la Cour des aides; les trésoriers généraux en furent dispensés en 1577.

30. E. EVERAT, *op. cit.*, p. 127.

Les prétextes de conflits sont multiples. Guyot cite dans son répertoire de jurisprudence³¹ un incident entre le bureau d'Orléans et la cour des aides de Paris à propos du rôle de surveillance de ces deux juridictions sur les officiers des élections et des greniers à sel.

D'une façon plus générale, la cour des aides soutient volontiers les élus et les officiers des greniers à sel contre les trésoriers de France, lorsqu'elle en a l'occasion.

A l'époque de la Fronde notamment, elle prit le parti des élus qui refusaient aux trésoriers la présidence des séances de département des tailles³².

Un mémoire rédigé en 1780 par le conseiller à la cour des aides Poitevin de Maisseney³³, relate un certain nombre de difficultés survenues entre cette juridiction et le bureau des finances de Paris.

Par exemple, en 1674, des officiers des greniers à sel attaquèrent des ordonnances des trésoriers de Paris qui avaient décidé de procéder à une nouvelle information sur leurs vie et mœurs, après que la cour des aides y eut déjà pourvu. Ils obtinrent gain de cause.

Mais l'affaire la plus délicate eut lieu en 1659. Les élus de Provins avaient fait appel devant la cour des aides contre une ordonnance des trésoriers de Paris les condamnant à une amende³⁴. La cour les déchargea, et décréta d'ajournement personnel les trésoriers qui refusaient de se soumettre à cette décision. Le bureau répliqua en décrétant également les membres de la cour des aides d'ajournement personnel. Un arrêt du conseil du 31 décembre 1659 annula toutes ces décisions et ordonna qu'un huissier du conseil, en présence du chancelier, ferait rayer sur les registres les ordonnances rendues par les trésoriers dans cette affaire.

Les conflits entre les bureaux des finances et la cour des aides de Paris devinrent moins nombreux au XVIII^e siècle, mais, d'après le conseiller Poitevin de Maisseney, c'est tout simplement parce que les trésoriers avaient été dépossédés d'une grande partie de leurs attributions au profit des intendants.

31. *Op. cit.*, p. 293 et 294. Voir aussi J.-P. CHARMEIL, thèse citée, p. 505 et s., pour un conflit entre le bureau de Montauban et la cour des aides de Cahors, au sujet d'une question de paiement de gages.

32. J.-P. CHARMEIL, thèse citée, p. 630 et 634.

33. K 888, pièce n° 5.

34. Pour un bail passé à tort par l'élection.

Section II

Rapports avec la ville de Paris

Les relations entre le bureau des finances de la capitale et le bureau de la ville de Paris sont généralement assez tendues. La ville, fort riche, dispose d'une large influence. Le pouvoir royal ne peut guère la mécontenter, car il a volontiers recours à son crédit.

La ville de Paris jouit d'une large autonomie financière, liée à l'existence des rentes sur l'Hôtel de Ville. Lorsque les trésoriers de France reçoivent mission d'examiner la gestion financière de la ville, le prévôt des marchands proteste violemment et obtient en général gain de cause.

Quand les trésoriers de Paris furent chargés en 1602 de vérifier l'état des caisses de tous les receveurs à la suite d'un changement dans la valeur des monnaies, la ville alla se plaindre devant le conseil privé du roi, sans succès toutefois. Deux échevins vinrent donc inviter les trésoriers à une séance du bureau de la ville. Ces derniers, prudemment, firent demander quelle serait leur place, et il leur fut répondu qu'ils prendraient place après les échevins. L'affront était manifeste, et ils refusèrent de venir.

À la suite de cet incident, les membres du bureau de la ville et les deux trésoriers chargés de la vérification furent convoqués au conseil. Le procureur de la ville fit un long discours, protestant de sa soumission, mais aussi réclamant le maintien des privilèges de Paris. Il termina en acceptant la vérification des caisses de la ville, en présence des membres du bureau de la ville, mais en suppliant que les états des receveurs ne soient pas vérifiés par le bureau des finances. Le 10 septembre 1602, le conseil du roi rendit un arrêt ordonnant aux trésoriers de continuer les opérations de vérification. La ville adressa dès le lendemain une nouvelle supplique au roi³⁵.

On ignore la fin de l'incident. Peut-être les trésoriers eurent-ils gain de cause à cette occasion ; mais dans ce cas leur succès fut sans lendemain, la ville ayant jusqu'à la fin de l'ancien régime affirmé hautement son indépendance en matière financière.

D'autre part, la ville prétend avoir la voirie sur les fossés, remparts, murailles, quais, égoûts, portes et places environnantes, cela au xvii^e comme au xviii^e siècle³⁶. D'où une nouvelle

35. *Registres du bureau de la ville*, tome XIII, p. 9 et s.

36. *Registres*, tome XIX 24 septembre 1627 et Z₁F 643, fol. 105 v^o et s.

source de conflits. Les membres du bureau de la ville l'avouent eux-mêmes, avec une certaine satisfaction semble-t-il, dans une lettre à leurs confrères de Lyon datant du 24 septembre 1627 : « Fort souvent nous avons eu ainsi des rencontres contre lesdits sieurs trésoriers généraux de France, lesquels, comme ils s'augmentent en nombre de temps en temps, cherchent aussi nouveaux emplois pour entreprendre sur l'autorité et fonctions de nos charges, mais ils nous ont toujours à la rencontre pour les en empêcher »³⁷.

En 1787 la situation ne s'est pas améliorée³⁸, les trésoriers se plaignent que la ville ne demande ni permission, ni alignement lorsqu'elle entreprend des constructions et réparations sur son domaine, comme elle devrait le faire en vertu de nombreux textes. Elle donne par contre des permissions et des alignements pour les places vagues des fossés et remparts, et le long des égoûts, ce qui pourtant lui a été interdit à plusieurs reprises, tant par le conseil que par le parlement³⁹.

Non content de sa très large indépendance vis-à-vis des trésoriers de la capitale, le bureau de la ville s'efforce de créer des difficultés aux trésoriers de province. En 1625, il encourage le prévôt et les échevins de Lyon à empêcher les trésoriers de France de vérifier la comptabilité du receveur de la ville ; en 1627 il fait de même pour les affaires de voirie³⁷.

Dans toutes ces occasions, le ton est généralement peu amène, tant du côté de la ville que pour les textes émanant des trésoriers. Ainsi en 1614, le prévôt des marchands est sommé par le bureau des finances de faire réparer un pont à Choisy-sur-Seine, dont l'entretien est à la charge de la ville. Il est précisé, à la fin de l'ordonnance du bureau qu'autrement, il « sera procédé par voie de saisie sur les deniers patrimoniaux de ladite ville pour employer à ladite réparation »⁴⁰.

Il est pourtant fréquent que les trésoriers de Paris soient apparentés à des membres du bureau ou à des conseillers de la ville. Ainsi, Nicolas de Neuville, prévôt des marchands en 1566 est frère du trésorier Jean de Neuville ; il a épousé la fille du trésorier Guillaume Prudhomme⁴¹.

La famille de Bragelongne, tant de fois nommée, compte deux prévôts des marchands en 1558 et 1602, dont l'un a un fils et un petit-fils trésoriers de France.

37. *Registres*, tome XIX, 5 mars 1625 et 24 septembre 1627.

38. Z₁F 643, 10 juin 1787.

39. Z₁F 1071, Mémoire.

40. Z₁F 160, fol. 26 v^o.

41. Citons aussi Jean Bureau et Gaillard Spisame, l'un trésorier, l'autre général des finances, qui furent prévôts des marchands en 1450 et 1528.

Il en est de même pour les familles Aubery de Vatan, Danès et de Fourcy.

Mieux encore, Pierre Le Gendre de Villeroy, au ^{xvi}^e siècle, est à la fois trésorier de Paris et prévôt des marchands, et Pierre de Pleurre, officier du bureau des finances, est à un moment conseiller de la ville.

D'autre part, les trésoriers, le prévôt des marchands et les échevins sont souvent appelés à travailler ensemble. Ils peuvent être chargés de donner leur avis sur une même question : établissement d'un pont, transfert d'un marché, ouverture d'une rue⁴². Ou bien, ils sont même appelés à régler une affaire en commun. Par exemple, en 1623, un arrêt du conseil les chargea de procéder au partage des eaux des fontaines de Rungis⁴³ ; puis en 1627, ils furent invités à pourvoir ensemble à la clôture des faubourgs Saint-Michel, Saint-Germain, et Saint-Jacques⁴⁴. En 1763, le prévôt des marchands et un trésorier de France furent chargés de décider des alignements pour les nouvelles rues proches de la place Louis XV et de la halle au blés⁴⁵.

Si le partage des attributions est prévu à l'avance avec une certaine précision, il est relativement simple d'éviter les conflits. Ainsi, en cas d'inondations, le bureau de la ville a la priorité pour l'inspection des dégâts, mais, dès que les eaux se sont retirées, le bureau des finances redevient compétent⁴⁶.

Sinon un compromis intervient. Par exemple, en 1610, la ville ne s'était pas occupée en temps utile du nettoyage des égouts. Le 8 octobre, l'un des trésoriers de Paris fut chargé de faire exécuter les travaux nécessaires, avec l'aide du bureau de la ville, qui protesta avec indignation. Le conseil fut réuni, et il fut décidé par arrêt du 26 avril 1611, que les baux seraient passés conjointement par les trésoriers, le prévôt des marchands et un échevin, « le tout sans tirer à conséquence »⁴⁶.

Section III

Les bailliages et prévôtés Les justices seigneuriales

Les trésoriers ont à défendre leurs attributions, surtout d'ailleurs en matière de voirie, contre les prévôtés et les bailliages

42. *Registres du bureau de la ville*, tome XVIII, p. 344 ; tome XIX, 10 et 20 décembre 1624 ; tome XVI, p. 446.

43. *Registres du bureau de la ville*, tome XIX, p. 313.

44. Z₁F 477, 19 décembre 1763.

45. H. MONIN, *op. cit.*, p. 566.

46. *Registres du bureau de la ville*, tome XV, p. 37 et Z₁F 1054 (liasse).

royaux, et en particulier contre la plus importante de ces juridictions : le Châtelet de Paris. Cette question fera l'objet des deux premiers paragraphes ; le troisième concernera les rapports entre le bureau des finances de Paris et le lieutenant général de police, rattaché au Châtelet. Enfin, nous donnerons quelques indications sur les rapports entre les trésoriers et les justices seigneuriales de la généralité.

§ 1. — *Bailliages et prévôtés*

Les anciens trésoriers de France avaient été créés au ^{xiv}^e siècle pour diriger l'administration du domaine royal, au-dessus des baillis et sénéchaux⁴⁷. Leurs successeurs conservèrent un droit de préséance. Lorsque les trésoriers généraux assistent à l'ouverture du parlement, c'est « au banc des baillis et au-dessus d'eux »⁴⁸.

En 1627, les bailliages perdirent, au profit des bureaux des finances, la juridiction domaniale qui leur avait été réservée en 1536 par l'édit de Crémieu. Non sans quelque amertume d'ailleurs : en 1633, un officier du bailliage d'Orléans se moquait encore de l'incompétence des trésoriers généraux en matière contentieuse, dans une lettre au chancelier Séguier⁴⁹.

Quoi qu'il en soit, ainsi que nous l'avons dit, les bureaux de Normandie refusèrent cette attribution de compétence, afin de ne pas être subordonnés au parlement.

Dans la généralité de Paris, les juges ordinaires gardèrent jusqu'en 1693 la connaissance des affaires contentieuses du domaine, dans les bailliages qui n'étaient pas du ressort de la chambre du trésor⁵⁰.

Les baillis ou prévôts royaux essayèrent parfois d'empiéter sur les attributions du bureau des finances de Paris, mais les conflits semblent avoir été de peu d'importance.

Notons tout d'abord que les bailliages seuls font apposer les scellés après décès des bénéficiaires consistoriaux, et donnent à bail les biens en régle, bien qu'en théorie, les trésoriers soient compétents en ce domaine⁵¹.

Les registres plumitifs du bureau mentionnent quelques conflits avec les bailliages ou prévôtés de la généralité pour des

47. F. OLIVIER-MARTIN, *Histoire du droit français*, Paris 1948, p. 597. A Riom, les trésoriers parvenaient mal à faire admettre leur préséance vis-à-vis des officiers de la sénéchaussée d'Auvergne (E. EVERAT, *op. cit.*, p. 117 et s.).

48. Z₁F 252, fol. 33 v^o.

49. G. PAGÈS, *Essai, op. cit.*, p. 28.

50. Edit de réunion de la chambre du trésor au bureau des finances de Paris, en mars 1693, cité dans U 992, p. 28.

51. K 890, pièce n^o 1, p. 30.

questions relatives à la voirie ou au domaine royal. En 1645, les trésoriers cassent un bail relatif aux droits de la ville et passé par le bailli de Houdan⁵², en faisant défense au fermier de s'en prévaloir, à peine d'amende. En 1696, sur remontrances du procureur du roi, les trésoriers évoquent en leur bureau une affaire en cours devant le bailli de Sens, touchant à la réparation d'un moulin du domaine royal, à peine de nullité et de 500 livres d'amende⁵³.

Il est également fait mention la même année d'un conflit avec le prévôt de Tournan, qui a ordonné aux habitants de plusieurs paroisses de fournir les « hommes, chevaux, outils et harnais » nécessaires pour réparer le pavé, alors que les trésoriers sont grands voyers dans toute la généralité de Paris⁵⁴.

En 1763, le bureau des finances évoque une affaire relative aux ponts et chaussées, qui a été portée à tort devant le prévôt de Montlhéry⁵⁵.

En 1774, il est fait défense par arrêt du conseil aux officiers du bailliage de Coulommiers de s'immiscer dans les affaires relatives aux alignements le long des routes royales⁵⁶.

Il ne semble pas toutefois que les relations entre les bailliages de la généralité et les trésoriers de Paris aient été réellement difficiles. Ainsi, en 1710, à propos d'un litige relatif à des ouvrages de ponts et chaussées, le bureau chargea le lieutenant général de Dreux, en tant que plus proche juge royal, d'informer en son nom des faits contenus dans la requête présentée par l'adjudicataire. Le lieutenant général devait communiquer les résultats de son enquête au procureur du roi au bureau des finances⁵⁷.

De même, les deux trésoriers de Paris commis par le roi pour surveiller le commerce des blés dans quatre élections de la généralité, semblent avoir collaboré sans difficultés avec les juges royaux, notamment avec le lieutenant général de Montfort-l'Amaury⁵⁸.

Mais les relations étaient moins faciles entre le bureau des finances de Paris et le Châtelet, la « prévôté et la vicomté de Paris », qui était en réalité le bailliage le plus important de France.

52. Z₁F 204, fol. 38 v^o.

53. Z₁F 310, fol. 1.

54. Z₁F 310, fol. 3 v^o.

55. Z₁F 477, 1^{er} février 1763.

56. GUYOT, *Répertoire*, op. cit., tome XVII, p. 291.

57. Z₁F 372, fol. 129 v^o et 130.

58. Z₁F 916 (12, 27, 29 juillet 1709, par exemple).

§ 2. — *Le Châtelet*

Plusieurs trésoriers étaient apparentés à des officiers du Châtelet de Paris : citons les familles de Bragelongne, Ferrand, Pichon, Mérault. Ajoutons que Jean Vigneron fut successivement avocat du roi au Châtelet, lieutenant général à la chambre du trésor, puis second président au bureau des finances de Paris. L'avocat du roi au bureau Antoine Ferrand, de son côté, devint lieutenant particulier au Châtelet au bout de quelques années. Pierre Pinon avait été conseiller au Châtelet avant de devenir trésorier général à Paris en 1637. Tout cela n'empêchait nullement les conflits entre le bureau de Paris et le Châtelet, dont les attributions étaient voisines en certains domaines.

Un édit de décembre 1607 avait attribué au prévôt de Paris ou à son lieutenant, c'est-à-dire en fait au Châtelet, la juridiction en matière de voirie, sauf appel au parlement. La chambre du trésor était toutefois seule compétente pour connaître des différends touchant aux droits affectés à la voirie. Par arrêt du conseil du 5 septembre 1609, il avait été interdit aux officiers du Châtelet de juger des affaires concernant des droits domaniaux et de voirie, à peine de 1 000 livres d'amende⁵⁹. Mais en outre, l'édit d'avril 1627 attribua aux bureaux des finances la juridiction en première instance de la voirie, et déposséda ainsi partiellement le Châtelet.

Bien entendu, cela n'allait pas sans difficultés. Le Châtelet restait compétent pour toutes les affaires de police ordinaire, et il est bien difficile de distinguer avec précision police et voirie. Il y eut toujours des différends entre les officiers du bureau et ceux du Châtelet, à propos des permissions d'échoppes et étalages⁶⁰. En 1645, le procureur du roi au bureau des finances signala aux trésoriers qu'une affaire concernant un alignement allait être jugée au Châtelet ; les parties furent assignées devant le bureau, à peine de 50 livres d'amende et nullité de toute autre procédure⁶¹.

Il y avait également des conflits à propos de scellés sur les biens des comptables : en 1699, le bureau des finances avait donné l'ordre d'apposer des scellés sur les biens d'un receveur des tailles décédé. Ce dernier devait en effet des sommes importantes à la recette générale. Le receveur général et le tuteur des enfants du défunt obtinrent la levée des scellés. Mais un contre-scel avait été apposé à la requête du procureur du roi au

59. Filiation chronologique U 992, p. 22 : cette juridiction était réservée à la chambre du trésor.

60. Deux conflits en 1666 et 1778 cités à titre d'exemples dans K 890, pièce n° 1.

61. Z₁F 204, 13 janvier 1645.

Châtelet, par un commissaire du Châtelet, pour d'autres dettes. Le procureur du Châtelet prétendit que la levée des scellés relevait du lieutenant civil. Les trésoriers objectèrent que les dettes envers le roi devaient passer avant toutes les autres, et le conseil du roi leur donna gain de cause. Les trésoriers reçurent l'ordre de lever les scellés et de faire l'inventaire des biens en présence du procureur et du commissaire du Châtelet, les opposants ou intervenants dûment appelés. Toutefois, le bureau des finances, bien entendu, ne pouvait juger que les contestations relatives aux sommes dues à la recette générale⁶².

Le parlement eut aussi maintes fois l'occasion de régler des conflits entre le Châtelet et le bureau des finances à propos d'affaires de voirie. Dans un arrêt rendu le 8 avril 1780, il tenta d'établir un partage minutieux des compétences entre les deux organismes.

D'après la décision du parlement, les officiers du Châtelet doivent, à l'exclusion de tous autres juges, résoudre les litiges touchant « la police dans les rues, places publiques et carrefours de la ville et faubourgs de Paris, notamment en ce qui concerne le nettoyage, l'enlèvement des immondices, le rangement des matériaux, tonnes, tonneaux et autres marchandises d'épicerie et denrées de toutes espèces, ensemble les échoppes, étalages et la liberté de la voie publique ». En vertu de ce même texte, le bureau des finances en est réduit à « ce qui concerne les bâtiments et constructions des bâtiments et autres ouvrages saillants des maisons »⁶³.

§ 3. — *Le lieutenant de police*

Il est précisé en outre dans ce même arrêt du parlement, que « le lieutenant général de police et les officiers du bureau des finances connaîtront concurremment et par prévention des périls imminents des maisons et bâtiments de la ville et faubourgs de Paris, en ce qui regarde les murs ayant face sur rue, et tout ce qui pourrait, par la chute desdites maisons, nuire à la sûreté ou à la voie publique ».

En fait, les conflits entre les trésoriers et les officiers du Châtelet peuvent être parfois assez aigus, mais le véritable danger vient du lieutenant général de police qui, peu à peu se voit confier pour Paris l'essentiel des attributions du bureau des finances en matière de voirie. Chose curieuse, les difficultés semblent s'être résolues à l'amiable.

62. Arrêt du conseil du 5 août 1699 cité dans Z₁F 612, fol. 69 v°. Il y eut un autre conflit à propos d'un receveur des tailles de Nemours en 1667 (K 890, pièce n° 1)..

63. Arrêt du parlement du 8 avril 1780 cité par H. MONIN, p. 430.

La charge avait été créée en 1667. Le lieutenant général était assisté de commissaires-examineurs du Châtelet, nombreux et actifs. Une déclaration de 1729 lui donna des droits étendus en matière de péril imminent⁶⁴. Mais, bien avant cette date, le lieutenant de police disputait aux trésoriers leur compétence dans ce domaine. Cela permettait de prolonger les procès à l'excès, au détriment de la sécurité publique.

Ainsi, en 1696, après avoir épuisé tous les moyens que lui offrait la procédure devant le bureau des finances pour retarder la démolition de sa maison, un plaideur porta l'affaire devant le lieutenant général de police. Les trésoriers décrétèrent d'ailleurs que « sans avoir égard à la procédure faite au Châtelet..., attendu le péril pressant en question », le mur de façade devrait être abattu le jour même⁶⁵.

La surveillance des dépôts et étalages sur la voie publique appartient longtemps au bureau des finances de Paris, qui obtint même confirmation de ses pouvoirs en 1666, contre le Châtelet⁶⁶. Mais, par la suite, le lieutenant de police et le Châtelet dépossédèrent à peu près totalement les trésoriers.

Le lieutenant de police était consulté à l'occasion de l'ouverture de nouvelles rues à Paris, comme les trésoriers de France et le bureau de la ville⁶⁷. Un arrêt du conseil en septembre 1777 lui accorda en outre « la connaissance du fait des carrières »⁶⁸.

*
* * *

Selon les trésoriers de France eux-mêmes, la collaboration entre eux et le lieutenant général de police s'avéra fructueuse. Les membres du bureau des finances, à l'occasion d'une ordonnance de 1764⁶⁹ concernant les gouttières saillantes, précisaient : « sur ces considérations et autres relatives à son ministère, le lieutenant général de police a désiré se concerter avec le bureau des finances pour faire concourir ensemble les différentes autorités qui peuvent opérer ce changement utile, comme elles se sont déjà réunies avec le plus grand succès pour la suppression des enseignes saillantes ».

A la fin du XVIII^e siècle, les méthodes de collaboration entre

64. Cité dans H. MONIN, p. 430.

65. Z₁F 310, fol. 99.

66. Arrêt du conseil du 19 novembre (Z₁F 1071, mémoire). Le registre Z₁F 891, par exemple (années 1676 à 1678) contient de nombreux exemples de l'activité des trésoriers en ce domaine.

67. H. MONIN, *op. cit.*, p. 431.

68. Z₁F 1049, pièce datée du 7 septembre 1778 (rapport d'Antonin Dupont, professeur de mathématiques et inspecteur des carrières).

69. K 1052, dossier n° 3, ordonnance du 16 juillet 1764.

les deux organismes sont bien au point. Ainsi, le 24 mars 1780 devant la compagnie assemblée, le premier président fit lecture d'une lettre du lieutenant général de police qui, après s'être concerté avec le trésorier Gissey⁷⁰, proposait que le bureau des finances commît quatre de ses membres, qui, avec quatre commissaires du Châtelet désignés par lui-même et les quatre commissaires de la voirie, formeraient quatre groupes devant visiter chacun l'un des quartiers de Paris, afin de proposer toutes solutions utiles pour empêcher l'encombrement de la voie publique par les échoppes et étalages. Tous s'assembleraient chaque quinzaine chez le lieutenant de police pour prendre des décisions en commun⁷¹.

§ 4. — *Justices seigneuriales*⁷²

Les trésoriers de Paris ont aussi à défendre leurs attributions contre les empiètements dus à la multiplicité des justices seigneuriales. Pour la ville de Paris proprement dite, la situation fut réglée par la suppression et la réunion au Châtelet des justices seigneuriales en 1674. Mais celles de banlieue subsistèrent. D'après le mémoire pour le duc de Bourgogne, il y avait dans l'élection de Paris 460 justices de seigneurs à la fin du xvii^e siècle⁷³.

Avant 1674, la situation du bureau des finances était assez difficile en ce qui concernait la voirie de Paris. Ainsi, le commis des trésoriers pour la petite voirie se plaignait en 1666 d'avoir à partager ses attributions avec treize autres voyers de seigneurs hauts justiciers...⁷⁴.

Le parlement est fréquemment appelé à juger des différends entre les trésoriers de Paris et les voyers des justices seigneuriales. Le principe est le suivant, d'après le procureur général Talon, en 1661 : les justices seigneuriales ne voudraient pas se charger de l'entretien du pavé et des autres obligations attachées à l'exercice de la grande voirie. Les trésoriers s'en occupent au nom du roi. Par contre, il est difficile de retirer la petite voirie aux justices seigneuriales qui produisent des titres anciens et justifient d'une possession continue⁷⁵.

70. Commissaire du conseil pour les ponts et chaussées en 1787 et commissaire aussi pour le département des tailles.

71. Z₁F 921 (liasse).

72. Presque tous ces renseignements sont tirés d'un ouvrage de M. P. LEMERCIER, *Les justices seigneuriales de Paris*, thèse, Paris 1933.

73. *Mémoire des Intendants*, op. cit., p. 205.

74. P. LEMERCIER, op. cit., p. 178.

75. P. LEMERCIER, op. cit., p. 177. Il s'agit d'un arrêt du parlement du 18 janvier 1661 opposant les trésoriers de Paris au voyer de l'archevêché de Paris. D'autres arrêts furent rendus dans un sens analogue pour la haute justice de Ste-Geneviève et de St-Germain des Prés (même ouvrage, p. 178 et 179).

Mais, en 1674, ainsi que nous l'avons déjà dit, la situation changea pour la ville de Paris. Quelques mois plus tard, le parlement confirmait une sentence de la chambre du trésor interdisant aux voyers des justices seigneuriales de percevoir des droits de voirie, malgré la réunion de ces justices au Châtelet⁷⁶.

En dehors de Paris, par contre, la situation du bureau des finances resta la même. Ainsi, en 1760, le parlement décida que les seigneurs pouvaient percevoir des droits pour l'ouverture des cabarets le long des chemins non royaux, et défendit aux trésoriers de France de les en empêcher⁷⁷.

Le bureau des finances de Paris sait d'ailleurs fort bien, en général, régler ces difficultés au mieux des intérêts publics.

Ainsi, par ordonnance de 1739, les trésoriers décidèrent qu'en raison de la négligence des officiers seigneuriaux, ils se réservaient les alignements sur le grand chemin de Versailles, dans la traversée de Sèvres. Les dispositions de cette ordonnance furent confirmées par le conseil du roi, qui reprit en 1762 la solution adoptée par le bureau des finances, cette fois pour régler un conflit entre les trésoriers et la justice de Montmartre : il fut décidé dans cet arrêt que les alignements seraient donnés par les trésoriers pour les rues pavées aux frais du roi, et par les officiers de Montmartre pour les autres rues et les chemins⁷⁸.

Les trésoriers veillent à ce que les justices seigneuriales respectent les édits et règlements. Ainsi, en 1781, à la demande du procureur du roi, le bureau inflige une amende au voyer de la justice de Saint-Denis, en application d'un règlement du conseil de 1765. Le voyer avait en effet accordé un alignement hors des limites de Paris, dans une zone où il était interdit de construire⁷⁹.

Les conflits avec les justices seigneuriales peuvent aussi porter sur des affaires de travaux publics. Ainsi, en 1743, le bureau des finances rend une ordonnance d'évocation, un adjudicataire de travaux publics ayant été cité devant le bailli du comte d'Auteuil, par un propriétaire sur les terres duquel des pierres avaient été prises pour des ouvrages en cours⁸⁰.

Il est certain que ces conflits entre juridictions, et tout particulièrement ceux qui concernaient la ville de Paris étaient fort gênants ; ils empêchaient souvent une administration efficace,

76. P. LEMERCIER, *op. cit.*, p. 180.

77. Le chemin royal est celui qui conduit d'une ville à une autre. Voir sur cette affaire, P. LEMERCIER, *op. cit.*, p. 179.

78. P. LEMERCIER, *op. cit.*, p. 181.

79. Z₁F 1052 (ordonnance du 3 juillet 1781).

80. Z₁F 444, 18 octobre 1743.

et l'application de principes cohérents pour la police et l'urbanisme de la ville.

Section IV

Tentatives de règlement des conflits

Ces trop fréquents conflits entre plusieurs autorités n'allaient pas sans inconvénients, qui pouvaient devenir fort graves parfois, nous allons le voir ; nous rappellerons ensuite les tentatives faites pour porter remède à cette situation.

§ 1. — *Conséquences des conflits*

Parfois, les conflits de compétence qui survenaient concernaient non plus deux mais trois institutions différentes, ce qui empêchait toute action efficace dans les cas d'urgence, témoin l'affaire du chemin de Ménilmontant.

En 1777, des éboulements s'étaient produits à cause des carrières qui avaient été creusées sous ce chemin. Le bureau des finances rendit une ordonnance à la demande du seigneur de Ménilmontant, pour y remédier. Mais le bureau de la ville protesta, prétendant que les trésoriers n'avaient pas à donner des ordres aux gravatiers. Le lieutenant général de police intervint également pour prendre des mesures d'urgence. L'affaire alla devant le parlement qui rendit un arrêt le 4 août 1778 : la cour interdit tout travail dans les carrières⁸¹.

Entre temps, un arrêt du conseil du 4 avril 1777 avait établi une commission chargée de la surveillance des carrières des environs de Paris, à la place du bureau des finances, évincé. L'ordonnance rendue par les trésoriers de France dès le début de cette affaire, en 1777, avait donc été annulée. Mais aucune décision n'était venue remplacer celle du bureau des finances, et des accidents graves se produisirent l'été suivant, en 1778. Les trésoriers décidèrent aussitôt que le premier président irait voir le garde des sceaux et le directeur général des finances. Ils espéraient profiter de l'occasion pour que la police des carrières leur soit rendue⁸², mais ils n'y parvinrent pas.

Un incident survenu l'année suivante à Conflans semble prouver que la population le regrettait. Un inspecteur commis par les trésoriers avait demandé à visiter une carrière à Conflans ; il lui fut répondu que le lieutenant de police avait fait dire de

81. Affaire citée dans H. MONIN, p. 575, note 2.

82. Z₁F 1049 (liasse).

refuser l'entrée à toute personne venant de la part des trésoriers de France. Pourtant, des habitants de Conflans qui assistaient à la scène, protestèrent, rappelèrent les accidents de Ménilmontant, et conduisirent l'inspecteur du bureau par un autre chemin. Toutefois, celui-ci ne fit qu'une visite hâtive, et n'osa pas continuer⁸³.

§ 2. — *Efforts de conciliation*

Lorsqu'un conflit entre plusieurs institutions s'aggrave à l'excès, l'affaire est portée devant le conseil du roi qui statue. Nous avons cité plusieurs exemples d'affaires résolues de cette manière dans les paragraphes précédents de ce chapitre. Le contrôleur général des finances conseille aussi fort utilement les trésoriers⁸⁴, et sert parfois d'intermédiaire ou d'arbitre⁸⁵ entre plusieurs institutions pour une même affaire.

Mais il y eut également sous l'ancien régime quelques tentatives destinées à régler les conflits de façon plus durable.

Ainsi, un arrêt du conseil du 6 octobre 1691 essaya de définir les attributions respectives du parlement, de la chambre des comptes et du bureau des finances de Grenoble. De multiples causes de conflits y furent évoquées ; le coût de la réception des trésoriers à la chambre des comptes y fut fixé, de même que le partage des compétences en matière de finances ou d'enregistrement de lettres royales⁸⁶.

A plusieurs reprises, il fut même question d'établir un règlement général entre les bureaux des finances et les parlements. Le chancelier adressa en 1758 la copie d'un projet de cette nature aux trésoriers de Riom, pour avis⁸⁷. Les commissaires du conseil nommés pour étudier la question conclurent à l'inutilité d'un tel règlement. En fait, ils estimaient surtout qu'il aurait été trop difficile d'obtenir l'accord des intéressés, quelles qu'aient pu être les solutions proposées.

En effet, les parlements tiennent à contrôler toutes les affaires domaniales ou de voirie. Avant 1627, les juges chargés de ces questions dépendraient du parlement. Les trésoriers, au contraire, souhaitent toujours échapper au contrôle de la cour, et essaient d'élargir le plus qu'ils peuvent la notion d'affaires en direction, ce qui leur permet de relever essentiellement du

83. Z₁F 1049, pièce datée du 7 septembre 1778 (rapport de l'inspecteur des carrières).

84. G 7 1769, 21 juillet 1713 (affaire d'autorisation de voirie).

85. G 7 1769, lettre du 20 mars 1708, à propos de l'enregistrement par la cour des aides d'un édit intéressant les trésoriers de Paris.

86. AD IX 79 (carton).

87. E. EVERAT, *op. cit.*, p. 160.

conseil du roi⁸⁸. Le conseil encourage d'ailleurs leurs efforts dans ce sens.

Plus couramment, le pouvoir royal tente d'éviter les conflits en prévoyant un système de commissions mixtes pour les problèmes qui concernent plusieurs institutions.

Ainsi, en 1578, la construction du Pont-Neuf et la restauration du Pont-au-Change sont confiées par lettres patentes à une commission composée des premiers présidents du parlement et de la chambre des comptes, de trésoriers de Paris et du contrôleur des bâtiments⁸⁹.

En 1724, lorsqu'une révision des limites et des plans de Paris est ordonnée, la commission chargée de l'affaire comprend trois conseillers et le procureur général du parlement, le président du bureau des finances et le prévôt des marchands⁹⁰.

Parfois, un arbitre est prévu, par exemple pour les travaux des fontaines de Rungis qui concernaient à la fois le bureau des finances et le bureau de la ville de Paris. Le surintendant des bâtiments de Fourcy, ancien trésorier de France, fut chargé de superviser les ouvrages sous la seule autorité du conseil. Cela n'aboutit d'ailleurs qu'à compliquer un peu plus la situation⁹¹.

A la fin du xviii^e siècle, le baron de Breteuil, secrétaire d'Etat qui avait Paris dans son département⁹², chercha lui aussi une solution durable, au moins pour une certaine catégorie de conflits concernant la voirie de Paris. Lorsque le bureau des finances fut supprimé par édit du 8 mai 1788, le secrétaire d'Etat faisait préparer pour le conseil « un projet d'arrêt relatif à la formation d'une commission destinée à être chargée de la partie administrative de la voirie, de la vérification des plans généraux, des alignements, redressements et embellissements de la capitale ».

En effet, suivant les circonstances, l'exercice de la juridiction en ces matières était attribué au bureau des finances ou au prévôt des marchands, ou encore au lieutenant de police, soit séparément, soit concurremment et par prévention. Dans ce projet, les trois juridictions auraient été représentées dans la commission. Il espérait par ce moyen « prévenir les conflits, assurer invariablement les mesures générales qui seraient prises pour l'embellissement de la capitale et l'exécution uniforme des règlements de la voirie »⁹³.

88. K 888, dossier n° 1.

89. J. PETOT, p. 43.

90. Z₁F 945, lettres patentes du 12 août 1724.

91. *Registres du bureau de la ville*, tome XV, p. 206 et 207.

92. De 1783 à 1788.

93. Lettre du baron de Breteuil au garde des sceaux du 21 juin 1788 citée dans H. MONIN, p. 388.

C'est le procureur du roi et de la ville de Paris, Ethis de Corny, qui avait été chargé de rédiger le projet d'arrêt établissant cette commission. Le texte avait été lu et adopté lors d'une réunion chez le secrétaire d'Etat le 7 avril 1788, où se trouvaient le prévôt des marchands, le lieutenant de police, le président du bureau des finances et les procureurs du roi des trois juridictions⁹⁴. La suppression du bureau des finances fit abandonner ce projet.

En réalité, l'idée du baron de Breteuil n'était pas entièrement nouvelle : nous avons vu déjà qu'en 1780, afin de chercher un remède aux encombrements de Paris, le lieutenant de police et le trésorier Gissey avaient fait constituer, à l'instigation du prédécesseur du baron de Breteuil⁹⁵, une commission dont les membres, qui représentaient le lieutenant de police et le bureau des finances, visitaient les quatre quartiers de Paris, et se réunissaient tous les quinze jours.

*
* *

Tous ces conflits dont il vient d'être question sont essentiellement liés au « manque de précision avec lequel la limite de chaque juridiction était tracée », ainsi que l'écrit en 1788 le baron de Breteuil dans une lettre au garde des sceaux⁹⁶. Dans cette même correspondance, il se plaint aussi de ce que les différentes juridictions n'interprètent pas les règlements de la même manière.

Il est certain, ainsi que le dit E. Everat dans son ouvrage sur le bureau de Riom, que, « ces institutions diverses (...) vivent dans un cercle trop restreint pour leur nombre et leur importance »⁹⁷. Les bureaux des finances, en tant qu'héritiers des anciens trésoriers de France et des généraux des finances, disposent en théorie de pouvoirs extrêmement importants et variés. Le bureau de Paris, en particulier, avait pratiquement exercé des fonctions d'intendant de la généralité pendant plus d'un demi-siècle. Mais son influence réelle au XVIII^e siècle ne correspond nullement aux titres et privilèges dont ses membres bénéficient toujours officiellement.

Le bureau des finances de la capitale parvient malgré tout,

94. Réquisition d'Ethis de Corny du 15 mai 1788, citée dans H. MONIN, p. 388.

95. Z₁F 921 (liasse) pièce datée du 24 mars 1780. Sans doute le « ministre de Paris » dont il est question dans ce document, est-il le secrétaire d'Etat Amelot (1776-1783).

96. Lettre citée dans H. MONIN, p. 388.

97. E. EVERAT, *op. cit.*, p. 112.

bien qu'avec peine parfois, à se maintenir dans une situation assez honorable.

A dire vrai, les tâches administratives et juridictionnelles sont nombreuses à Paris et dans sa généralité. Les officiers, pour peu qu'ils fassent preuve de qualités suffisantes, trouvent facilement à s'occuper, sans pour cela empêcher d'autres organismes d'agir de leur côté. Les querelles portent plutôt sur des questions de préséance ou de subordination.

D'autre part, de nombreux trésoriers sont apparentés, nous l'avons vu, soit à des officiers des cours souveraines, soit à des intendants des finances. Cette circonstance ne peut qu'affermir la position du bureau dans son ensemble, bien qu'à la fin du XVIII^e siècle les grandes familles de robe ne soient plus autant représentées parmi les trésoriers de la capitale.

Certes, la situation n'a rien de commun avec celle des bureaux de province, pratiquement dépossédés de leurs attributions par les intendants. Les trésoriers de Paris ont encore une activité évidente : dans les registres plumitifs, il est fait mention de nombreuses affaires jusqu'en 1790. Toutefois, ce sont essentiellement des affaires de voirie assez minimes, alignements et permissions diverses. Presque toutes les tâches importantes concernant les finances, le domaine et les travaux publics, sont réservées à ceux des trésoriers qui ont été nommés commissaires du conseil.

Au XVIII^e siècle, le bureau des finances de la capitale n'est plus en somme que l'une des institutions où le pouvoir royal va chercher des officiers offrant des garanties de compétences et de dévouement, qui ont appris parmi leurs collègues certaines méthodes de travail et des principes d'administration, et sont ainsi à même de remplir efficacement les tâches qui leur sont confiées.

CONCLUSION

DECADENCE ET FIN DU BUREAU DES FINANCES DE PARIS

Sous ce titre, seront groupées deux sections, la première rappelant brièvement ce qu'était le bureau de Paris à la fin du XVIII^e siècle, et la deuxième étant consacrée à l'étude des toutes dernières années du bureau, de 1771 à 1791.

Section I

Le bureau de Paris au XVIII^e siècle

Les anciens trésoriers de France étaient des personnages importants. Peu nombreux, ils surveillaient l'administration du domaine royal, source essentielle de revenus pour le trésor. De même, les généraux des finances étaient considérés au XVI^e siècle comme les égaux des présidents de la cour des aides.

En 1614, lorsque le prince de Conti intervient en faveur de deux villages dépendant de lui, pour obtenir une remise d'impôts, il s'adresse aux trésoriers généraux d'une manière qui prouve l'importance et le prestige de ces officiers au début du XVII^e siècle, les « suppliant... commander aux élus de les mieux traiter à l'avenir, promettant de tenir cette faveur à grande obligation, pour le reconnaître envers le général et le particulier de cette compagnie »¹.

Les officiers appartiennent à cette époque, pour la plupart, à de grandes familles de robe. Leurs gages sont d'ailleurs relativement élevés par rapport au prix des offices, avant 1642², et

1. Z₁F 160, fol. 163 v^o.

2. Date à laquelle les gages sont diminués d'un quartier ; en 1658, ils sont réduits de moitié.

il s'y ajoute des suppléments fixes ou variables, droits de présence, droits de bûche, épices. Le travail dont les trésoriers sont chargés est intéressant, varié, et ils bénéficient pour l'accomplir d'une grande indépendance.

Il n'en est plus de même, loin de là, à la fin du xviii^e siècle. Nous avons vu, au cours de cette étude, qu'à ce moment le bureau des finances ne s'occupe plus guère que d'affaires de voirie, et que ses avis en matière financière ou domaniale ne sont guère écoutés. Les officiers perçoivent des gages faibles, correspondant à un petit intérêt du capital versé à leur entrée en charge. Seuls ceux d'entre eux qui reçoivent des commissions du conseil échappent à cette situation, et se voient confier des activités, à la fois plus intéressantes et mieux rémunérées.

Peu considérés en raison de cette situation, les membres du bureau de Paris n'appartiennent plus que rarement à des familles connues.

Nous résumerons d'abord brièvement³ ce qui nous paraît susceptible d'exprimer une telle décadence, puis nous rappellerons quels en étaient les effets dans les dernières années de l'ancien régime.

La situation du bureau de Paris était il est vrai moins désastreuse que celle des bureaux de province, nous le verrons, avant de demander leur opinion à quelques contemporains des derniers trésoriers généraux de Paris.

§ 1. — *Causes de la décadence*

L'accroissement du nombre des trésoriers généraux et leur dispersion dans les généralités, ne sont certes pas étrangères à la diminution de leur prestige. Certains auteurs ont estimé que ces mesures avaient été prises par le pouvoir royal, précisément afin de réduire la trop grande puissance de ces officiers, notamment sur le plan financier⁴. En fait, il était normal, et même nécessaire, d'être fort riche pour servir le roi presque gratuitement, ainsi que le faisaient les trésoriers de France. Même au xvi^e siècle et au début du xvii^e, quand les gages étaient encore honorables, ils ne correspondaient guère aux lourdes responsabilités qui incombaient aux trésoriers généraux. Ceux qui appartenaient à des familles de haute noblesse de robe en particulier, ne pouvaient avoir aucun intérêt à acquérir de telles charges.

3. Car les éléments de ces paragraphes ne représentent en fait qu'un rappel de notions exposées dans les pages précédentes.

4. En particulier J. VANNIER, thèse citée, p. 2.

Il n'a jamais été avancé, semble-t-il, d'arguments sérieux leur imputant des malversations. Par contre, ils semblent bien avoir été d'excellents administrateurs.

Nous serions plutôt tentés de penser que tout office touchant à l'administration financière était nécessairement menacé, parce que peu populaire. De plus, ces grandes fortunes étaient attirantes pour le pouvoir royal. La création de nouveaux offices était l'un des moyens normaux d'en prélever une partie, sous forme d'un emprunt forcé ou d'un impôt, lorsque les officiers en charge l'achetaient en commun.

Autre cause d'affaiblissement, le développement du rôle de l'intendant puis du lieutenant général de police pour Paris : presque toutes les affaires nouvelles leur étaient attribuées. Certaines des questions qui avaient été autrefois réservées au bureau des finances lui échappaient peu à peu. Tout au moins, avons-nous vu que le bureau devait partager ses compétences en bien des domaines avec le commissaire départi ou le lieutenant de police⁵.

En outre, certaines affaires étaient centralisées et échappaient ainsi aux bureaux, dont la compétence était limitée à la généralité. Ainsi en avait-il été très vite pour les baux des gabelles et des aides. Au début du xviii^e siècle, tous les baux des domaines furent réservés à la commission du Louvre.

En fait, le caractère collégial des bureaux des finances s'était révélé mal adapté pour agir efficacement contre l'agitation qui régnait en France dans la deuxième moitié du règne de Louis XIII. A ce moment, il y avait presque chaque année des révoltes à cause des impôts. Les commissaires départis étaient mieux armés pour régler ce genre d'affaires.

Puis, le bureau des finances de Paris fut quelque peu compromis dans les troubles de la Fronde ; cette conduite ne pouvait qu'entraîner une certaine suspicion de la part du pouvoir central.

L'indépendance des membres des bureaux, pourvus d'offices et non de commissions révocables, liés aux différentes cours souveraines par leurs parentés ou leurs alliances, devait également déplaire à la monarchie centralisée et autoritaire de la deuxième moitié du xvii^e siècle et du xviii^e siècle.

Les pouvoirs mal définis des bureaux des finances avaient permis au bureau de Paris, dans sa période de puissance, d'étendre ses compétences au point d'assurer toute l'administration de la généralité, avant l'intervention des commissaires départis. Mais, par la suite, cette imprécision dut au contraire

5. Par exemple pour les tailles, et certaines affaires de voirie.

aggraver les difficultés des trésoriers à maintenir leur influence. Des attributions précises et très spécialisées ne leur auraient sans doute pas été retirées aussi facilement.

Et pourtant, sans chercher tant de raisons, ne peut-on dire plus simplement, qu'il s'agissait d'une institution qui avait vécu, avec ses heures de gloire, son apogée, puis un lent déclin ?

§ 2. — *Effets de la décadence*

Les effets — ou les symptômes — de cette décadence, sont sensiblement les mêmes à Paris et en province.

Les officiers des bureaux, occupés à des tâches mineures, plutôt ingrates, passent leur temps en querelles stériles, pour des motifs assez futiles. Il s'agit, soit de conflits entre trésoriers, gens du roi ou greffiers, soit de querelles avec d'autres institutions.

Entre officiers, citons pour Paris un procès en inscription de faux et abus de confiance entre le procureur et l'avocat du roi au bureau, Alexandre Marin et François Guichard. Dans les registres, il n'est donné que peu de renseignements précis, mais il semble bien que l'affaire, en réalité fort mince, n'aurait pas dû donner lieu à un procès. Des commissaires furent nommés, des témoins cités, le procureur obtint même un arrêt du parlement contre l'avocat. Trois trésoriers refusèrent de participer au jugement⁶. Le procureur Marin cessa d'exercer ses fonctions peu de temps après⁷, et tout s'apaisa.

Mal rémunérés et peu considérés, les officiers défendent avec âpreté leurs moindres privilèges. Ainsi, en 1782, un trésorier se querelle avec le greffier pour une affaire de franc-salé de très minime importance⁸.

La même année, le premier président Denis fait établir par un notaire une déclaration dans laquelle il proteste contre les termes de l'édit de juin 1782. L'un de ses griefs vient de ce que, dans l'article 2 de ce texte, il est qualifié de président premier et non pas de premier président, ce qui, estime-t-il dénature le titre de son office... Il adresse aussi une copie de cette déclaration au garde des sceaux, et y joint une lettre où il précise : « Je crois que je devais cet acte à mon honneur, à mon devoir et à ma fortune ». Le 27 août 1784, le parlement annule d'ailleurs la protestation de Nicolas Denis, considérée comme con-

6. Z₁F 501, 15 mai 1778.

7. D'après la liste chronologique des officiers (U 992, 4^e partie). E. EVERAT cite des affaires analogues à Riom, entre gens du roi, pour des questions de préséance ou de partage d'épices (*op. cit.*, p. 113-114).

8. Z₁F 643, 5 septembre 1782, notamment.

traitre au respect dû au roi, et fait rayer et biffer la minute de l'acte par un huissier de la cour⁹.

Nous avons vu dans un précédent chapitre, les difficultés qui survenaient périodiquement entre le bureau des finances de Paris et les autres cours, tribunaux ou institutions diverses de la généralité. Nous avons pu noter d'ailleurs, que les trésoriers se montraient particulièrement susceptibles à la fin du XVIII^e siècle, et préservaient avec plus de soin que jamais leur indépendance — assez illusoire d'ailleurs — vis-à-vis du parlement et de la chambre des comptes. A Riom, la situation semble avoir été bien pire, d'après les exemples donnés par E. Everat, qui conclut : « l'humeur processive portée à un tel excès chez nos « trésoriers était un signe manifeste de décadence. Les officiers « des bureaux des finances (...) n'eussent pas bataillé avec « cette ardeur si l'exercice paisible de leurs charges leur eût « apporté les satisfactions et les avantages qu'ils avaient espéré « lors de leur acquisition »¹⁰.

Les différents bureaux des finances ne parvenaient même pas, le plus souvent, à s'unir entre eux en cas de péril. A la fin du XVI^e siècle, les trésoriers de Paris avaient, semble-t-il, une influence sur leurs collègues de province. Il est parfois fait mention, dans les plus anciens registres, de correspondances avec eux¹¹. De 1545¹² à 1577, les trésoriers de province furent reçus et installés par ceux de Paris¹³. Par la suite, le bureau de la capitale se charge parfois d'intervenir et de négocier dans les périodes difficiles au nom de tous les trésoriers.

Ainsi, en 1597, ce sont les trésoriers de Paris qui préviennent ceux de province des résultats d'une négociation entreprise pour éviter que les bureaux des finances ne paient les sommes réclamées pour la suppression de la chambre royale. Ils conseillent aux trésoriers de Caen d'accepter sans discussion les principes du compromis intervenu¹⁴.

Jusqu'à la fin de l'ancien régime, les officiers des bureaux de province se concertent fréquemment entre eux pour les problèmes d'intérêt commun. Mais le bureau de Paris semble avoir perdu son influence aux XVII^e et XVIII^e siècles. Il préféra pendant la Fronde, nous l'avons vu, ne pas lier sa cause à celle des compagnies de province. Il en fut sans doute de même par la

9. Z1F 643, fol. 6 et s., et MONIN, *op. cit.*, p. 569-570.

10. E. EVERAT, *op. cit.*, p. 173.

11. Sans détails d'ailleurs : par exemple, Z1F 108, fol. 39 v^o avec la Champagne, au sujet des gages.

12. Date à laquelle les quatre trésoriers de France furent astreints à résidence dans les limites de leur ressort.

13. U 992, p. 31.

14. L. ROMIER, *op. cit.*, p. 74.

suite : en 1779, le procureur du roi au bureau de Bourges écrivait que « le premier des bureaux, celui de Paris, faisait bande à part, ne songeant qu'à son intérêt personnel »¹⁵.

En 1782, lorsque les trésoriers de Paris sont si humiliés de n'avoir pas reçu directement l'édit rétablissant les offices supprimés en 1771, et d'être astreints au paiement des droits casuels, le bureau d'Alençon triomphe. Il rappelle : « Nous avons arrêté le 22 novembre 1780, une délibération pour inviter M. Denis son premier président, à se charger de notre députation avec M. Mars (...) »¹⁶, M. Denis n'a même pas daigné nous honorer d'une réponse »¹⁷. Les officiers d'Alençon estimaient donc qu'il n'y avait pas lieu d'aider le bureau de Paris : « qu'il agisse à sa guise... Le mépris qu'il n'a cessé de faire de nous doit nous retenir et ne pas nous porter à lui offrir une adhésion qu'il nous a si constamment refusée »¹⁸.

Les trésoriers d'Alençon n'avaient probablement pas tout à fait tort, bien que leur satisfaction paraisse un peu puérile. Ainsi, lorsque le droit de confirmation à l'avènement du roi Louis XV fut réclamé aux bureaux des finances, les officiers de Paris et ceux de province présentèrent deux requêtes distinctes ; ils obtinrent ainsi deux arrêts du conseil en leur faveur, l'un en 1726 pour les 24 bureaux de province, et l'autre en 1727 pour Paris¹⁹.

La décadence du bureau de Paris se manifeste aussi par les difficultés de recrutement des trésoriers. Nous avons pu remarquer que les officiers, en général, n'appartenaient plus à la fin du XVIII^e siècle à des familles connues. L'acquisition d'une charge de trésorier était souvent tout simplement un moyen d'obtenir, pour une somme assez élevée il est vrai, la noblesse au premier degré, privilège le plus tentant parmi ceux qui étaient accordés aux officiers du bureau de Paris.

Pourtant dès avant 1770, les offices restaient parfois vacants plusieurs années²⁰. Après l'édit de 1782, treize charges sont sans titulaires²¹. En 1787, le bureau ne compte plus que six trésoriers²², qui sont obligés de faire appel à des gradués pour les audiences²³. En 1789, onze charges sont vacantes²⁴.

15. E. EVERAT, *op. cit.*, p. 208.

16. Sans doute à propos des négociations concernant la suppression du centième denier (voir par exemple sur ces négociations la thèse citée de M. F. DUMONT, p. 217).

17. E. EVERAT, *op. cit.*, p. 229 et 230.

18. E. EVERAT, *op. cit.*, p. 229-230.

19. AD IX 80, arrêts des 14 mai 1726 et 2 septembre 1727.

20. Par exemple la charge de Joachim Béraud ne trouva pas d'acquéreur de 1708 (date de sa mort) à 1713 (Z1F 615, fol. 84 et U 992).

21. F 14 182b, « sur le rétablissement du bureau des finances de Paris ».

22. Z1F 643, fol. 109.

23. Z1F 1071, mémoire (rapport pour le contrôle général).

24. MONIN, *op. cit.*, p. 568 et s.

Il est vrai que les charges sont mal rémunérées, et le travail demandé, monotone et ingrat, sauf celui des commissaires du conseil.

Certains membres du bureau de Paris sont d'ailleurs relativement pauvres ; vers 1782, il était admis que plusieurs d'entre eux ne pourraient payer chacun les quelques 10 000 livres nécessaires en moyenne pour porter la valeur de leurs offices à 90 000 livres²⁵. Il est vrai que certains avaient acheté leur charge 60 000 livres, ce qui les aurait obligés à verser une somme assez élevée. Les prix des offices n'étaient en effet plus en proportion de ceux qui avaient été pratiqués au xvi^e ou au xvii^e siècles.

Mais la situation à cet égard, est plus grave en province qu'à Paris.

§ 3. — *Différences entre les trésoriers de Paris et ceux de province*

A Paris, on peut considérer que le prix moyen des offices de trésoriers passe de 20 à 30 000 livres à la fin du xvi^e siècle, de 70 à 90 000 livres entre 1620 et 1640. Par la suite, les prix se maintiennent à peu près à ce niveau jusqu'à la fin du xviii^e siècle, bien que la monnaie ne garde pas sa valeur.

En province, les prix sont analogues dans la première période, quoique peut-être légèrement moins élevés. Bien entendu, le volume et l'importance des affaires traitées par chaque bureau doit jouer. Dans un bureau comme celui de Rouen, un office de trésorier vaut entre 1620 et 1630, environ 70 000 livres²⁶, mais à Moulins, les prix sont moins élevés²⁷.

La décadence est en tout cas beaucoup plus nette en province qu'à Paris : dès 1695, un office de procureur du roi à Rouen ne vaut plus que 15 000 livres²⁸, et à la fin du xviii^e siècle, un trésorier de province achète souvent sa charge 30 à 40 000 livres seulement²⁹.

Les offices de Paris, bien que relativement coûteux, trouvent assez facilement acquéreur. A Rouen, par contre, l'office de chevalier d'honneur créé en 1702 est vacant jusqu'en 1785, et les charges de présidents peuvent rester sans titulaires pendant plusieurs années consécutives³⁰.

Nous avons déjà vu qu'à la fin du xviii^e siècle, il avait été

25. Projet d'unification de la valeur des offices et des gages, dans F 14 182B « sur le rétablissement du bureau des finances de Paris ».

26. J. VANNIER, *op. cit.*, p. 21.

27. F. DUMONT, *op. cit.*, p. 14.

28. J. VANNIER, p. 25.

29. E. EVERAT, *op. cit.*, p. 16 et 217.

30. J. VANNIER, p. 18.

question d'unifier le prix des offices de trésoriers et la valeur de leurs gages. Or, si à Paris, le prix proposé dans les rapports officiels est de 80 à 90 000 livres, en province, les évaluations les plus ambitieuses se bornent à 40 ou 50 000 livres³¹.

*
* *

Nous avons d'ailleurs indiqué incidemment dans le cours de cette étude, que les bureaux de province avaient perdu beaucoup plus d'attributions que celui de Paris³². Généralement, la différence existe dans la pratique, mais n'est pas liée à l'existence de textes distinguant officiellement Paris de la province. Toutefois, pour les ponts et chaussées et la voirie, il n'en est pas ainsi : en 1669, l'arrêt du conseil qui retire aux trésoriers de province la direction des travaux de ponts et chaussées ne concerne pas ceux de Paris et la réforme ne leur sera pas étendue par la suite³³. De même, en matière de voirie, Paris garde seul le droit de commettre des voyers dans la généralité³⁴.

Il est vrai que, si les trésoriers de Paris, à travers les archives de leur bureau, nous sont apparus compétents et actifs — bien que parfois un peu trop enclins à la vanité — il n'en était peut-être pas de même pour ceux de province.

Un officier du bailliage, nous l'avons dit, se moquait ouvertement en 1633 des trésoriers d'Orléans, chargés depuis 1627 du contentieux domanial et de voirie³⁵. L'intendant de Rouen Leblanc, de son côté, estimait à la fin du xviii^e siècle, que les trésoriers de Rouen ne lui avaient jamais été d'aucun secours³⁶.

L'arrêt du conseil de 1669 transférant aux intendants la direction des affaires de ponts et chaussées, était d'ailleurs fort sévère à l'égard des trésoriers de province, et faisait état de leur « peu d'application et d'exactitude »³⁷. D'après M. Vannier, les trésoriers de Rouen manquaient d'ailleurs sans doute des connaissances techniques nécessaires pour diriger les travaux³⁷.

Les trésoriers de province, en général, ne faisaient guère leurs chevauchées³⁸ ; ils assistaient peu aux séances. Seuls, ceux de Paris étaient considérés comme faisant preuve de conscience professionnelle³⁹.

31. E. EVERAT, *op. cit.*, p. 214 et s.

32. Voir par exemple la situation du bureau de Moulins (F. DUMONT, *op. cit.*, p. 48).

33. J. VANNIER, p. 132.

34. JOUSSE, *op. cit.*, tome I, p. 339.

35. G. PAGÈS, *Essai, op. cit.*, p. 28, note 3.

36. J. VANNIER, p. 86 et 172.

37. J. VANNIER, p. 133.

38. J. VANNIER, p. 167, pour Rouen.

39. F14 182B, mémoire sur le rétablissement du bureau des finances de Paris.

*
* *

Le bureau de la capitale a donc gardé au XVIII^e siècle des attributions plus importantes que ceux de province, ce qui met ses officiers en valeur. Ces derniers savent que leur zèle peut être remarqué du pouvoir central, ce qui est plus malaisé en province.

Autre différence, le recrutement des officiers de Paris se maintient à un niveau social fort honorable, et bien des trésoriers appartiennent à la bourgeoisie de haute robe. En province, la situation paraît moins bonne, mais bien entendu, varie selon les bureaux. Toutefois, les trésoriers de province sont plus rarement apparentés à des officiers de cours souveraines, à des secrétaires d'Etat, ou à des intendants des finances. Il leur est donc plus difficile de faire intervenir en leur faveur, d'obtenir des commissions personnelles ou de défendre leurs prérogatives⁴⁰.

Notons que l'intendant de la généralité de Paris est un homme important, souvent surchargé de besogne, et qu'il laisse assez facilement le bureau de Paris, ou tout au moins quelques-uns de ses membres, traiter librement certaines des affaires administratives.

La réunion de la chambre du trésor au bureau des finances de Paris, par contre, nous paraît avoir apporté un lustre plus théorique que réel aux trésoriers de la capitale. Simplement, le bureau de Paris, à partir de 1693, dispose d'un contentieux domanial dont les trésoriers de province jouissaient depuis 1627.

En somme les trésoriers de Paris, plus riches, plus zélés aussi sans doute, gardent plus d'attributions, et, siégeant à Paris, il leur est plus facile de défendre leur situation.

§ 4. — *Jugement des contemporains*

Certains contemporains des trésoriers de France ont été amenés à porter un jugement sur les bureaux des finances. Les rares allusions de L'Estoile aux trésoriers sont assez difficiles à interpréter. Il reconnaît la compétence de certains trésoriers généraux⁴¹, mais parfois, il attaque violemment les « trésoriers »

40. D'après M. J. Thomas-Collignon, les trésoriers de Dijon, « pendant les soixante-quinze dernières années, ne reçurent plus que de modestes postulants animés du seul désir d'acquérir la noblesse ». (« Le monde du trésor en Bourgogne », article dans les *Mémoires de la Société pour l'histoire du droit et des institutions des anciens pays bourguignons, comtois et romans*, 9^e fascicule, 1943, p. 177).

41. *Journal pour le règne d'Henri III*, Paris 1943, p. 186, 351, 363.

en général, les traitant de « larrons notoires »⁴². Toutefois, il ne fait probablement pas tant allusion aux trésoriers de France qu'à des trésoriers-comptables⁴³, qui ont la possibilité de détourner l'argent des caisses royales. Il semble résolument hostile à Benoît Milon, qui est à la fois trésorier général, intendant des finances et président à la chambre des comptes, mais il précise qu'il a toute la confiance du roi⁴⁴ et ne semble nullement s'en indigner.

L'opinion déjà citée de l'officier du bailliage d'Orléans, déposé du contentieux domanial⁴⁵, est également sujette à caution pour d'autres motifs. De même, lorsque l'intendant de Paris, M. de Ménars, manifeste une certaine réticence à l'égard des trésoriers chargés des ponts et chaussées, peut-être ne faut-il pas y attacher trop d'importance⁴⁶. Tous deux sont trop intéressés à déconsidérer les bureaux des finances pour que leur opinion soit admise sans réserves.

À la fin du XVIII^e siècle, les attaques des contemporains sont plus dédaigneuses que violentes.

Le conseiller aux aides, Poitevin de Maisseney, semble trouver les prétentions des trésoriers de France assez comiques, et il estime qu'au cours du XVIII^e siècle les intendants ont pris aux bureaux des finances à peu près tous les litiges d'ordre fiscal⁴⁷.

Jousse, conseiller au présidial d'Orléans, reproche aux trésoriers de Paris de faire des règlements généraux de voirie de leur propre chef, ce qui, prétend-t-il, n'est pas de leur compétence. Il les accuse aussi de prendre leurs décisions pour des motifs souvent futiles⁴⁸.

De son côté, Guyot admet comme vérité première que les trésoriers, en répartissant la taille, favorisent l'élection de leur demeure. Toutefois, il ajoute que les élus en font autant pour la ville de leur résidence⁴⁹.

Le témoignage le plus accablant est peut-être celui de l'anonyme auteur d'un rapport établi à la fin du XVIII^e siècle sur les bureaux des finances, sous forme de réponses à un questionnaire.

Il souhaite faire l'éloge des trésoriers de France. Mais comme il y a loin des anciens généraux et trésoriers, commensaux du

42. *Journal pour le règne d'Henri III*, p. 350.

43. En particulier à Pierre Molan, trésorier de l'Épargne, et non trésorier de France (*Journal pour le règne d'Henri IV*, tome I, p. 504 et tome II, p. 301).

44. *Journal pour le règne d'Henri III*, p. 351 et 363.

45. PAGÈS, *Essai*, op. cit., p. 28, note 3.

46. En 1684 ; rapport figurant dans les pièces annexées au Mémoire de l'intendant de Paris, op. cit., p. 707.

47. K 888, pièce n° 5, 1780.

48. JOUSSE, op. cit., tome I, p. 162 et 165.

49. GUYOT, *Répertoire*, tome XVII, p. 9.

roi, aux officiers qu'il dépeint en ces termes : « ils sont tous très estimables, sages, pacifiques, obéissants aux ordres du roi. Quand ils pourront surmonter les obstacles qui les ont arrêtés, ils seront plus utiles »...

Cette bienveillance porte plus qu'une venimeuse attaque, car, que signifie ce rapport, sinon l'inutilité et l'insignifiance des bureaux des finances à cette époque ?⁵⁰.

Seul, le bureau de Paris mérite d'être sauvé, d'après l'auteur d'un autre mémoire de la même époque, à condition toutefois de diminuer le nombre de ses officiers⁵¹.

En effet une réforme s'impose, après les événements survenus depuis 1771, qu'il nous faut maintenant exposer.

Section II

Les dernières années

Deux grandes dates avaient jalonné l'histoire du bureau des finances de Paris. En 1577, les deux trésoriers de France, dont le rang était celui de maîtres des comptes, avaient été assimilés aux deux généraux des finances, sauf une préséance provisoire, ce qui représentait une dégradation.

Puis, en 1693, les trésoriers avaient été assimilés aux conseillers de la chambre du trésor, ce qui entraînait aussi un certain amoindrissement. La situation ne devint pourtant réellement grave qu'à partir de 1771. Jusque-là, les trésoriers pouvaient garder quelques illusions. Mais désormais, il est évident que le bureau est considéré comme une institution d'une utilité médiocre, dont il convient de se débarrasser à la première occasion, à condition que cela ne coûte pas trop cher.

§ 1. — *La réforme de 1771*

Le bureau des finances de Paris fut touché comme les autres cours par les réformes de Maupeou, sous forme d'un édit de juin 1771 « portant suppression, remboursement et création d'offices au bureau des finances et à la chambre du domaine de Paris ». Dans le préambule, il est indiqué que, puisqu'il apparaît souhaitable d'une manière générale de diminuer les privilèges, « ceux des trésoriers de France étant considérables », le mieux est de réduire le nombre de ces officiers⁵².

50. K 890, pièce n° 46.

51. F 14 182B, mémoire sur le rétablissement du bureau des finances de Paris.

52. Z₁F 631, fol. 10 v°. Dans ce même recueil figurent les édits d'avril 1771 concernant le parlement de Paris et la cour des aides (fol. 11 v°).

La chambre du domaine est, en vertu de cet édit, réunie au bureau des finances, sans aucune séparation de service ou de fonctions⁵³. Tous les offices des deux chambres sont supprimés ; à leur place, quinze charges de président et trésoriers sont créées ; un avocat et un procureur du roi ainsi qu'un greffier complètent la nouvelle juridiction. Les privilèges et les gages restent les mêmes.

Sur les quinze nouvelles charges, quatorze sont attribuées à des titulaires d'offices supprimés, « attendu le zèle et l'affection » qu'ils ont marqués pour le service du roi. Parmi ces heureux privilégiés figurent en particulier ceux qui, avant la réforme, étaient à la fois trésoriers et commissaires du conseil⁵⁴. Les décisions prises conduisent donc à conserver surtout les officiers qui se sont rendus utiles par leurs compétences techniques et leur zèle.

Les autres officiers doivent se faire rembourser et pour cela remettre leurs titres dans le délai d'un mois au contrôle des finances.

L'édit est enregistré le 1^{er} juillet 1771. Bien entendu, la consternation règne. Des démarches sont aussitôt entreprises pour obtenir que l'édit soit rapporté.

En 1779 et en 1780⁵⁵, il est question de rétablir une partie seulement des offices supprimés, en conservant un bureau plus réduit. Solution sage, contre laquelle le parlement pourtant proteste. Finalement, un nouveau projet en 1781 obtient l'assentiment de tous, et sert de base pour la rédaction de l'édit de juin 1782, qui rétablit sensiblement la situation antérieure à 1771.

Certaines différences toutefois doivent être notées. En effet, la réunion des deux chambres est confirmée, de sorte qu'il n'y a plus qu'un seul procureur et un seul avocat du roi. En outre, les officiers sont assujettis aux droits casuels, et ceux dont les charges ont été remboursées doivent rendre les sommes reçues dans les deux mois.

Ces deux dernières dispositions sont évidemment assez mal accueillies. Les trésoriers, déçus et réticents, tardent à enregistrer l'arrêt, sous des prétextes divers.

Le 10 octobre 1782, le garde des sceaux se voit obligé de les rappeler à l'ordre :

« Sa Majesté a vu avec étonnement que les trésoriers

53. En réalité, les greffes et les archives étaient toujours séparés en 1786 (Z₁F 1070).

54. Sauf toutefois le trésorier Mazois, qui s'occupait des tailles et subsistances depuis 17 ans, dont l'office est supprimé. Sa commission est accordée à l'un des trésoriers maintenus (Z₁F 631, fol. 22).

55. H 1596, mémoire sur le bureau des finances de Paris.

« de France se fussent arrogés de surseoir à l'enregistrement de son édit jusqu'à ce que tous les membres fussent présents⁵⁶... La volonté du roi est que le bureau des finances procède à l'enregistrement. Vous m'instruirez sur le champ de l'exécution de ses ordres, afin que je puisse en rendre compte à Sa Majesté »⁵⁷.

Les trésoriers adressent alors au roi une lettre de représentations, où ils se plaignent entre autres choses de ce que l'édit leur ait été envoyé par l'intermédiaire du procureur général du parlement — et non pas directement comme il est d'usage — et surtout d'être soumis aux droits casuels :

« les officiers de votre bureau des finances, Sire, ne doivent pas même pas être assimilés aux officiers de vos bureaux des finances de province... Les droits et privilèges de ceux de la capitale diffèrent essentiellement des privilèges de ceux des provinces. Ceux de la capitale compte encore parmi eux les successeurs immédiats des quatre grands officiers nés avec la monarchie et qualifiés de principaux officiers de France... qui exerçaient leurs fonctions dans tout le royaume, et ceux des provinces ont remplacé les lieutenants de ces quatre premiers officiers »⁵⁸.

En fait, l'assujettissement aux droits casuels réduisait considérablement les gages déjà faibles des trésoriers⁵⁹.

Pendant ce temps, les trésoriers de province jubilaient. Les trésoriers d'Alençon notaient : « le bureau de Paris, qui a cherché dans tous les temps à se distinguer de nos compagnies, éprouve aujourd'hui qu'il n'était pas plus à l'abri que nous de l'humiliation qu'il semblait se faire un plaisir secret de nous voir supporter en nous refusant tout secours »⁶⁰.

§ 2. — *La suppression de 1788*

Certes, même avant 1770, il existait des offices vacants au bureau des finances de Paris. En réalité, le nombre des officiers était excessif : quinze à dix-huit charges auraient largement suffi, mais le remboursement des offices aurait coûté trop cher au trésor.

56. Tel était le prétexte donné par les membres du bureau des finances pour retarder l'enregistrement de l'édit.

57. Z1F 643, fol. 14 v^o.

58. En réalité, la différence n'est pas là, mais plutôt dans l'importance du travail effectivement confié aux trésoriers de Paris.

59. Z1F 643, fol. 18 v^o et ss (21 octobre).

60. E. EVERAT, *op. cit.*, p. 229.

En 1771, la décision avait enfin été prise, nous l'avons vu, de réduire le nombre des trésoriers de Paris. En fait, cette mesure avait bien plutôt l'allure d'une disgrâce. Le bureau lutta pour le rétablissement des charges supprimées, et pendant cette période confuse, la situation ne fit que s'aggraver.

L'édit de juin 1782 rétablissant les offices supprimés, mais assujettissant les trésoriers aux droits casuels, la rendit tout à fait intenable.

Une réforme, nous l'avons vu⁶¹, fut envisagée : il était question d'unifier le prix des offices et les gages, et de supprimer l'assujettissement au centième denier, comme pour la province⁶². Quoi qu'il en soit, en 1787, il n'y a plus que six trésoriers au bureau de Paris⁶³.

A ce moment, la création des assemblées provinciales entraîne de nouvelles difficultés pour les bureaux des finances. Les trésoriers de province, pour leur part, se refusent à siéger parmi les représentants du tiers-états⁶⁴. Par contre, le bureau de Paris demande à envoyer ses représentants à l'assemblée provinciale et à la commission intermédiaire. Plus prudents, les trésoriers de la capitale cherchent à tirer parti de la situation, au lieu de combattre systématiquement les décisions gouvernementales⁶⁵.

Il est d'ailleurs très difficile de partager le travail entre les bureaux des finances, les intendants et les commissions intermédiaires qui siègent entre les réunions des assemblées provinciales.

Différents projets de règlement, notamment pour le service des ponts et chaussées, sont mis à l'étude⁶⁶. Les trésoriers de Paris, en particulier, proposent des solutions constructives au lieu de perdre leur temps en vaines protestations comme leurs confrères de province⁶⁷. Certaines commissions intermédiaires, sans doute mal adaptées à leur tâche, semblent d'ailleurs avoir grand besoin de l'aide des trésoriers⁶⁸.

Puis, brusquement, les bureaux des finances sont supprimés par un édit de mai 1788 enregistré en lit de justice⁶⁹. Les tréso-

61. P. 184.

62. Voir pour le rachat du centième denier en 1786 par les bureaux de province la thèse de M. F. DUMONT déjà citée, p. 217.

63. Z₁F 643 fol. 109.

64. H 1596 (différentes pièces, par exemple une note du 22 septembre 1787).

65. H 1596 (pièces diverses).

66. H 1596, mémoire des trésoriers Hébert de Hauteclair et Gissey.

67. H 1431 (pièces diverses).

68. L'un des textes de mai 1788 modifiait l'organisation judiciaire ; une autre ordonnance créait les grands bailliages (voir par exemple A. ESMEIN, *Précis élémentaire de l'histoire du Droit français de 1789 à 1814*, Paris, 1911, p. 26 et s.).

riers de Paris l'apprennent « par la notoriété publique »⁶⁹. L'édit supprime en même temps d'autres tribunaux d'exception, les élections et les juridictions des traites⁷⁰.

Cette mesure devait être assez imprévue car, d'après l'un des trésoriers de Paris, le garde des sceaux aurait déclaré que, selon lui, les bureaux des finances n'étaient pas supprimés, mais perdaient seulement la juridiction contentieuse⁷¹.

En fait, l'article 9 de l'édit prévoyait le remboursement des offices, et il n'y avait pas de doutes à avoir sur le sens du texte. Le roi se réservait de décider ultérieurement si les affaires administratives relevant des bureaux supprimés seraient renvoyées au conseil ou aux assemblées provinciales. Par contre, les affaires à caractère juridictionnel étaient dès à présent attribuées aux présidiaux et grands bailliages⁷².

En province, les scellés sont mis sur les portes des greffes des bureaux : ainsi, à Rouen, l'intendant s'en charge le 3 juin⁷³. A Riom, l'intendant fait enregistrer l'édit d'office, en s'excusant d'ailleurs d'y être obligé⁷⁴. A Moulins, c'est le subdélégué de l'intendant qui fait apposer les scellés⁷⁵.

A Lyon, à Bordeaux, les trésoriers font preuve de zèle : ils déclarent solennellement qu'ils continueront à traiter les affaires domaniales et de voirie, pour éviter que la suppression des bureaux des finances ne produise « les plus funestes effets »⁷⁶.

De fait, les difficultés d'application surgissent très rapidement. Dès le 18 mai, un arrêt du conseil décide que quatre des trésoriers de Paris seront maintenus à titre provisoire dans leurs fonctions de commissaires du conseil pour la direction du pavé de Paris et des ponts et chaussées de la généralité⁷⁷.

Le contrôleur général des finances, très ennuyé par ce désordre, cherche une solution valable. Sur sa proposition, le conseil décide, le 13 juin, d'attribuer provisoirement au commissaire départi les affaires de voirie ne relevant pas des quatre commissaires maintenus le 18 mai.

Pour la province, le trésorier commissaire à la voirie garde — provisoirement toujours — ses attributions⁷⁷.

De son côté, la ville de Paris cherche à recueillir quelques

69. Z₁F 643, fol. 119 et U. 992, p. 87. Le bureau de Moulins, de même, n'est pas avisé officiellement (F. DUMONT, *op. cit.*, p. 237).

70. ISAMBERT, recueil cité, tome XXVIII, p. 550 et s.

71. Z₁F 643, fol. 121.

72. U 992, p. 87 et s., et H 1596.

73. J. VANNIER, *op. cit.*, p. 162.

74. H. DE GRIMOUARD, *op. cit.*, p. 522-523.

75. F. DUMONT, *op. cit.*, p. 238.

76. H. DE GRIMOUARD, *op. cit.*, p. 522.

77. U 992, p. 88 et H 1596. Ce sont les trésoriers Hébert de Hauteclair, Mérault, Gissey et Rua.

éléments de la succession. Le 15 mai, le procureur du roi et de la ville, Ethis de Corny, prononce un réquisitoire dont les conclusions sont reprises par le bureau de la ville. Le but est de réclamer pour la ville, les attributions des trésoriers concernant la voirie de Paris. Le texte de la délibération est adressé au baron de Breteuil⁷⁸.

Les espoirs du bureau de la ville sont pourtant déçus. En effet, les trésoriers ne s'étaient pas découragés. A l'instigation du bureau des finances de Rouen, ils avaient constitué à Paris un comité général qui multipliait les démarches auprès de tout ce qui avait quelque influence à la cour⁷⁹.

Le 23 septembre 1788, les bureaux des finances sont rétablis par une déclaration royale. Dans l'article 3, il est précisé que le roi tient à ce « qu'il ne soit rien innové dans l'ordre des juridictions, tant ordinaire que d'attribution et d'exception, tel qu'il était établi avant le mois de mai dernier »⁸⁰.

En principe, ce rétablissement était provisoire, en attendant que les états généraux prennent une décision à ce sujet⁸¹.

§ 3. — *La Révolution*

Les bureaux des finances reprennent donc leurs fonctions comme auparavant. Fonctions très réduites, d'ailleurs : quelques affaires secondaires de voirie, l'enregistrement de nombreux textes, et une participation très théorique au département des tailles. En effet, les bureaux des finances n'ont plus que le dépôt de documents concernant les tailles.

Toutefois, au cas où les assemblées provinciales se montreraient négligentes, les trésoriers et l'intendant reprendraient leurs anciennes attributions, et appliqueraient la procédure en vigueur depuis 1643⁸².

Puis survient la Révolution. Les trésoriers de Paris, en nombre très réduit d'ailleurs, ne changent pas leurs habitudes. Ils enregistrent les lettres patentes du roi sur décrets de l'Assemblée Nationale, jusqu'en août 1790, lorsqu'elles ont une incidence financière ou domaniale — vente de domaines nationaux, création d'ateliers pour les mendiants, conversion de billets en assignats, suppression de droits féodaux⁸³.

78. H. MONIN, *op. cit.*, p. 574.

79. Il faut en outre remarquer que les trésoriers estimaient qu'il faudrait 50 millions pour rembourser les offices supprimés (H. DE GRIMOUARD, *op. cit.*, p. 522).

80. U 992, p. 72.

81. H. DE GRIMOUARD, p. 522-523.

82. Z₁F 1068, arrêt du conseil du 4 octobre 1788 pour le département des tailles de 1789.

83. Z₁F 638.

La disparition des intendants donne toutefois un regain d'activité au bureau de Paris. En effet, une proclamation royale du 16 octobre 1789 décide que les délégués du bureau des finances travailleront au département des impositions avec les commissions intermédiaires⁸⁴. Les trésoriers s'occupent donc à nouveau jusqu'en août 1790 de la répartition des impôts, y compris la capitation, avec les bureaux intermédiaires et les élus. Le trésorier commis par le bureau pour une ou plusieurs élections, sert de commissaire député pour le roi. Sa place aux séances est au moins celle d'un invité d'honneur⁸⁵.

Pour les ponts et chaussées, le bureau de Paris conserve également quelque pouvoir. La commission intermédiaire d'Ile-de-France donne son avis ; les ingénieurs des ponts et chaussées présentent leurs rapports, mais les décisions importantes semblent du ressort des trésoriers⁸⁶.

Mais pendant ce temps, l'Assemblée Nationale décide de supprimer la vénalité des offices de judicature, et de rembourser les officiers dépossédés⁸⁷. Les bureaux de province ayant rédigé un livre concernant leurs « observations », les trésoriers de Paris, fidèles à leur particularisme mais désireux de manifester leur solidarité, font distribuer une brochure imprimée aux membres du comité de judicature et aux députés de l'Assemblée.

La brochure est intitulée « très humble adresse des présidents trésoriers de France au bureau des finances de Paris à l'Assemblée Nationale ». Les trésoriers soulignent qu'ils n'ont eu aucune part dans la rédaction du mémoire des bureaux de province, mais qu'ils approuvent l'essentiel des conclusions de leurs collègues.

Toutefois, ils souhaitent ajouter quelques réflexions, non sur ce qu'ont été les bureaux des finances dans le passé, mais sur ce qu'ils pourraient être. Cela revient à des offres de service, et qui pourrait les en blâmer ?

Leur conclusion est d'ailleurs fort digne : « Mais quoique l'Assemblée Nationale décide d'après ces réflexions sur le sort des bureaux des finances, celui de la capitale aura toujours rempli son but, s'il parvient à convaincre cette auguste Assemblée de la pureté de ses intentions et de son entier dévouement à la prospérité publique »⁸⁸.

La seule réponse du comité de l'Assemblée est une demande

84. Z₁F 638, enregistrement du 30 octobre 1789.

85. Z₁F 1068, pièces diverses de 1789 et 1790.

86. Z₁F 1068, pièce datée d'août 1790 au sujet du pont de Meaux.

87. Décrets du 4 août et des 16-24 août 1789.

88. Z₁F 643 (dernières pages non cotées, pas de date).

de tableau des offices à rembourser, avec pièces justificatives en annexe⁸⁹.

Le tableau est dressé : bien des offices sont vacants, d'ailleurs⁹⁰. Le corps des trésoriers de Paris n'a pas de dettes à part deux petites pensions à des veuves d'anciens concierges du bureau.

Des décrets de septembre 1790 suppriment les bureaux des finances ; les officiers doivent toutefois continuer à exercer leurs fonctions jusqu'à ce que les nouveaux juges puissent prendre leur place⁹¹. Ils doivent dès à présent remettre leurs titres au comité de judicature, en vue du remboursement de leurs offices⁹² ; l'évaluation sera celle de 1771⁹³.

Dès le 5 octobre, le bureau de Paris est assemblé par billets. Les officiers réunis rédigent encore un mémoire où ils font leur propre éloge, puis ils se séparent : fort heureusement, la période des vacances doit justement commencer pour eux le 15 octobre.

Finalement, le vendredi 21 janvier 1791, à onze heures du matin, le greffier présente au premier président une sommation que le commissaire de police et un huissier de l'Hôtel de Ville ont apportée la veille.

A la requête du procureur de la Commune de Paris, le premier président est prié de se trouver au greffe du bureau le lundi suivant à dix heures du matin, pour être présent « lors du transport de messieurs les officiers municipaux audit greffe, pour faire fermer les portes de l'auditoire dudit bureau des finances et chambre du domaine, ainsi que celles des greffes, et apposer les scellés sur les armoires et autres dépôts de papiers et minutes, attendu que par délibération du conseil général de la Commune du 18 du mois, les six tribunaux du département de Paris seront installés et entreront en activité mardi prochain »⁹³. Aucun commentaire ne suit cette mention sur le dernier registre des audiences. En était-il besoin d'ailleurs ?

Ainsi disparaît le bureau des finances de Paris, discrètement, comme il vivait depuis quelques années. Les temps de grandeur étaient passés, la suppression des trésoriers de France ne pouvait être bien spectaculaire, surtout au milieu de l'inquiétude qui régnait en ce début d'année 1791.

89. Z₁F 643, 25 décembre 1789.

90. A la séance du 3 août 1790, il n'y a plus que huit trésoriers et un greffier (Z₁F 638).

91. Articles 17 et 18 du décret des 6-11 septembre 1790.

92. Décret des 6-12 septembre 1790.

93. Z₁F 643, dernière page du registre.

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION.....	1
BIBLIOGRAPHIE	7

PREMIÈRE PARTIE

HISTORIQUE

SECTION I. — TRÉSORIERS DE FRANCE ET GÉNÉRAUX DES FINANCES.....	13
§ 1. — <i>Les origines</i>	13
§ 2. — <i>Puissance des trésoriers et des généraux</i>	15
§ 3. — <i>Les réformes sous François I^{er}</i>	17
SECTION II. — CRÉATION DES BUREAUX DES FINANCES.....	19
§ 1. — <i>Réunion des offices de trésoriers et de généraux</i>	19
§ 2. — <i>Création des bureaux des finances</i>	21
SECTION III. — LES TRÉSORIERS SOUS HENRI IV ET LOUIS XIII.....	25
§ 1. — <i>La suppression de 1598</i>	25
§ 2. — <i>Les négociations et le rétablissement des bureaux</i>	28
§ 3. — <i>La revanche des trésoriers</i>	31
SECTION IV. — LES DÉBUTS DES INTENDANTS. LA FRONDE.....	34
§ 1. — <i>Les intendants avant la Fronde</i>	34
§ 2. — <i>La première Fronde : 1648 et 1649</i>	38
§ 3. — <i>La seconde Fronde : 1650 à 1654</i>	41
SECTION V. — LE BUREAU DE PARIS APRÈS LA FRONDE.....	45
§ 1. — <i>Trésoriers et intendants après la Fronde</i>	45
§ 2. — <i>Réunion de la chambre du trésor au bureau des finances</i>	47
§ 3. — <i>Le bureau des finances au XVIII^e siècle</i>	49

DEUXIÈME PARTIE

ATTRIBUTIONS

CHAPITRE I. — LES FINANCES.....	53
SECTION I. — FINANCES EN DIRECTION.....	55
§ 1. — <i>Surveillance des agents financiers et de leur gestion</i>	55
§ 2. — <i>Etablissement des impositions</i>	59
§ 3. — <i>Recouvrement des impôts, vérification des dépenses et des états</i>	68
§ 4. — <i>Finances locales</i>	75

SECTION II. — FINANCES EN JURIDICTION.....	80
§ 1. — <i>Gabelles, aides, étapes et subsistances</i>	81
§ 2. — <i>Surveillance et discipline des agents financiers</i>	83
§ 3. — <i>Réclamations des parties prenantes</i>	86
§ 4. — <i>Réclamations des contribuables</i>	87
§ 5. — <i>Finances locales</i>	90
CHAPITRE II. — LE DOMAINE.....	93
SECTION I. — DOMAINE EN DIRECTION.....	93
§ 1. — <i>Compétence du bureau des finances de Paris</i>	94
§ 2. — <i>Surveillance générale du domaine royal</i>	97
§ 3. — <i>Entretien et rachat du domaine engagé</i>	102
§ 4. — <i>Entretien et gestion du domaine non engagé</i>	106
§ 5. — <i>Contrôle sur les comptes et les comptables du domaine</i>	110
SECTION II. — DOMAINE EN JURIDICTION.....	112
§ 1. — <i>Limites de la compétence du bureau des finances</i>	112
§ 2. — <i>Surveillance des comptables, engagistes et fermiers</i>	117
§ 3. — <i>Contestations touchant aux travaux domaniaux</i>	119
§ 4. — <i>Contestations sur le paiement des charges domaniales</i>	120
§ 5. — <i>Répression des usurpations de biens du domaine</i>	121
CHAPITRE III. — VOIRIE ET TRAVAUX PUBLICS.....	124
SECTION I. — VOIRIE ET TRAVAUX PUBLICS EN DIRECTION.....	126
§ 1. — <i>Les services, la procédure</i>	126
§ 2. — <i>Routes et chemins, carrières</i>	132
§ 3. — <i>Ponts, quais et canaux</i>	135
§ 4. — <i>Inondations, adduction d'eau</i>	138
§ 5. — <i>Sûreté, commodité et salubrité des rues</i>	140
§ 6. — <i>Ouvrages de pavé</i>	145
§ 7. — <i>Urbanisme, plans de Paris</i>	147
SECTION II. — VOIRIE ET TRAVAUX PUBLICS EN JURIDICTION.....	150
§ 1. — <i>Principes généraux de compétence et conflits</i>	150
§ 2. — <i>Sanctions en matière de voirie</i>	153
§ 3. — <i>Juridiction en matière de travaux publics</i>	156
§ 4. — <i>Opposition, intervention, appel</i>	159

TROISIÈME PARTIE

ORGANISATION ET MÉTHODES DE TRAVAIL RAPPORTS AVEC D'AUTRES JURIDICTIONS

CHAPITRE I. — LES OFFICIERS.....	167
SECTION I. — LES OFFICES DU BUREAU DE PARIS.....	167
§ 1. — <i>Historique des principaux offices</i>	168
§ 2. — <i>Privilèges et rang des trésoriers de France</i>	172
§ 3. — <i>Obligations des trésoriers de France</i>	176
§ 4. — <i>Offices annexes, greffiers et huissiers</i>	180
§ 5. — <i>Prix et revenu des offices</i>	183

SECTION II. — LE RECRUTEMENT DES OFFICIERS.....	186
§ 1. — <i>XVI^e et début du XVII^e siècles</i>	188
§ 2. — <i>Fin du XVII^e et XVIII^e siècles</i>	190
§ 3. — <i>Rapports familiaux avec les trésoriers de province</i>	191
§ 4. — <i>Richesse et mode de vie des trésoriers de Paris</i>	193
CHAPITRE II. — LES MÉTHODES DE TRAVAIL.....	196
SECTION I. — ORGANISATION ET RÈGLEMENT DU BUREAU.....	196
§ 1. — <i>Le cadre</i>	197
§ 2. — <i>Le service intérieur des trésoriers</i>	199
§ 3. — <i>Les gens du roi</i>	202
§ 4. — <i>Fonctions des greffiers et huissiers</i>	203
§ 5. — <i>Le service extérieur</i>	205
§ 6. — <i>Procédure</i>	208
SECTION II. — LE BUDGET DU BUREAU. LES DIFFICULTÉS FINANCIÈRES.....	211
§ 1. — <i>Le budget du bureau — les menues nécessités</i>	212
§ 2. — <i>Difficultés financières</i>	213
SECTION III. — LES COMMISSIONS ROYALES OU DU CONSEIL.....	216
§ 1. — <i>Les commissions ordinaires</i>	217
§ 2. — <i>Les commissions extraordinaires</i>	218
§ 3. — <i>La commission des blés</i>	221
CHAPITRE III. — LES TRÉSORIERIERS DANS LEURS RELATIONS AVEC D'AUTRES JURIDICTIONS.....	225
SECTION I. — RAPPORTS AVEC LES COURS SOUVERAINES.....	226
§ 1. — <i>Le parlement</i>	227
§ 2. — <i>La chambre des comptes</i>	229
§ 3. — <i>La cour des aides</i>	231
SECTION II. — RAPPORTS AVEC LA VILLE DE PARIS.....	233
SECTION III. — LES BAILLIAGES ET PRÉVÔTÉS. LES JUSTICES SEIGNEURIALES.....	235
§ 1. — <i>Bailliages et prévôtés</i>	236
§ 2. — <i>Le Châtelet</i>	238
§ 3. — <i>Le lieutenant de police</i>	239
§ 4. — <i>Justices seigneuriales</i>	241
SECTION 4. — TENTATIVES DE RÈGLEMENT DES CONFLITS.....	243
§ 1. — <i>Conséquences des conflits</i>	243
§ 2. — <i>Efforts de conciliation</i>	244

CONCLUSION

DÉCADENCE ET FIN DU BUREAU DES FINANCES DE PARIS

SECTION I. — LE BUREAU DE PARIS AU XVIII ^e SIÈCLE.....	249
§ 1. — <i>Causes de la décadence</i>	250
§ 2. — <i>Effets de la décadence</i>	252
§ 3. — <i>Différences entre les trésoriers de Paris et ceux de province</i>	255
§ 4. — <i>Jugement des contemporains</i>	257

SECTION II. — LES DERNIÈRES ANNÉES.....	259
§ 1. — <i>La réforme de 1771</i>	259
§ 2. — <i>La suppression de 1788</i>	261
§ 3. — <i>La Révolution</i>	264
TABLE DES MATIÈRES.....	267

Vu : *Le Président de la thèse,*

signé : F. DUMONT

Vu : *Le Doyen de la Faculté
de Droit et des Sciences
économiques,*

signé : G. VEDEL

Vu et permis d'imprimer :
Le Recteur de l'Académie de Paris,
signé : J. ROCHE

